

**Les décisions de Bruxelles
risquent de décevoir
les paysans français**

(Lire pages 43 et 44.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 2,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Belgique, 1 BF ; Espagne, 10 p. ; France, 10 p. ;
Grèce, 10 p. ; Italie, 10 p. ; Japon, 10 p. ;
Liban, 10 p. ; Pays-Bas, 10 p. ; Portugal, 10 p. ;
RFA, 1 DM ; Royaume-Uni, 10 p. ; Suisse, 1 fr. ;
USA, 1 \$; Yougoslavie, 10 p. ;

Tarif des abonnements page 35

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 620-23 Paris
Tél. Paris 10 69672
Tlx : 245-72-23

L'opposition espagnole critique le plan politique de M. Arias Navarro

L'HÉRITAGE
ET LE CHANGEMENT

Faut-il concilier l'esprit du franquisme avec celui de la démocratie ? Telle est, au fond, la question que se pose M. Arias Navarro ne désespère pas de résoudre. En proposant aux Espagnols un changement dans la continuité, une évolution sans « rupture » et qui sauvegarde l'héritage, il entendait à l'avance dans une ambiguïté insupportable pour l'opposition. Celle-ci n'est pas prête à souscrire à l'aphorisme utilisé mercredi par le chef du gouvernement, selon lequel « on ne réforme que ce qu'on veut conserver ».

Les réactions défavorables, voire violemment hostiles, suscitées à gauche par le programme de réforme ne peuvent surprendre. En dehors même de la tonalité générale d'une allocation dont M. Tienno Galvan, président du Parti socialiste populaire, a souligné l'anachronisme, trois raisons justifient la déception de l'opposition, qui contraste avec la satisfaction, déjà manifeste, des conservateurs.

Sur la procédure d'abord. Si des échéances précises paraissent enfin avoir été fixées, aucune assurance n'est vraiment donnée sur le contenu final des réformes constitutionnelles qui doivent permettre à l'Espagne de sortir de l'après-franquisme, réformes qui ont été élaborées par une commission mixte de dix-huit membres, dont les délibérations restent secrètes. En outre, les projets de loi les plus importants — notamment ceux qui concernent la réforme électorale — devront d'abord être approuvés par les Cortes, largement dominées par les ultras. On les voit mal entériner des textes qui puissent ensuite recueillir l'adhésion de la gauche, même modérée. M. Arias Navarro, qui a refusé d'appliquer la réforme par voie de décret, justifie cette procédure par son souci de respecter la démocratie. C'est naturellement jouer sur les mots.

En second lieu, alors même que la situation sociale est de nouveau tendue en Espagne à l'approche du 1^{er} mai, le chef du gouvernement a repris à son compte un vocabulaire et une analyse des conflits sociaux clairement franquistes. Les syndicats « légaux » ne sont que des groupes d'agitateurs financés par l'étranger. La réforme syndicale, qui semblait urgente depuis que les syndicats « veritatxos » officiels ont montré leur peu de représentativité, est remise à plus tard. Quant aux séparatistes, M. Arias Navarro, qui n'a rien dit des revendications régionalistes, leur promet une répression accrue.

Reste enfin la question épineuse du parti communiste. Le chef du gouvernement a réaffirmé qu'il n'était toujours pas question de lui ouvrir les portes de la future démocratie espagnole. Or, la majorité des partis d'opposition regroupés au sein de la Coordination démocratique ont prouvé récemment qu'ils refusaient de se désolidariser du P.C. Les manœuvres du gouvernement, qui visaient à accélérer l'isolement des communistes, ont jusqu'à présent échoué. Il y a peu de chances pour qu'elles réussissent demain.

Pour la gauche non communiste, il ne s'agit pas seulement d'exiger l'application sans restriction des principes démocratiques. Aucun parti ne souhaite, en réalité, laisser aux communistes le « privilège » de la clandestinité. Dans une Espagne encore traumatisée par les souvenirs de la guerre civile, des élections libres permettraient, selon la plupart des dirigeants de l'opposition, d'ancrer sa place au P.C. Mais seulement sa place, qui sera forcément modeste. L'intransigence du pouvoir en ce domaine leur paraît donc non seulement injuste mais maladroite.

A quelques semaines du voyage que doit effectuer le roi Juan Carlos aux Etats-Unis, le chef du gouvernement a justifié son intervention par la nécessité de sortir au plus vite de la « confusion ». On peut se demander si ses réformes insistantes à la « fidélité » franquiste ou ses appels mesurés à la « compréhension » des ultras constituent la bonne méthode. Mais en existe-t-il une autre ?

Les Espagnols auront à se prononcer, en octobre, par référendum, sur la ratification de la réforme constitutionnelle. En outre, des élections de députés au suffrage universel auront lieu au début de 1977. M. Carlos Arias Navarro, chef du gouvernement, a annoncé l'ensemble de ces dispositions au cours d'une allocution radio-télévisée, le mercredi 28 avril. Son discours a été jugé très sévèrement par l'opposition de gauche, qui estime insuffisantes les réformes projetées.

De notre correspondant

Madrid. — Le chef du gouvernement a expliqué dans son allocution à la télévision en quel sens la « voie démocratique espagnole », et annoncé quatre mesures concrètes :

— Tous les projets de loi concernant la réforme politique seront terminés avant le 15 mai, à l'exception de la nouvelle loi électorale qui devra être présentée aux Cortes avant le 15 juillet.

— Le gouvernement espère que les Cortes donneront suite à ce projet de loi avant le mois d'octobre, c'est-à-dire avant le référendum sur la réforme parlementaire et les modifications des lois fondamentales qui forment la constitution espagnole (de « Fuero » des Espagnols de 1945, le « Fuero » du travail de 1939, la loi constitutionnelle des Cortes espagnoles de 1942, la loi de succession de 1947, la loi sur le référendum national de 1946 et la loi organique de l'Etat de 1948).

— Des élections générales parlementaires auront lieu au début de 1977.

— Le renouvellement des municipalités et des organismes provinciaux (députations) sera assuré également par élections.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Précautions

On va faire voter les Espagnols pour leur demander s'ils veulent voter pour être une Assemblée constituante. Précaution pour précaution, on aurait pu d'abord leur faire voter pour leur demander s'ils veulent participer à ce référendum.

On aurait pu aussi leur demander directement à être leurs députés. Mais peut-être le gouvernement de Madrid craint-il qu'après tant d'années ils n'aient perdu le goût du vote, ou même qu'ils ne sachent plus voter du tout. C'est peu probable. La démocratie est comme la bicyclette : il arrive qu'elle dérape, mais elle ne s'oublie pas.

ROBERT ESCARPIT.

Le tiers-monde s'alarme d'un possible échec du dialogue Nord-Sud

Les dix-neuf pays en voie de développement (1), qui participent à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.) — plus connue sous le nom de « dialogue Nord-Sud », — ont adressé mercredi 28 avril, à la fin de la troisième session de travail des commissions de cette conférence, une mise en garde très nette à leurs interlocuteurs, les huit pays industrialisés (2) qui siègent à la conférence. Si ceux-ci ne font pas des concessions substantielles lors de la prochaine session de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le développement) à Nairobi, l'avenir de la réunion de Paris sera « compromis », estiment les « dix-neuf ». Ceux-ci déplorent, en effet, que les pays industrialisés « n'avancent aucune proposition constructive » répondant aux leurs. A continuer de la sorte, le dialogue Nord-Sud ne mènera « nulle part », a déclaré le leader « dix-neuf », M. Perez Guerrero, ministre vénézuélien des relations extérieures et coprésident de la Conférence de Paris.

Pour bien souligner la solidarité étroite entre les pays en voie de développement et sans doute pour donner un aspect plus solennel à l'avertissement des « 19 », M. Perez Guerrero, ministre vénézuélien des relations extérieures, qui copréside la conférence de Paris, a lu sa déclaration en présence des délégués des pays du tiers-monde qui assurent la coprésidence des quatre commissions de la conférence Nord-Sud : MM. de la Fuente (Pérou), matières premières ; Ali Chailal (Algérie), développement ; Yedaneh (Iran), affaires étrangères, et le remplaçant de M. Taher (Arabie Saoudite), énergie.

La déclaration des « 19 » marque essentiellement :

1) Leur « insatisfaction » devant la lenteur des progrès de la conférence de Paris, imputable essentiellement « au manque de volonté politique de quelques pays développés... » ;

2) Leur conviction que, « à moins de résultats substantiels à la quatrième [session de la conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)], l'avenir du dialogue dans le cadre de la conférence de Paris... serait compromis » ;

En réponse aux questions, M. Perez Guerrero a pris soin de préciser qu'« il n'était pas question pour les Dix-Neuf de quitter la conférence ou de n'y pas revenir si la CNUCED échouait... » Il n'y a, de notre part,

(1) Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Cameroun, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, République arabe d'Egypte, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

(2) Australie, Canada, C.E.E., Espagne, Etats-Unis, Japon, Suède, Suisse.

« 209 JOURS DE CONGÉS »

Enfants et adolescents disposent cette année de deux cent neuf jours de congés pour cent cinquante-six jours de classe. Ce chiffre est surprenant, mais il est incontestable.

Dans l'enseignement secondaire, cette durée de la scolarité sera théoriquement un peu supérieure dans un certain nombre de lycées et de collèges par suite des décisions des chefs d'établissements. Mais les associations de parents ont raison de souligner que de toute façon, la durée réelle des

congrés sera supérieure à deux cent neuf jours du fait des modifications d'horaires dans les périodes d'examens.

L'ampleur de ce temps de loisirs des chefs d'établissement s'explique par un phénomène récent. Si l'on se réfère seulement à des années très proches, on constate, par exemple, qu'en 1960-1961 la durée des congés était de cent quatre-vingt-sept jours.

Mais, plus encore, ce régime de loisirs n'était, il y a trente ans, réservé qu'à une très petite minorité de jeunes Français appartenant généralement aux milieux aisés. Pour tous les autres, le passage à la situation d'adulte s'effectuait dès la fin de l'école primaire par l'entrée en apprentissage.

Les besoins des adolescents favorisés qui avaient alors de vrais loisirs étaient facilement résolus. Or, à l'absence de leur famille, ils pouvaient avoir accès à des activités payantes. Ils disposaient, d'autre part, des associations et mouvements de jeunesse dont la capacité d'accueil et l'implantation correspondaient à leurs besoins et des activités de loisirs organisées par certains établissements d'enseignement, le plus souvent privés, grâce notamment pour ces derniers, à la disponibilité de l'encadrement religieux.

Quant aux loisirs des enfants, l'importance du nombre de ceux-ci vivants alors en milieu rural, le fonctionnement de l'école primaire dans un tel milieu, les œuvres périscolaires, la vie familiale, la faible exigence éducative, alors liée dans l'esprit des adultes au

(*) Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports.

La réforme électorale renforcera la bipolarisation

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 28 avril, un projet de loi visant à modifier le système électoral actuellement en vigueur en limitant le nombre des candidats qui pourront participer, dans toutes les consultations, au second tour de scrutin.

Ces dispositions, qui ont pour effet de renforcer la « bipolarisation » et qui visent à plus d'équilibre « proportionnalisation » du système électoral français, ne seraient pas accueillies avec une égale faveur par toutes les formations qui composent la « majorité présidentielle ».

Accordant avec zèle et empressement aux vœux que M. Valéry Giscard d'Estaing avait exprimés à l'occasion de sa « réunion de presse » du 22 avril, le conseil des ministres a approuvé six jours plus tard un remaniement du code électoral dont l'adoption n'aurait pas sans conséquences sur la vie politique française.

Le gouvernement ne se borne pas à proposer que, pour les « municipales » du printemps 1977, les électeurs de Toulouse et de Nice votent par secteur comme le font déjà ceux de Paris, de Lyon et de Marseille. Il se propose également en faveur d'un renforcement du système majoritaire, renforcement qui affecte l'élection des députés, des sénateurs (sauf dans les neuf départements où ils sont élus à la proportionnelle), des conseillers généraux et des conseillers municipaux des villes de plus de trente mille habitants.

Pour toutes ces consultations, ne pourraient participer au second tour de scrutin que les candidats ou les listes qui auraient obtenu au premier tour un nombre de suffrages représentant 10 % (et non plus 10 %) de celui des électeurs inscrits. Si un seul candidat ou une seule liste était dans ce cas, si aucun candidat ni aucune liste ne satisfaisait à cette exigence, les deux candidats ou les deux listes arrivés en première et seconde position — quel que soit le nombre des suffrages — pourraient seuls demeurer en lice.

Justifiés par le souci d'éviter le maintien ou le surgissement au second tour de candidats fantaisistes, ou de division, ou de division, les propositions gouvernementales auront pour conséquence, si elles sont acceptées par le Parlement, de « couper la France en deux » comme cela avait été le cas plus que jamais encore lors de la « présidentielle » de mai 1974 chaque fois que les électeurs seront appelés aux urnes. Elles amplifieront le phénomène de bipolarisation qui n'a cessé de

(1) Bénéficiaire du déstabilisme du P.C.F. et du P.S.U. M. Michel Tavaux emporté au second tour par 15.000 voix contre 14.700 au candidat U.D.R. et 10.800 au candidat réformateur. Au premier tour, il n'avait recueilli que 7.430 voix sur 40.004 suffrages exprimés et 50.344 inscrits.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 20.)

Une semaine avec...
LE NORD-PAS-DE-CALAIS

Du lundi 3 au samedi 8 mai, le Monde publiera chaque jour, dans toutes ses éditions, un cahier spécial sur le Nord-Pas-de-Calais.

Le Monde y présentera cette grande région industrielle et agricole de quatre millions d'habitants, ses aspects et ses problèmes économiques, culturels, sociaux et politiques.

L'ANNÉE DU BICENTENAIRE

Figures des lettres américaines

Année du bicentenaire, année « américaine ». Aux Etats-Unis, la littérature ne sera pas en reste. Déjà un écho nous en est offert par les traductions, plus nombreuses qu'en temps ordinaire.

Nous présentons dans un premier temps quelques figures marquantes, déjà familières au public français. Jack Kerouac, l'inventeur de la « Beat-génération », disparu en 1969, était connu surtout pour ses grands chants de prose et de rupture que sont « Sur la route », ou « Les Anges vagabonds ». Voici la première adaptation de ses poèmes en français. C'est également une face inédite de Tennessee Williams qui se révèle : nous le savions dramaturge, nous le découvrons romancier.

Les hantises new-yorkaises continuent à s'exprimer à travers les solides tempéraments de Bernard Malamud et Philip Roth, « piliers » de l'école juive. Leurs récents romans, où l'on voit de « petits Blancs » se blesser et se déchirer à toutes les aspérités de la vie citadine moderne, où l'on voit aussi

(Lire pages 24 et 25.)

J.-C. Guillebaud

Les confettis de l'Empire

Djibouti
Martinique
Guadeloupe
Réunion
Tahiti
Nouvelle Calédonie
Guyane
etc.

**J.C. GUILLEBAUD
LES CONFETTIS
DE L'EMPIRE**

Djibouti
Martinique
Guadeloupe
Réunion
Tahiti
Nouvelle Calédonie
Guyane
etc.

La France, dernière puissance coloniale ?

Call. 1111111111
Imprimé et dirigé par Jean Guillebaud
220 pages 39 F (12 années)

SEUIL

مكتبة العالم

EUROPE

Espagne

Le plan politique de M. Arias Navarro suscite de nombreuses critiques

(Suite de la première page.)

C'est sur la réforme parlementaire que M. Arias Navarro a donné le plus de précisions. Il a annoncé que les Cortes se composeraient de deux Chambres, le Congrès et le Sénat. Le Congrès sera composé de députés élus au suffrage universel direct, égal et secret. Chaque province aura un nombre minimum de députés, proportionnel au chiffre de sa population. Le Sénat, outre ses fonctions propres, héritera des compétences actuellement attribuées au conseil national du mouvement et sera formé par des membres permanents, désignés par le roi pour chaque législature, et ceux qui seront élus selon les modalités prévues par la loi.

Il est également prévu, a-t-il dit, que M. Arias Navarro, de créer un tribunal de garanties constitutionnelles, qui sera l'une des branches du tribunal suprême. Enfin, une des conséquences de la réforme sera la modification de la composition du Conseil du royaume.

Le Congrès et le Sénat pourraient compter trois cents membres chacun. Il y aura au moins deux députés par province, plus un par tranche de deux cent mille habitants. Le Sénat sera formé par les quarante membres à vie du conseil national du mouvement nommé par le général Franco (ainsi que par ceux qui seront cooptés par les membres de ce groupe, dont qu'une vacance s'y produira), plus vingt-cinq représentants des organisations culturelles ou académiques officielles, vingt-cinq personnes désignées par le roi, cinquante représentants des syndicats et cent cinquante sénateurs élus par les provinces.

« Perfectionner la légalité »

Quant au Conseil du royaume, le nombre de ses membres sera réduit de dix-huit (dix conseillers élus et huit conseillers choisis à vie) à quinze (cinq élus par le Congrès, cinq élus par le Sénat et cinq conseillers choisis à vie). Ils seront en situation d'activité le plus ancien, le chef du haut état-major, le président du tribunal suprême et le président de l'Institut d'Espagne.

En fait, cette réforme parlementaire introduit dans le système constitutionnel espagnol le principe du suffrage universel, tout en maintenant certains aspects du franquisme. Si le conseil national du mouvement disparaît, ses quarante conseillers nommés à vie demeurent. On notera d'autre part la disparition de toute représentation ecclésiastique; jusqu'à maintenant un évêque membre des Cortes (le plus ancien, s'il y a eu un évêque) était automatiquement membre du Conseil du royaume.

Le président Arias a confirmé la prochaine modification de la loi de succession et aussi, mais sans fixer de date ni donner de détails, une réforme des syndicats et une réforme fiscale, toutes deux considérées comme indispensables pour la construction de la « vote démocratique espagnole ».

Cette démocratie à l'espagnole revient, selon M. Arias, à unir « les

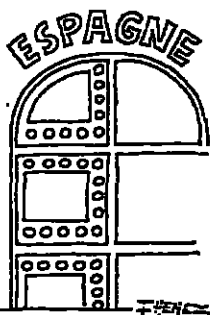
deux étapes de notre histoire, c'est-à-dire l'étape franquiste et l'étape post-franquiste à travers le roi », mais en maintenant la « ferme décision de rester fidèle au souvenir et à l'héritage de Franco ». Par conséquent, a-t-il dit, le président « demeure hors de notre univers politique toute idée de rupture révolutionnaire et toute réclamation d'ouverture d'une période constitutive », étant donné que ne sont pas admis « d'autres intermédiaires que ceux que le peuple désigne ». L'idée de cette démocratie espagnole se résume dans l'une des phrases de l'allocution de M. Arias : « La légalité ne peut être mise en question, mais la légalité peut être perfectionnée ». Pour cela, d'après le chef du gouvernement espagnol, la seule voie est celle de la réforme, étant donné que « les droits et les devoirs des citoyens sont incompatibles avec toute forme de dérogation ou de paternalisme ».

Le président Arias, qui a affirmé avoir prononcé cette allocution pour « mettre fin à la confusion ambiante », a déclaré « à la simplicité, à la sérénité et à la tranquillité », a déclaré très nettement que ni le parti communiste, ni le séparatisme, ni le terrorisme, ne seront admis dans le jeu politique. A l'égard du communisme, il a employé les mêmes mots et les mêmes concepts que

le général Franco dans ses discours, de 1936 à 1975. De même, parlant des grèves (cinquante millions d'heures perdues en deux mois), il a dit que « leurs préjudices sont les mêmes, les mêmes, soumis à de fortes pressions de la part de ceux qui, nous en avons les preuves, touchent de grosses sommes d'argent pour les mener à la poursuite et au désespoir ». Le chef du gouvernement a insisté également sur le fait qu'il maintiendra l'ordre « sans abdiquer en rien les prérogatives de l'autorité ». Il a conclu en disant que toutes les réformes annoncées étaient « des engagements du gouvernement, pris dans une époque difficile ».

Il est difficile d'apprécier la portée exacte de l'allocution du chef du gouvernement avant de savoir quelles limites exactes la nouvelle légalité assignera aux partis politiques et quelle sera la loi électorale. Une seule chose est claire : le refus de légaliser le parti communiste. Les partis démocratiques acceptent-ils, dans ces conditions, de jouer dans le jeu ? S'ils s'y refusent, le président Arias se trouvera en présence d'une démocratie « à l'espagnole » qui ne sera qu'une démocratie à l'usage des franquistes.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.



(Dessin de CRENEZ.)

L'opposition juge très insuffisantes les réformes proposées

A Madrid l'opposition de gauche espagnole, de la démocratie chrétienne aux communistes, a rejeté en bloc le programme de réformes annoncé, mercredi, par le président Arias Navarro.

Ainsi, M. Fernán Galván, président du parti socialiste populaire, estime que l'allocution du chef du gouvernement espagnol marque « un recul » et « repousse complètement une quelconque relation possible avec l'opposition ».

M. José María Gil Robles, pour sa part, ancien ministre de la défense de la République espagnole et leader de la Fédération populaire démocratique (centre de la démocratie chrétienne) a qualifié les discours d'« imprécis, confus et antidémocratique ». « Le chef du gouvernement », a-t-il dit, « annonce un référendum, dans le but de consolider le système ».

Dans une déclaration officielle,

la commission exécutive du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) a qualifié de son côté les discours du président Arias Navarro de « typiques des pires temps de la dictature ».

Le P.S.O.E. rejette surtout l'introduction que M. Arias fait des grèves ouvrières et aussi « l'exclusion de partis politiques qui acceptent les règles du jeu démocratique et le fait que le gouvernement puisse avoir recours à des méthodes d'orthodoxie démocratique ».

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (U.G.T., de tendance socialiste), M. Nicolás Redondo, a assuré quant à lui, que les discours du président « est sans aucun rapport avec la vie réelle du pays. Il a montré, a-t-il dit, le syndicalisme, un monde qui ne connaît que les préoccupations et les aspirations du peuple espagnol. Il est tout simplement honteux de voir de quelle façon le président du gouvernement d'aujourd'hui se situe par rapport à la problématique syndicale qui constitue l'un des thèmes les plus graves de la vie sociale, économique et politique du pays ».

Un membre influent du parti communiste, l'avocat marillène Antonio Rato, a pour sa part, qualifié d'« absurde complète » le message du chef du gouvernement « d'aujourd'hui ». « L'annonce du référendum », a-t-il dit, « n'a aucune signification. Pour organiser un référendum, le gouvernement doit en référer aux Cortes et le référendum est acceptable pour les Cortes, il ne sera sûrement pas pour le pays ».

A Paris, M. Zabalza, secrétaire général du parti carliste, estime que « les dirigeants du pouvoir manifestent leur intention de préparer une période de réformes sans aucune participation du peuple, leur projet se situe dans le cadre de l'autoritarisme qui caractérise le régime. M. Arias Navarro a proféré une série de menaces qui peuvent engendrer un climat de violence dont le régime aura la responsabilité ».

● Les représentants de cinq organisations nationalistes basques ont annoncé officiellement, le mardi 27 avril, à Bruxelles, la création d'un organisme unitaire, la Coordination patriotique socialiste, se présentant en basque sous les initiales E.A.S. Selon eux, le E.A.S. est né il y a dix mois du rassemblement de l'E.T.A. (branche politique et militaire), du L.A.I.A. (parti des travailleurs patriotes et révolutionnaires), du L.A.K. (commission des travailleurs patriotes), de l'E.H.A.S. (parti socialiste d'Euzkadi) et du L.A.B. (commission des travailleurs patriotes). (A.F.P.)

Portugal

REVENANT SUR SA DÉCISION

Le parti populaire démocratique maintient ses ministres dans le gouvernement provisoire

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Les ministres, secrétaires et le sous-secrétaire d'Etat, membres du parti populaire démocratique, ont finalement repris ce jeudi 29 avril la décision qu'ils avaient offerte au premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo. Compte tenu des termes dans lesquels le P.P.D. avait annoncé sa décision de « mettre ses charges gouvernementales à la disposition du premier ministre », cette décision n'a guère surpris. Si l'avait provoqué une crise gouvernementale pendant cette période, M. Sa Carneiro se serait en effet mis dans une situation intenable. Toutes les formations politiques importantes — non seulement les partisans socialistes et communistes au gouvernement, mais également le Centre démocratique et social — s'étaient en effet prononcées contre la formation d'un septième gouvernement provisoire entre les élections législatives d'avril et présidentielle de juin.

Une manœuvre du parti populaire démocratique visant à provoquer la chute du cabinet de l'amiral Pinheiro de Azevedo était donc contraindre à l'engagement pris, le 26 février dernier, lors de la signature du pacte constitutionnel entre les forces armées et les partis politiques représentés à la Constituante, dont le P.P.D. Dans ce pays où le M.F.A. a créé une sorte de mystique de la parole donnée une telle attitude est considérée comme une trahison. Le parti populaire démocratique aurait été accusé de vouloir « déstabiliser » (1) le pays en une période qui doit marquer, au contraire, l'instauration progressive de la démocratie au Portugal.

Reste à comprendre pourquoi le P.P.D. a tenu, par sa signature, à demander à l'amiral Pinheiro de Azevedo de lui manifester à nouveau sa confiance. Si l'on exclut la volonté délibérée de déstabilisation, il n'est guère que d'une explication. Dans la nuit du 25 au 26 avril, M. Sa Carneiro, le leader du parti, avait réuni les journalistes rassemblés à la fondation Gulbenkian pour une conférence de presse vers 4 h. 30, au moment où les deux grands partis de droite, le C.D.S. mais aussi le P.P.D., se trouvaient dans une situation relativement favorable. L'après-midi, le leader du P.P.D. avait pris de haut, déclarant : « Nous rechercherons donc l'alliance d'autres partis démocratiques », c'est-à-dire le C.D.S. Il avait ajouté : « Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

Les résultats ne devaient pas confirmer les grandes espérances de M. Sa Carneiro, qui n'était plus désormais en position d'obtenir ses vœux. Nous ne pouvons pas gouverner avec le parti communiste et nous allons exiger le renouveau de ce sens du système gouvernemental ».

indiqué qu'il préférait ne pas être candidat. Son remplacement posait en effet de redoutables problèmes d'équilibre au sein de la hiérarchie et entre les « secteurs politiques » au sein des forces armées. Maintenant, le général Eanes paraît se défendre avec moins d'énergie que naguère sous une éventuelle candidature. Sortant de sa réserve, il a, le 28 avril, accordé une longue interview au quotidien O Século. Il a d'autre part, le même jour, reçu M. Sa Carneiro après que celui-ci a annoncé sa décision de le présenter comme candidat à la présidence.

Bénéficiant déjà du soutien du P.P.D., faisant à peu près l'unanimité des milieux militaires, le général Eanes devrait, à l'évidence, être le candidat à la présidence de la République si le P.S.P. devait à son tour lui manifester sa confiance.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Employé par les politologues américains pour caractériser tout ce qui met en cause — au profit de l'U.R.S.S. — le rapport des forces américano-soviétiques, le mot « déstabilisation » est devenu l'un des mots les plus employés du vocabulaire politique portugais.

Union soviétique

La « Pravda » vante la dictature du prolétariat

De notre correspondant

Moscou. — Critiquant implicitement le parti communiste français, la Pravda de ce jeudi 29 avril publie un éditorial et vibrant éloge de la dictature du prolétariat telle qu'elle a été appliquée en U.R.S.S. « La dictature du prolétariat est une étape déjà révolue pour notre pays, précise la Pravda. Elle est convenue avec l'enseignement de Marx, elle constitue un Etat de la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie à l'époque de transition du capitalisme au socialisme; elle s'est brillamment acquittée de ses fonctions et s'est transformée en Etat de tout le peuple. L'Etat de la classe ouvrière a pris des mesures pour écraser la résistance acharnée des classes exploitatrices, pour récupérer leurs privilèges, n'importe quel moyen. Mais la tâche essentielle de cet Etat était un travail créatif, pacifique qui, couronné par l'édification d'une société socialiste, la dictature de la classe ouvrière est un type d'Etat proprement plus démocratique que n'importe quel régime bourgeois. Elle a accordé tous les droits et libertés civiques aux ouvriers, paysans, employés, intellectuels, bref, à l'immense majorité de la population ».

L'article de la Pravda, qui est signé par V. Stepanov — un idéologue du régime qui participe notamment à la rédaction de la revue théorique Kommunist — ne fait aucune allusion aux « violations de la liberté socialiste » pendant la période de Staline. On peut penser en revanche que M. Stepanov a à l'esprit certains dirigeants communistes occidentaux lorsqu'il ajoute : « Les adver-

saire actuels du communisme scientifique tentent d'opposer la conception marxiste-léniniste de la liberté et de l'humanisme à leur conception bourgeoise. Mais les réalités elles-mêmes ont mis en évidence l'essence anti-humaine des conceptions bourgeoises de la liberté ».

Après avoir affirmé « le contenu humaniste de la lutte de libération de la classe ouvrière de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat », M. Stepanov s'en prend « aux idéologues bourgeois réactionnaires qui, déniant le fait historique, cherchent à dénigrer les masses populaires de leurs pays par les prétendues « atrocités » de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, les faisant passer pour des phénomènes qui seraient contraires à l'humanité. Or, la révolution socialiste d'Octobre était une révolution populaire ayant un sens humanitaire très profond par ses résultats, ses conséquences; elle a été accomplie extrêmement vite et sans douleur pour le peuple ».

Jusqu'à ces derniers temps, les dirigeants de la presse soviétique avaient été très réservés sur la dictature du prolétariat. Ce sujet en particulier ne fut pas abordé pendant le XXV^e congrès du P.C. soviétique en février-mars, qui s'était contenté de mettre l'accent sur les vertus de l'internationalisme prolétarien. Le premier éloge de la dictature du prolétariat qui pouvait déjà être interprété comme une réplique au P.C.F. a été prononcé la semaine dernière par M. Andropov, membre du bureau politique et chef du K.G.B., dans le rapport qu'il a présenté au palais du congrès pour le cent sixième anniversaire de la naissance de Lénine. — J. A.

LES CENDRES DU MARÉCHAL GRETCHEVO SONT INHUMÉES SUR LA PLACE ROUGE

(De notre correspondant.)

Moscou. — C'est ce jeudi 29 avril en fin de matinée qu'ont lieu sur la place Rouge les obsèques du maréchal Gretchko. Le dépouille mortelle du ministre de la défense a été exposée pendant toute la journée de mercredi dans la salle des colonnes de la Maison des syndicats. Des dizaines de milliers de personnes, souvent amenées dans des autobus spéciaux, ont défilé devant le corps du maréchal qui avait été installé sur un piédestal au milieu d'une multitude de couronnes mortuaires.

Dans la matinée de mercredi, les dirigeants du parti, conduits par M. Brejnev, sont venus s'incliner devant le catafalque. Tous les membres du bureau politique résidant à Moscou étaient présents, à l'exception du doyen, M. Arbatov, qui est âgé de soixante-dix ans, et, naturellement, M. Gromyko, actuellement à Paris. Les portes de la Maison des syndicats — l'ancien club de la noblesse — ont été fermées à 18 heures. Dans la nuit de mercredi à jeudi, le corps du maréchal a été incinéré. L'urne contenant les cendres est éteinte exposée ce jeudi matin. C'est à 13 heures qu'elle doit être enterrée dans le mur du Kremlin, sur la place Rouge. — J. A.

JEAN BERNARD
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'HOMME

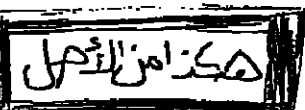
changé par

L'HOMME

Allant plus loin encore, que dans "Grandeur et tentations de la médecine", ce grand savant s'attaque aux problèmes essentiels de cet "homme nouveau" capable de précipiter son évolution, de corriger la nature.

Un livre essentiel que nul ne peut ignorer.

EDITIONS BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris



DIPLOMATIE

Tribune internationale

LE DIALOGUE DES PIONNIERS DE LA DÉTENTE

par SPARTAK BEGLOV (*)

La venue à Paris du ministre soviétique des affaires étrangères rappelle à l'Europe et au reste du monde que ce sont l'U.R.S.S. et la France qui ont donné le signal, il y a de cela dix ans, à l'ouverture, dans le cadre des rapports Est-Ouest des « deux livres », de la détente dans la banquette de la guerre froide.

Mais ce droit au titre de pionniers n'autorise ni la tranquillité du devoir accompli ni la présomption. Bien au contraire, il implique la responsabilité particulière d'être constamment, pour les autres, l'exemple d'une coopération et d'une entente croissantes.

La continuité en ce domaine revêt une importance particulière au moment où, sous l'effet de divers facteurs politiques d'ordre tant objectif que subjectif, une discussion internationale remet en cause le fond même de la politique de détente internationale. Bien que l'hiver de la guerre froide soit du domaine du passé, des anses d'icebergs se forment constamment dans l'Atlantique Nord, devant d'appui au complexe militaro-industriel et à la structure de l'OTAN. Les compagnes, devenues rituelles, à propos de la « menace soviétique » sont indissociables des « rois des missiles » et des généraux atlantiques.

Le soleil de la détente a fait du bon travail en ces dix années. Mais il se trouve des hommes politiques qui, sans refuser de se donner sous ses rayons, tremblent dans le vent des changements sociaux qui soufflent sur le monde. Ils voudraient retourner à la nature : que le soleil continue à chauffer, mais que le vent cesse de souffler ! Les sacrifices linguistiques apportés sur l'autel de la rhétorique électorale n'abolissent pas les réalités de ce monde changeant.

L'U.R.S.S. et la France ont le droit d'estimer que les bases de leurs rapports, jetées en 1966 et en 1971, ont permis d'accélérer la construction des fondations paneuropéennes. La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a fourni à notre continent les normes nécessaires de rapports entre les États pour mener à bien la refonte de la structure de la paix en Europe, surmonter la division en blocs et passer à un système de sécurité garantie sur la base d'efforts collectifs. Il est également logique que, immédiatement après Helsinki, à l'occasion de la visite en U.R.S.S. du président Valéry Giscard d'Estaing (octobre 1975), un degré nouveau a été atteint dans les rapports soviéto-français avec la Déclaration sur le développement de l'amitié et de la coopération, rédigée en pleine conformité avec l'esprit de l'acte final de la conférence européenne. Tout cela pris ensemble a donné de bonnes raisons au 25^e Congrès du P.C.U.S. qui s'est tenu récemment, d'apprécier dignement l'état des rapports entre l'U.R.S.S. et la France et d'exprimer la volonté d'élargir les domaines d'entente et de coopération. Comme cela a été souligné au Kremlin, nous portons de l'idée que cette appréciation est partagée par la grande majorité du peuple français et des partis politiques de France.

Les traditions et l'expérience de ces rapports, de même que les intérêts des peuples français et soviétiques, exigent que les possibilités de la coopération soient perpétuellement accrues. Il existe encore pour cela des réserves inutilisées.

Dans leur déclaration d'octobre, l'U.R.S.S. et la France ont défini le bilan de la conférence européenne comme un programme d'activité à long terme dans tous les domaines. Dans cet ordre d'idées, l'Union soviétique a proposé de convoquer des conférences européennes sur les questions de l'énergie, des transports, de la protection de l'environnement. Nos deux pays n'ont pas été dispensés non plus de la tâche de veiller à l'aspect politique des relations intereuropéennes liées au renforcement des bases de la sécurité. La lutte contre l'inertie du passé et les tendances nouvelles n'a pas encore abouti. Soit dit en passant, l'opinion soviétique a été déconcertée par le renforcement récent des tendances « intégrationnistes » dans la structure militaire de l'alliance atlantique, tendances absolument contraires à l'esprit des principes concertés de l'acte final d'Helsinki. On voit comment ces manœuvres politiques visent la France dans la mesure où elles font obstacle à certains observateurs occidentaux qui préconisent d'inviter à « retour de la France à l'OTAN » comme un fait allant de soi ou peu s'en faut.

Les rapports soviéto-français attirent l'attention de tous les hommes de bonne volonté parce que, à chaque étape nouvelle, Paris et Moscou donnent l'exemple de la recherche de la volonté d'enrichir leurs propres rapports et la politique mondiale. Comme toujours, nous voudrions espérer que la prise en considération des intérêts respectifs et l'expérience accumulée dans le développement de ces rapports permettront à cette recherche de porter ses fruits.

(*) Commentateur de l'agence soviétique Novosti.

APRÈS LE SÉJOUR DE M. GEISEL

M. Giscard d'Estaing a accepté le principe d'une visite officielle au Brésil

Le président Giscard d'Estaing a accepté de se rendre en visite officielle au Brésil à une date qui sera fixée ultérieurement. Annonce le communiqué publié mercredi 28 avril, à l'issue de la visite en France du président de la République du Brésil, M. Geisel.

Le communiqué indique que « les présidents des deux pays ont déterminé les secteurs dans lesquels des projets précis (de coopération industrielle et économique) devraient être négociés de façon prioritaire ». En particulier, « le financement prioritaire comprend un prêt gouvernemental pour la construction d'un terminal pétrolier au port de Santos, fournira des rames automobiles et augmentera les achats de minerais de fer au Brésil. La France, indiquant que le communiqué a décidé de participer à l'exploration des ressources du sous-sol brésilien, notamment minéral de fer, bauxite et métaux non ferreux ».

De son côté, le Brésil a décidé « l'implémentation d'une plate-forme pétrolière dans l'enceinte du port autonome du Havre ». Une déclaration conjointe a été signée à ce sujet par les ministres compétents. Elle précise que l'objet de cette installation sera de faciliter les activités de transit, stockage, transformation et distribution des produits semi-finis d'origine brésilienne.

La presse brésilienne espère de la France une leçon de démocratie

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Dans leurs commentaires sur le récent séjour du général Geisel à Paris, bien des journaux brésiliens soulignent le caractère symbolique que revêt, à leurs yeux, la visite du chef de l'Etat en France. La France est-elle un pays avec lequel on peut se limiter à faire du commerce, à signer des traités ? Non, répond l'écrivain et journaliste Otto Lara Resende, dans le quotidien de Rio O Globo. « Nous espérons que Geisel rapporte de là-bas la grande l'authenticité leçon que la France a toujours voulu donner au monde », écrit le commentateur, qui cite une phrase de l'ancien ministre Michel Jobert, selon laquelle le monde attend de la France un « message de liberté et de paix ».

Et d'ajouter : « Tous ceux qui ne sont pas satisfaits par la situation institutionnelle du Brésil peuvent se réjouir d'un tel voyage. Car il prouve que, chez nous, des débats que nous n'avons pas toujours pu traiter avec la liberté que la France incarne. (...) Depuis Pedro Pedro (en 1889), M.D.L.R., aucun chef d'Etat brésilien n'est allé à Paris. Cela peut toujours la peine d'aller à Paris. Sinon pour voir la France de près, du moins pour se faire à distance un pays qui a besoin, pour être grand, de grand développement : le Brésil. Telle est la leçon que la France peut nous donner ».

Dans son édition de dimanche, le journal O Estado de São Paulo écrit à propos des visites du président brésilien à Paris et à Londres : « Le groupe des pays développés, au sein duquel le Brésil tente de se faire entendre, n'est pas un simple diplomate d'intérêts économiques, de

connaissances scientifiques et technologiques. C'est aussi une communauté culturelle (...) qui défend des valeurs politiques et éthiques (...) Cette communauté reconnaît comme justes nos aspirations, mais ne peut le faire en escamotant la réalité et en reniant ses principes. (...) Parmi ces figures, celle des droits de la personne humaine et des libertés publiques, un point sur lequel l'Etat brésilien s'est montré lamentablement négligent ou impuissant ».

A la demande de l'hebdomadaire Veja, qui voulait publier l'opinion d'un Français sur le voyage du général Geisel à Paris, le correspondant du Monde au Brésil avait écrit un article donnant le même point de vue que ses confrères de Rio ou de São Paulo, mais sans les mêmes précautions de style. L'article devait paraître lundi. Il a été entièrement censuré.

CHARLES VANHECKE.

M. MALIK MINISTRE INDONÉSIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ARRIVE À PARIS

M. Malik, ministre des affaires étrangères d'Indonésie, est attendu ce jeudi 29 avril à Paris à l'invitation des M. Sauvagnargues, qui le recevra à l'hôtel Vendôme. M. Malik aura un entretien avec M. Giscard d'Estaing puis avec M. Dornano, ministre de l'Industrie.

Les échanges bilatéraux sont caractérisés par un déficit de près de 300 millions de francs, au détriment de l'Indonésie. Grâce à l'accord de crédits commerciaux qui se sont élevés à 1 400 millions de francs depuis avril 1975, les exportations françaises ont été en nette progression, passant de 51 millions de dollars en 1972 à 111 millions de dollars en 1975. En revanche, les exportations indonésiennes vers la France sont en baisse : 64 millions de dollars en 1974, 61,5 millions en 1975. Djakarta souhaiterait que la France augmente ses achats de caoutchouc, d'étain et de produits artisanaux.

D'autre part, la France participe au groupe intergouvernemental d'aide à l'Indonésie. Sa contribution a progressé de 25 millions de francs en 1972-1973 à 170 millions de francs en 1974-1975. Elle a légèrement baissé en 1975-1976 (155,6 millions de francs). Au cours de ces négociations avec la C.E.E., l'Indonésie souhaiterait obtenir l'appui de la France pour atténuer l'obstacle que constitue la préférence accordée aux pays africains par les accords de Lomé.

● M. Jean François-Poncelet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, va poursuivre ses visites pour informer les gouvernements de la région des propositions françaises concernant Djibouti. Il se rendra successivement, à partir de vendredi, à Khartoum, à Aden, à Sanaa, à Djeddah, à Koweït, à Bagdad et à Amman.

● Le peuple britannique a accepté l'Europe et à une attitude plus constructive à son égard que le parti (travailliste) qui est actuellement au pouvoir, a déclaré notamment, mercredi 28 avril, devant la presse anglo-américaine, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Nicholas Henderson. L'ambassadeur a ajouté qu'un profond changement est en cours dans son pays, et que « la transformation de la société (britannique) est plus profonde qu'on ne le soupçonne ».

PARIS EST PRÊT À ÉTABLIR DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC PHNOM-PENH déclare M. Sauvagnargues

Interrogé mercredi 28 avril à l'Assemblée nationale sur la situation au Cambodge, M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a rappelé à M. Boudet, député réformateur de l'Orne, que la France ne dispose à Phnom-Penh d'aucune représentation, officielle ou officieuse.

« A ma connaissance, a-t-il ajouté, il existe peu d'informations sûres sur les événements du Cambodge (...). Tout ce qui est dit sur le Cambodge nous émeut et nous nous demandons si ces nouvelles inquiétantes ont quel quel fondement. »

« Je ne puis malheureusement vous donner aucune information à leur sujet. J'ai demandé à mes collaborateurs d'essayer d'en vérifier l'exactitude. Il n'y a pas toujours concordance absolue entre ce qui est rapporté par les uns et par les autres. Le gouvernement souhaiterait être en mesure de voir sur place ce qui se passe. Il est toujours ouvert à l'établissement de relations diplomatiques avec ce pays. »

A l'occasion d'une autre question, M. Daillet, député réformateur de la Manche, a provoqué les applaudissements de nombreux réformateurs, de plusieurs républicains indépendants et de M. Panton (O.R.F.), en estimant que « la réponse faite à propos de ce drame que connaît le Cambodge » ne lui paraissait pas « tout à fait digne d'un ministre des affaires étrangères de la France ».

Le président de la République reçoit les lettres de créance de cinq ambassadeurs

Le président de la République a reçu, mercredi 28 avril, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Pologne, M. Tadeusz Olechowski ; du Pakistan, M. Muzaffar Ali Khan Qasbi ; de Thaïlande, M. Wichian Wattanakun ; d'Islande, de M. Einar Benediktsson, et du Honduras, M. Carlos Pacheco Reyes.

Le président de la République, répondant à l'allocation de l'ambassadeur polonais, M. Olechowski, a souligné « le chemin parcouru » ces dernières années. « La France et la Pologne, a-t-il dit, ont décidé de donner un caractère compréhensif à leurs relations dans tous les domaines. (...) Elles ont compris que la complémentarité de leurs économies appelait la coopération, que l'originalité de leurs cultures respectives rendait fructueuse la rencontre des hommes et l'échange des idées, qu'enfin, et surtout, leur attachement commun à la paix leur commandait de développer entre elles et autour d'elles la détente et le dialogue. »

S'adressant au nouvel ambassadeur du Pakistan, M. Giscard d'Estaing, faisant allusion aux négociations en cours entre l'Inde et le Pakistan, s'est félicité « des progrès en cours dans la voie de la normalisation des relations entre les pays du sous-continent ».

(Le Monde a publié le 24 avril la biographie de M. Olechowski et le 27 février celle de M. Qasbi.)

Devant l'ambassadeur de Thaïlande, M. Giscard d'Estaing a souligné le succès du premier sommet de l'Association des États de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) qui s'est tenu en février dernier à Bali.

M. Wattanakun, né en 1930, est licencié en droit et diplômé de science politique de l'université de Thammathasart à Bangkok, docteur en droit de l'université de Paris et diplômé de l'institut des hautes études internationales à Paris.

● Les quatre pays neutres d'Europe — Finlande, Suède, Suisse et Autriche — ont enjoint, jeudi 29 avril, Helsinki, des conversations à caractère informel sur la mise en œuvre des décisions de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les perspectives de la conférence qui sera réunie, en juin 1977, à Belgrade, pour faire le point des acquis de la C.S.C.E. — (Reuters).

Techno-Critique

Collection dirigée par Jean Pierre Dupuy



Bernard Vincent Paul Goodman et la reconquête du présent

Paul Goodman, un prophète américain de l'ère post-industrielle, inspirateur d'Ivan Illich. 256 pages 35 F.

Dans la même collection.

René Dumont

La croissance... de la famine !

192 pages 22 F.

Ivan Illich : Némésis médicale

224 pages 25 F.

Ivan Illich : Energie et équité

Traduit de l'allemand - 96 pages 15 F.

SEUIL



Pierre Goldman

Souvenirs obscurs

d'un Juif polonais né en France

« Ce que je ne pouvais supporter, c'était d'être pris pour un autre dans cette condamnation... Si j'étais, donc, c'est pour assurer personnellement la lutte pour mon acquittement. »

Collection Combats dirigée par C. Durand. 288 pages 35 F.

SEUIL



Pierre Grémion

Le pouvoir périphérique

Bureaucrates et notables dans le système politique français

Quand les notables approuvent le jacobinisme. 480 pages 60 F.

SEUIL



Jean Ziegler

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

« Si vous voyez un banquier suisse sauter d'une fenêtre, sautez derrière lui, il y a sûrement de l'argent à gagner. »

VOLTAIRE Collection Combats dirigée par C. Durand. 192 pages 25 F.

SEUIL



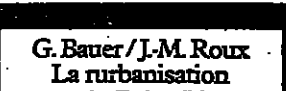
Georges Menahem

La science et le militaire

Comment, depuis que la seconde guerre mondiale s'est terminée à Hiroshima, l'armée a pris en main le développement scientifique en France comme aux U.S.A.

Collection Combats dirigée par C. Durand. 220 pages 25 F.

SEUIL



Gérard Bauer

Jean-Michel Roux

La ruralisation

ou la ville éparpillée

L'analyse de l'extension disséminée de nos villes dans les espaces ruraux qui les entourent.

Collection Combats dirigée par C. Durand. 128 pages 25 F.

SEUIL

AFRIQUE

LA TOURNÉE DE M. KISSINGER

Les États-Unis accroissent leur aide au Zaïre

Après la décision des dirigeants d'Accra d'annuler la visite de M. Kissinger, les États-Unis ont fait savoir à l'Union soviétique et au Ghana qu'ils avaient pris acte, « avec préoccupation », des circonstances entourant cette mesure. Un porte-parole du département d'État a précisé que celui-ci était entré en rapport, à ce sujet, mardi, avec les ambassades soviétique et ghanéenne à Washington.

En effet, des membres de l'entourage du secrétaire d'État attribuent à des pressions soviétiques la raison véritable de l'annulation de la visite, ce qui est formellement démenti dans une déclaration diffusée par l'agence de presse du Ghana, qui affirme que des « circonstances imprévues » ont rendu la visite de M. Kissinger « inopportune ».

Compte tenu des modifications

intervenus dans l'itinéraire de sa tournée africaine, M. Kissinger a prolongé son séjour au Zaïre, consacrant la journée de jeudi à la visite des installations hydro-électriques du barrage d'Inga, situé en aval de Kinshasa.

Dès mercredi, un communiqué américano-zaïrois a été publié. Ce document indique que l'aide américaine consentie au Zaïre dans l'immédiat s'élève à 5 millions de dollars destinés à financer l'achat de coton américain. Cette aide s'ajoute aux 23 millions de dollars déjà accordés au Zaïre par les États-Unis pour l'achat de riz (la République du Zaïre est l'un des plus importants partenaires des États-Unis en Afrique, et le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a triplé au cours des cinq dernières années).

En outre, la banque américaine Import-Export accorde un crédit

de 20 millions de dollars à la Gécamines (Général des carrières et des mines) pour l'achat de matériel d'extraction, également d'origine américaine. Enfin, les États-Unis sont disposés à étudier avec le Zaïre les moyens de développer les investissements privés américains.

Sur le plan politique, le Zaïre et les États-Unis ont réaffirmé leur foi en l'autodétermination des peuples de l'Afrique australe. A ce propos, la partie zaïroise, précise le communiqué, a « apprécié » le discours prononcé par le secrétaire d'État américain à Londres, dans lequel la majorité doit accéder au pouvoir en Rhodésie.

Une panne de courant a interrompu, mercredi après-midi, la conférence de presse de M. Kissinger et Nguzo Karl I Bond, commissaire d'État zaïrois aux affaires étrangères. Le palais des affaires étrangères, inauguré à cette occasion, venait d'être visité par le secrétaire d'État. C'est à la fin des brisques que le secrétaire d'État et son hôte ont regagné leurs voitures. La panne, qui a duré près de trois heures, a été générale, et l'on n'en connaît pas les raisons précises. — (A.F.P., Reuter.)

Quarante-sept ressortissants congolais, enlevés par un commando de l'armée zaïroise sur l'île de Mbanza située sur le fleuve Zaïre ont regagné, mercredi 28 avril, la capitale congolaise après cinq jours de détention au Zaïre, indique-t-on à Brazzaville. De même source, on indique que le général Mobutu Sese Seko, chef de l'État zaïrois, a condamné cette action, qui a fait deux morts dans la population congolaise et qui est, a-t-il dit le président, « le fait d'éléments indisciplinés ». — (Reuter.)

Angola

UN TRIBUNAL POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE EST CRÉÉ À LUANDA

On apprend, de Luanda, que la création d'un tribunal populaire révolutionnaire a été décidée, mercredi 28 avril, par le Conseil de la révolution, instance suprême du gouvernement de la République populaire d'Angola. Un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil indique, sans autre précision, que ce tribunal aura à juger « des crimes contre la révolution angolaise ».

Le communiqué déclare en outre que le Conseil a pris des décisions concernant « les règles à suivre pour la confiscation de certaines propriétés et édifices ».

On apprend, d'autre part, de Lisbonne que le gouvernement portugais a décidé de rappeler pour consultation son chargé d'affaires en Angola, M. Teixeira da Mota. Selon le major Melo Antunes, ministre portugais des affaires étrangères, cette mesure fait suite à la décision prise par le gouvernement de Luanda d'interdire l'entrée en Angola aux citoyens portugais après l'attentat perpétré il y a quelques jours contre les locaux de la maison de l'Angola à Porto. — (A.F.P.)

République Centrafricaine

Un Français détenu est libéré sur intervention de M. Giscard d'Estaing

Sur l'intervention personnelle de M. Giscard d'Estaing, un ressortissant français, qui avait été condamné en République Centrafricaine à trois ans d'emprisonnement à la suite de l'attentat commis contre le chef de l'État centrafricain, le maréchal Bokassa, a été libéré sur décision de ce dernier, apprend-on de source autorisée française.

Ce ressortissant français, M. Georges Gallian, a été expulsé. M. Georges Gallian était, à Bangui, le gérant de salles de

cinéma : il était directeur de la Cofacico, qui est la filiale centrafricaine de la Société de participation cinématographique africaine.

Il fut arrêté à la suite de l'attentat perpétré contre le maréchal Bokassa, le 3 février dernier. Traduit le 13 février devant le tribunal militaire de la République Centrafricaine, qui jugeait les auteurs de l'attentat, il fut accusé de complicité d'évasion et condamné à trois ans d'emprisonnement, ainsi qu'à une amende de 1 million de francs C.F.A.



Vives critiques en Afrique du Sud à l'adresse du secrétaire d'État

Correspondance

Le Cap. — Les milieux politiques sud-africains ont réagi avec colère au discours prononcé par M. Kissinger à Lusaka. M. Vanse Raw, ministre de la défense du gouvernement fantôme, membre de l'United Party, mouvement d'opposition, et l'un des parlementaires les plus en vue, n'a pas mâché ses mots. Il a déclaré que le secrétaire d'État américain devait « aller au diable », et ne devait pas essayer de « soumettre l'Afrique du Sud à son chantage ». Il a ajouté : « J'ai, depuis vingt-huit ans, combattu la politique raciale du gouvernement avec ce que cela comporte de sacrifices pour ma vie professionnelle et familiale. J'ai, en conséquence, le droit de répondre au chantage de M. Kissinger. Les

Sud-Africains qui s'opposent à la politique de leur gouvernement modifieront la situation, non parce qu'ils estiment que c'est juste de le faire, non parce que l'Amérique ou la Russie, ou qu'il y en ait un, nous aura dit ce qu'il convient de faire. » Selon M. Raw, M. Kissinger se contente d'utiliser des « slogans » quand il parle de la partie méridionale de l'Afrique, « sans même visiter la nation-clé qui peut apporter la stabilité dans ce sous-continent ».

Les membres du gouvernement n'ont pas encore fait connaître publiquement leur opinion. Mais en privé, un ministre nous a déclaré : « Nous sommes déçus par Kissinger. Dans l'affaire congolaise, il a beaucoup parlé mais les résultats ont été très maigres. Le voici en Afrique, il danse avec le président Kenyatta, embrasse le président Kaunda, et juge ensuite notre politique dont, nous le pensons, il sait peu de choses, et en tout cas pas de première main. Ce n'est pas ce que nous attendons du ministre des affaires étrangères d'une super-puissance. En fait, il nous est difficile de prendre Kissinger au sérieux. »

Les milieux gouvernementaux sont, d'autre part, amers parce que l'ambassadeur sud-africain à Bonn vient d'être convoqué par le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui lui a remis un « solennel avertissement » au sujet de la situation en Afrique méridionale. L'initiative allemande aurait été mise au point de concert avec M. Kissinger. Une source proche du gouvernement commente : « Bonn semble espérer de nous une sorte de miracle en Rhodésie. Nous avons fait le maximum de pressions sur Salisbury. Laissons les Britanniques agir. Après tout, c'est leur colonie, non la nôtre. »

CLINIQUE DES CHARMETTES S.A.

chemin de Mornex 10
CH - 1903 Lussembourg/Suisse
Gynécologie Obstétrique et Maternité
Ouverte toute l'année.

SI VOUS MESUREZ
1 m 66 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ÊTES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES
PRET-À-PORTER

Costumes, costumes lavables (inédits), ensembles « jeans », vestes, blousons, vestes sports, blazers, costumes velours tous coloris, trench cuir ou daim, blousons. Pantalons, « jeans » et velours, tous coloris. Chemises, pulls, sous pulls, 4 longueurs de manche. Vêtements livrés immédiatement. L'élégance et le confort anglais. 40, Av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit Tél. 355.86.00

Le Livre de Poche ce n'est pas seulement un format

C'est la seule collection qui propose à ses lecteurs :

- Le plus grand choix : 2.000 titres, 800 auteurs français et étrangers, classiques ou contemporains.
- La plus grande variété de genres existant dans une même collection : romans, nouvelles, policiers, théâtre, histoire, jeux, humour, mots croisés, encyclopédies, méthodes de langues étrangères, bricolage, mode, beauté, santé, sports, cuisine, tourisme, etc.



LE LIVRE DE POCHE LE VRAI

La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Depuis le 2 avril, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways sont toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA peuvent ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadricoréacteur.

Et ils bénéficient pleinement des services exclusifs de SAA, « Gold Medallion » en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que

chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décolle d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

* Moyennant un léger supplément.

SAA

South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS-TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON-TEL. 37.85.80

AFRIQUE

La Rhodésie à vingt contre un

IV. — DANS DEUX ANS, DANS MILLE ANS...

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

L'extension des opérations de la guérilla nationaliste en Rhodésie, tout en contraindant les fermiers à s'armer et les autorités à regrouper dans des « villages protégés » une partie de la population, n'a pas encore inquiété sérieusement la communauté blanche. Elle estime toujours, selon le slogan omniprésent, que « la Rhodésie est formidable », sans tenir compte des considérables disparités de revenus entre Européens et Africains et de l'éveil du Zimbabwe — (nom donné au pays par les nationalistes noirs) (« le Monde » des 27, 28 et 29 avril).

Salisbury. — « Je ne vois pas de majorité noire au pouvoir, même dans mille ans », la phrase souvent citée de M. Ian Smith, au lendemain de la rupture des pourparlers constitutionnels avec M. Nkomo, n'a jamais eu pour objet que de rassurer son propre parti, le Front rhodésien. Le 1^{er} mars, le premier ministre et le président de la faction modérée de l'A.N.C. ont été à deux doigts de s'entendre sur une formule de transition paritaire. Quarante-huit heures plus tard, le cabinet de M. Smith y a mis son veto, si l'on en croit M. Cham-bati, l'un des négociateurs africains. Il ne restait plus qu'à se séparer dans les formes. M. Nkomo a dit qu'il avait « tenté l'impossible », sans toutefois céder sur le principe de l'accession de la majorité au pouvoir. M. Smith, lui aussi, a voulu faire savoir qu'il n'avait pas « trahi » ses convictions.

Apparemment, on en est donc au point de départ. Les Européens ne voient pas pourquoi faire des concessions, alors qu'ils se sentent encore en mesure de tenir tête. Avec quinze mille hommes de troupe — police paramilitaire comprise — et quelques quarante-cinq mille réservistes, ils ont pu imposer leur loi durant onze ans. Faut-il céder à des menaces de M. Samora Machel, chef de l'état du Mozambique, dont le régime,

à leurs yeux, « commence à se désintégrer » ? Ils misent également sur un échec relatif de la guérilla qui se développe depuis le début de l'année dans l'est du pays. Les Africains tiennent le raisonnement inverse. Les succès du M.F.I.A. et du Frelimo, en Angola et au Mozambique, condamnent à l'échec la Rhodésie de M. Smith. Pourquoi s'acharner à trouver un compromis ? Le futur Etat du Zimbabwe — le nom qu'ils donnent à « leur » Rhodésie — sera d'autant plus fort — et plus africain — qu'il aura été arraché de hante lutte à l'occupant. L'alle militante de l'A.N.C., dirigée aujourd'hui par l'évêque Muzorewa, reproche à M. Nkomo d'avoir voulu, par intérêt personnel, « court-circuiter » ce scénario en tentant d'assurer un transfert en bon ordre du pouvoir aux Africains. L'évêque exilé ne semble jamais avoir été aussi populaire dans les townships africains que depuis qu'il patronne

une guerre de libération et a « saisi le sens de l'histoire ».

Si la Rhodésie ne se conjugue pas encore au passé, c'est que les choses ne sont peut-être pas si simples. « Il a fallu trois années de lutte en Angola, dix ans au Mozambique, je ne sais pas combien d'années il faudra au Zimbabwe, mais la solution est la lutte armée », a déclaré à la fin-avril M. Nkomo, le président tanzanien, qui semble par ailleurs tabler sur l'émergence d'un nouveau leadership africain, produit par la guérilla, pour faire faire — ou réintégrer au second plan — les divisions entre les politiciens de l'A.N.C. Quand, le 3 mars dernier, M. Samora Machel, président du Mozambique, a fermé la frontière entre son pays et la Rhodésie, il estimait sans doute, lui aussi, que la lutte serait longue.

Citadins contre paysans

Les handicaps dont souffre le régime de M. Smith sont considérables. Sur deux cent soixante-dix mille Européens, un bon tiers seulement sont nés dans le pays. Près de la moitié sont nés en Afrique du Sud ou en Grande-Bretagne. Le reste est formé avant tout par des émigrants venus d'Europe occidentale. Au sein de cette société européenne, les fermiers possèdent un poids moins lourd qu'on ne pourrait le penser : ils sont au plus six mille cinq cents. Au moins quatre Européens de Rhodésie sur cinq sont des citadins.

En face, une communauté africaine, essentiellement rurale, compte plus de 6 millions de membres, dont la moitié ont moins de quinze ans et les trois quarts moins de vingt-cinq ans. Son taux d'expansion démographique est de 3,6 % l'an, contre 0,8 % chez les Européens. Pour satisfaire la demande africaine, il faudrait créer une dizaine de millions

d'emplois par mois, ce qui est hors de portée d'une économie condamnée à la semi-starvation.

La fermeture de la frontière du Mozambique est trop récente pour que ses effets se fassent déjà sentir sur une économie dont le taux d'inflation a été de 15 % l'an dernier. Mais le commerce rhodésien est contraint de faire désormais le détour par la République Sud-Africaine. Pour un cinquième des échanges passaient par le Botswana, le reste par le pont ferroviaire et routier de Beit Bridge, qui enjambe le Limpopo à la frontière entre la Rhodésie et l'Afrique du Sud, ce qui constitue un détour coûteux. Selon les estimations les plus raisonnables, pour 30 à 40 % le commerce extérieur rhodésien transite désormais par les ports de Beira et de Maputo (Lourenço-Marques) au Mozambique.

La guérilla qui se manifeste depuis le début de l'année sur la frontière du Mozambique ne consi-

titue pas encore une menace sérieuse en elle-même. Même si l'Armée du peuple du Zimbabwe est déjà parvenue à introduire en Rhodésie un millier de guérilleros, ceux-ci opèrent avant tout dans les réserves africaines. Leur objectif actuel paraît être d'abord la population africaine, qu'il s'agit de couper de la société européenne. A Penhalonga, sur la frontière, des ouvriers agricoles ont déjà refusé la protection que leur offrait leur patron européen de peur de se désigner aux coups de la guérilla. Dans la même région, rares sont les écoles chrétiennes africaines qui n'ont pas vu un nombre assez substantiel de leurs pensionnaires, souvent jeunes, passer à la rébellion. Le mouvement de libération, recruté sur place, a déjà une emprise sur la population locale.

Mais la menace réelle est à plus long terme. Tout citoyen européen valide de Rhodésie participe à la « lutte antiterroriste », à raison de près de deux mois par an. Et il le fait, en général, sans rechigner. L'état lui verse une

LES EFFECTIFS MILITAIRES

- Salisbury :
 - Armée de terre : 5 700 hommes (et 10 000 réservistes) ;
 - Armée de l'air : 1 200 hommes (Vampire, Hunter et une escadrille d'Alouette-3) ;
 - Police (paramilitaire) : 8 000 hommes (et 35 000 réservistes) ;
 - Armée du peuple du Zimbabwe :
 - Camps en dehors des frontières : de 4 000 à 5 000 partisans entraînés ;
 - Effectifs opérant en Rhodésie : environ 1 000 guérilleros.

solde pendant ces périodes dans l'armée ou la police. La société qui l'emploie verse le complément de salaire pendant son absence, ou même lui en laisse l'intégralité. En avril, le directeur de la seule publication d'Umtali et le président de la plus grosse société d'assurances de cette ville se trouvaient ainsi rappelés.

La « police » paramilitaire sud-africaine a abandonné beaucoup de matériel de guerre à la Rhodésie quand elle s'est repliée l'été dernier. Salisbury ne semble pas avoir de mal à se procurer armes et munitions, le plus souvent de fabrication européenne. Deux-draut des réserves, une armée et une police paramilitaire réduites et très mobiles semblent capables de faire face à une guérilla

Les premiers départs

dernière tentative de règlement constitutionnel. Mgr Lamont, l'évêque d'Umtali, semble plus sceptique : « Nous assistons au début d'une escalade raciale, dit-il, et je ne vois pas comment l'arrêter. L'administration (de Salisbury) n'est pas prête à faire des concessions » entre les mains de Moscou et de Pékin. La violence ne s'organise pas encore, mais la violence n'a jamais eu besoin d'être organisée. FIN

LES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

- Européens :
 - Le Front rhodésien de M. Smith, fondé en 1962, a emporté les élections la même année et détient le pouvoir depuis lors. En 1965, faute d'un accord avec Londres, il a proclamé l'indépendance unilatérale de la Rhodésie du Sud (devenue « Rhodésie »). En 1974, comme en 1970, il a remporté les cinquante sièges sur soixante-six du Parlement réservés à des Européens.
 - Le Rhodesia Party a été formé en 1972 par les éléments les plus modérés de la communauté européenne. Il a obtenu 20 % des voix, mais aucun siège, aux élections législatives de 1974, et est présidé par M. Timothy Gibbs, fils de Humphrey Gibbs, dernier gouverneur de la colonie britannique.
- Africains :
 - L'African National Council a été créé le 15 décembre 1971, sous la présidence de l'évêque Muzorewa, pour s'opposer aux propositions de règlement avancées à l'époque par la commission Pierce à la suite d'une négociation entre Londres et Salisbury. Le 7 décembre 1974, à Lusaka, les trois autres mouvements nationalistes (la ZANU, la ZAPU et le FROLIZI) ont accepté l'autorité de l'A.N.C. Cette unité s'est rompue à la suite de l'échec de la contre des chutes Victoria, le 25 août 1975, avec le gouvernement de M. Ian Smith. En septembre, M. Nkomo a été exclu de l'A.N.C. par décision de l'évêque Muzorewa. L'alle militante du mouvement, cofondée par l'évêque et le révérend Sithole, a aussi créé un Comité de libération du Zimbabwe (C.L.Z.), qui forme lui-même la branche politique de la guérilla nationaliste actuelle regroupée dans une Armée du peuple du Zimbabwe. La faction modérée, dirigée par M. Nkomo, a engagé, le 15 décembre 1975, des pourparlers constitutionnels avec le gouvernement de M. Smith, qui se sont rompus le 15 mars 1976. Depuis, les pressions des chefs d'Etat africains impliqués dans un règlement rhodésien n'ont pas permis la réintégration de M. Nkomo et de ses partisans au sein de l'A.N.C.

Choisir un matériel de photocopie réaliste, c'est vital pour une compagnie d'aviation. Il s'agit de sa communication avec son réseau.

Un réseau sans lequel il n'y a pas de compagnie d'aviation. C'est pour une compagnie d'aviation, un réseau complet de communication, dont la qualité et la rentabilité assurent les meilleures conditions de travail de son personnel. Et recevoir. La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).

Un réseau complet de communication, dont la qualité et la rentabilité assurent les meilleures conditions de travail de son personnel. Et recevoir. La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).



Photocopie Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Guvier, 93107 Montreuil-la-Croix, tél. 3.72.13.05
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Océ

La V.P.C.
échange
ou
rembourse

Tout achat à une entreprise de vente par correspondance peut être échangé ou remboursé sur simple demande.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance

SECOND CYCLE
Troisième
et
TERMINALES
Orientation - Mise à niveau
Seconde à tronc commun
Enseignement PRIVE secondaire et supérieur
Nadaud
19, rue Jussieu - Paris 75005
707-13-38 et 707-76-05

صكبات الامل

LA CÔTE-D'IVOIRE

Sous le signe
de l'expansion continue

STABILITÉ et continuité caractérisent la politique ivoirienne. Au pouvoir depuis l'accession de son pays à la souveraineté internationale, M. Félix Houphouët-Boigny revient pour la deuxième fois en visite officielle en France, quinze ans après avoir été accueilli à Paris par le général de Gaulle. Il sera, dès lundi prochain, l'hôte de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Dans un continent qui donne souvent l'image de troubles menant presque naturellement à la prise en main des responsabilités publiques par des équipes militaires, la République de Côte-d'Ivoire fait figure d'oasis de paix civile.

Et tandis qu'au sud du Sahara, comme dans le reste du monde, la césure s'accroît entre pays démunis et pays nantis, la prospérité ivoirienne contraste avec les difficultés

LA PAIX ET LA CONTINUITÉ

de la plupart des Etats de l'Ancienne Afrique occidentale française, britannique ou portugaise.

L'économie de la République de Côte-d'Ivoire est prospère : production agricole et industrielle en plein essor, commerce extérieur en accroissement, équipements en développement spectaculaire. La crise frappant les pays développés et qui a pourtant des répercussions désastreuses pour beaucoup d'économies africaines a, jusqu'à présent, à peu près épargné Abidjan. En revanche, le pays tire largement profit de la hausse des prix des matières premières et de la raréfaction momentanée de certains produits : c'est ainsi que, pour la première fois, le Brésil, dont les caféières ont été ravagées par le gel, va importer du café ivoirien.

Certes, depuis que le territoire d'outre-mer,

membre de l'ancienne fédération d'A.O.F., a acquis son indépendance, les détracteurs et les adversaires de l'expérience ivoirienne n'ont pas désarmé. Les uns parlent à son sujet de développement sans croissance. Les autres prophétisent un arrêt imminent et brutal du « miracle économique ivoirien » parce que, disent-ils, il est basé sur une trop étroite dépendance à l'égard du capitalisme étranger et parce qu'il a favorisé la naissance d'une bourgeoisie « compradore » confisquant à son seul profit, richesses et pouvoir.

Cependant, aux yeux de nombreux dirigeants d'Afrique noire, la réussite ivoirienne apparaît comme un modèle à imiter, tandis que l'homme qui incarne actuellement la nation ivoirienne reste l'un des rares chefs d'Etat africains dont le rayonnement soit véritablement continental.

Quinze années d'indépendance

PAR ROBERT CORNEVIN (*)

Cessez de ruer vieux tan-tans de guerre
Et vous, coras et balafons
Faites-moi danser tout ce monde
Sous le scintillement de nos étoiles.
Frères, nous venons de hisser la voile
Les dix ans nous ont dépêché la brise favorable
Et la Reine des Sirènes nous montre déjà le port
Où brillent de mille feux
L'Amour, la Justice, l'Amour.
Frères
Sous la bannière de l'Union
Au coude à coude
Entrant dans le concert des hommes libres
Faisons le serment de bâtir la cité nouvelle
Dont résonnent nos pères.

AINS parlait le poète ivoirien Bernard Dadie dans *Nouvelles Aurores*, le 23 juillet 1960. S'il n'est pas le seul poète à avoir chanté l'indépendance de son pays, il se trouve que la Côte-d'Ivoire a réussi mieux que d'autres républiques africaines à forger son unité dans une prospérité assez exceptionnelle, grâce à la continuité d'un régime incarné par un homme : Félix Houphouët-Boigny.

La Côte-d'Ivoire avait éminemment son organisation politique dans une organisation traditionnelle de lutte marquée par la puissance et la richesse de l'ethnie baoulé — celle du président Houphouët-Boigny — et la présence, aux côtés des fonctionnaires, d'une bourgeoisie rurale de planteurs. C'est en effet le Syndicat des planteurs de Côte-d'Ivoire qui a lancé en A.O.F. le premier mouvement politique d'émancipation africaine.

Le gouvernement d'Alger ayant autorisé, le 7 août 1944, la formation de syndicats, des planteurs ivoiriens, dont Gabriel Dadie, Fulgence Brou, Kouamé Adinga, décident de constituer un syndicat, dont la présidence est confiée à Félix Houphouët-Boigny.

Médecin africain, sorti premier en 1926 de l'école de médecine de Dakar (1), il a été nommé en 1939 chef du canton Akoué en tant que neveu maternel (donc héritier suivant la tradition matrilineaire du peuple akoué) du chef de Yamoussoukro. Cet homme jeune a été formé dans le respect des traditions africaines, mais l'école française lui a montré la vie moderne et l'idéal républicain.

Médecin, il a soigné les hommes avec un charisme qui fait l'admiration de tous. Enfin, planteur de café relativement aisé pour l'époque, il saura exprimer les aspirations de couches de population qui signaient et sont parties antagonistes : les chefs coutumiers, les planteurs, les intellectuels de culture française.

En 1945, il réussit pour les vingt mille membres du Syndicat des planteurs à obtenir des mesures volontaires (mille cinq cents Mossi) contre les colons européens avec lesquels il se trouve en concurrence. De cet extraordinaire succès va naître le premier grand parti populaire de masse : le parti démocratique de Côte-d'Ivoire, qui réunira, en 1946, au parti progressiste de Côte-d'Ivoire pour former le mouvement du Rassemblement africain.

On sait comment cinq années de luttes trouveront une issue favorable lors du ralliement en 1950 du R.D.A. à l'U.D.S.R., marqué par l'action de M. Mitterrand. Des lors, Houphouët-Boigny, ministre du gouvernement français, joue à fond la carte de l'Union française renouée, puis celle de la Communauté (1958). On comprend qu'il ait manifesté quelque humeur de n'avoir pas été consulté lors du Conseil exécutif de la Communauté de décembre 1959, au cours duquel le Général et le Soudan venaient d'obtenir

leur indépendance à des conditions privilégiées.

Durant cette difficile période il n'avait pas manqué de prophètes de malheur et, le 7 août 1960, c'est dans une atmosphère de boudoirie vis-à-vis de la France que la Côte-d'Ivoire accède à l'indépendance. Le président Houphouët-Boigny déclarait qu'il fallait attendre la reconnaissance par l'ONU pour que des accords de coopération puissent être conclus avec toutes les nations sans distinction.

Soixante peuples : une nation

L'indépendance une fois décelée, les relations avec la France resteront au beau fixe.

Depuis le 7 août 1960, la vie politique ivoirienne a été marquée par l'élimination de menaces séparatistes ou tribalistes, par plusieurs épisodes de contestation étudiante et par divers complots, dont ceux de 1963 ont été les seuls vraiment importants.

Devant ces événements le président Houphouët-Boigny a constamment réagi avec promptitude et efficacité, soit à l'intérieur du parti démocratique de Côte-d'Ivoire, soit, comme ce fut le cas, avec les étudiants et les jeunes cadres, suivant la formule familière de la palabre africaine : un dialogue où l'on vide l'abele et où l'on repart sur des bases nouvelles.

En 1964, Maurice Delafosse, qui fut l'un des meilleurs administrateurs ethnologiques de la Côte-d'Ivoire, publiait les *Vocabulaires comparatifs de plus de soixante langues et dialectes parlés à la Côte-d'Ivoire*. Il soulignait la diversité ethno-culturelle d'un pays qu'il connaissait bien pour l'avoir parcouru à pied. Ce pays jusqu'en 1946 n'avait pas de véritable unité. A cette date les populations du nord du pays se sentaient beaucoup plus proches de leurs frères de langue du Mali, de Haute-Volta ou de Guinée que des forestiers de la côte.

Les Malinké de Korbogo et Odienné, les Senoufo du nord, les Lobi du nord-est, dans leurs savanes peuvées, se sentaient fondamentalement différents des riches planteurs Baoulé ou Agni, comme ces derniers étaient différents des populations forestières Dida, Bété, Guéré.

Les Assemblées territoriales mises en place par la Constitution de 1946 amenèrent des élus des diverses régions à discuter, pour chaque territoire, le budget et les problèmes locaux, à s'entendre sur le montant des impôts, l'affectation des crédits, les problèmes de l'enseignement, de la santé, des routes.

(1) Sur la personnalité du président de la Côte-d'Ivoire, la médaille d'or, à ce jour, est celle de Paul Henri Simon, Félix Houphouët-Boigny, l'homme de la paix, N.A., Sédou, 1973, 366 pages.

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

(Lire la suite page 11.)

« Nous faisons du capitalisme d'Etat » déclare au « Monde » le président Félix Houphouët-Boigny

A la veille de sa visite officielle en France, le président de la République de Côte-d'Ivoire a longuement reçu notre envoyé spécial, à Abidjan d'abord, puis à Yamoussoukro. Il a répondu à ses questions sur l'expérience ivoirienne, puis fait un tour d'horizon de la politique intérieure et extérieure de son pays.

« Le bilan que vous dressiez au terme de seize années d'indépendance vous semble-t-il positif ou non ?

— Même en attendant rester modeste, même en admettant que nous devions poursuivre notre marche en avant pour compléter nos acquis politiques par des acquis sociaux, nous ne pouvons pas ne pas nous féliciter des progrès accomplis depuis seize ans. En effet, nous n'avons cessé de marquer des points dans le combat qui reste le nôtre : la recherche du bonheur de l'homme ivoirien.

« Le développement économique de la Côte-d'Ivoire, et notamment celui d'une agriculture dont nous pourrions systématiquement la diversification des ressources, a été constant. Les résultats obtenus témoignent de notre réussite : la Côte-d'Ivoire est le premier pays africain et le troisième pays du monde producteur de café, le troisième producteur mondial de cacao. La production d'huile de palme est sept fois plus importante qu'avant la proclamation de l'indépendance. La production de riz ivoirien couvre désormais les besoins nationaux et nous cherchons déjà des clients pour nos excédents. Le coton, le coprah, l'hévéa, la culture des agrumes, sont en pleine expansion. Les programmes de développement de la culture de la canne à sucre vont nous permettre de subvenir intégralement à notre consommation de sucre avant quatre ans. Le bois représente, en valeur, la deuxième de nos exportations.

« Le développement industriel n'a pas été négligé, et parce que le réalisme de notre code des investissements attire les capitaux étrangers, nous avons pu procéder à l'implantation de plus de quatre cent entreprises depuis 1960. Non seulement nous sommes ainsi parvenus à stopper l'hémorragie de devises consécutives à nos importations de produits manufacturés, mais nous avons atteint une nouvelle phase, celle de l'industrie tournée vers l'exportation.

« Ce qui me semble essentiel, c'est que 84 % de la production agricole appartiennent aux paysans eux-mêmes et 6 % aux gros producteurs. C'est ce qui explique l'amélioration constante du niveau de vie du paysan ivoirien. J'affirme que ce pays ignore la famine, que tout ivoirien fait deux repas par jour, même si la qualité de ces repas laisse parfois à désirer, notamment par suite du manque de protéines.

« Grâce au développement de l'agriculture, le paysan se nourrit, s'habillement, s'équipe lui-même, et l'Etat ne subvient qu'aux seuls besoins sociaux d'intérêt commun, tels que l'enseignement ou la santé publique.

« Vous admettez donc ce terme de « miracle ivoirien », employé à propos de l'expansion de votre économie ?

— Non, je le rejette, car il n'y a pas de miracle. S'il y a expansion, c'est parce que les paysans ivoiriens acceptent avec sérieux,

et au nom d'une discipline libérale, de ne pas céder au découragement, en dépit de la chute des denrées tropicales, et de continuer obstinément leur travail.

« Nous n'avons pas hérité d'une bourgeoisie d'argent. Nous avons créé de toutes pièces une bourgeoisie de responsables qui mettent en valeur le sol et accèdent à la propriété par l'effort personnel. Car, chez nous, la terre devient la propriété de ceux qui la cultivent et la font fructifier.

« Une de mes satisfactions est d'être parvenu à intéresser les cadres à l'agriculture. Sur mes conseils, tous ont créé une plantation dans leur village. Les députés et les notables du Nord ont développé rizières et champs de coton. Ceux de ma propre région ont créé des plantations de café et de cacao. Tous disposent de logements dans leur village d'origine et restent ainsi en contact direct avec la population. Cela doit contribuer à freiner l'exode rural, en créant sur place les commodités qui existent en ville.

« Le paysan ivoirien reste attaché à son terroir ?

— Je connais des paysans de mon village qui ne sont jamais allés à Abidjan. L'ivoirien répugne à émigrer. Au nom de la solidarité nationale, nous luttons d'ailleurs pour atténuer les disparités régionales, qui constituent un facteur d'inegalité sociale. Nous faisons en sorte que chaque citoyen dispose d'une chance égale, qu'il soit cadre ou paysan. Ce sont les meilleurs qui accèdent à l'enseignement supérieur, et la majorité des responsables sont directement issus du paysan ivoirien.

« L'ivoirien dispose très rarement, en revanche, des centaines de milliers de nos frères africains affluents des pays voisins pour s'installer en Côte-d'Ivoire. Plus d'un million de « non-originaux » vivent ici en parfaite harmonie avec la population ivoirienne. Le ministre du Plan est d'origine malienne. Celui de l'Agriculture et le ministre de l'Enseignement supérieur, des agents de l'autorité, des hauts fonctionnaires ivoiriens, sont des non-originaux, qui bénéficient des mêmes droits et remplissent les mêmes devoirs que l'ensemble des Ivoiriens.

« Comment situez-vous présentement l'expérience ivoirienne par rapport au capitalisme, et au libéralisme ?

— Nous ne sommes pas des socialistes, dans la mesure où nous ne sommes pas partisans de la distribution prioritaire des richesses et dans la mesure où nous voulons d'abord susciter leur création et leur multiplication. D'autre part, je vous le répète, notre préoccupation essentielle est que l'aspect humain continue de dominer le développement. Mais, comme nous voulons que la croissance profite à tous ceux qui en sont les artisans, comme nous envisageons un programme hardi de réformes sociales à partir du développement de nos richesses nationales, pour faire faire nous une sorte de socialisme qui ne veut pas dire son nom.

« C'est-à-dire ?

— Notre système ne relève pas du libéralisme, mais de l'économie planifiée. Nous faisons du capitalisme d'Etat. D'autre part, nous faisons un effort exceptionnel

de promotion sociale. Le taux de scolarisation est passé de 8 % en 1960 à plus de 65 % pour l'ensemble du pays et dépasse 90 % dans les centres urbains. Il existe ici une taxe nationale qui permet d'aider les plus défavorisés et, tout ce qui permet d'améliorer la situation des économiquement faibles, notamment en matière de logement, relève notre attention. Sans oublier la formation des cadres. C'est ainsi que pour susciter de nouvelles vocations d'enseignants, nous avons — ce qui n'a pas été fait nulle part ailleurs, à notre connaissance — haussé de façon exceptionnelle, les salaires de tous les instituteurs et

Trois entretiens avec M. Giscard d'Estaing

M. Félix Houphouët-Boigny est attendu, lundi 3 mai, en fin de matinée à Paris, pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il s'adressera à l'Assemblée nationale à l'hôtel Marigny, à proximité de l'Élysée.

Trois entretiens en tête à tête sont prévus entre M. Valéry Giscard d'Estaing et son hôte ivoirien : lundi après-midi, mardi matin et mercredi après-midi. Ce dernier entretien coïncidera avec la visite d'adieu du chef d'Etat ivoirien.

Lundi, le président de la République française et M. Valéry Giscard d'Estaing offriront un dîner de gala, qui sera suivi d'une représentation théâtrale.

Mardi, M. Houphouët-Boigny se rendra au cours de la matinée à l'Arc de triomphe, où il déposera une gerbe de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, puis il sera l'hôte à déjeuner de M. Jacques Chirac. Le fils d'après-midi, l'homme d'Etat ivoirien se fera présenter les membres du corps diplomatique accrédités à Paris.

Mercredi 5 mai, M. Houphouët-Boigny se rendra au siège du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), puis sera l'hôte à déjeuner de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Le président ivoirien offrira ensuite une réception au bois de Boulogne.

Judi, M. Houphouët-Boigny donnera une conférence de presse et vendredi il se rendra à l'Élysée.

de tous les professeurs de l'enseignement secondaire.

« Vous pensez que tout cela est de nature à apaiser les impatiences de la jeunesse ?

— En Côte-d'Ivoire, la concertation et le dialogue constituent la base de la vie quotidienne. Nous allons d'un séminaire à l'autre, d'un groupe de réflexion à l'autre. C'est peut-être ce qui explique que nos étudiants par exemple ne se soient pas mis en grève pour protester contre notre réforme de l'enseignement. Nous ignorons les conflits de génération.

« La jeunesse est d'ailleurs majoritaire au gouvernement où, sur trente-quatre ministres, seuls six sont des « anciens ». Elle est majoritaire à l'Assemblée nationale, au Conseil économique et social, à la direction du parti. La magistrature est aux mains des jeunes. Ce sont eux qui dirigent la plupart des sociétés d'Etat. Prêtres et sous-préfets, responsables du secteur privé, telles que les banques ou le commerce sont également des éléments jeunes. Partout, à tous les niveaux, les anciens s'effacent, sans amertume, devant leurs fils.

« Avez-vous procédé à un remplacement suffisamment

complet des cadres européens par des nationaux ?

— Toute l'administration est ivoirisée et le secteur privé est en voie d'ivoirisation totale. Mais la relève est progressive parce que le remplacement d'un expatrié capable doit être effectué au profit d'un ivoirien. Seule la compétence doit entrer en ligne de compte.

« Songez-vous à l'après-houphouëtisme ?

— Je n'ignore pas qu'il faudra savoir partir un jour, mais je ne suis pas habité par le souci de l'après-houphouëtisme. Je fais confiance aussi bien aux élites qu'à la masse paysanne pour régler la question de ma succession. J'ai pris des dispositions pour qu'en cas de vacance du pouvoir celui-ci ne reste pas en déshérence et pour que le président de l'Assemblée nationale le recueille entre ses mains. J'aide à la mise en place de cadres jeunes pour que la relève soit partout aussi fructueuse que possible, et pour que l'esprit d'équipe qui nous anime actuellement puisse me survivre.

« Briguezerez-vous un nouveau mandat présidentiel ?

— Il dépend de moi seul d'accepter ou de refuser un nouveau mandat, mais encore faut-il que mes concitoyens m'en fassent la proposition.

« Estimez-vous que les conditions dans lesquelles la Côte-d'Ivoire a accédé à l'indépendance, le 7 août 1960, en quittant purement et simplement la Communauté présentent encore sur les rapports entre Paris et Abidjan ?

— Au départ, on ne m'a pas compris lorsque je disais que la Communauté devrait être égalitaire, fraternelle, ou ne pas être. Comme je suis réaliste et comme il fallait tirer les leçons de l'évolution en cours, nous l'avons fait, en quittant la Communauté, dont j'étais pourtant un des promoteurs. On a mal interprété ce départ et il y a eu incompréhension à notre égard, mais j'ai dépassé le stade des amertumes. Néanmoins, il ne faut pas que nos anciens combattants ou nos anciens parlementaires continuent d'être pénalisés par rapport à ceux de leurs frères africains originaires d'Etats qui, officiellement, n'ont jamais cessé d'appartenir à la Communauté.

« Considérez-vous que la guerre civile angolaise marque une date importante dans l'histoire de l'Afrique ?

— Ce fut un test essentiel. L'Occident porte une responsabilité tragique, parce qu'il n'a pas voulu conseiller à temps aux Portugais de décoloniser dans l'harmonie, comme y avaient consenti avant eux Français et Anglais. Parce qu'il n'a pas consenti, en temps voulu, à aider les nationalistes angolais, ce qui a incité les Soviétiques à le faire à leur place. Aujourd'hui, ceux qui collaboraient sans doute volontiers avec les pays occidentaux ne sont pas en mesure de le faire parce qu'ils ne peuvent pas ne pas manifester leur reconnaissance à l'Union soviétique. Mais, pour mettre en valeur leurs immenses ressources potentielles, sans doute les Angolais se tourneront-ils un jour à nouveau vers l'Occident. Pourraient-ils alors ne pas être déçus une deuxième fois.

(Lire la suite page 11.)

(Propos recueillis par Philippe Decroene.)

LA CÔTE-D'IVOIRE SOUS LE SIGNE DE L'EXPANSION

L'évolution du commerce extérieur

UNE BALANCE
EXCÉDENTAIRE

L'ÉVOLUTION du commerce extérieur de la Côte-d'Ivoire présente plusieurs caractéristiques typiques d'une économie en voie de développement. C'est, en particulier, l'importance dans le commerce extérieur des produits agricoles exportés, c'est aussi celle des biens de consommation et d'équipement importés. Mais, compte tenu de cet état de fait, il apparaît clairement à l'examen un certain nombre de constantes qui permettent de déceler les points forts de l'évolution économique en même temps qu'elles justifient l'image favorable qui en est perçue à l'extérieur.

Les échanges extérieurs demeurent l'instrument nécessaire du développement d'un pays essentiellement agricole. Développer, c'est-à-dire s'équiper, exige des importations méthodiques, mais continues et intenses, de biens d'équipement et de matières premières, mais aussi de biens de consommation, dont la possession répond aux aspirations d'une population à niveau de vie croissant. De plus, compte tenu de l'exiguïté du marché local, la nécessité de se tourner vers l'exportation pour assurer les débouchés nécessaires à des unités de production de dimensions rentables fait que le développement du commerce extérieur est, tout au moins, la condition indispensable du développement économique, le signe de sa réussite.

Rupture dans la croissance

Pendant toute la période de 1970 à 1975, les échanges extérieurs n'ont cessé de progresser, entraînant ainsi, comme lors de la première décennie, le développement économique du pays.

De 1970 à 1974, les exportations ont représenté en moyenne 36,4 % de la production intérieure brute, les importations comptant pour 29,5 %. De 1960 à 1970, en moyenne, les exportations avaient représenté 33,2 % et les importations, 26,2 %.

Cette augmentation sensible de la part prise par le commerce extérieur provient d'une augmentation réelle des flux qui s'échangent, mais surtout de l'augmentation plus rapide des prix des produits échangés tant à l'importation qu'à l'exportation, que des prix de la production et de la consommation intérieure. Ce mouvement de prix a été particulièrement marqué en 1973 et 1974, années durant lesquelles les exportations ont représenté 43,1 % et les importations, 34,4 % de la production intérieure brute.

Les exportations ont fortement souffert de la récession constatée dans la plupart des pays industrialisés, et l'inflation ne s'y étant que très peu ralentie, on a assisté, à partir du milieu de l'année 1974, à une rupture dans la croissance des exportations qui s'est poursuivie pendant près d'un an, et à une détérioration rapide des termes de l'échange pour les pays producteurs de produits primaires.

Ceci étant, les principales caractéristiques du commerce extérieur ivoirien ont été avant la crise une progression constante des tonnages et des valeurs, tant à l'importation qu'à l'exportation, et un large excédent commercial.

Le taux de couverture moyen des importations par les exportations s'est établi, en effet, à 121 % pour les années 1970-1974. Le bilan de l'année 1975 s'annonce moins favorable, malgré un redressement sensible intervenu depuis le milieu de l'année.

Récession et redressement
en cours

Si la période de 1970 à 1975 a été celle de la diversification des exportations, l'huile de palme étant devenue le quatrième produit exporté et les produits manufacturés représentant désormais 38 % de l'ensemble des ventes, il n'en demeure pas moins que, sous l'effet conjugué des importations et des exportations, les exportations agricoles et d'une demande soutenue, les exportations reposent encore sur les trois produits de base : le café, le cacao et le bois. En effet, sous leurs diverses formes, brutes ou travaillées, les trois produits représentaient encore 70,4 % des ventes extérieures en 1974.

Les ventes de café vert ont pro-

gressé pendant toute la période récente. Elles se situent en moyenne à 207 000 tonnes par an, soit + 14 % par rapport au niveau moyen des ventes de 1965 à 1969. Elles ont atteint en 1974 un nouveau record avec 260 000 tonnes représentant 63,2 milliards de francs. En revanche, les cours de ce produit restent lourds.

Les ventes de fèves de cacao, quant à elles, sont passées de 1970 à 1974, de 143 000 tonnes à 205 000 tonnes. Les conditions du marché ont été extrêmement changeantes et, après des résultats spectaculaires en 1974, 1975 marquera un recul sensible. Cependant, les perspectives à moyen terme de ce produit sur le marché mondial restent bonnes et la Côte-d'Ivoire est le troisième vendeur mondial de cacao, fournissant 13 % des approvisionnements.

Les ventes du troisième grand produit, le bois, ont progressé de 1980 à 1970 de 6,3 milliards à 29,3 milliards de francs C.F.A. En 1974, les ventes de grumes, sciages et bois travaillés ont dépassé 68 milliards de francs C.F.A., ce qui représentait en particulier 2,8 millions de mètres cubes de grumes, soit plus de la moitié du tonnage de l'ensemble des exportations ivoiriennes.

La récession a ensuite été particulièrement sensible. Le redressement est en cours, mais les exportations de grumes tendent à perdre partiellement de leur prépondérance en faveur des bois débités et transformés.

Afin de pouvoir contrôler l'exploitation de cette ressource primaire pour préserver l'avenir et rationaliser l'exploitation de la forêt, le gouvernement a mis en place une procédure de contrôle des exportations également destinée à promouvoir de nouvelles essences et à favoriser la transformation des produits. C'est à cette condition que la Côte-d'Ivoire pourra rester le premier fournisseur africain de bois et deviendra demain l'un des plus gros producteurs de bois travaillés.

Pour les autres produits d'exportation, les évolutions ont été très diverses. La banane est en progrès régulier malgré la concurrence des pays d'Amérique. Les ventes d'ananas frais ont connu, grâce à une politique commerciale suivie, une expansion continue et remarquable. De 4 600 tonnes en 1965, les exportations sont passées en 1974 à 67 000 tonnes et l'on peut espérer 80 000 tonnes pour 1975 au vu des résultats partiels.

Les progrès enregistrés dans les ventes d'huile de palme et de palmistes correspondent aux efforts réalisés depuis dix ans dans le cadre de ce que l'on appelle « le plan palmier ». Les ventes à l'extérieur sont passées de 12 500 tonnes en 1970 à 100 000 tonnes en 1974 et, pour la première fois cette année-là, l'ensemble des ventes des produits du palmier à huile (huile, palmiste, tourteaux...) a dépassé 20 milliards de francs C.F.A., les plaçant ainsi au quatrième rang des exportations nationales, ceci, il est vrai, grâce à un niveau des cours exceptionnel.

La France
partenaire privilégié

Du fait de la lenteur de la mise en production des plantations d'hévéa, le développement de la production et des ventes de latex est plus lent, mais a dépassé les 15 000 tonnes.

La progression des exportations de produits manufacturés a cependant été l'une des caractéristiques les plus marquantes de la période récente. Ainsi, les exportations des usines ivoiriennes auraient, en 1974, porté sur 99 milliards de francs C.F.A., soit 34 % de l'ensemble des exportations. Elles n'étaient, en 1970, que de 31,8 milliards de francs et représentaient 24 % de l'ensemble des ventes à l'étranger.

Ceci recouvre, pour moitié les produits agro-industriels qui sont élaborés à partir des produits nationaux : produits de base de café, de cacao, d'huile de palme, bois sciés et travaillés, qui sont essentiellement des produits demi-finis et qui sont exportés vers l'Europe comme les produits bruts dont ils sont issus (café, cacao, bois).

Mais on trouve également des produits destinés à la consommation ou à l'équipement : ce sont des produits alimentaires, des produits textiles, des produits chimiques, pesticides et peintures, des produits pétroliers, des engins de transport. Tous ces biens sont surtout vendus sur les marchés de l'Ouest africain, mais une part non négligeable du textile et la quasi-totalité des conserves sont destinés aux marchés européens et américains.

Pour ce qui est de la répartition par pays, le maintien de la

prépondérance de la France dans les échanges s'explique essentiellement par des liens historiques et culturels, mais aussi par l'importance des investissements français et la présence d'importants groupes commerciaux solidement implantés. Toutefois, la part des achats français dans les exportations a décliné en cinq ans de 33 à 26 %. Elle était de 50 % en 1960.

Les quatre autres principaux clients — à savoir les États-Unis, l'Allemagne fédérale, l'Italie et les Pays-Bas — dont les parts relatives oscillent d'une année à l'autre entre 15 et 8 %, n'ont pas globalement modifié leur position et représentent en moyenne 43 % de l'ensemble des ventes.

Les achats des pays associés dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) ont rapidement progressé, passant de 5,8 milliards en 1970 à 23,7 milliards en 1974, soit de 4,4 % à 7,8 % de l'ensemble. Les échanges dans ce cadre sont de plus en plus fortement excédentaires (exportations et réexportations).

Enfin, il convient de souligner les progrès réalisés sur certains marchés, tels que ceux de l'Espagne, de l'Union soviétique et de la Yougoslavie.

Le gouvernement mène une politique active de soutien aux exportations tant par une fiscalité douanière visant à favoriser les exportations de demi-produits et de produits finis que par la participation à divers accords internationaux (notamment l'accord sur le café) ou bilatéraux, ainsi que par diverses actions de promotion des produits de l'industrie et de l'agriculture ivoiriennes, dont la coordination a été confiée au Centre ivoirien du commerce extérieur (C.I.C.E.).

Hausse des importations
et hausse des prix

Le taux de croissance des importations est extrêmement stable depuis 1960 et se situe environ à 22 %, en partie dû à une hausse rapide des prix, celles-ci atteignant une valeur globale de 232,3 milliards en 1974.

Elles visent essentiellement à satisfaire les besoins d'équipement en matière agricole, industrielle, comme en matière d'infrastructure générale. À cet égard, l'évolution lente mais continue des achats à l'étranger est caractéristique jusqu'en 1973.

De 1963 à 1973, la part des biens d'équipement dans les achats à l'étranger est passée de 23,6 % à 28,3 %, traduisant l'effort général d'investissement.

La profonde modification intervenue à la fin de 1973 dans les prix des produits énergétiques et l'inflation qui en découle ont introduit depuis lors des modifications importantes.

Les biens intermédiaires, produits pour l'industrie et l'agriculture et produits énergétiques, ont vu leur part diminuer légèrement de 34,7 % à 31,3 %. Il faut signaler qu'une part importante des produits pétroliers est réexportée après raffinage.

Quant aux biens destinés à la consommation finale, qui représentent en 1963 37,8 % de l'ensemble, ils ne représentaient plus en 1973 que 29,5 %.

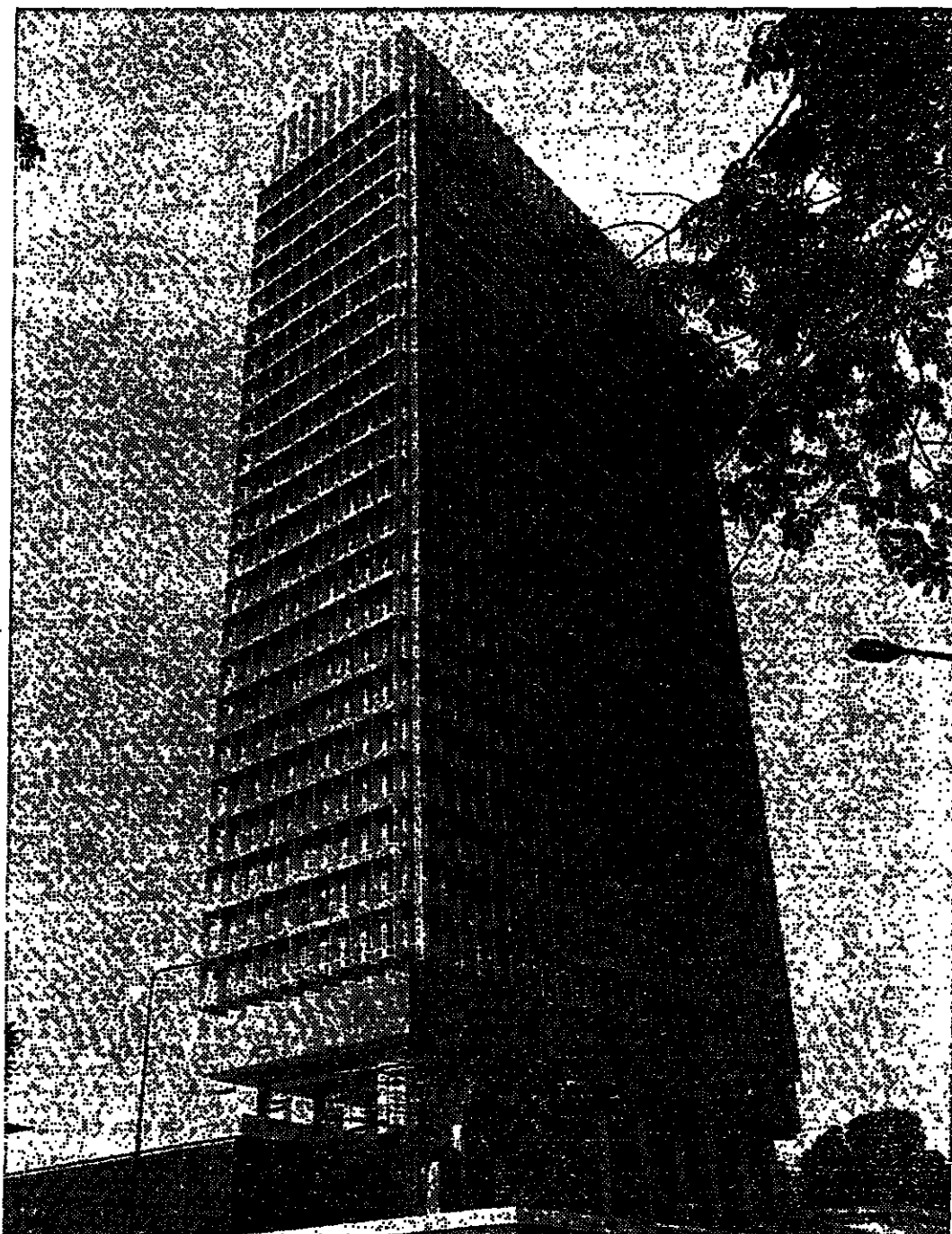
Des modifications sensibles et bénéfiques dans la structure des importations sont prévisibles dans un avenir proche, en particulier pour les produits alimentaires. Dès 1975, les achats de riz qui représentaient 9,6 milliards en 1973 et 7,1 en 1974, ont été pratiquement arrêtés. Il est à prévoir dès 1976 l'apparition d'un excédent exportable.

L'entrée en service progressive des investissements en cours ou déjà réalisés (suerie de Ferme-d'Angon) devrait avoir un effet identique sur les achats de sucre (5,8 milliards en 1974). Malgré les actions en cours, en revanche, il est à craindre que les importations de poisson, notamment en provenance d'Union soviétique, en développement rapide au cours de ces dernières années, ne puissent être résorbées dans un avenir proche.

Pour les produits textiles, les nouvelles unités de production en cours de démarrage devraient substituer en grande partie la production locale aux importations de cotonnades, tout en assurant une croissance sensible d'exportations déjà non négligeables.

La part de la France est plus grande à l'importation qu'à l'exportation (39 % contre 26 % en 1974). Elle concerne essentiellement les demi-produits et biens d'équipements, en particulier machines et matériels de transports, mais également les produits alimentaires et les produits chimiques.

(PUBLICITÉ)



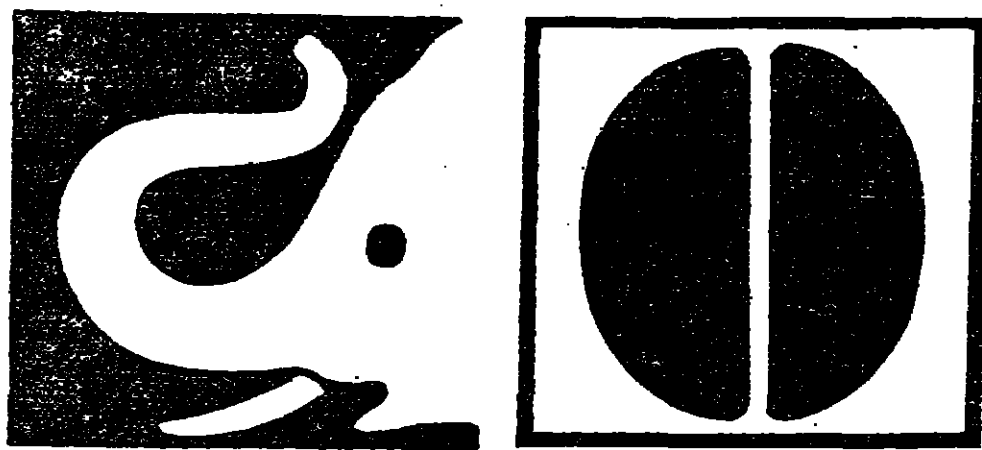
Immeuble de la Caisse de Stabilisation

La C.S.S.P.A., organisme qui, selon la définition donnée en conseil des ministres le 3 octobre 1974, joue « le double rôle d'instrument de régulation des prix et d'instrument de développement économique », investit des sommes importantes dans l'agriculture par producteurs interposés et contribue considérablement à l'équilibre budgétaire global.

سكك الامل

(PUBLICITE)

Les échanges avec la France...



CAFÉ DE CÔTE D'IVOIRE

CAFÉ VERT



GÉNÉRALITÉS

La Côte-d'Ivoire produit l'espèce Canephora : la variété Robusta représente la quasi-totalité de la production ; il convient mieux à la torréfaction et à la solubilisation que l'Arabica.

La campagne commence début octobre et se termine fin septembre ; toutefois, la production s'étale sur toute l'année.

PRODUCTION

Campagne 1967-1968 :	228.000 tonnes
Campagne 1968-1969 :	210.000 tonnes
Campagne 1969-1970 :	280.000 tonnes
Campagne 1970-1971 :	240.000 tonnes
Campagne 1971-1972 :	269.000 tonnes
Campagne 1972-1973 :	300.000 tonnes
Campagne 1973-1974 :	196.000 tonnes

USINAGE

La Côte-d'Ivoire possède les usines les plus modernes du monde. Là, le café est trié, homogénéisé et calibré, puis ensaché en sacs uniformes de 60 kilos net.

CONDITIONNEMENT

Avant d'être chargé sur les navires, le café subit une série de tests rigoureux dans les laboratoires du Service de Contrôle du Conditionnement pour déterminer si le produit répond aux normes imposées à l'exportation.

Pour être admise à l'exportation, les cafés verts doivent être sains, secs (teneur en eau inférieure ou égale à 13 %), sans mauvaise odeur ; ils doivent n'avoir subi aucune altération (moisissure, pourriture, etc.), ne contenir ni fèves noires, ni cafises, ni non plus aucune matière étrangère autre que celles décrites dans le barème des défauts ci-après :

Grade 1

Café retenu par le crible 16, avec une tolérance de 6 % de fèves passant au crible 18, dont 1 % au plus passant au crible 14.

Grade 2

Café passant au crible 16, retenu au crible 14, avec une tolérance de 6 % de fèves passant au crible 14, dont 1 % au plus passant au crible 12.

Grade 3

Café passant au crible 14, mais retenu par le crible 12, avec une tolérance de 20 % de fèves retenues par le crible 14 et de 6 % de fèves passant au crible 12, dont 1 % au plus passant au crible 10.

Grade 4

Café passant au crible 12, mais retenu par le crible 10, avec une tolérance de 20 % de fèves retenues par le crible 12 et de 6 % de fèves passant au crible 10.

L'exportation de tout café ne répondant pas à cet ensemble de normes est interdite. La surveillance est, bien entendu, exercée par le Service de Contrôle du Conditionnement, auquel le produit doit être présenté en lots de 25 tonnes au maximum ; la vérification ne peut se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte douanière du port d'embarquement.

Les exportations se font par sacs neufs de 60 kilos net. Chaque sac doit porter, au moins sur une face, de façon apparente et indélébile :

- la marque de l'exportateur ;
- l'indication d'origine « Côte-d'Ivoire » ;
- l'indication de l'espèce « R » (Robusta Coffea Canephora) ;
- la qualité (« S » : supérieure ; « C » : courant) ;
- le grade : I - II - III.

Droit unique de sortie : 23 % de la valeur mercatoriale.

TRANSPORT ET COMMERCIALISATION

Le café vert est exporté en sacs de 60 kilos sur les navires, soit en cale, soit maintenant par conteneurs.

Le café de Côte-d'Ivoire s'achète sur spécification et non sur échantillons comme la plupart des cafés concurrents (50 % constitué de grade 1).

Toutes les exportations se font par l'intermédiaire des exportateurs agréés.



CACAO

GÉNÉRALITÉS

Les plantations de cacaoyers (cacaoyères) occupent une surface de 300 000 hectares.

Le cacao est le troisième principal produit d'exportation de la Côte-d'Ivoire.

La Côte-d'Ivoire est le troisième producteur mondial de cacao après le Ghana et le Nigeria.

En 1980, elle en sera le deuxième producteur mondial après le Ghana.

PRODUCTION

1949-1950 :	50 000 tonnes ;
1959-1960 :	95 000 tonnes ;
1969-1970 :	170 000 tonnes ;
1971-1972 :	225 000 tonnes ;
1972-1973 :	185 000 tonnes ;
1973-1974 :	208 000 tonnes.

CONDITIONNEMENT

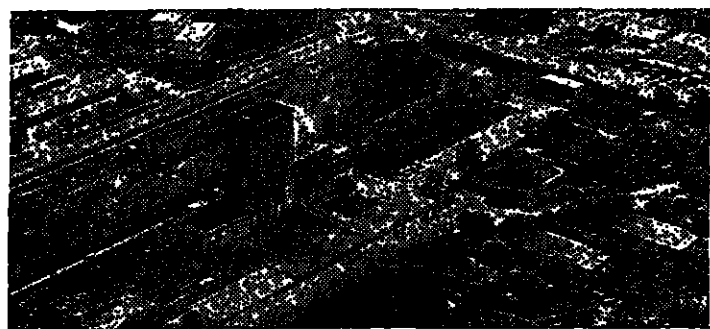
En sac de 60 kilos.

COMMERCIALISATION

Assurée par l'intermédiaire des exportateurs agréés de café-cacao (cf. liste à la rubrique « Café ») avec l'autorisation de la Caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles (C.S.S.P.A.).

Droit unique de sortie : 23 % de la valeur mercatoriale.

LA CAPRAL TRANSFORME A ABIDJAN LE CAFÉ DE CÔTE-D'IVOIRE EN NESCAFÉ



Usine NESCAFÉ d'Abidjan

La Côte-d'Ivoire poursuit depuis l'indépendance une politique de valorisation de ses produits agricoles et en particulier du plus important d'entre eux, le café. La première convention d'établissement agréée par l'Assemblée territoriale de la Côte-d'Ivoire ayant obtenu la date officielle de l'indépendance a été pour une usine de café soluble.

L'usine de NESCAFÉ de la Compagnie Africaine de Préparations Alimentaires et Diététiques (CAPRAL) est entrée en activité au début de 1972. Au cours de sa première année d'activité, la CAPRAL a utilisé 540 tonnes de café vert pour le transformer en NESCAFÉ. Depuis cette date les tonnages annuels de café vert utilisés ont été multipliés par 12 pour atteindre 6.480 tonnes en 1975. Les installations actuelles ont atteint leur utilisation maximale et sont en cours d'extension. La capacité de la nouvelle unité de production de NESCAFÉ sera supérieure au double de l'unité actuelle.

Le NESCAFÉ de la Côte-d'Ivoire, grâce à son prix très bas et à son conditionnement en brique de métal, a permis d'introduire la consommation de café dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest. La CAPRAL exporte aussi son NESCAFÉ vers les pays du Moyen-Orient et vers la Sibirie. Environ 90 % de la production de l'usine est exportée.

En 1975 la valeur ajoutée de l'usine en Côte-d'Ivoire a atteint 28 millions de nouveaux francs. Elle va rapidement progresser à l'avenir à la suite de la mise en route de l'extension importante de l'usine NESCAFÉ et à la suite de la construction par la CAPRAL d'une usine de Cacao MAGGI. Cette usine de Cacao MAGGI fonctionnera complètement dès l'été 1977. Pour l'instant toutes quelques-unes des machines sont en activité.

Le total des investissements de la CAPRAL a dépassé 35.000.000 de nouveaux francs à la fin de 1975.

ADRESSE UTILE CONCERNANT LE CAFÉ ET LE CACAO

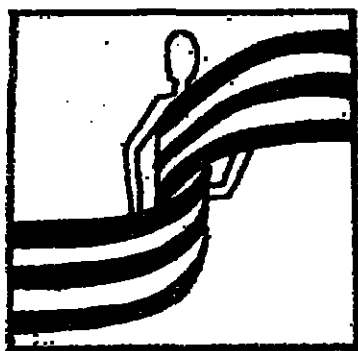
Caisse de stabilisation - B.P. V. 132 ABIDJAN

Tél. : 32-10-49 ou 32-08-33

TELEX : CAISTA/711 A

CAISTA/712 B ABIDJAN.

Les échanges avec la France...



LE SYTHA 1977

Salon d'exportation du textile et de l'habillement, le SYTHA est destiné à promouvoir l'industrie du textile et de la confection des pays africains, malgache et mauriciens.

C'est le premier salon International d'Afrique et qui rassemblera, pour la deuxième édition en 1977, toute l'industrie du continent.

Les objectifs du SYTHA peuvent se résumer en six points :

1° Mettre en contact d'affaires sur les lieux mêmes de production les industriels et les confectionneurs africains, malgaches et mauriciens, d'une part, et les professionnels acheteurs ou investisseurs américains et européens, d'autre part ;

2° Informer les professionnels de ce secteur (acheteurs, investisseurs, confectionneurs, intéressés par la sous-traitance) sur les possibilités de production actuelle et future de l'Afrique, de l'île Maurice et de Madagascar ;

3° Présenter aux journalistes spécialisés de textiles et de mode américains et européens, l'industrie textile et de l'habillement des pays africains, malgache et mauriciens, ainsi que la mode africaine ;

4° Informer les entreprises productrices d'Afrique sur les tendances de la mode américaine et européenne afin d'adapter les fabrications locales aux goûts des acheteurs et des consommateurs de ces pays industrialisés ;

5° Préparer, signer et réaliser des contrats de sous-traitance en faveur des entreprises locales avec une assistance technique de démarrage de la part des acheteurs et confectionneurs américains et européens ;

6° Prendre des commandes et susciter des commandes d'échantillonnages devant déboucher sur des commandes fermes importantes.

Lieu

L'Hôtel Ivoire, avec son Palais des congrès, présente l'avantage non seulement d'être un cadre impeccable, mais aussi de pouvoir regrouper exposants, visiteurs et salle d'exposition en un seul et même lieu.

Période

Du 2 au 5 mai 1977.

Stands

Compte tenu de la surface disponible à

l'Hôtel Ivoire, le nombre de stands sera limité à quatre-vingts et leurs dimensions seront les mêmes que celles du SYTHA 75, c'est-à-dire 10 m2. Il sera toutefois possible d'utiliser les chambres des exposants individuels.

Manifestations parallèles

Le programme comportera, outre l'exposition proprement dite, un séminaire, des réceptions, des visites d'entreprises et des excursions.

Les résultats commerciaux immédiats

Globalement, les résultats du SYTHA ont été environ deux fois plus élevés que ceux enregistrés à la Semaine du textile et de la confection (SICTA) de 1974 : 1 139 000 000 contre 600 000 000 de francs C.F.A.

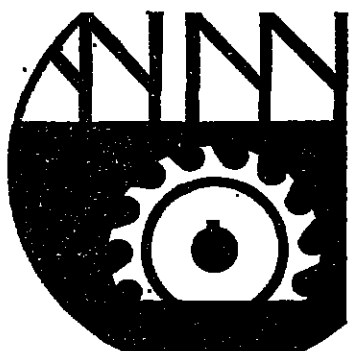
Les autres résultats

Les résultats les plus significatifs ont été incontestablement le fait que le SYTHA a réussi à faire venir à leurs frais cent cinquante acheteurs, alors qu'en 1974, la SICTA (Semaine Internationale du textile et de la confection d'Abidjan) n'a pu en faire venir que cent sur invitation gratuite.

Les entreprises qui sont venues au SYTHA, et qui étaient au nombre de cent quinze, représentent une force d'achat de plusieurs milliards de francs C.F.A. en articles d'été.

La venue des professionnels à Abidjan a permis à ceux-ci de se faire une idée exacte de l'importance de l'industrie textile en Afrique. Les pays africains ne sont plus considérés comme de simples réservoirs de matières premières, mais des fournisseurs possibles de produits finis de très bonne qualité. Le SYTHA aura contribué à faire accepter l'Afrique et Madagascar comme des partenaires des pays développés dans le domaine du textile et de la confection.

Certains professionnels européens ont préparé des contrats de sous-traitance avec des exposants tant ivoiriens qu'africains fabricants de tissus, d'articles de bonneterie et de confection. Certaines entreprises ont eu des contacts très intéressants. Un projet de création d'unité de production de confection utiliserait les tissus d'une usine de Côte-d'Ivoire. L'investissement de cette unité serait de l'ordre de 2 milliards de francs C.F.A.



BOIS ET INDUSTRIES DU BOIS

Généralités

Premier producteur en Afrique noire, la Côte-d'Ivoire possède 7 000 000 d'hectares (20 % de sa superficie) de végétation riche et luxuriante, l'un des plus beaux domaines forestiers de l'Ouest africain.

Le domaine forestier ivoirien comprend cinq cents espèces ligneuses représentées par des spécimens de grande taille. On distingue plusieurs catégories de bois selon leur utilisation, qui sont :

Les bois d'ébénisterie et de menuiserie (groupe I) : principalement les bois rouges tels que l'aboumbo et l'acajou ;

Les bois de décoration et de menuiserie (groupe II) : bois auers, bois, kessipo ;

Les bois spéciaux de menuiserie (groupe III) : assamela, lingui, iroko ;

Les bois de charpente (groupe IV) : samba, alélé, domba, fromager ;

Les bois lourds à usages particuliers : azobé, dabéma, koliba ;

La production de bois en grumes :

1968 : 3 470 000 m3 ;

1969 : 4 277 000 m3 ;

1970 : 3 460 000 m3 ;

1971 : 3 883 000 m3 ;

1972 : 4 118 000 m3 ;

1973 : 5 191 000 m3 ;

Les exportations de bois en grumes :

1968 : 2 220 000 m3 ;

1969 : 2 220 000 m3 ;

1970 : 2 510 000 m3 ;

1971 : 2 533 000 m3 ;

1972 : 3 176 297 m3 ;

1973 : 3 497 149 m3 ;

Le remplacement des espèces classiques en voie d'épuisement reste le souci majeur du gouvernement ivoirien, qui a lancé une campagne de promotion des essences forestières encore peu ou pas commercialisées. Cette opération, décidée à la suite de la réunion ivoirienne tenue du 8 au 21 octobre à Abidjan, porte dans un premier temps sur dix espèces dont les caractéristiques sont connues : amazakoué, badi, bohia, dabéma, fraké, framité, fromager, iroko, koliba et lingui.

Dans un deuxième temps, dix autres essences feront l'objet de promotion au fur et à mesure de l'avancement d'études complémentaires sur leur potentiel et sur leurs caractéristiques techniques. Ce sont : alélé, ako, skossika, asan, lohoné, koto.

La promotion de ces essences nouvelles, qui a commencé dans l'Europe des Neuf, se fait en accord avec les services de la C.E.E., l'O.E.C.T., l'A.T.I.E.T. et les autres centres de recherches des Etats de l'Europe des Neuf.

Perspectives

Objectifs :

a) Maintenir le niveau de 1970 pour les grumes ;

b) Faire progresser l'usage local, notamment les industries de deuxième transformation pour la fabrication de produits semi-finis et finis ;

c) Créer une usine de pâte à papier en 1978.

Production industrielle

Le gouvernement de Côte-d'Ivoire met un accent particulier sur la promotion des industries transformatrices en vue de la production de semi-finis destinés à l'exportation (assemblages de menuiserie).

Tableau des prévisions (en 1 000 m3) :

	1970	1975	1980
Grumes exportées	2 311	2 300	2 300
Grumes utilisées	820	1 300	1 700
Pâte à papier	—	450	2 150
Total	3 461	3 950	6 150

Le ministère des eaux et forêts assure le reboisement systématique par la création des plantations d'essences forestières de valeur pouvant produire 300 mètres cubes de bois par hectare dans les zones à faible densité de peuplement.

Les pays africains ne sont plus considérés comme de simples réservoirs de matières premières, mais des fournisseurs possibles de produits finis de très bonne qualité. Le SYTHA aura contribué à faire accepter l'Afrique et Madagascar comme des partenaires des pays développés dans le domaine du textile et de la confection.

Certains professionnels européens ont préparé des contrats de sous-traitance avec des exposants tant ivoiriens qu'africains fabricants de tissus, d'articles de bonneterie et de confection. Certaines entreprises ont eu des contacts très intéressants. Un projet de création d'unité de production de confection utiliserait les tissus d'une usine de Côte-d'Ivoire. L'investissement de cette unité serait de l'ordre de 2 milliards de francs C.F.A.

La production exportée de semi-finis (sciages, déroulés, tranches, contre-plaqué, panneaux de particules) s'est élevée à 238 176 m3 en 1973 contre 163 233 m3 en 1972 et 163 144 m3 en 1971.

Perspectives de production

Possibilités énormes d'extension avec l'installation d'usines nouvelles de grande capacité.

Sociétés productrices :

a) De contre-plaqué : S.C.A.P. (Compagnie des Scieries Africaines) : B.P. 211. Tél. : 35-10-11 - 35-10-34 - Grand-Bassam.

Scieries du Sandama : B.P. 921. Tél. : 35-56-87 - Abidjan.

b) De déroulés : C.I.B. (Compagnie Industrielle du Bois) : B.P. 812. Tél. : 22-63-31 - Abidjan.

SIBOIS (Société Industrielle de Bois) : B.P. 1.837. Tél. : 35-69-41 - Abidjan.

S.C.A.P. : B.P. 211. Tél. : 35-10-11 - 35-10-34 - Grand-Bassam.

Scieries du Sandama : B.P. 921. Tél. : 35-56-87 - Abidjan.

S.I.F.C.I. - Danzer à Vavoua : B.P. 2.493. Tél. : 35-52-76 - 35-52-77 - Abidjan.

Conditionnement

Les feuilles de placage et de contre-plaqué sont empilées les unes sur les autres et placées dans un bandage de bois, le tout recouvert avec un fil métallique et enfermé dans une housse plastique.

Transport

Voie maritime.

L'EVENISTERIE

Production

Fabrication de mobilier de luxe ou à partir de liste catalogue et possibilité de sous-traitance :

Tables basses, sièges (chaises ordinaires, fauteuils, chaises-longues), tables à manger, bureaux, bibliothèques, commodes, secrétaires, lits, bureaux, meubles de rangement, meubles de jardin, cotés de tiroirs, placards, éléments de menuiserie (portes-fenêtres), agencements de magasins et de bureaux, plates-formes, parquets, tous éléments de meubles à assembler ou à faire entrer dans une gamme de production, etc.

Transport

Voie maritime, par containers.



TEXTILES ET CONFECTION

Les entreprises ivoiriennes de ce secteur produisent :

— Des filés, tissés, tissus blanchis, teints et imprimés de coton et des tissus synthétiques ;

— Des articles de confection masculine, féminine, enfantine, du prêt-à-porter féminin, des articles de haute couture africaine et de la confection plate (linge de maison) ;

— Des articles de bonneterie ;

— Des vêtements de travail.

L'INDUSTRIE IVOIRIENNE OCCUPE LA DEUXIÈME PLACE EN AFRIQUE NOIRE

صلى الله عليه وسلم

سكوت الامم

LA COTE-D'IVOIRE SOUS LE SIGNE DE L'EXPANSION

Budget d'équipement et croissance nationale

LE DEUXIEME D'AFRIQUE FRANCOPHONE

La croissance économique de la Côte-d'Ivoire depuis son accession à l'indépendance place ce pays dans le groupe d'états trop peu nombreux auxquels le qualificatif de pays en voie de développement s'applique non comme un euphémisme, mais dans la plénitude de son sens. Cette croissance d'un pays qui ne disposait en 1960 que de pauvres infrastructures et de médiocres ressources naturelles résulte d'une intervention volontariste de l'Etat. Cette intervention passe par le canal du budget, qui a joué le rôle de moteur de la croissance. Le budget ivoirien est important par sa masse globale : plus de 200 milliards de francs C.F.A. en 1976 (chiffre qu'il convient de comparer à une production intérieure brute qui devrait atteindre près de 900 milliards de francs C.F.A.). Il est plus encore par sa part dans les investissements, car le budget d'équipement de la Côte-d'Ivoire est, en pourcentage, le deuxième d'Afrique francophone, après celui du Gabon, puis, de 1971 à 1975, les investissements publics se sont montés à 425 milliards de francs, soit 55 % du total des investissements du pays. La structure des recettes est marquée par la part élevée mais décroissante de la fiscalité dite « de porte » (c'est-à-dire de l'ensemble des droits perçus à l'occasion du commerce extérieur), qui est passée de 61 % de l'ensemble des recettes en 1970 à 55 % en 1976. Cette décroissance continue est la conséquence du développement de l'industrie locale, que l'Etat encourage en assurant l'essentiel de sa fiscalité « de porte » sur les importations de produits finis et les exportations de matières premières, alors que l'importation de matières premières et de machines ainsi que l'exportation de produits finis sont peu ou pas taxées. Par ailleurs, la création d'industries engendre des salaires et des profits qui servent d'assiette à la fiscalité interne. Ces deux éléments conjugués expliquent la part croissante de la fiscalité intérieure dans les recettes de l'Etat. Les recettes de l'Etat sont réparties selon un système de quotas entre le budget et la Caisse autonome d'amortissement, établissement public chargé d'assurer la gestion des emprunts à long terme de l'Etat. L'existence de ressources publiques affectées à cet organisme conditionne la confiance dont jouit la Côte-d'Ivoire auprès des investisseurs et des capitaux. De la même manière, le budget de l'Etat est lui-même divisé en deux budgets : le budget général de fonctionnement et le budget spécial d'équipement et d'investissement (B.S.E.I.). Outre ses ressources fiscales affectées, ce dernier reçoit aussi en ressources les emprunts effectués par la Caisse autonome d'amortissement. L'Etat tend à concentrer son effort d'investissement sur des

opérations d'infrastructure et à laisser le soin des opérations directement productives au secteur parapublic. Ce secteur reçoit de l'Etat des dotations en capital et parfois des subventions, mais, de par la nature de son activité, il reçoit des recettes lui permettant d'équilibrer son budget et dispose, pour financer ses investissements, d'une capacité d'emprunt qui lui est propre. On peut insister sur le rôle, dans ce domaine, de la SONAPI, Société nationale de financement, responsable de la majeure partie des prises de participations industrielles de l'Etat dans le capital des entreprises. L'ensemble des participations publiques atteint un montant de 32 milliards, dont 15 pour les sociétés d'Etat et de 25 pour les sociétés d'économie mixte. Parmi les organismes du secteur parapublic, la Caisse de soutien et de stabilisation des prix des produits agricoles mérite une mention particulière. Cet organisme, chargé de garantir aux paysans un revenu stable quelles que soient les fluctuations des marchés internationaux, est amené à constituer des réserves les années où la conjoncture est favorable. Il place ces réserves en investissant dans des opérations de développement économique.

Un budget de fonctionnement de 140 milliards de francs C.F.A.

S'il n'est pas conçu directement en fonction de son impact sur le développement économique, le budget général n'en a pas moins une importance certaine du fait de son volume global (140 milliards en 1976 contre 127 en 1975, soit un accroissement de 10,5 %, donc une quasi-stabilisation en volume). La classification fonctionnelle en services généraux, services sociaux et services économiques suivant l'orientation principale des divers ministères fait apparaître un déplacement progressif en faveur des départements intervenant plus particulièrement dans le domaine économique. L'action de ceux-ci est d'ailleurs renforcée par la présence d'un certain nombre de budgets annexes couvrant le fonctionnement de divers services publics producteurs de biens et services. L'exécution du budget général pour 1976 sera influencée par des réajustements importants dans la fonction publique, en particulier une revalorisation considérable (de l'ordre de 50 %) des traitements des enseignants, décidée à la suite du système congrès du parti unique. Le budget spécial d'investissement et d'équipement (B.S.E.I.) est l'outil majeur dont dispose le gouvernement pour la mise en œuvre de sa politique de développement. Cette politique s'inscrit dans le cadre de la planification quinquennale. Elle est plus précisément définie par le rôle de la loi-programme des investissements publics, remise à jour chaque année pour une période de trois ans. Ceci permet, en intégrant la planification à moyen terme, la budgétisation de dessiner une perspective globale assortie de sa propre stratégie de réalisation, de manière à en garantir la cohérence. Cette programmation est mise au point par la confrontation entre une structure d'objectifs et un ensemble de programmes qui lui est plus ou moins liés. Le principe est simple. L'Etat, disposant d'un certain volume de ressources, en effectue la répartition en fonction de l'importance prévisible de chaque réali-

sation au regard des objectifs poursuivis et de leur importance relative. Cette confrontation doit permettre de dégager la rationalité des choix, qui doit être fondée sur l'évaluation recherchée pour la société ivoirienne.

Plus de 60 milliards de francs C.F.A.

Le regroupement des « actions de développement » en programmes est effectué en fonction de l'objectif principal poursuivi, mais vise aussi à mettre en évidence leur interdépendance, de manière à assurer la cohérence de la gestion des fonds publics. La procédure de mise au point permet de sélectionner les projets inscrits à l'intérieur de chaque programme. Les programmes les plus généraux concernent : le développement économique, les actions de soutien (infrastructures et moyens de communication), le développement social, le développement culturel, l'accompagnement du développement (administration générale, sécurité, recherche). Le budget spécial d'investissement et d'équipement pour la gestion 1976 s'établit à 60,143 milliards de francs C.F.A., en progression de 6,1 milliards, soit 11,3 % par rapport au budget précédent. Ceci correspond à une stabilisation de l'effort d'investissement, accentuée par le fait que les investissements hors B.S.E.I., plus particulière-

ment ceux de la caisse de stabilisation, souffriront de la diminution des ressources de celle-ci au sortir de l'exercice 1975. Pour le B.S.E.I. lui-même, la structure du financement s'ajuste à l'évolution des opérations déjà engagées et dont les coûts ont souvent subi des hausses très importantes. On a cherché, par ailleurs, à maintenir la part de l'effort d'investissement public à 30 % de l'ensemble de la loi de finances pour la gestion 1976 (ensemble budget général + B.S.E.I.), soit 200,3 milliards de francs C.F.A.).

La maintenance du budget d'équipement au niveau atteint récemment, dans des conditions de contraintes techniques et de choix politiques délicate, il s'agit d'abord de poursuivre les opérations déjà engagées et dont les coûts ont souvent subi des hausses très importantes. On a cherché, par ailleurs, à maintenir la part de l'effort d'investissement public à 30 % de l'ensemble de la loi de finances pour la gestion 1976 (ensemble budget général + B.S.E.I.), soit 200,3 milliards de francs C.F.A.).

Origine des ressources	1976	1975	Différence 1976-1975	Variation 1976-1975
RESSOURCES INTERIEURES :				
Recettes fiscales	18 287	16 150	+ 2 137	+ 13,2 %
Recettes et versements divers	35	9 836	- 9 791	-
Emprunts intérieurs	500	590	- 90	-
Recettes affectées	974	1 025	- 51	- 5,0 %
Total des recettes intérieures	19 796	27 591	- 7 795	- 28,0 %
RESSOURCES EXTERIEURES :				
Organisations publiques et internationales	12 183	7 885	+ 4 298	+ 54,5 %
Institutions financières multilatérales	1 925	3 277	- 1 352	- 41,3 %
Stipendiaires financiers privés	21 399	12 176	+ 9 223	+ 89,7 %
Crédits fournisseurs	4 250	3 202	+ 1 048	+ 32,4 %
Total des ressources extérieures	40 347	26 540	+ 13 807	+ 52,0 %
TOTAL DES RESSOURCES	60 143	54 131	+ 6 012	+ 11,3 %

— Le développement agricole qui consomme un cinquième des crédits du B.S.E.I., est essentiellement consacré au cacao, au riz, à l'élevage et à la pêche. Un effort très important (3,6 milliards sur les 11,6 milliards de ce programme) est fait en faveur des actions agricoles intégrées, qui visent tout autant le développement de la production que la modernisation des techniques et des conditions de vie des agriculteurs.

— Le développement industriel n'est pas à proprement parler le fait du B.S.E.I., et les crédits annuels à ce titre sont surtout relatifs à la prospection pétrolière et à des prises de participation au capital d'entreprises industrielles.

— Le développement social est financé par une partie de la participation publique dans le cadre budgétaire, mais constitue une manœuvre originale d'assurer la présence de l'Etat dans les entreprises ivoiriennes, en fournissant un complément de financement par prise de participation au capital social des entreprises, voire, plus rarement, en se substituant purement et simplement à l'initiative privée pour des opérations d'intérêt général, mais insuffisamment attractives ou trop risquées pour les investisseurs, ce rôle étant toutefois de plus en plus assumé par les organismes publics spécialisés (SONAPI).

— Le programme transport est de loin le plus important (21,3 milliards de francs C.F.A.). Il s'agit de la création et du développement du réseau routier sur l'ensemble du territoire : 19 milliards de francs C.F.A. La très vive hausse des prix des travaux déjà programmés a entraîné une augmentation rapide du volume des crédits. D'autres actions s'intègrent aux transports ferroviaires (732 millions) et aériens (510 millions).

— Le programme urbanisme et habitat, dont les crédits (5,5 milliards) progressent rapidement, intéressent surtout les travaux d'aménagement des villes, les tâches de la construction et du logement. Ces crédits dérivent de sociétés d'Etat (SICOGI, SOGECI, FIHA) et de celles de l'assainissement et de l'adduction d'eau à des fonds publics spécialisés, qui sont financés par ailleurs.

— Les actions de formation sont l'un des plus importants programmes du budget (4,8 milliards). Les crédits sont consacrés à la construction d'écoles et de lycées (976 millions), à des bourses, destinées aux centres d'apprentissage et de formation professionnelle, de centres où seront formés les futurs enseignants.

— Le programme d'administration générale a une dotation (5,5 milliards) qui reste faible eu égard aux besoins d'infrastructure administrative.

milliards de francs C.F.A.). Il s'agit de la création et du développement du réseau routier sur l'ensemble du territoire : 19 milliards de francs C.F.A. La très vive hausse des prix des travaux déjà programmés a entraîné une augmentation rapide du volume des crédits. D'autres actions s'intègrent aux transports ferroviaires (732 millions) et aériens (510 millions).

— Le programme urbanisme et habitat, dont les crédits (5,5 milliards) progressent rapidement, intéressent surtout les travaux d'aménagement des villes, les tâches de la construction et du logement. Ces crédits dérivent de sociétés d'Etat (SICOGI, SOGECI, FIHA) et de celles de l'assainissement et de l'adduction d'eau à des fonds publics spécialisés, qui sont financés par ailleurs.

— Les actions de formation sont l'un des plus importants programmes du budget (4,8 milliards). Les crédits sont consacrés à la construction d'écoles et de lycées (976 millions), à des bourses, destinées aux centres d'apprentissage et de formation professionnelle, de centres où seront formés les futurs enseignants.

— Le programme d'administration générale a une dotation (5,5 milliards) qui reste faible eu égard aux besoins d'infrastructure administrative.

Programmes	1976	%
1. Développement économique	15 122	25,1
— Développement agricole	11 597	19,2
— Développement industriel et minier	1 289	2,1
— Développement tertiaire extra-administratif	2 235	3,8
2. Soutien du développement économique	23 287	38,7
— Transport	21 324	35,5
— Postes et télécommunications	1 200	2,0
— Energie	1 363	2,3
3. Développement social	7 224	12,0
— Urbanisme, habitat	5 437	9,0
— Actions sociales	1 324	2,2
— Développement sanitaire	1 224	2,1
— Fonds régionaux d'aménagement rural	699	1,2
4. Développement culturel	5 974	9,9
— Actions culturelles et de promotion	1 174	2,0
— Actions de formation	4 799	7,9
5. Accomplissement du développement	7 936	13,2
— Etudes et recherches générales	700	1,2
— Administration générale	5 453	9,0
— Défense	1 263	2,1
— Sécurité intérieure	120	0,2
Total	60 143	100,0

« Nous faisons du capitalisme d'Etat »

(Suite de la page 7.)
— En ce qui concerne les rapports entre votre pays et l'Afrique du Sud, n'avez-vous pas le sentiment que M. Vorster simplement cherché à gagner du temps en parlant de « dialogue », trahissant en quelque sorte votre confiance ?

— Je ne le crois pas... Depuis que la politique de dialogue s'est instaurée entre Pretoria et certaines capitales africaines, quelque chose a bougé en Afrique du Sud... Il s'agit de quelque chose de bien timide certes, de bien insuffisant également, mais...

contraintement à ce qui n'était jamais arrivé auparavant, le système d'apartheid a été ébranlé. J'ajoute que dans nos rapports avec l'Afrique du Sud, il n'y a pas trois attitudes possibles, mais deux : la négociation ou la guerre. Or, quel Etat africain envisage sérieusement d'entrer en guerre avec l'Afrique du Sud ?

— Que pensez-vous de l'indépendance du Transkei prévue pour octobre prochain ?

— Comme vient de le faire M. Ali Arel pour le Territoire français des Afars et des Issas, il serait bon que M. Matanzima, premier ministre du Transkei, nous apporte la preuve que l'indépendance de son pays sera effectivement garantie et qu'elle ne résultera pas de la seule bonne volonté des Blancs d'Addis-Abeba... Il faudrait qu'il vienne s'entretenir de tout cela avec ses frères africains déjà indépendants, soit avant, soit après octobre, s'il veut lui-même être fiable.

— Etes-vous optimiste en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie ?

— M. Vorster paraît décidé à faire évoluer le statut politique de ce territoire, mais il lui reste à en donner la preuve... Il faudrait surtout que, contrairement à l'attitude adoptée par les Britanniques en Rhodésie, les Sud-Africains ne se désintéressent pas de la tournure que pourraient ultérieurement prendre les événements à Windhoek, en abandonnant par exemple, eux aussi, les Noirs au seul bon vouloir des Blancs.

Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE.

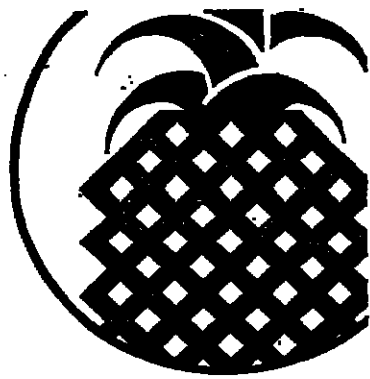
SPECIAL COTE-D'IVOIRE
Un dossier économique de 30 pages sur 15 ans de développement
du bi-mensuel
AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES
compilé par Jean R. PETER
d'après les travaux du 6^e Congrès du FDCI-RDA
Au sommaire :
• Quinze ans de stabilité politique ;
• Quinze ans de progrès social et culturel ;
• Quinze ans de croissance économique ;
• Les moyens et les problèmes du développement avec les déclarations de 16 responsables de l'économie ivoirienne.
Prix du N° : 14 Fcs, en vente chez AFRIQUE INDUSTRIE INFRASTRUCTURES, 11, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. 227-74-76. C.C.P. Paris 34.021.81.

SITRAM
SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE TRANSPORT MARITIME
SOCIÉTÉ D'ETAT
LA SITRAM : ARMEMENT NATIONAL IVOIRIEN
Les autorités ivoiriennes ayant depuis longtemps compris l'importance des transports maritimes dans le développement économique d'une nation, les premières bases d'une Compagnie Nationale Ivoirienne furent posées en 1959 en association avec des armateurs français. Deux entreprises de transport maritime furent ainsi créées :
1) La Société Ivoirienne de Consignation et d'Armement (SICO-MAIR), au capital social de 40 millions, constituée le 29 juin 1959 avec la Compagnie Pralognanet.
Deux navires furent mis en service :
— un navire bananier : le « RAMBARA », sur la ligne bananière Abidjan-Marseille ;
— un cargo : le « VORIER », exploité en Méditerranée.
2) La Société Ivoirienne de Navigation (SINA), data de naissance : 13 août 1959 ; capital social : 50 millions ; créée en association avec la Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis, la Société Navale de l'Ouest, la Compagnie Danubien-France.
Le premier navire de la société, le « AKN' GOUVE » (amitié) fut placé sur le trafic COTE-D'IVOIRE/USA.
Les cargos « AGRO » et « KARALA », qui arrivèrent ensuite, furent exploités sur la ligne Atlantique.
La part détenue par le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire dans ces deux sociétés n'était que de 20 %.
Toutefois, deux compagnies, pour une nation aussi jeune, étaient peu viables. La nécessité s'imposait donc de créer une seule compagnie devant le développement, en 1967, des compagnies maritimes françaises associées au Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire.
Le 28 novembre 1967, la SITRAM (Société Ivoirienne de Transport Maritime) fut créée avec un capital de 150.000.000 de francs C.F.A., réparti entre 100.000.000 F.C.F.A. par l'absorption des apports des sociétés SINA et SICO-MAIR, la part du Gouvernement ivoirien demeurant toujours minoritaire : 50 %.
Une augmentation de capital de 250.000.000 F.C.F.A. était décidée en 1970, entièrement soustraite par l'Etat de Côte-d'Ivoire, dont la participation passait ainsi de 50 % à 80 %. Le capital de SITRAM s'éleva alors à 650.000.000 F.C.F.A.
Une nouvelle augmentation de capital est effectuée en décembre 1973, le montant s'élevant à 250.000.000 F.C.F.A. Le part de l'Etat ivoirien en tant que tel et du Conseil Ivoirien des Chargeurs est de 79,11 %. Des organismes et personnes privées détiennent le reste des parts.
En août 1975, le capital de la SITRAM est passé à 1.650.000.000 de francs C.F.A., le Gouvernement ivoirien en détenant 81 %.
Le 19 mars 1976, la SITRAM est devenue Société d'Etat.
Les effectifs de la société sont passés de 176 en 1972 à 717 à fin 1975, ce qui représente une augmentation de 401 postes portant principalement sur le personnel navigant. L'ivoirisation du personnel est passée de 54 % en 1972 à 74 % en 1974. A bord des navires, le personnel Pont et des Services Généraux Pont est iéomisé à 100 % ; enfin, un accord particulier a été mis sur la formation (très longue : 5 à 10 ans) du personnel officier.
La SITRAM a donc ainsi, en l'espace de trois exercices, créé son fonds de commerce, son réseau commercial et mis à la disposition des navires de la Côte-d'Ivoire une société nationale entièrement autonome.
La SITRAM permet à la Côte-d'Ivoire de promouvoir ses exportations.
PERSPECTIVES D'AVENIR
A partir de 1976, la SITRAM devra assurer 50 % du trafic de bananes et oranges ivoiriennes en sortie de Côte-d'Ivoire, ce qui nécessitera une flotte de 4 bananiers en pleine propriété et des accords avec les compagnies de pointe de production.
La SITRAM vient de commencer à se placer dans le transport des liquides en vrac, exportation d'huile de palme et importation de vin en vrac. En 1980, elle devra exploiter deux tankers lui appartenant.
En mars 1976, une Société Nationale
— au service des intérêts de la Nation ;
— appelée à contribuer de plus en plus à l'amélioration de la balance des paiements ;
— lui permettant de se libérer progressivement de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger pour son trafic maritime ;
— permettant de promouvoir les exportations ;
— participant directement au Revenu National par la création d'emplois et l'importance croissante accrue du personnel ivoirien.
— Siège social : B.P. 1509 Abidjan C.I. Dr. Tél. : 32-51-24/22-18-28.
— Agence de San Pedro : B.P. 170, Tél. : 50. Télég. : SITRAM.
— Agence de Paris : 37, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.
— Agence SITRAM : Dakar, Lomé, Cotonou, Douala.

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES

SUPERFICIE : 332 000 km², soit les deux tiers de celle de la France.
POPULATION : 6 700 000 habitants, dont plus d'un million d'étrangers venus des pays africains voisins ainsi qu'une trentaine de milliers de Français et de Syro-Libanais. Pour vingt-cinq pour cent, cette population est concentrée dans les villes.
CAPITAUX : Abidjan, qui, avec ses immenses faubourgs, compte sans doute un million d'habitants.
VILLES PRINCIPALES : Bonaké (173 000 habitants), Daloa (59 500), Bouaké (48 500), Korofo (45 000).
Pour 1975, le produit intérieur brut provisoire est estimé à 790 milliards de francs C.F.A. (1 franc C.F.A. = 0,02 franc).
En 1975, les exportations ont atteint 254,5 milliards de francs C.F.A. et les importations 241,5 milliards de francs C.F.A. Les principaux clients sont la France (49,1 milliards de francs C.F.A.), les Pays-Bas (26,6), les Etats-Unis (26,1), la République fédérale allemande (22,9), l'Italie (16,7).
Le café, le cacao et le bois représentent, en valeur, les trois quarts des exportations.
Les principaux fournisseurs sont la France (94 milliards de francs C.F.A.), les Etats-Unis (17,3), la République fédérale allemande (13,1), l'Italie (12,5), le Nigeria (11,9).
Le chiffre d'affaires total des industries ivoiriennes est estimé à 394 milliards de francs C.F.A. La Côte-d'Ivoire possède 40 000 kilomètres de routes et 1 160 kilomètres de voies ferrées, un aéroport dont le trafic a été de 390 000 passagers en 1975.
Le trafic du port d'Abidjan a été, en 1975, de 5 961 000 tonnes, et celui du port de San-Pedro de 834 000 tonnes.
Le nombre de lits d'hôpitaux est de 5 300. Celui des élèves de 681 725 dans le primaire et de 182 500 dans le secondaire. On compte 7 000 étudiants dans le supérieur.
La Côte-d'Ivoire a 200 000 postes de téléviseurs.
Le pays est indépendant depuis le 7 août 1960, et a élu, le 27 novembre de la même année, M. Félix Houphouët-Boigny à la présidence de la République. Celui-ci a été élu en 1980, puis réélu en 1985, 1990 et 1995.
Membre du Conseil de l'Entente, du groupe des pays de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (C.E.D.A.O.), de l'Organisation des Etats africains (O.E.A.), de l'Union Africaine (U.A.), de l'Organisation des Etats islamiques (O.E.I.), de l'Organisation des Etats méditerranéens (O.E.M.), de l'Organisation des Etats méditerranéens (O.E.M.), de l'Organisation des Etats méditerranéens (O.E.M.).

Les échanges avec la France...



ANANAS FRAIS

GÉNÉRALITÉS

Le plus connu des fruits tropicaux, l'ananas est un gros fruit oblong, écaillé, brun rouge, qui porte une touffe de feuilles à son sommet et dont la pulpe est sucrée et très parfumée.

La variété cultivée en Côte-d'Ivoire est la « Cayenne Lisse ». Il comporte les mêmes propriétés alimentaires que les fruits européens (peu de lipides et de protéides - un taux de glucides comparable - même apport vitaminique sauf pour la vitamine C dont l'ananas est très riche, particulièrement en fruits).

Sa valeur nutritive étant faible (50 calories pour 100 g de fruit contre 90 pour la banane), l'ananas peut être conseillé pour tous les régimes, même pour les obèses.

PRODUCTION

La Côte-d'Ivoire est le premier producteur

d'ananas en Afrique et le quatrième sur le plan mondial derrière Hawaï, les Philippines et Taiwan.

La production est assurée par soixante-quinze producteurs exploitant 3 000 ha. et regroupés au sein de la COFRUCI (Coopérative agricole de production bananière et fruitière de la Côte-d'Ivoire).

Exportations :

1970 : 18 455 tonnes.

1971 : 22 092 tonnes.

1972 : 39 415 tonnes.

1973 : 46 510 tonnes.

1974 : 75 000 tonnes (chiffres non définitifs).

Prévisions 1975 : 90.000-100.000 tonnes.

ANANAS EN CONSERVE

ANANAS EN CONSERVE ET JUS

Généralités :

Les ananas en conserve existent sous forme de :

- Tranches entières ;
- Tranches brisées ;
- Crush (ananas broyé) ;
- Jus.

Qualités :

Variables selon le degré de concentration en sucre (degré Brix) : Fancy, choice et standard.

Production et exportation :

Producteurs	Capacité de traitement	Exportations conserves 1973	Exportations de jus 1973
SALCI	120.000 tonnes	46.250 tonnes	12.400 tonnes
SAFCO	25.000 tonnes	7.000 tonnes	2.500 tonnes
RIJA - SIACA	70.000 tonnes	14.000 tonnes	—

N.B. — Ces chiffres ont été communiqués par les conservateurs.

Conditionnement :

1) Conserves d'ananas

	Boîtes	Cartons de
Tranches entières au sirop	270 g	48 boîtes
Tranches entières au sirop	570 g	24 boîtes
Tranches entières au sirop	830 g	24 boîtes
Tranches entières au sirop	3.100 g	6 boîtes
Tranches brisées	570 g	24 boîtes
Tranches brisées	830 g	24 boîtes
Tranches brisées	570 g	24 boîtes
Morceaux	3.200 g	6 boîtes
Compote	3.200 g	6 boîtes

2) Jus d'ananas.

	Boîtes	Cartons de
13,5 cl	(4,5 FL OZ)	96 boîtes
17 cl	(6 FL OZ)	48 boîtes
53 cl	(19 FL OZ)	24 boîtes
100 cl	(36 FL OZ)	12 boîtes
400 cl	(148 FL OZ)	6 boîtes

Droit de sortie : 12 %.



LA BANANE

GÉNÉRALITÉS

Fruit du bananier, la banane est l'une des productions végétales les plus précieuses des régions tropicales. Il en existe de nombreuses variétés ; la variété Poyo est celle cultivée en Côte-d'Ivoire. La banane constitue le quatrième produit d'exportation de la Côte-d'Ivoire.

que les bananes, objet de l'expédition, ont été traitées selon les conventions internationales, qu'elles sont dépourvues de toute toxicité, qu'elles sont exemptes de tous germes de maladies et qu'elles sont saines et propres à l'alimentation humaine.

RÈGLEMENTATION

Pas de réglementation spéciale. Exportation libre.

DROIT UNIQUE DE SORTIE : 12 % de la valeur mercantile.

TRANSPORT

ET COMMERCIALISATION

Par bateaux dont les cales sont spécialement conçues (cales ventilées et réfrigérées à 13° C environ).

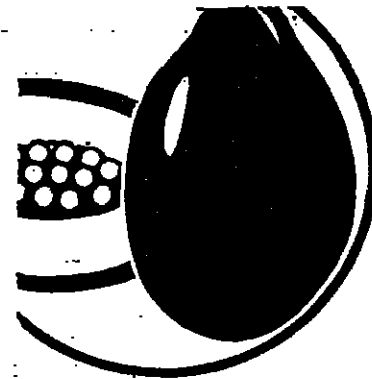
La commercialisation est assurée par la SICOFRIL sous le contrôle de la Caisse de Stabilisation et de soutien des Prix des Produits Agricoles (C.S.S.P.P.A.).

AGENTS EN EUROPE :

Six commissionnaires regroupés sous la direction du bureau COFRUCI de PARIS : 3, rue Rossini, Paris (9^e). Tél. : 824-93-60.

ADRESSE UTILE

SICOFRIL - B.P. 1.550 - Tél. : 22-84-16 - 17 - Abidjan.



LA PAPAYE

GÉNÉRALITÉS

La papaye est une baie de forme allongée ou globuleuse vers-jambré ou orange au moment de la maturité, qui renferme une pulpe de la consistance de celle du melon et de couleur jaune-orange.

La variété cultivée en Côte-d'Ivoire est la variété « Solo 8 » qui a la particularité d'avoir une chair d'un rouge vif et très sucrée. Le fruit a en moyenne 300 à 400 grammes.

La papaye est une bonne source de :

- Vitamine A (ce qui est rare dans les fruits),
- Vitamines B1, B2, C (à égalité avec l'orange) et D.

Elle a une grande valeur diététique.

La papaye se récolte toute l'année avec une pointe en avril-mai. Elle se consomme de plusieurs façons :

- naturelle ;
- en salade de fruits ;
- en confiture ;
- en boisson (jus) ;
- en légume.

PRODUCTION

800 tonnes en 1973.

La capacité de production actuelle peut être portée à 1.500 tonnes et faire face à une demande correspondante.

CONDITIONNEMENT

Cartons de 5,5 kg poids net, 6 kg poids brut avec 12, 16 ou 22 fruits selon le calibre — cartons de 4,5 kg poids net, avec 8, 10 ou 12 fruits.

Les papayes reposent sur un lit de paille et chacune d'elles est protégée par un papier de soie.

La mention « Produit de Côte-d'Ivoire » figure à l'extérieur sur une face et trois côtés de l'emballage carton.

Conditionnement individuel sur demande.

PROBLÈMES PHYTOSANITAIRES

A chaque expédition, un représentant du Ministère de l'Agriculture délivre sur les lieux de l'expédition un certificat phytosanitaire accompagnant l'envoi.

Ce certificat doit attester que les papayes à expédier ont été traitées selon les conventions internationales, qu'elles sont dépourvues de toute toxicité, qu'elles sont exemptes de tous germes de maladies et qu'elles sont saines et propres à l'alimentation humaine.

TRANSPORT

Voie aérienne.

COMMERCIALISATION

S'adresser aux producteurs.

LES AUTRES PRODUITS AGRICOLES

FRUITS

1) La mangue

Variétés : Valencia, Kent, Palmer, Lippens, Ruby, Améliorée du Cameroun. Tonnage exportable : 200 tonnes. Perspectives 1975 : 400 tonnes.

Adresses utiles :

IFAC : B.P. 1.740 - Abidjan.
SODEFEL : B.P. 20.122 - Abidjan.
SOCIAGRI : B.P. 20.881 - Tél. : 36-84-54 - Abidjan.
AGRIPAC : B.P. 4.610 - Tél. : 22-72-84 - Tél. : 364 - Abidjan.
Plantations de Yamoussoukro : B.P. 1.354 - Tél. : 32-22-28 - Abidjan.
C.I.C.E. : B.P. 864 - Tél. : 32-08-33 - Tél. : 460/CICE - Abidjan.

2) Le melon

Variétés : type Cantaloup - Charentais. Tonnage exportable en 1975 : 1.500 tonnes.

Adresses utiles :

SOCIABE : B.P. 28 à Dabakala.
AGRIPAC : B.P. 4.610 - Tél. : 22-72-84 - Tél. : 364 - Abidjan.
C.I.C.E. : B.P. 864 - Tél. : 32-08-33 - Tél. : 460/CICE Abidjan.

3) Le fruit de la passion (grenadille)

Adresses utiles :

SAFCO : B.P. 122 - Tiassalé.
Plantations de la SEMBY : B.P. 119 - Tél. : 31-19-87 - Tél. : 321 - Semby Abidjan.
AGRIPAC : B.P. 4.610 - Tél. : 22-72-84 - Tél. : 364 - Abidjan.

4) La banane rose

Adresses utiles :

Plantations de la SEMBY : B.P. 119 - Tél. : 31-19-87 - Tél. : 321 Semby Abidjan.
IFAC : B.P. 1.740 - Abidjan.
AGRIPAC : B.P. 4.610 - Tél. : 22-72-84 - Tél. : 364 - Abidjan.
C.I.C.E. : B.P. 864 - Tél. : 32-08-33 - Tél. : 460/CICE - Abidjan.

5) La lime

Grosse récolte disponible toute l'année.

LÉGUMES DE CONTRE-SAISON

1) Poivrons verts

Variétés cultivées : Yolo Wonder A, California Wonder. Époque de production : 15 décembre - 1^{er} avril.

2) Haricots verts

Variétés cultivées : Triomphe de Farcy. Diverses obtentions récentes. Époque de production : 1^{er} décembre - 30 avril.

3) Piment vif

Variétés cultivées : Floral GOM, Jalapeno. Époque de production : 1^{er} novembre - 31 mai.

4) Gombo

Variétés cultivées : Perkins Long Pod. Époque de production : 1^{er} décembre - 31 mai.

5) Anacarde

Commercialisation prévue : 1973 : 600 tonnes. 1974 : 1.400 tonnes. 1976 : 2.000 à 3.000 tonnes. 1980 : 9.000 tonnes.

PRODUITS VIVRIERS

Banane plantain, igname, gingembre, manioc, patate douce, taro.

Adresses utiles :

SODEFEL : B.P. 20.112 - Tél. : 32-38-93 - Abidjan.
SOCIABE : B.P. 24 - Dabakala. Plantations de la SEMBY : B.P. 119 - Tél. : 9 à Azagulé ou 31-19-87 à Abidjan. Tél. : 321 Semby Abidjan.
SOVANORD : B.P. 115 - Kothogo. Établissements Jacques Borie - B.P. 251 - Abidjan.
AGRIPAC : B.P. 4.610 - Tél. : 22-72-84 - Tél. : 364 - Abidjan.
EXOFRUIT : B.P. 7.284 - Tél. : 35-28-77 - Tél. : 359 - Abidjan.
EDIDA : B.P. 5.042 - Tél. : 32-18-58 - Abidjan.
SOREPCO : B.P. 2.290 - Tél. : 32-22-39 - Abidjan.
CICE : B.P. 864 - Tél. : 32-10-49 - Tél. : 460/CICE - Abidjan.

LA CÔTE-D'IVOIRE SOUS LE SIGNE DE L'EXPANSION

FACE A LA CRISE

par HENRI-KONAN BEDIÉ (*)

La reprise actuelle des économies occidentales tend à faire oublier la crise qui a sévi ces deux dernières années. Celle-ci n'aurait, au fond, duré que le temps requis par l'ajustement des économies aux nouvelles données pétrolières. Il est exact que les mécanismes de régulation propres aux économies de marché ont fonctionné :

— Diminution de la demande pétrolière ;
— Hausse des prix des biens d'équipement et de consommation.

Mais, en dépit de cela, certaines séquelles graves demeurent : chômage, inflation, désordre monétaire international, retour à un certain protectionnisme, crise des consciences individuelles et des valeurs sociales.

La récession de ces maux ne peut passer que par une analyse lucide et courageuse de leur origine. Conformément aux tendances actuelles de la science économique qui cherche à cerner son objet par la multiplication des approches plutôt que par la mise en œuvre d'un discours linéaire forcément partiel, je voudrais esquisser un examen de l'expérience ivoirienne dans le contexte de la crise mondiale. Il ne s'agit donc pas ici de se livrer à une description à prétention exhaustive des mesures de politique économique de ces deux dernières années, mais bien plutôt d'analyser au moyen d'exemples significatifs les facteurs de résistance et les mécanismes de relance dont a bénéficié notre économie.

Pays en voie de développement dépourvu de toutes ressources pétrolières et largement ouvert aux marchés extérieurs, la Côte-d'Ivoire pouvait craindre une grave récession. Les conséquences de la hausse du prix du pétrole, la précarité de la situation alimentaire mondiale, l'inflation et la récession dans les pays industrialisés du monde occidental ont fait vaciller les espoirs des pays en voie de développement non pétroliers.

Pour l'ensemble de ces pays, le déficit de la balance des paiements aurait atteint en 1975 38 milliards de dollars, soit quatre fois plus qu'en 1973 et dix fois plus qu'en 1972.

En effet, au déficit pétrolier, il faut ajouter un déséquilibre de 14 milliards de dollars dû au renchérissement des produits de l'O.C.D.E.

Face à cette situation, la Communauté internationale a pris un certain nombre de mesures : l'O.C.D.E. et l'O.P.E.P. ont attribué des secours d'urgence pour respectivement 1,6 et 1,7 milliard de dollars. Le Fonds monétaire international a institué de nouvelles facilités de crédit au titre du mécanisme pétrolier et du Fonds fiduciaire. La Banque mondiale a fait de même au moyen du « Troisième Guichet ».

L'aide aux pays en voie de développement peut être évaluée à 42 milliards et 45 milliards de dollars pour les années 1974 et 1975. En dépit de ces contributions internationales, de nombreux pays en voie de développement ont dû, devant les difficultés de financement de leur déficit extérieur, se résoudre à une révision de leur programme de développement économique et social. Ils ont donc été contraints d'hypothéquer gravement leur avenir pour faire face à leurs engagements présents. Il s'agit là d'une situation dramatique quand on connaît la fragilité des mécanismes de développement qui interviennent dans les pays pauvres. Le risque de gaspillage en ressources naturelles et humaines en est particulièrement élevé.

La Côte-d'Ivoire, pour sa part, a su se maintenir sur sa ligne de croissance. Le produit intérieur brut est passé de 573 milliards de francs C.F.A. en 1973 à 750 milliards en 1975. La balance commerciale est demeurée positive en 1974 et en 1975. Ce comportement, a priori surprenant, ne peut s'expliquer que par la conjonction d'une politique de relance sectorielle et de l'existence d'un tissu socio-économique favorable.

De ce dernier point de vue, celui des structures stables, deux facteurs ne paraissent essentiels. D'une part, les objectifs de développement sont en Côte-d'Ivoire, l'objet d'un large consensus social. D'autre part, par sa politique passée, la Côte-d'Ivoire a su acquiescer une maîtrise certaine de son développement.

L'union n'est pas en Côte-d'Ivoire une donnée historique, mais le résultat d'une politique définie voilà quinze années par le président Houphouët-Boigny. Elle ne prend pas la forme d'une unanimité de façade destinée à occulter les différences, mais bien plutôt celle d'une concertation permanente qui assure la circulation de l'information et débouche de façon positive les situations conflictuelles. Cette institutionnalisation du dialogue établie par le président de la République prolonge et développe des habitudes sociales traditionnelles en Côte-d'Ivoire.

Ces procédures ont permis de définir des objectifs et des méthodes de développement assurés de l'adhésion de l'ensemble des Ivoiriens. L'objectif ultime de notre effort est la promotion de l'homme, c'est-à-dire l'amélioration de ses conditions matérielles dans le respect des valeurs sociales fondamentales.

Pour sa réalisation, le gouvernement a opté pour le libéralisme économique, tant en raison de son efficacité qu'en raison des comportements individuels qu'il valorise : goût des initiatives, sens des responsabilités, ouverture à la concurrence.

La participation active de chacun est, en effet, seule garante du succès général. Mais cette incitation à l'initiative et à la réussite individuelle se développe sur la toile de fond culturelle de la société africaine, à savoir la solidarité ; peut-être y-a-t-il ici une rencontre particulièrement féconde entre les principes de progrès et de solidarité.

La politique de participation se trouve assez bien illustrée par l'exemple encore modeste des fonds régionaux d'aménagement rural (F.R.A.R.), qui ont vocation à financer certains programmes ruraux sous réserve d'une contribution villageoise effective, modulée suivant les régions.

Cette contribution peut d'ailleurs prendre la forme d'un apport en main-d'œuvre.

De telles institutions permettent aux communautés de base de se sentir responsables et non assistées.

En contrepartie légitime, l'Etat ivoirien s'est toujours efforcé de satisfaire concrètement et efficacement les besoins fondamentaux de chaque Ivoirien. L'effort a été considérable dans le secteur de l'éducation, et également dans celui de la santé et des équipements ruraux. A titre d'exemple, nous signalerons que le budget de l'éducation nationale représente le quart du budget de fonctionnement de l'Etat. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 15 % en 1957 à 75 % en 1975 ; il atteindra 90 % en 1980. L'implantation de la télévision éducative et la mise en œuvre de programmes plus adaptés à

l'enfant ivoirien ont fait tomber le taux de redoublement de 30 à 10 % en moyenne.

Cet effort dans le domaine socio-culturel a permis à chaque Ivoirien de percevoir le bénéfice de la croissance, et, par là même, a consolidé le consensus social autour de la politique du gouvernement. Parallèlement à la réalisation des conditions sociales de développement, le gouvernement s'est efforcé de contrôler certains leviers économiques essentiels afin d'acquiescer la plus large maîtrise de son avenir.

LORS de l'accession à l'indépendance en 1960, l'économie ivoirienne se trouvait en position de grande vulnérabilité aux aléas de la conjonction internationale puisque reposant presque exclusivement sur trois produits : café, cacao, banane. La promotion de nouvelles productions agricoles s'imposait donc, d'une part, pour rendre notre économie moins dépendante de la conjonction internationale et, d'autre part, pour faire participer au développement du pays les régions jusqu'alors tenues à l'écart.

Parmi les opérations de diversification agricole, on peut citer le développement du palmier à huile, du cocotier, de l'hévéa, de l'ananas dans les régions forestières et, dans les régions septentrionales, la promotion de la culture du coton et de la canne à sucre. Enfin, en rapport avec l'urbanisation croissante, les cultures vivrières, et notamment la riziculture, ont connu une très forte expansion.

La priorité accordée à l'agriculture dans notre politique de développement procédait, en grande partie, du désir d'asseoir notre croissance sur des bases stables et de maîtriser notre approvisionnement en produits de première nécessité tels que le riz dont la production est maintenant excédentaire. Ce même objectif se retrouve dans notre politique industrielle : par un système d'incitations fiscales particulièrement favorables, les pouvoirs publics ont attiré de nombreux investisseurs étrangers dans les secteurs des produits de grande consommation : chaussures, confiserie, boissons, peintures, savons, lessives, articles en matière plastique, engrais.

Toutes ces industries d'import-substitution épargnent des devises mais permettent également de garantir notre approvisionnement en biens essentiels. On peut illustrer ce phénomène par l'exemple des engrais. Bien que leur prix ait, en 1974, baissé d'un tiers par rapport à 1973, le déficit en fertilisants des treize pays du quart-monde les plus pauvres a atteint 300 000 tonnes. On conçoit le handicap qu'une telle situation constitue pour la production agricole et le processus cumulatif de récession qu'elle entraîne. Grâce à sa production nationale d'engrais, la Côte-d'Ivoire n'a jamais eu à souffrir de pénurie. Elle a en conséquence à payer le prix de l'indépendance de son approvisionnement.

Dans le même ordre d'idée, nous pouvons signaler l'effort qui a été fait pour faire face à la dépendance énergétique et à la dépendance vivrière, notamment dans le domaine du riz.

POUR satisfaire les besoins énergétiques, en expansion vertigineuse (100 millions de kWh en 1980 contre 1 milliard en 1975), il fallait être en mesure d'importer des quantités considérables de pétrole et accepter ainsi la dépendance économique subséquente à l'égard des pays pétroliers. Pour éviter cet inconvénient, la Côte-d'Ivoire, déjà dotée du complexe hydroélectrique de Koussou (500 millions de kWh), s'est résolument lancée dans l'exploitation de ses potentialités hydroélectriques estimées à 10 milliards de kWh. L'économie de pétrole due à cette politique devrait dépasser 30 millions de dollars par an en 1978 et 200 millions en 1980.

L'accroissement de la consommation du riz, produit de substitution du mil dans le Nord et de l'igname dans le Sud a entraîné un fort accroissement des importations : 97 000 tonnes de riz grain en 1971 contre 42 000 tonnes en 1980. En 1975, le programme de développement des rizicultures a rendu la Côte-d'Ivoire exportatrice de riz avec une production de 500 000 tonnes de riz Paddy (équivalent : 320 000 tonnes de riz grain).

Cette diversification permet également une certaine stabilité des recettes d'exportation en dépit des nombreuses fluctuations qui caractérisent les marchés internationaux de matières premières. En 1975, les marchés du cacao et du café étaient déprimés, mais la demande de bois tropicaux très élevée. En 1974, les cours du cacao s'élevèrent à des niveaux jamais atteints, alors que le marché du bois s'est effondré. En 1975, les cours élevés du café ont compensé le repli sur le bois et sur le cacao.

Alors que les exportations de café représentaient en 1960, 67 % des exportations, elles ne représentaient plus en 1974 que 25 %, bien que leur valeur ait été multipliée par 3,2. Cette diversification, qui rend aujourd'hui la Côte-d'Ivoire exportatrice d'un ensemble de produits (fibres textiles, tissus, caoutchouc naturel, huile de palme, beurre de cacao, ananas, etc.) dont la production était inexistante en 1960, s'est accompagnée d'une extension de la clientèle de la Côte-d'Ivoire.

Les pays de l'Est absorbent aujourd'hui près de 5 % de nos exportations et les pays asiatiques 3 %. Les U.S.A. sont devenus un client important. Quant à la France, qui absorbe un peu plus du quart de nos exportations, et reste, par là même, notre plus important client, elle voit aujourd'hui sa part réduite au profit des autres pays du Marché commun et du reste du monde. L'accroissement de nos importations hors zone franc contribue dans une certaine mesure au soutien de la monnaie française.

Ce double effort de diversification a porté ses fruits et a permis une certaine stabilisation des recettes d'exportations. On peut ajouter à cela que l'institution de la Caisse de stabilisation et de soutien aux principaux produits agricoles (C.S.S.P.A.) permet, par la constitution de stocks régulateurs, de tirer le meilleur profit des fluctuations de cours.

La maîtrise du développement ne passe pas seulement par celle de la production : elle exige également celle des moyens de financement. Dans cette optique, l'insuffisance de l'épargne privée, caractéristique des pays en voie de développement, a amené l'Etat à prendre en charge une part importante des investissements. La part du

budget spécial d'investissement et d'équipement (le B.S.I.E.) dans le budget global de la Côte-d'Ivoire est approximativement de 30 %, soit 54 milliards de francs C.F.A. en 1975. L'essentiel de ce budget est consacré aux dépenses d'infrastructures économiques et de développement agricole.

En plus de ses ressources propres collectées par un système financier organisé, la Côte-d'Ivoire dispose de l'aide financière de nombreux pays amis et d'organismes internationaux. En 1975, le total des concours extérieurs pour les projets d'investissement peut être évalué à plus de 46 milliards de francs C.F.A., dont 5 milliards de subventions. Ce crédit extérieur de la Côte-d'Ivoire repose sur un certain nombre de constantes de la politique extérieure de notre gouvernement : rigueur de la gestion des finances publiques, libéralité du contrôle des changes, respect des engagements de l'Etat.

Cette politique de développement a pour objectif final la satisfaction des aspirations de l'homme ivoirien, indépendamment de toute idéologie globale. Sa mise en œuvre se fait dans le respect des valeurs fondamentales de la société africaine. Par sa conception et dans sa réalisation, elle entraîne l'adhésion de la nation tout entière.

Le large consensus ainsi établi nous a permis durant la crise de mener une politique efficace de soutien à l'économie. Le secteur industriel, encore fragile, était le plus menacé : notre objectif premier a donc été le soutien de l'activité et le maintien de l'emploi dans ce secteur. Dans cette perspective, les charges salariales ont été maintenues dans des limites convenables, la politique libérale de crédit a permis aux entreprises d'éviter de trop graves crises de trésorerie. Parallèlement, pour relancer la demande globale, et permettre aux industries d'améliorer leur productivité, des injections de revenus ont été pratiquées en milieu rural.

La Caisse de stabilisation a été l'instrument de cette politique par la revalorisation des prix d'achat des produits agricoles. La campagne 1974-1975 a connu, par rapport à la campagne précédente, d'importantes revalorisations : 60 % pour le cacao, 55 % pour le coton et 25 % pour le café. Le prix d'achat du riz paddy avait, quant à lui, fait l'objet d'une augmentation de 125 % en juillet 1974. Cette politique sectorielle rendue possible parce que l'appareil de production agricole et industriel de la Côte-d'Ivoire est encore sous-employé, a permis une évolution positive du produit intérieur brut.

La politique de soutien conjoncturel par l'investissement public a été marquée par notre souci de l'orienter conformément aux objectifs majeurs de notre politique de développement à long terme. J'en donnerai ici deux exemples : le programme d'hydraulique humaine et les programmes d'urgence.

Ces derniers programmes, lancés par le chef de l'Etat en 1974 et 1975, ont été concentrés sur les régions du Nord et du Centre. Malgré nos efforts d'harmonisation du développement, ces régions de savane offraient un certain retard par rapport aux zones forestières. L'opération « Nord » a entraîné 12 milliards de F.C.F.A. de dépenses réparties comme suit : 40 % pour l'infrastructure, 30 % pour l'agriculture et l'élevage, 20 % pour l'éducation et la santé et 10 % pour les équipements collectifs. Tous ces investissements constituent l'assise du développement industriel présent et à venir de la région.

De la même manière, 9 milliards de F.C.F.A. ont été engagés pour les opérations d'urgence dans le centre du pays.

Au total, plus de 30 milliards ont été engagés dans ces programmes destinés à réduire les disparités régionales.

Le problème de la distribution d'eau potable dans les grands centres de l'intérieur, comme dans les agglomérations de brousse de faible importance, a toujours préoccupé le gouvernement.

Dans ce domaine, un effort particulier a été consenti ces dernières années : on a ainsi procédé à la création du Fonds national de l'hydraulique humaine et du Fonds national de l'assainissement. Le programme de forages de puits a été accéléré en vue d'atteindre rapidement l'objectif d'un puits pour six cents habitants.

Les crédits affectés au programme d'hydraulique humaine en 1974 se sont élevés à 3 milliards de F.C.F.A., en plus des travaux d'adéquation financés par le B.S.I.E. (Budget spécial d'investissement et d'équipement).

Il faut noter l'importante relance des programmes de développement intégrés de la région du Sud-Ouest et de la vallée du Bandama. Sur 5 400 millions de F.C.F.A. de crédits alloués au titre du développement agricole de ces deux régions entre 1970 et 1975, 3 500 millions l'ont été pendant les deux années 1974 et 1975.

Le succès de notre politique de développement ne repose donc pas tant sur des techniques sophistiquées que sur des valeurs de société : sens de l'ouverture et de l'accueil, goût de la responsabilité, et affirmation de solidarité.

Sur ces bases seules peut s'élaborer la politique rigoureuse et pragmatique propre à assurer la confiance interne et le crédit externe. Au moment où le monde occidental recherche les bases d'un nouvel ordre international, nous pensons que nos modestes réalisations auront valeur de témoignage.

* Ministre de l'économie et des finances.

La Fondation Félix Houphouët-Boigny est un institut africain de recherches historiques et politiques, dont le siège est fixé à Yamoussoukro.

Parmi les membres du bureau de la Fondation figurent notamment MM. Philippe Yaco, président de l'Assemblée nationale, secrétaire général du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.), Mamadou Koulibaly, président du Conseil économique et social, Amadou Hampaté Ba, écrivain malien, ancien diplomate. La seule personnalité d'origine européenne qui soit membre de ce bureau est le journaliste français Claude Gérard, ancienne héralde de la Résistance, qui prit une part active à la lutte nationale en Afrique noire, à l'époque coloniale.

Les objectifs essentiels de la Fondation sont de contribuer à l'œuvre de regroupement des documents relatifs à la vie économique, sociale et politique en Afrique avant la colonisation, ainsi que d'étudier les résurgences de la rencontre des civilisations africaines et européennes à l'époque coloniale.

La Fondation entend également jouer les bases de l'héritage du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) et populariser la pensée du président fondateur de ce parti, président de la République ivoirienne, « faciliter par tous les moyens la tâche des étudiants et des autres chercheurs ; promouvoir la conception véritablement africaine de l'éducation et de la formation de l'homme. » Parmi les premiers ouvrages publiés avec le concours de la Fondation, ou patronnés par elle, figurent : Félix Houphouët-Boigny, homme de la paix (Editions Seghers - Nouvelles éditions africaines), par le gouverneur Paul-Henri Sirlex, qui fut un des artisans de la rupture de l'appartenance entre le R.D.A. et le parti communiste français et qui est considéré comme l'auteur du rapprochement entre MM. René Pleven et Félix Houphouët-Boigny ; le Président Félix Houphouët-Boigny et la nation ivoirienne (Nouvelles éditions africaines), les Pionniers de l'indépendance, par Claude Gérard ; Sur les sentiers du temple (une rencontre avec Houphouët-Boigny), par Doudou Guéy.

LA FONDATION FÉLIX HOUPHOUËT- BOIGNY

POUR VOS RELATIONS D'AFFAIRES
AVEC LA CÔTE-D'IVOIRE PRENEZ CONTACT AVEC

LES CHAMBRES CONSULAIRES DE CÔTE-D'IVOIRE

CHAMBRE D'AGRICULTURE

11, avenue Lamblin, ABIDJAN
Boîte Postale 1291 - Tél. 32-16-11 et 22-76-27

PRÉSIDENT :
M. OKA NIANGON

CHAMBRE D'INDUSTRIE

11, avenue Lamblin, ABIDJAN
Boîte Postale 1758 - Tél. 22-55-04 et 22-55-57

PRÉSIDENT :
M. LAMBERT KONAN

CHAMBRE DE COMMERCE

Avenue Barthé, ABIDJAN
Boîte Postale 1399 - Tél. 32-46-79

PRÉSIDENT :
M. FRANÇOIS MASSIEYE

Les échanges avec la France...



L'AVOCAT

GÉNÉRALITÉS
L'avocat est un fruit-légume de forme ovale, rond ou piriforme (selon les variétés) ; son poids varie entre 300 et 600 grammes. Il se présente à maturité sous un aspect verdâtre, violacé ou foncé. Le fruit est formé d'une pulpe crémeuse, de couleur vert-jaune à jaune, de saveur agréable et riche en matière grasse (245 calories pour 100 grammes de pulpe). Il a une forte teneur en protéines (2 à 4 %) et en sels minéraux (1 à 2 %), très riche en vitamines A et E, moyennement riche en vitamines D et K, et des quantités appréciables de vitamines K, B₆ et P.

La période de production se situe de mars à juin.

PRODUCTION
La superficie plantée atteindra 1 400 hectares en 1974-1975.
1973 : 500 tonnes.
1974 : 1 000 tonnes.
1975 : 1 500 tonnes.

Divers plantiers privés, qui bénéficient de l'assistance de l'ITPAC et de la SOFODIV (Société de Production de l'Avocat) ont démarré il y a plusieurs années déjà des plantations d'avocats qui maintenant entrent progressivement en production.

CONDITIONNEMENT
Les avocats sont emballés dans des cartons de 5 kilos, contenant chacun 10 à 12 fruits. Chaque avocat est entouré d'un papier

de soie, le tout reposant sur un lit de paille pour éviter la balotement des fruits dans les cartons.

Chaque emballage comporte à l'extérieur la mention « Produit de Côte-d'Ivoire », le nom du producteur, le poids et le nombre de produits, sur la face principale et les quatre côtés.

PROBLÈMES PHYTOSANITAIRES
A chaque expédition, un représentant du ministère de l'Agriculture délivre sur des lieux de l'expédition un certificat phytosanitaire accompagnant l'envoi.

Ce certificat doit attester que les avocats à exporter ont été traités selon les conventions internationales, qu'ils sont dépourvus de toute toxicité, qu'ils sont exempts de tous germes de maladies et qu'ils sont sains et propres à l'alimentation humaine.

TRANSPORT
Voie maritime.

COMMERCIALISATION
Par le canal de la COFRUCI et du C.O.C.I.

ADRESSES UTILES
SODEFEL : B.P. 20 122, Tél. 32-38-38 - 22-71-62, Abidjan.
AGRIPO : B.P. 610, Tél. 22-72-64 - Télex : 304 Abidjan.
C.I.C.E. : B.P. 864, Tél. 32-10-49 - Télex 460/CICE Abidjan.



L'AUBERGINE

GÉNÉRALITÉS
Légume de contre-saison, l'aubergine est un produit essentiellement d'exportation. Deux variétés sont cultivées en Côte-d'Ivoire : « Variété américaine » : Aubergine ronde, de couleur violette, à chair dense et ferme.

« La longue de France » : Aubergine, très allongée (15 à 20 cm), de couleur presque noire à chair tendre.

Période de récolte : de novembre à fin mai (en 3 à 4 récoltes).

PRODUCTION
Exportation : 1972 : 944 tonnes.
1973 : 680 tonnes.

GÉNÉRALITÉS
La noix de coco est le fruit du cocotier. Elle est de forme ovale ; son poids varie de 0,5 à 2 kilos environ.

De couleur verte à marron foncé, la noix comprend successivement une couche extérieure épaisse et fibreuse, une carapace rigide recouvrant une pulpe blanche crémeuse ou consistante (selon qu'elle est fraîche ou sèche), appelée coprah, dont on extrait l'huile de coprah et un liquide sucré : le lait de coco.

PRODUCTION ET EXPORTATIONS
Les exportations de noix de coco en bruts se sont élevées à :
1970 : 2 364 tonnes ;
1971 : 2 212 tonnes ;
1972 : 3 322 tonnes ;
1973 : 3 082 tonnes.

PRODUCTEURS
De très nombreuses plantations tout le long du littoral produisent l'essentiel des noix de coco destinées à l'exportation en bruts. Celles qui sont destinées aux huileries sont encadrées par l'ITRO (Institut

de recherches sur les huiles et oléagineux) et la SODEPALM, qui apportent une assistance technique nécessaire aux producteurs.

CONDITIONNEMENT
Emballage de noix de coco calibrées et défilées, de 700 grammes environ.

PROBLÈMES PHYTOSANITAIRES
Visite des autorités sanitaires, qui délivrent un certificat de conformité.

RÈGLEMENTATION
Pas de réglementation spéciale. Exportation libre.

TRANSPORT ET COMMERCIALISATION
La commercialisation des noix de coco fraîches s'effectue par la SODEPALM (voir ci-dessous). Le transport s'effectue exclusivement par voie maritime.

ADRESSE UTILE
SODEPALM, B.P. 2 049 ; tél. : 22-33-31 Abidjan.



LE CAOUTCHOUC

CAOUTCHOUC NATUREL

GÉNÉRALITÉS

Superficie : 12 880 ha en 1971.
Production de latex : 42 000 000 de litres.
Production de caoutchouc sec : 13 000 tonnes par an.

Perspectives (1980) :
Superficie cultivée : 45 700 ha.
Production de latex : 126 000 000 de litres par an.
Production de caoutchouc sec : 36 000 tonnes par an.

Qualité :
Caoutchouc noble dont la teneur en latex (75 %) est l'une des plus élevées du monde. Méthode ultra-moderne de contrôle en laboratoire et d'usinage.

PRODUCTEURS

S.A.P.H. (Société Africaine de Plantation d'Hévéa), filiale d'un groupe international de planteurs d'hévéa parmi lesquels la S.A. indochinoise de Plantations d'Hévéa. Deux usines de traitement de latex, produisant ensemble 9 200 tonnes de caoutchouc sec.

C.C.P. (Cie de Caoutchouc de Paldid), filiale du groupe financier Cigépar, dispose de deux usines de traitement de latex d'une capacité totale de production de 3 000 tonnes de caoutchouc sec en 1971 (4 500 tonnes en 1975).

I.R.C.A. (Institut de Recherches sur le Caoutchouc en Afrique) a une usine de traitement.

CONDITIONNEMENT

En balles de 34 kg.
Droit unique de sortie : 4 %.

INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC

MATELAS

Généralités
Matelas en mousse de latex alvéolé de toutes dimensions commerciales, entièrement fabriqués en Côte-d'Ivoire.

Production
1971 : 200 tonnes de produits finis, soit environ 15 000 matelas.
1972 : 260 tonnes de produits finis.
1973 : 300 tonnes de produits finis.
Perspectives 1974-1975 : 600 tonnes de produits finis.

Producteur
M.A.C.A.C.I. (Manufacture de Caoutchouc de Côte-d'Ivoire) : B.P. 20 562 - Tél. : 37-40-61 - Abidjan.

Conditionnement
Chaque matelas est logé dans une housse

en matière plastique, puis 5 ou 6 matelas sont rassemblés dans une seconde housse. Le colis ainsi constitué est enterré dans une toile de coton. On obtient des balles de 80 kg. Il est prévu 4 ornières aux coins de la balle pour faciliter la manutention.

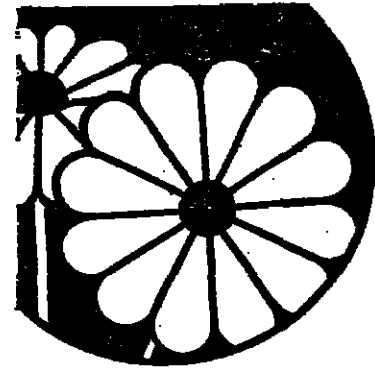
Droit de sortie : 4 %.

Mode de transport

Voie maritime.

Adresses utiles

M.A.C.A.C.I. : B.P. 20 562 - Tél. : 37-40-61 - Abidjan.
B.D.I. : B.P. 4 196 - Tél. : 22-78-81 - Télex : Burdevi 793 - Abidjan.
C.I.C.E. (Centre Ivoirien du Commerce Extérieur) : B.P. 864 - Tél. : 32-08-83 - Télex 460/CICE - Abidjan.



HORTICULTURE

GÉNÉRALITÉS

L'excellence des conditions écologiques de la basse côte et le développement des relations aériennes avec l'Europe ont favorisé les activités consacrées à l'horticulture ornementale et florale.

PLANTES VERTES :

Ananas panaché (*Ananas bracteatus* « *Striatus* »), *Croton* : *Aucubaefolium*, *Bravo*, *Cerio*, *Dieffenbachia* : « *Exotica* », « *Rudolph Roehrs* », « *Tropica* », *pia*, *picta*, *amoena*, *Dracaena*, *Fougères*, *Philodendron*, *Ficus* : « *Decora* », *pendurata*, *Maranta*, *Palmiers décoratifs*, *Sansevieria*.

FLEURS COUPÉES :

Ananas panaché, *Heliconia* : *psittacorum*, *latipatha major*, *rostrata* (*pendula*), *bicolor*, etc., *Roses de porcelaine* (*Phaeoremia magnifica*), *Alpinia purpurata* (fleur de gingembre), *Caladium*, *Croton*.

PRODUCTION

a) PLANTES DE PEPINIERES (en tonnes) :

1967 : 449 ;
1968 : 339,2 ;
1970 : 380 ;
1971 : 418,8 ;
1972 : 448,6 ;
1973 : 1 152,7.

b) FLEURS COUPÉES (en tonnes) :

1967 : 7 ;
1968 : 32,3 ;
1970 : 94 ;
1971 : 104,7 ;
1972 : 159 ;
1973 : 224,8.

CONDITIONNEMENT

Expédition sous polyéthylène en emballage carton.

PROBLÈMES PHYTOSANITAIRES

Pas de problèmes dans la mesure où les planteurs risquent de perdre leurs produits s'ils ne se conforment pas aux normes internationales. Les maladies qui attaquent les plantes sont traitées efficacement.

RÈGLEMENTATION

Aucune réglementation spéciale. Les planteurs exportent en tenant uniquement compte des exigences de leurs clients. Ils vendent uniquement aux prix FOB Abidjan.

FISCALITE ET DROITS DE SORTIE.
Aucun droit de sortie.

TRANSPORT

Voie aérienne.



L'ARTISANAT

La richesse et la diversité de l'artisanat ivoirien en font un des plus connus des pays africains francophones et un des plus prisés tant par les touristes visitant la Côte-d'Ivoire que sur les marchés extérieurs.

PRODUCTION

Entre l'artisan fabriquant dans son village en brousse, le revendeur installé sur un coin de trottoir et le grand magasin situé à Abidjan, il existe une réalité difficile à cerner et à chiffrer. Néanmoins, il s'agit d'une activité en plein essor.

La production recouvre une gamme étendue d'objets :

- Sculptures sur bois et sur ivoire ;
- Bijoux locaux ;
- Travail de l'or et de l'argent ;
- Objets en bronze obtenus par la cire perdue ;
- Vannerie, tissage, poterie, etc.

PERSPECTIVES

Grâce à la création, en 1971, d'un Office National de l'Artisanat d'Art (ONAA) et de Centres artisanaux de production, il est actuellement possible de trouver une structure capable d'assurer une production artisanale de qualité, et de la commercialiser tant sur le plan local qu'à l'exportation.

RÈGLEMENTATION

Pour l'exportation, les services douaniers exigent un certificat délivré par le Musée de l'ITAN, précisant que les objets exportés ne possèdent pas une valeur ethnographique.

En outre, une licence d'exportation est nécessaire pour certains pays.

Droits de sortie et fiscalité : actuellement ces derniers n'existent pas.

TRANSPORT ET COMMERCIALISATION

Voies aérienne et maritime. A noter que sur certains pays européens il existe un coût de fret artisanal. S'adresser aux producteurs ou revendeurs.

ADRESSES UTILES

ONAA - B.P. 20 887 - Tél. : 22-36-18 - Abidjan.
Centre d'Artisanat de Grand-Bassam - B.P. 20 887 - Tél. : 30-11-85 - Magasin.
La Rose d'Ivoire - Hôtel Ivoire - B.P. 8 001 - Tél. : 34-92-55 - Abidjan.
Antiquaires :
Amon Kouamé - Président Syndicat des Bijoutiers - B.P. 9 019 - Abidjan.
Tiémoko Diabaté - B.P. 6 210 - Tél. : 22-82-97 - Abidjan.
CICE - B.P. 864 - Tél. : 32-08-33 - Télex : 460/CICE - Abidjan.

LA COTE-D'IVOIRE SOUS LE SIGNE DE L'EXPANSION

HORIZON 80

par MOHAMED T. DIAWARA (*)

La Côte-d'Ivoire va entrer pour les cinq ans qui viennent, dans une phase de changements rapides. Changements dans tous les domaines : non seulement dans le domaine économique, avec l'apparition de nouvelles cultures, le renforcement notable de l'appareil industriel et la création de grands équipements, mais également dans le domaine social et culturel, étant entendu qu'un progrès économique n'a de sens que s'il se traduit corrélativement par une amélioration sensible des conditions de vie et des possibilités d'épanouissement de l'ensemble de la population.

Ces changements profonds qui vont affecter la Côte-d'Ivoire sont déjà prévus, du moins dans leurs grandes lignes, dans le projet de loi-plan 1976-1980, dont la mise au point vient de s'achever dans les services de mon département et dont la présentation devant les plus hautes instances du pays est imminente.

Bien que cette loi-plan n'ait pas été encore rendue publique, on peut déjà décrire à grands traits le visage que devrait présenter la Côte-d'Ivoire à la fin de la décennie en cours. Visage qui sera appelé, c'est bien évident, à subir encore de profondes modifications d'ici à la fin de ce siècle.

Avant de tenter d'esquisser d'une manière plus concrète ce nouveau visage, il est nécessaire, au préalable, de rappeler sur quoi s'appuient les lignes de force sous-jacentes à ce plan 1976-1980. Ces lignes de force découlent en premier lieu d'une manière directe des grandes options politiques fondamentales prises dès l'indépendance par le président Houphouët-Boigny : libéralisme économique (qui, soit dit au passage, n'exclut pas l'impératif de la planification économique, pas plus que l'intervention de l'Etat dans les secteurs prioritaires d'activité), et ouverture du pays sur l'extérieur.

Ces lignes de force découlent aussi des résultats de recherches qui ont été menées avec le concours des responsables du ministère du Plan, dans le cadre d'une vaste opération de réflexion prospective « Côte-d'Ivoire 2000 ». Nous avons en effet jugé utile de situer le futur plan de développement, de même d'ailleurs que ceux qui suivront — dans la perspective d'une évolution qui doit nous mener jusqu'à la fin du siècle.

C'est ainsi que cent cinquante cadres de tous les secteurs ivoiriens d'activité, pris parmi les plus responsables et, d'autre part, suffisamment jeunes pour se sentir vraiment concernés par ce qui va se passer dans les vingt-cinq ans à venir, ont procédé à une vaste réflexion prospective en vue de définir le type de société que souhaitent les Ivoiriens pour la fin de ce siècle. Nous avons tenu le plus grand compte de leurs conclusions.

Enfin, troisième point, ces lignes de force qui vont déterminer la réalisation du plan 1976-1980, découlent directement de la finalité assignée à notre pays pour la décennie en cours : le passage à la fois progressif et rapide d'une économie de croissance à une société de promotion individuelle et collective, visant à permettre l'épanouissement de tous les Ivoiriens. Dans les faits, cette dernière finalité va se traduire, au cours du prochain plan, par trois grands objectifs :

— Tout d'abord, maintien d'une croissance économique très forte, recherchée non point comme une fin en soi, mais comme une condition essentielle permettant d'obtenir une réalisation optimale des objectifs du plan.

— En second lieu, accroissement de la participation des Ivoiriens à l'ensemble des activités économiques du pays, notamment dans les secteurs de l'industrie et des services, domaines dans lesquels les nationaux sont pour l'instant encore insuffisamment représentés.

— Enfin, nécessité de parvenir à une meilleure promotion individuelle et collective des Ivoiriens et à une meilleure réponse à leurs aspirations.

C'est à partir de ces grands objectifs qu'ont été définis et programmés les efforts que nous allons devoir accomplir sur les plans économique et social dans les années qui nous séparent de 1980, efforts qui devraient contribuer à donner désormais au développement de la Côte-d'Ivoire un caractère irréversible, condition indispensable pour que notre pays se place à la fin du siècle au rang des pays développés, ce qui est notre ambition avouée.

Les efforts que nous allons entreprendre et les mutations que nous allons organiser touchent l'ensemble des grands secteurs de la vie du pays.

L'agriculture restera, en dépit des progrès spectaculaires que nous envisageons dans le domaine industriel, le secteur dominant de notre activité économique. C'est elle qui a été, ne l'oublions pas, depuis 1960 le grand moteur de notre développement. Elle continuera à jouer ce rôle bien au-delà de 1980.

Nos efforts sur le plan agricole vont tendre tout d'abord à favoriser l'accession du pays à une meilleure autonomie sur le plan alimentaire. Le riz, qui constitue un des éléments de base de la nourriture des Ivoiriens, va voir sa récolte doubler au cours du prochain plan pour atteindre plus de 700 000 tonnes par an. C'est toujours avec cette ambition de nourrir sa population que la Côte-d'Ivoire va se doter au cours des prochaines années d'un élevage important. Pour y parvenir, la production de maïs, base nécessaire à la nourriture du cheptel, va être considérablement intensifiée.

Ces efforts ne vont pas pour autant nous empêcher d'exploiter à fond l'atout que constitue pour la Côte-d'Ivoire l'existence d'une agriculture d'exportation prospère depuis déjà plusieurs décennies. Bien entendu, café et cacao maintiendront encore leur rôle prééminent. Toutefois, certaines productions d'origine plus récente devraient connaître des progrès bien plus spectaculaires, contribuant ainsi à l'indispensable diversification de nos exportations : l'ananas, qui, grâce à son succès sur le marché européen, devrait voir sa récolte doubler, le coton, dont la production va être très largement stimulée par la dynamique dont fait preuve notre industrie textile. De même, la récolte d'oléagineux, grâce au succès des plans palmier et coquard, va mettre la Côte-d'Ivoire en 1980 dans le peloton de tête des producteurs mondiaux. Enfin, la canne à sucre, récolte pratiquement inconnue jusqu'à ces dernières années en Côte-d'Ivoire, va pulvériser les records de production : de 100 000 tonnes en 1975 à 2 000 000 en 1980, grâce aux ambitions de notre plan sucrier, qui vise à faire de la Côte-d'Ivoire un grand exportateur de sucre.

Mais le prochain plan ne propose pas seulement une progression quantitative des différentes ressources agricoles, il vise aussi à organiser une mutation complète de l'agriculture et du monde rural. Notre ambition est également de promouvoir une paysannerie moderne vivant essentiellement sur des exploitations familiales de taille moyenne.

Cette solution est nettement préférable, aussi bien sur le plan économique que social, au passage exclusif d'une agriculture de type traditionnel à une agriculture de type agro-industriel.

Pour parvenir à doter la Côte-d'Ivoire d'une telle paysannerie, du type de celle qui a fait naître la prospérité et la stabilité de l'agriculture française, il est indispensable d'améliorer rapidement les conditions de vie des ruraux et de mieux adapter l'enseignement général et technique aux nécessités du monde rural. Nous nous y employons depuis quelques années et allons redoubler d'efforts dans ce sens.

Au plan industriel, la progression obtenue depuis l'indépendance (le chiffre d'affaires de l'industrie a été multiplié par quinze depuis 1960) va se poursuivre. Les grands complexes textiles de Dimbokro et d'Abidjan fonctionneront en 1980 à leur pleine capacité. Des usines de produits alimentaires (chocolat, café soluble) seront entrées en service ou seront largement accrues leur capacité : plusieurs complexes sucriers d'une capacité de 50 000 tonnes chacun seront désormais en production.

Le prochain plan de développement va voir le renforcement de la stratégie industrielle, mise en place en Côte-d'Ivoire depuis 1970, visant à promouvoir une industrie tournée vers l'exportation et valorisant en priorité les ressources locales. C'est vers ce type d'industrie, dont le meilleur exemple actuel est constitué par le textile cotonnier, qu'ont de préférence les incitations fiscales dont peuvent bénéficier les industriels s'installant en Côte-d'Ivoire. Une telle politique devrait porter ses fruits au point que nous espérons augmenter de moitié le nombre des emplois industriels existant en Côte-d'Ivoire (près de 80 000 en 1980).

Notons au passage que l'échelle des réalisations industrielles va encore progresser d'une manière quasi géométrique : les récents complexes textiles ont coûté chacun une vingtaine de milliards de francs C.F.A., les complexes sucriers en exigent chacun une quarantaine, l'usine de papier va en demander près de cent. Avec la mise en exploitation de la mine de fer on parle déjà de trois cents milliards !

Dans le domaine des grands équipements, le

secteur de l'énergie qui constitue l'une des conditions essentielles aussi bien du processus d'industrialisation que de l'amélioration des conditions de vie de la population, va être considérablement stimulé. D'ici à 1980, plusieurs unités importantes de production d'électricité entreront en fonctionnement : les nouvelles tranches de la centrale thermique de Vridi près d'Abidjan cette année, puis dès 1979, le barrage hydroélectrique de Taabo, sur le Bandama, en aval de Kossou. Pour donner une idée de l'effort entrepris, disons simplement qu'en 1980 la production d'électricité aura triplé par rapport à celle de 1975 !

Bien entendu, de grandes améliorations vont être apportées également au secteur des communications. En 1980, la Côte-d'Ivoire sera traversée du nord au sud par une bonne route bitumée, ce qui permettra la désenclavement de toute une partie du pays et facilitera les relations avec la zone sahélienne, jusque-là délaissée, mais dont la renaissance économique est amorcée. Les deux ports d'Abidjan et de San-Pedro, pions de la Côte-d'Ivoire, vont être agrandis et améliorés, tandis que la jeune flotte marchande ivoirienne devrait voir son importance tripler et la mettre en mesure d'assurer près de 20 % de nos échanges maritimes. D'autre part, des améliorations vont être apportées à l'axe ferroviaire Abidjan-Dimbokro-Bonaké, tandis que se poursuivront les études en vue de doter la Côte-d'Ivoire d'une deuxième voie ferrée de pénétration, depuis le port de San-Pedro vers Man, en liaison avec l'exploitation du gisement de minerai de fer de Bangolo. Enfin, l'équipement téléphonique doublera dans le courant du prochain plan pour faire face à une véritable explosion des besoins en matière de télécommunications.

Mais plus que des progressions quantitatives, certes importantes, dans les secteurs-clés de notre économie, les grandes mutations viendront des mesures que nous allons prendre en vue d'améliorer les conditions de vie des Ivoiriens. Au cours du prochain plan nous allons réaliser des efforts tout particuliers en faveur de tout ce qui peut contribuer à leur épanouissement : éducation, formation, répartition des activités à l'intérieur de l'espace national, cadre de vie, sans oublier tous les moyens qui vont permettre à notre pays de mieux affirmer sa personnalité culturelle.

Le système d'éducation sera considérablement réformé, chacun reconnaît qu'il n'est plus adapté aux besoins et aux moyens de la Côte-d'Ivoire. Nous nous efforcerons d'orienter le système dans des directions nouvelles, tenant davantage compte des réalités nationales, des impératifs de l'économie moderne et des besoins de développement. Un effort va donc être entrepris en vue d'un changement radical des programmes et de la mise sur pied de processus accélérés de formation des cadres et techniciens nécessaires à l'industrialisation que nous souhaitons la plus rapide possible.

Cette ivoirisation, qui constituera une des priorités du prochain plan, va devoir être accélérée, non seulement pour des raisons politiques évidentes, mais aussi pour des raisons strictement économiques. Notre effort, qui a déjà débuté avec le plan précédent, va se poursuivre grâce à une meilleure programmation de l'industrialisation au niveau des emplois tant publics que privés.

Autre grande ambition du plan 1976-1980, le réajustement dynamique des différentes régions du pays. Comme la plupart des pays en voie de développement, la Côte-d'Ivoire n'échappe pas à

un processus très rapide d'urbanisation : plus du tiers des habitants vivent désormais dans des agglomérations de plus de dix mille habitants, et Abidjan, la capitale, dont la population approche désormais le million d'habitants, tend à peser d'un poids démographique et économique excessif dans l'ensemble national. C'est pour conjurer ce risque de déséquilibre que chaque région de Côte-d'Ivoire va être dotée d'un schéma directeur. Simultanément, l'ensemble du territoire national va être structuré par la promotion d'un petit nombre de pôles régionaux et d'un réseau de villes moyennes ; toutes ces agglomérations devront se trouver reliées entre elles par un réseau de communications très nettement amélioré.

Bien entendu, cet effort de réduction des disparités régionales doit s'accompagner d'une meilleure décentralisation des pouvoirs en faveur des collectivités locales.

Enfin, l'amélioration du cadre de vie des Ivoiriens, condition de leur épanouissement, sera stimulée : déjà largement entrepris en milieu rural grâce à l'action des FRAR (Fonds régionaux d'aménagement rural), cet effort va se poursuivre en milieu urbain, grâce à celle des FIAR (Fonds d'investissements et d'aménagements urbains). Dès 1980, la population du pays devrait jouer un rôle essentiel dans la définition de son cadre de vie.

DERNIER volet de cette vaste entreprise de promotion de l'homme ivoirien : le désir clairement énoncé d'affirmation de la personnalité culturelle de la Côte-d'Ivoire. Nous allons devoir nous efforcer d'éviter que la transformation rapide de nos structures socio-économiques ne s'accompagne d'une dégradation irréversible des valeurs de notre société. Simultanément, nous devons éviter l'apparition de réflexes passésistes entraînés par un refus de tout changement et de toute modernité. C'est donc l'ensemble de notre vie économique et sociale qui devra être orienté vers la recherche de cette synthèse culturelle originale.

Il est bien évident que toutes ces mutations vont interférer entre elles : la vie culturelle ne se sépare pas de l'amélioration des conditions de vie, la prospérité de l'agriculture conditionne celle de l'industrie et vice versa, la santé et l'emploi vont de pair, etc. C'est pour mieux tenir compte de toutes ces interactions que le présent plan a fait l'objet d'une concertation beaucoup plus vaste et beaucoup plus profonde entre les ministères et l'ensemble des groupes sociaux concernés. Le plan 1976-1980 n'aura pas été seulement une œuvre de techniciens de la planification, mais de tous ceux qui, à des degrés divers, assument dans notre pays des responsabilités dans la vie économique, sociale ou culturelle.

Les ambitions que nous nourissons pour notre pays, et que ces quelques lignes ont tenté de résumer, vont évidemment impliquer une mobilisation totale de toutes les ressources vives de la Côte-d'Ivoire, ressources humaines mais aussi ressources financières.

Pour donner une mesure de l'effort envisagé, pour les différents domaines que recouvrent leurs actions, l'Etat et les entreprises publiques investiront au cours du plan 1976-1980 un peu plus de 1 000 milliards de francs C.F.A., soit à peu près le double en francs constants de ce qui avait été investi par ces mêmes agents économiques au cours du plan précédent (1971-1975).

Cet engagement sans précédent de toutes nos ressources constitue le prix à payer pour que soit franchie rapidement une nouvelle étape de l'objectif global assigné à notre pays à l'issue de notre réflexion prospective, objectif qui vise à faire de la Côte-d'Ivoire, pour la fin de ce siècle, un pays développé, plus juste et plus solidaire, pleinement ivoirien dans sa substance, ses valeurs et son mode de vie. Je suis convaincu que nous y parviendrons. Pour l'heure nous nous y employons avec foi.

(*) Ministre du plan.

SOGIEXCI S.A.

ANGLE RUES THOMAS-EDISON ET CLÉMENT-ADER
B.P. 20806 - Tél. 35-33-18 et 35-23-18 - Téléc. 529 Abidjan

EN IMPORTATION

5 DÉPARTEMENTS
SPÉCIALISÉS

BALAFON	FIT	GALERIE	PREMOTO	SOGIAGRI
Electro-ménager Radio Hi-Fi Climatisation Individuelle	Climatisation-Froid Equipe pour collectivités Bourgeoises	Ameublement Décoration Luminaires - Tapis Mobiliers de bureau ATAL	Concessionnaire TOYOTA	Matériel Agricole
Tél. 22-74-26	Tél. 35-64-82	Tél. 35-76-65	Tél. 35-36-88	Tél. 35-33-18

EN EXPORTATION

UN GRAND
DÉPARTEMENT

SOCIVEX CAFÉ ET CACAO DE COTE-D'IVOIRE

AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT
DE L'INFORMATIQUE EN COTE-D'IVOIRE...

L'OFFICE CENTRAL DE LA MÉCANOGRAPHIE

Etablissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière

OFFRE aux Administrations, aux Sociétés d'Etat, aux Entreprises privées

• Un bureau d'études important (12 Ingénieurs en Chef et Chefs de Projets, 35 Analystes et Analystes-Programmeurs) susceptible d'assurer la conception et la réalisation des systèmes de gestion automatisés les plus complexes.

• Un parc ordinateur puissant (2 IBM 370-145 de 512 et 384 K, 2 IRIS 45 de 128 K chacun) capable d'assurer le traitement, en différé ou en temps réel, des applications informatiques les plus sophistiquées.

OFFICE CENTRAL DE LA MÉCANOGRAPHIE

Cité Financière - Boulevard Angoulvant - ABIDJAN - Tél. : 32-23-19.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES

BIAO
BANQUE INTERNATIONALE
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

SUCCURSALE A ABIDJAN
AGENCES A : BOUAKE - DALOA

BUREAUX DE BANQUE : Abidjan-Commerce -
Abobo - Adjamé-Gare - Adjamé-Marché -
Cocody-Indénié - Cocody-Riviera - Koumassi -
Marcory - Treichville - Vridi.

BUREAUX PERMANENTS DE PROVINCE :
Bouafé - Dimbokro - Duékoué - Gagnoa -
Issia - Korhogo - Odienné - San Pedro -
Sinfra - Zuénoula - Man.

BUREAUX PÉRIODIQUES EN PROVINCE :
Anyama - Bangolo - Bocanda - Katiola -
Ono - M'Batto - Soubré.



FIRST NATIONAL CITY BANK
Incorporated in the United States of America
with limited liability.

B.P. 20788-15 - Avenue Louis Barthé
Immeuble Barthe-Daudet - 8^e étage
Téléphone : 32-46-10 - Télex 2121.

BI
BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE
ET L'INDUSTRIE
EN CÔTE-D'IVOIRE

Siège social : avenue Franchet-
d'Espérey, B.P. 1238, ABIDJAN.
Tél. 32-03-75 - 32-03-73.

AGENCES ABIDJAN
Abidjan, bd de Marseille T. 35-24-34
Abidjan-Commerce T. 35-24-34
Abidjan-Indénié T. 35-24-34
Abidjan-Marché T. 35-24-34
Abidjan-Riviera T. 35-24-34
Abidjan-Treichville T. 35-24-34
Abidjan-Vridi T. 35-24-34

AGENCES PROVINCE
Abengourou T. 51-31-46
Bouaké T. 51-31-46
Daloa T. 51-31-46
Dimbokro T. 51-31-46
Gagnoa T. 51-31-46
Korhogo T. 51-31-46
Odienné T. 51-31-46
San Pedro T. 51-31-46
Sinfra T. 51-31-46
Zuénoula T. 51-31-46

NOUVEAU LÉMENT OUVERTS
Man - Touba



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE
en Côte d'Ivoire

L.B.C.I. S.A. au capital de 3.200.000.000 de F.C.F.A.
Siège social, 4, avenue Barthé, B.P. 1335 Abidjan
(R.C.C.) BARTE

BUREAUX DE QUARTIERS
ET PÉRIPHÉRIQUES PERMANENTS :

- Treichville - Marine - Treichville - Mosquée - Commerce
- Hôtel Ivora
- Vridi/Drive-In
- Grand-Bassam
- Adjamé - Cité Financière
- Bonoua

AGENCES ET BUREAUX RATTACHÉS
DE PROVINCE :

ABOISSO	BOUGOUANOU	BOUAKE	DALOA	DIMBOKRO	FERKESSEDOUGOU	GAGNOA	GUIGLO	ISSIA	MAN	OUAME	SAN PEDRO	YAMOUSSOUKRO	AYAMÉ	M'BATTO	M'BAHIAKRO	VAVOUA	BOCANDA	LAKOTA	DANANE	SINFRA	TOUMODI
---------	------------	--------	-------	----------	----------------	--------	--------	-------	-----	-------	-----------	--------------	-------	---------	------------	--------	---------	--------	--------	--------	---------

**BANQUE NATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE**

CAPITAL SOCIAL : 1.300.000.000.
SIÈGE SOCIAL : 11, avenue Barthé,
immeuble S.M.G.L., 10^e étage.

LISTE DES REPRÉSENTATIONS
RÉGIONALES

3 directions régionales :
— ABIDJAN — BOUAKE — MAN

9 agences :
— ABENGOUROU — GUIGLO
— BONDOKOU — KORHOGO
— DALOA — ODIENNE
— DIMBOKRO — SASSANDRA

4 bureaux permanents :
— ABOISSO — DIVO
— BONGOUANOU — TOUMBOKRO

4 bureaux périodiques :
— ADZOPE — DABAKALA
— AGBOVILLE — M'BAHIAKRO



SOCIÉTÉ NIVARIENNE
DE BANQUE

Siège social :
34, bd de la République, Abidjan

Agences à Abidjan : Commerce, Treichville, Aéroport de Port-Bouët, Cocody, Marcory, Vridi, Chardry, Alpha 2000, Koumassi, SICAIR.

**25 AGENCES
EN CÔTE-D'IVOIRE**

NOTAMMENT A L'INTÉRIEUR

ABENGOUROU	B.P. 213	Tél. 5917	Tél. 51-30-42
BOUAKE	B.P. 540	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
BOUGOUANOU	B.P. 711	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
DIVO	B.P. 151	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
KORHOGO	B.P. 29	Tél. 5954	Tél. 51-30-42
MAN	B.P. 12	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
SAN PEDRO	B.P. 373	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
SASSANDRA	B.P. 100	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
SINFRA	B.P. 100	Tél. 5918	Tél. 51-30-42
YAMOUSSOUKRO	B.P. 37	Tél. 5942	Tél. 51-30-42

Bureaux périodiques : Boundiali, Danané, Tiamalé, Toumodi.

LA CÔTE-D'IVOIRE

L'abaissement des taux de fret maritime

LES IVOIRIENS A LA POINTE DU COMBAT

(De notre envoyé spécial.)

Abidjan. — En créant, en juillet 1974, un secrétariat d'Etat à la marine distinct, pour la première fois en Afrique occidentale, du ministère des transports, la Côte d'Ivoire a pris la tête d'un combat capital pour son développement et celui des autres pays de la région. Confié à un capitaine de corvette âgé de trente-quatre ans, récemment sorti de l'Ecole supérieure de guerre navale de Paris, le commandant Lambi Mohamed Fadiga, ce ministre a pour objectif de s'attaquer à ce qu'il faut bien considérer comme un des principaux bastions du néo-colonialisme : le système ouest-africain des conférences maritimes. Jusqu'à présent, ces conférences ont fait peser la loi, une très dure loi quand on sait, par exemple, qu'actuellement le relèvement d'un seul point des taux de fret coûte 4 milliards de francs C.F.A. à l'ensemble des pays du « Range ouest-africain » (qui s'étend de Nouadhibou en Mauritanie à Matadi au Zaïre), donc plus de 600 millions pour la seule Côte d'Ivoire ; ou bien que, autre exemple tout aussi significatif, il y a un an, l'huile de palme ivoirienne était exportée vers les Etats du Marché commun au taux de 45 dollars la tonne, alors que l'huile de la Malaisie l'était vers la même destination, sur un parcours de près du double, au taux de seulement 25 dollars la tonne (1).

En 1974, lorsque la Côte d'Ivoire a décidé d'attaquer au problème, elle avait dû sortir pour 80 milliards de francs C.F.A. de devises pour couvrir le coût du transport de ses importations et de ses exportations, contre 25 milliards en 1968, et elle prévoyait de devoir en sortir 140 en 1980 si rien n'était fait d'ici là pour ralentir ce rythme effrayant d'augmentations et pour redresser la situation dans son ensemble.

« Le vieux ordre économique »

Cette situation s'aggrave d'un an plus tard, le 5 mai 1975, à la première conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes, réunie à Abidjan, le président Houphouët-Boigny retrouvait les accents du vieux luttant qui, quelque trente ans plus tôt, avait obtenu l'abolition du travail forcé, pour la dénoncer. Les conférences, pour faire face aux conséquences de la crise mondiale, venaient d'annoncer un relèvement de 25 à 30 % de leurs tarifs sur le « Range ouest-africain », et il s'agissait de s'opposer par tous les moyens à la mise en œuvre d'une telle décision. Evouant combien, une fois de plus, se révélait « rester injustement pesant

ce qu'on n'ose appeler le vieux ordre économique international élaboré dans certaines conditions historiques pour l'univers des nantis et qui aboutit, en cas de crise mondiale, à en transférer vers les pays pauvres le maximum des effets », il avertissait que, « si la Côte d'Ivoire était résolue à ne jamais céder de préconiser l'entente dans les rapports internationaux, il est bien évident que son esprit de conciliation, qui ne doit pas être nié, n'aurait pas au-delà de l'extrême limite, où il rencontre la mauvaise volonté ou, à l'extrême, la mauvaise foi ». Alors, devait-il expliquer, « quand nos partenaires parlent d'entente, ce n'est en fait qu'une plus que de modération de leur rythme d'entassement qu'il s'agit, d'est, au contraire, au niveau de leurs intérêts vitaux que l'incessant relèvement du fret menace nos pays, eux dont les approvisionnements dépendent encore si largement de l'extérieur et dont les produits doivent déjà s'accommoder, pour être compétitifs, de rémunérations fort modestes. C'est l'ensemble des politiques de planification et des efforts visant à la promotion de leur commerce et de leur économie qui risquent d'être stérilisés au départ si

ou sont en cours de création, se concertant de plus en plus étroitement entre eux pour parvenir rapidement à parer d'une même voix face aux dirigeants des conférences maritimes concernées.

En février dernier s'est tenue, à Douala, au Cameroun, une seconde conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes, qui, comme celle d'Abidjan dix mois plus tôt, a été un réel succès. Une « charte des transports maritimes en Afrique de l'Ouest et du Centre » a été adoptée. Un « comité de négociation », comprenant le Ghana, le Nigeria, le Zaïre et la Côte d'Ivoire elle-même, a été mis sur pied et son action commence à porter des fruits : les conférences regroupant la plupart des compagnies de l'Europe de l'Ouest continentale ont finalement accepté de rabaisser de plus de la moitié leurs prétentions de relèvement des taux de fret annoncés l'année précédente, tandis que de sérieuses menaces de mesures de rétorsion pesaient désormais sur les conférences anglo-saxonnes, notamment sur l'I.C.W.A.L., qui ont refusé jusqu'à présent de se plier.

La recherche de l'autonomie

Comme leurs homologues nigériens, ghanéens, sénégalais ou zairiens, par exemple, qui sont également en train de commencer à se doter d'une marine marchande nationale, les dirigeants ivoiriens sont cependant tout à fait conscients du fait qu'ils n'auront vraiment gagné la partie que le jour où leur pays disposera enfin de ses propres moyens de transport en quantité suffisante. C'est d'ailleurs un problème qui concerne l'ensemble du tiers-monde. « D'après des statistiques des Nations unies, note à ce propos le commandant Fadiga, pour l'année 1973, plus de 60 % des cargaisons mondiales transportées par mer ont été chargées dans les pays en voie de développement, alors que la part de ces pays dans le trafic maritime mondial n'excédait pas pour la même époque 8 % ; là-dessus, la part de l'Afrique n'était que de l'ordre de 0,4 % ».

Quant à la Côte d'Ivoire, dont 94 % des échanges extérieurs se font par mer, en 1974, elle ne couvrait encore ses besoins en ce domaine qu'à concurrence de 6 % seulement par ses propres moyens. Cette situation toutefois est en train peu à peu de changer.

Dès 1967, à l'initiative de M. Henri Konan Bédié, ministre de l'économie et des finances, avait été créée une société d'économie mixte, la Société ivoirienne de transports maritimes (SITRAM), qui, après des débuts modestes, devait connaître, à compter de 1972, année où l'Etat devint propriétaire de 80 % de son capital, un essor certain. Mais, depuis un an environ, sous l'impulsion du ministre de la marine, on assiste à un nouvel élan. La SITRAM, qui possède déjà sept cargos et deux bananiers, a entrepris d'investir 50 milliards de francs C.F.A. avant 1980 et d'acquiescer dix-neuf nouveaux cargos de 12 000 à 15 000 tonnes, trois autres bananiers et deux tankers à huile de palme, tandis qu'une seconde compagnie, créée parallèlement et société d'économie mixte, la COMARAN, ajoutera également six cargos de 12 000 à 15 000 tonnes aux six qu'elle possède déjà. L'objectif est de porter à moyen terme la participation ivoirienne à 50 % pour le trafic bananier et à 15 %, puis à 20 %, pour le trafic divers.

A long terme, le but visé est de parvenir à réserver 40 % des cargaisons en moyenne à la flotte ivoirienne. Pour prendre date, une décision de principe allant dans ce sens a même déjà été prise par le conseil des ministres en septembre dernier. Cette décision est du reste conforme au nouveau « code international de conduite des conférences maritimes », adopté récemment sous l'égide des Nations unies et qui établit la règle des 40/40/20 (2), mais que bien peu de pays, il est vrai, ont à ce jour ratifié.

PIERRE BIARNES.

(1) On peut faire une constatation saugrenuement analogue à propos des transports aériens : pour une distance à peu près la même, un billet Paris-Dakar coûte presque le double d'un billet Paris-New-York, alors que dans le premier cas le coefficient de remplissage des appareils est de très loin supérieur à celui du second : survivance des privilèges accordés à l'époque coloniale aux compagnies françaises, et qui permet certes aujourd'hui, à l'Afrique de s'assurer l'équilibre financier de son exploitation, mais qui permet surtout à certains groupes financiers privés, les mêmes que ceux qui subissent de certaines conférences maritimes, de réaliser de super-bénéfices un peu comme les gros producteurs de blé du nord-est du centre de la France réalisent d'énormes profits grâce aux prix qui permettent seulement aux petits producteurs de subsister.

(2) Aux termes de ce nouveau code, 40 % des marchandises transportées sur un parcours donné devant être réservées à la flotte du pays d'origine, 40 % à celle du pays de destination et 20 % à des flottes de pays tiers. Un tel code devrait aider à trier progressivement le quasi-monopole des flottes traditionnelles au bénéfice de celles des pays en voie de développement.

BIBLIOGRAPHIE - SOMMAIRE

- Amin (S.). « Le Développement du capitalisme en Côte d'Ivoire », Editions de Minuit, Paris 1966.
- « L'Abidjan (C.F.A.) », La Côte d'Ivoire dans la cité africaine », Larose, Paris 1961.
- « Atlas de la Côte d'Ivoire », Centre, ministère du Plan, Institut de géographie tropicale, Abidjan 1971.
- Binger. « Du Niger au golfe de Guinée à travers le pays de Kong et le Mossi », Hachette, Paris 1882.
- Desanti (D.). « Côte d'Ivoire », Collection « L'Atlas des voyages », Editions Rencontre, Lausanne 1962.
- Dumont (R.). « Afrique noire, développement agricole : reconversion de l'économie agricole (Guinée, Côte d'Ivoire, Mali) », Presses universitaires de France, Paris 1962.
- Dupré (P.). « Histoire des Ivoiriens, naissances d'une nation », Abidjan 1962.
- « La Côte d'Ivoire, de A à Z », Abidjan, 1970.
- Holas (R.). « Cultures matérielles de la Côte d'Ivoire », Presses universitaires de France, Paris 1960.
- « Changements sociaux en Côte d'Ivoire », Presses universitaires de France, Paris 1961.
- Montey (R.P. R.). « Assinlé et le royaume de Kiriababo », Larose, Paris 1960.
- Mourouze (A.). « La République de Côte d'Ivoire », Collection « Encyclopédie politique et constitutionnelle », série Afrique, sous la direction de P.-F. Gonidec, Berger-Levrault, Paris 1963.
- Bény (M.). « La Côte d'Ivoire aujourd'hui », Editions Jeune Afrique, Paris 1974.
- Simon (M.). « Souvenirs de jeunesse (1945-1952) », Dahomey, Côte d'Ivoire », Nouvelles Editions publiques, Paris 1965.
- Sy (S.). « Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali) », Pedone, Paris 1963.
- Verdier (A.). « Trente-cinq années de lutte aux colonies, Côte occidentale d'Afrique », J. André, Paris 1967.
- Wallerstein (E.). « The Road to Independence, Ghana and the Ivory Coast », 1964.
- Zolberg (A.E.). « One party government in the Ivory Coast », Princeton University Press, 1969.

NORBERT BEYRARD FRANCE

S.A. au Capital de 1.000.000 F
B.P. 40-42 - Tél. 5944 NORBERTFRANCE

PLANIFICATION - COORDINATION
INFORMATIQUE - ETUDES FINANCIÈRES
AGRICULTURE ET INDUSTRIE
ÉLECTRICITÉ ET HYDRAULIQUE
AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION

DE L'ETUDE...

Une méthode originale et des programmes spécifiques au service de chaque projet.

... A LA RÉALISATION

Pôle d'attraction du tourisme en Afrique occidentale

DE GRANDES ESPÉRANCES

par IBRAHIMA KONE (*)

L'ENTRÉE de la Côte-d'Ivoire dans le mouvement des échanges touristiques est désormais une réalité qui confirme, de manière étonnante, ce passage du message que le président de la République ivoirienne adressait à la nation en janvier 1971 :

« Je voudrais vous confier mes espoirs dans l'essor et dans l'équipement touristique de la Côte-d'Ivoire, et l'intérêt tout particulier que j'attache à cette activité nouvelle pour l'accélération et la diversification de notre développement économique. »

« Le tourisme est source de confrontation pacifique, de détente mutuelle entre les peuples, mais il est aussi une industrie par nature exigeante et complexe. Aussi devons-nous veiller à ce qu'il respecte les sites et richesses naturelles et humaines qu'il se propose de mettre en valeur et éviter qu'il ne soit, pour celui qui reçoit, cause d'aliénations regrettables et de nivellements anormaux. »

« Cette industrie est, à mes yeux, l'occasion de mieux exprimer ce que nous avons d'authentique et de rare, et il ne doit jamais être, en Côte-d'Ivoire, une caricature de nos traditions ancestrales et une atteinte à notre sensibilité. »

Cette déclaration situe l'importance de l'industrie touristique dans le développement économique et social de la République ivoirienne.

Le dépaysement

Les richesses d'un pays, qu'elles soient naturelles ou culturelles, ne peuvent, à elles seules, faire d'un pays une destination touristique de premier plan si une infrastructure d'accueil adéquate et qui réponde aux normes du tourisme international n'est pas mise en place. Cette préoccupation, depuis plusieurs années, est celle du gouvernement ivoirien.

Terre de contrastes avec son soleil et sa mer, ses lagunes calmes et ses immenses forêts, son folklore original, son art et son artisanat qui sont le brillant reflet de la diversité de son accueillante population, la Côte-d'Ivoire offre, à ceux qui viennent à elle, le dépaysement recherché.

Sur le plan des équipements, Abidjan, la capitale, avec une infrastructure d'accueil remarquable, est aujourd'hui l'une des plaques tournantes du tourisme international en Afrique de l'Ouest, et l'équipement des villes de l'intérieur permet d'organiser, dans d'excellentes conditions, des circuits à travers les différentes régions du pays.

Grâce à des structures d'accueil qui permettent à l'industrie touristique d'être compétitive sur les différents marchés émetteurs de touristes, nous avons également l'ambition de faire de notre pays une « terre de rencontres ». En effet, avec Abidjan et Yamoussoukro, la réputation de notre pays, comme « terre de congrès », s'affirme chaque année davantage.

Le palais des congrès Houphouët-Boigny à Abidjan et la salle des congrès de l'hôtel le Président à Yamoussoukro, qui peuvent respectivement accueillir deux mille cent et mille personnes, et dont les installations bénéficient d'un équipement technique parmi les plus modernes du monde et d'une acoustique exceptionnelle, accueillent maintenant de nombreux congrès internationaux.

De nombreux projets sont en cours d'exécution tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Parmi ces projets, le plus important est celui de la Riviera africaine, cité-jardin de cent vingt mille habitants qui s'étend de Cocody à la ville historique de Bingerville, et qui comprend une zone résidentielle, une zone d'industries légères, ainsi qu'une zone d'équipements touristiques et de loisirs.

L'importance du réceptif et les richesses naturelles de la Côte-d'Ivoire, s'appuyant sur une infrastructure routière et aéroportuaire qui favorise dans d'excellentes conditions les déplacements des visiteurs qui choisissent notre pays comme destination touristique.

Sur le plan international, Abidjan est reliée aux principales capitales européennes et de l'Amérique du Nord, et cette position privilégiée permet de proposer la Côte-d'Ivoire à une clientèle très variée.

Le potentiel touristique, culturel et humain qui fait de la Côte-d'Ivoire une des principales destinations touristiques de l'Afrique de l'Ouest, où le visiteur trouvera un accueil de qualité, repose sur la stabilité politique, la réputation de sérieux et sur la diplomatie du dialogue sans exclusion.

Une excellente image de marque

Cette excellente image de marque, confirmée par les études et les prévisions des instituts et organismes étrangers, constitue l'un des facteurs les plus importants de la politique ivoirienne de développement touristique. Cette dernière s'articule autour de huit régions qui correspondent à des zones géographiques et climatiques possédant des attraits touristiques particuliers :

— Zone I : C'est le Nord, avec un paysage de villages typiques à l'architecture traditionnelle intacte et au folklore très personnalisé.

— Zone II : L'attrait principal de cette zone est le parc national de la Comoé, les villages de la région de Boua et de Bondoukou et la vie coutumière des chasseurs Lobi.

— Zone III : C'est la région montagneuse et pleine de mystère de l'Ouest, avec un folklore varié et riche.

— Zone IV : Elle s'articule autour des villes de Bouaké, Daloa, Yamoussoukro et Bouafle, et comprend la réserve de la Marahoué ainsi que le lac de Kossou.

— Zone V : C'est le littoral atlantique et la région du Sud-Ouest, avec des plages merveilleuses et l'immense parc de Taï.

— Zone VI : A proximité d'Abidjan, cette région, située autour de Grand-Lahou, offre de sérieuses perspectives au tourisme de découverte avec le folklore original des régions de Divo, Lakota et Gagnoa.

— Zone VII : C'est la région d'Abidjan, la capitale, ville moderne en pleine expansion, dotée d'un équipement hôtelier exceptionnel, point de départ de nombreuses excursions vers les villages lagunaires de la région et vers les autres zones touristiques du pays.

— Zone VIII : C'est la région d'As-

sinin, où a été mis en place le premier équipement hôtelier balnéaire, avec les villages de vacances d'Assinie et des Paludiers à Assouindé.

Sur le plan des investissements, l'Etat a ouvert la voie en créant des hôtels et des villages de vacances. Le gouvernement assure également la formation des cadres de l'industrie touristique et le financement des campagnes de promotion à l'étranger.

Pour intéresser le secteur privé à cette nouvelle industrie, un code des investissements touristiques, voté par le Parlement en 1973, accorde aux promoteurs nationaux et étrangers qui financent de telles réalisations des avantages et des facilités analogues à ceux consentis aux investisseurs industriels.

Ces dispositions qui consistent en exonérations douanières et fiscales importantes à tous les stades de l'opération d'investissement touristique, ont retenu l'attention de nombreux investisseurs et plusieurs projets, notamment au niveau de la capitale et dans quelques villes de l'intérieur, sont en cours de réalisation.

Plus de cent mille visiteurs

Ouvert au monde extérieur dans le respect de ses traditions et de son originalité, activité d'appoint, le tourisme ivoirien poursuit sa progression. En 1975, cent huit mille neuf cent douze touristes ont visité la Côte-d'Ivoire contre quarante-quatre mille huit cent vingt-six en 1970.

Avec dynamisme, mais sans précipitation, le ministère du tourisme, avec le concours du secteur privé, poursuit cet effort d'équipement en cours afin de faire de la Côte-d'Ivoire, un pôle d'attraction touristique.

Cette ambition est à la mesure des possibilités nationales. Car, la Côte-d'Ivoire, connue dans bien d'autres domaines, dispose de solides atouts, pour promouvoir son industrie touristique, facteur de croissance économique et de progrès social : « source de confrontation pacifique, de détente et de compréhension mutuelle entre les peuples ».

(*) Ministère du tourisme de la République de Côte-d'Ivoire.

UNE SOUS-PRÉFECTURE SANS ÉGAL

« N'Écoutez surtout pas la ville... Ici tout le monde parle du village et pousse même le scrupule jusqu'à dire « l'hôtel du village » pour désigner l'hôtel de ville », explique le secrétaire général de la sous-préfecture de Yamoussoukro, Et la sous-préfecture qui lui fait face ajoute, à son intention : « Il s'agit d'une sous-préfecture de première classe, mais on continue de l'appeler village et, pour nous, ses maisons restent des cases... »

Ces propos semblent, au premier abord, bien étonnants, s'agissant du lieu natal du président de la République ivoirienne, situé à quatre heures de route d'Abidjan, au cœur du pays Baoulé, zone de transition entre l'exubérance de la forêt tropicale et les savanes herbeuses précèdent le Sahel. Etrange village, en effet, que cette agglomération de trente-cinq mille âmes, dotée d'un réseau d'égouttage public que lui empiètent bien des cases de tiers-monde : on parle de six mille points lumineux, alors qu'Abidjan, dont la population va bientôt atteindre un million d'habitants, en compte seulement huit mille.

Tout ici a été conçu pour l'avenir. Les avenues sont si larges que l'on pourrait faire défiler de front plus de cinquante hommes. Le «*code*» de garçons, qui doit servir d'internet pour les meilleurs éléments de tout le pays, peut abriter sept mille élèves. Ils ne sont actuellement que cent quatre-vingt-sept, travaillant avec application et discipline, sous la direction d'un enseignant ivoirien, et de dix-sept professeurs, d'un proviseur et d'un censeur venus de France. Les bâtiments, leur implantation, le cadre de verdure au milieu duquel se trouve le lycée, font penser à un campus universitaire américain. Recourir à cette comparai-

son expose à la réplique suivante : « N'est pas question d'installer la moindre université au village... »

Tandis qu'en l'absence de municipalité élue le sous-préfet continue de faire fonction de maire et d'officier d'état civil, les maires de l'hôtel de ville sont prêts à accueillir le futur premier magistrat de la cité. La salle des mariages déploie le faste de ses moquettes rouges, aux nuances subtiles, le feu des reflets de ses lustres sur les motifs en bois tropicaux.

Un aéroport dont la piste dépasse les 3 000 mètres et permet l'atterrissage des avions long-courriers ; à réaction, ici comme à Libreville, au Gabon, met le village natal du chef de l'Etat à portée du reste du monde.

Au cœur du quartier Dioulakro, les cinq tours de la grande mosquée pointent vers le ciel, dominant une vaste concession et une succession de cours à l'intérieur desquelles, même le vendredi, les hommes en prière se comptent moins par milliers que par dizaines.

Yamoussoukro possède aussi son temple protestant, son église catholique, dédiée à saint Augustin, à l'intérieur de laquelle le président Félix Houphouët-Boigny vient régulièrement prier. Cet ensemble, qui mêle discrètement marbre et métal, et devant lequel trône une mièvre statue du prélat d'Hippone, est particulièrement harmonieux.

L'orgueil des habitants : La demeure du président

Mais ce qui flatte l'orgueil des habitants de Yamoussoukro, c'est la construction, récemment achevée, de la Maison du parti et de l'hôtel le Président. Œuvre d'un premier grand prix de Rome dénommé Caboub, la Maison du parti abrite une salle de congrès, moins grande que celle du Rassemblement du peuple togolais à Lomé, mais plus luxueuse, parce qu'aux finitions plus soignées. Quant à l'hôtel le Président, ses cent cinquante chambres complètent heureusement un équipement touristique, qui comportait déjà trois hôtels et un hôtel fort confortable, la Résidence. Partout, à l'intérieur de cet édifice de béton, en partie recouvert de marbre, on retrouve le style présidentiel ivoirien, la tête de bœuf stylisée, emblème des Boglins, tel qu'il figure au sommet de chacun des portails du mur d'enceinte de la concession présidentielle.

La demeure que M. Félix Houphouët-Boigny préfère à toute autre, et où il n'a point attendu d'être septuagénaire pour fréquemment faire retraite, est située à proximité immédiate d'un plan d'eau qui fait travailler bien des imaginations. Il s'agit en effet d'un étang peuplé de plusieurs dizaines de calmans sacrés auxquels on sert quotidiennement, à 17 heures, un abondant repas carné, et qui, le reste du temps, se laissent dériver entre deux eaux, en ne somnolant que d'un œil.

A l'intérieur de cet alignement de parcs, de jardins, de cases en ciment vivent le président, ses femmes et ses sœurs, dont les fonctions sociales sont particulièrement importantes dans la société matrilinéaire baoulé ; ses hôtes également. C'est ici notamment qu'après la délicate biéraserie le chef de l'Etat ivoirien accorde asile au général Ojukwu, auquel il avait demandé de renoncer à toute forme d'activité politique. C'est dans l'une de ces cours également qu'est entouée la pierre qui sert d'autel des ancêtres à la famille présidentielle, centre vital du foyer et de ceux qui y appartiennent.

Actuellement, le président fait construire un nouvel ensemble d'appartements privés, où il compte prochainement s'installer. Accompagné du gendarme Atougbe, qui écarte les gravats du chantier et prête la main pour franchir certaines passages difficiles, il fait aujourd'hui visiter au voyageur de passage, chacun des cinq étages, décrivant minutieusement ce que seront les salles de réception, les chambres, le cabinet de travail. Puis il fait conduire l'hôte au cénotaphe de béton brut, conçu par un des plus célèbres architectes italiens contemporains, qui, au cœur de la cocotière, abrite une chapelle et un caveau comptant trente-trois sépultures.

Mais c'est lorsqu'il se trouve sur ses plantations, qu'il accepte parfois de faire visiter lui-même, que le président donne la plus grande impression d'aisance et de bonheur. « Je suis un paysan », répète depuis un demi-siècle l'homme qui a créé de ses mains, en 1925, sa première plantation, et dont l'un des familiers dit : « Un dixième de la production ivoirienne d'ananas frais, c'est-à-dire sans doute plus que la totalité de la production d'ananas de la Guinée, provient d'ici... »

Cette référence permanente à la paysannerie ne relève ni du goût de

la formule ni de la boutade. Il s'agit d'une réalité profonde, que nul ne songe à nier tant est enraciné à son terroir le premier magistrat ivoirien. En chemise-veste et pantalon de toile, un vieux feutre à larges bords posé sur l'arrière du crâne, cet homme, qui est sans doute le seul chef d'Etat africain à avoir repris, puis poursuivi, les activités traditionnelles de ses aïeux, disserte, sans considération d'honneur, sur la pluie, les cours du cacao et du café. Il conseille les villageois et les manœuvres, se renseigne auprès d'eux également. Il ne cesse d'améliorer les rendements pour que ses compatriotes cadent à la contagion de l'exemple. Alors qu'en culture « classique », les caféières ne donnaient que 400 kg à l'hectare, « le premier paysan ivoirien » est parvenu, grâce à des plans sélectionnés, à obtenir, depuis dix ans, un rendement de 1 700 kg.

« Ici, tout le monde est planteur »

Caféières, cocotiers, rizières, vergers de manguiers et d'avocats, plantations d'ananas, champs présidentiels, constituent autant de modèles, et de tout le pays, techniciens, experts ou simples paysans, viennent s'instruire. Les habitants du village sont, pour leur part, à bonne école. « Ici, tout le monde est planteur », nous dit-on. Certes, quelques commerçants et quelques fonctionnaires sont installés au « village ». Mais les conditions climatiques très favorables, qui permettent à peu près toutes les formes de cultures vivrières ou industrielles, expliquent que les rizières reflètent les tours de la mosquée et que les vergers se développent en bordure même des grandes artères.

La création de la sous-préfecture remontant au 1^{er} janvier 1961, Yamoussoukro pourrait sembler trop jeune pour posséder d'autre histoire que celle de ses plantations. En effet, indique un document officiel, « le village de Yamoussoukro, qui comptait déjà cent quatre-vingt-neuf maisons en 1956 est en voie d'achèvement et représente, du plus beau côté, l'autofinancement de la République... On envisage d'y installer un poste administratif... » Mais en réalité, ce lieu privilégié fut le siège d'une chefferie Baoulé, avant de devenir le lieu de prédilection du plus prestigieux des fils, qui s'y retire presque toujours avant de prendre des décisions importantes.

« On ne jalouse pas le meilleur on l'imité »

Ici vécut Yamoussou, femme de grande autorité, chef réputé pour son esprit de tolérance et son sens du dialogue. Comme cette reine Polou, qui sacrifia son propre fils aux divinités qui exigeaient la mort d'un enfant avant de laisser son peuple franchir le fleuve Bandama, Yamoussou est, à sa façon, une héroïne Baoulé. En effet, alors que les colonnes françaises ravagèrent la circonscription voisine de Toumodi, elle avait su, grâce à sa sagesse, soustraire ses sujets aux fureurs de la répression qui s'abatte sur ceux qui refusaient de payer l'impôt. Rendait indirectement compte de cette situation, un ancien fonctionnaire colonial écrivait, dans son journal les 17 et 18 juin 1909 : « Quand le jour parait, nous sommes à Yamoussoukro, c'est-à-dire à sa suite. Notre premier geste est de rendre visite à la vieille Yamoussou, étendue sur ses couvertures, dont l'autorité et le grand âge imposent à nos ennemis une sorte de respect sacré... » (1). Et d'ajouter : « Dans la cour, devant la case de Yamoussou, un petit garçon de trois ans prie dans la poussière, sans attirer mon attention, et pourtant c'est le neveu de Kouassi N'Go. Quand deux ans plus tard, celui-ci sera assassiné en représailles de son dévouement à notre égard, c'est son neveu qui deviendra chef des Akoués et, cinquante ans plus tard, sera élu président de la République de la Côte-d'Ivoire sous le nom d'Houphouët-Boigny. »

Ainsi, dès le début de ce siècle, se dessinait le destin de Yamoussoukro, lié à celui du neveu de Kouassi N'Go, un destin qui ne succède ni au hasard ni au hasard, nous dit-on. Le président de la République ivoirienne s'en explique ainsi, pour sa part : « Chez les Baoulé, on n'enlève pas celui qui se révèle le meilleur, qu'il s'agisse du meilleur danseur, du meilleur forgeron ou du meilleur chef... Ici, on ne jalouse pas le meilleur, on l'imité... Dans la mesure de ses moyens... C'est parmi d'autres, une différence fondamentale entre l'Afrique et l'Europe... »

PHILIPPE DECAENE.

(1) Marc Simon, *Souvenirs de jeunesse* (Nouvelles Editions Latines, Paris 1974).



26 juin 1961 : Air Afrique vient de naître. C'est un véritable défi lancé par onze Etats d'Afrique Noire au monde des transports aériens. 1^{er} août 1961 : la jeune compagnie reprend toutes les liaisons inter-Etats exploitées par Air France et U.T.A.

20 novembre 1962 : l'acquisition d'une flotte personnelle est décidée. Un an plus tard, Air Afrique reçoit son premier jet DC 8 et commence l'extension internationale de son réseau. D'abord vers Paris et les métropoles régionales françaises. Puis vers Genève, Rome et New York. Par ailleurs, la flotte ne cesse d'être modernisée : Caravelle II R sur les lignes intérieures, DC 8 63 puis DC 10 vers l'Europe et les U.S.A. En 1975, Air Afrique a largement gagné son pari sur l'avenir.

La volonté des hommes et une parfaite gestion en ont fait le leader incontesté du transport aérien en Afrique.

En 14 ans, ses avions ont transporté près de 4 millions de passagers. Pour la seule année 1974,

en passagers et fret, ils ont assuré près de 246 millions de tonnes/kilomètres et parcouru l'équivalent de... 425 fois le tour de la terre ! Air Afrique a contribué aussi au décollage économique de l'Afrique.

Sur le plan des affaires et de l'industrie, la Compagnie a largement ouvert sur le monde les marchés africains : 85 % de ses passagers sont des hommes d'affaires. Sur le plan du Tourisme, source de développement économique, Air Afrique a créé et mis en place de vastes programmes : séjours, circuits, safaris-photos, etc. Par ses actions promotionnelles, elle a fait connaître au monde entier les « Jours du Soleil ». Représentée dans plus de 150 villes du monde entier, la Compagnie a installé en Afrique, en Europe et aux U.S.A. 23 agences et 4 délégations. Ainsi, puissante et parfaitement organisée, Air Afrique joue pleinement son rôle : contribuer toujours plus à l'essor économique de l'Afrique Noire, à son unité et à son rayonnement.

AIR AFRIQUE

صكنا في الامل

سنة ١٩٧٥

PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

Selon des sources diplomatiques

LE PROTOCOLE D'ACCORD MILITAIRE SINO-ÉGYPTIEN ENVISAGE L'ENVOI DE TECHNICIENS CHINOIS EN ÉGYPTE

Pékin (A.P.P.). — Selon des sources diplomatiques, le protocole d'accord militaire sino-égyptien conclu le 21 avril (le *Monde* du 23 avril) prévoit la livraison gratuite par la Chine de pièces de rechange et de moteurs d'avions Mig pour une valeur de 10 millions de dollars. L'accord prévoit également, toujours sans contre-partie, le montage par la Chine en territoire égyptien d'une usine de munitions et la possibilité d'envoyer des techniciens chinois pour assurer l'entretien des Mig. Ces deux clauses dans la capitale chinoise, qui est en accord, même s'il est limité, revêt une grande importance pour la Chine, car il lui permet d'avoir une présence active au Proche-Orient.

D'autre part, M. Farouk Kaddoumi, responsable du département politique de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.), qui est arrivé à Pékin, venant de Tokyo, mardi 27 avril, s'est déclaré convaincu au cours d'un banquet donné en son honneur par M. Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, de « la victoire du peuple palestinien ». M. Chiao a affirmé, pour sa part, que le peuple chinois soutiendra toujours le peuple palestinien et se battra « côte à côte avec lui ».

Liban

Les partis de gauche demandent l'ajournement de l'élection présidentielle

Beirut. — Le président de la chambre, M. Kamel El Assad, a fait savoir à ses principaux collaborateurs que les Syriens avaient promis de tout mettre en œuvre « pour que les conditions de sécurité requises soient entièrement remplies le samedi 1^{er} mai, date de l'élection du nouveau chef de l'État ». Les membres du comité militaire chargé de veiller au maintien de l'ordre aux abords de la ville où doivent se réunir les députés assurent, quant à eux, que les officiers syriens qui encadreront l'Armée de libération palestinienne (A.L.P.) ont déjà pris toutes les précautions qui s'imposent pour empêcher la reprise des hostilités sur une vaste échelle et pour s'opposer entre les antagonistes le long de la ligne médiane de la rue de Damas, qui sépare la capitale en deux.

Toutes ces précautions n'ont pas convaincu les forces de gauche, qui ont exigé, mercredi 28 avril, l'ajournement de l'élection du chef de l'État. Dans un communiqué rendu public dans la soirée, les partis progressistes affirment qu'ils avaient souscrit à l'accord syro-palestinien de Damas « après avoir reçu des assurances sur la sécurité des citoyens libanais ». Ils déclarent qu'ils ne se retrouveront avec la gauche « sur plusieurs points de son programme », relatifs notamment à la laïcité de l'État et à une nouvelle loi électorale fondée sur la représentation proportionnelle.

Le gouverneur de la Banque centrale, qui se présente comme ayant le soutien des Syriens, dispose vraisemblablement d'une majorité confortable de voix à la Chambre. Il est cependant peu populaire auprès des masses musulmanes, qui lui préfèrent de loin son rival, M. Raymond Eddé.

Il n'empêche que les députés des régions périphériques limitrophes de la Syrie ont tout intérêt à suivre les consignes de Damas. Avec la monnaie en poche des forces de gauche dans leurs différentes circonscriptions, ils ne pourraient briguer à l'avenir un siège au Parlement s'ils ne sont pas assurés de l'appui, voire de la protection, de la Syrie baassiste.

En basse depuis vingt-quatre heures, la côte de M. Raymond Eddé pourrait remonter si elle est à la faveur d'une scission au sein de la coalition des forces chrétiennes des droites. Alors que les Katabch ont pris fait et cause pour M. Sarkis, le Parti national libéral de M. Camille Chamoun a différé de vingt-quatre heures sa décision, la plupart de ses représentants au Parlement s'étant prononcés en faveur de M. Eddé. Quant aux députés progressistes, une douzaine sur quatre-vingt-dix-neuf, ils voteront tous pour ce dernier.

La candidature de M. Sarkis

Pour ce qui est des candidats en lice, M. Elias Sarkis a tenu, mercredi, une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé la position de son parti, le programme politique. Sans entrer dans le détail, et en se limitant à des généralités, M. Sarkis n'en a pas moins déclaré qu'il se retrouverait avec la gauche « sur plusieurs points de son programme », relatifs notamment à la laïcité de l'État et à une nouvelle loi électorale fondée sur la représentation proportionnelle.

Libres opinions

MAINTENANT OU JAMAIS

par FRANÇOIS GUÉRARD (*)

EN clair et bien triste : au printemps de 1975, tout autant qu'en mai 1974, la France est divisée en deux blocs. Les espoirs d'une partie de la majorité d'établir un pont, un jour, en direction des socialistes, ont provisoirement disparu. François Mitterrand n'a cessé de fermer les portes qu'on lui ouvrait. De ce côté, le président de la République ne pouvait pas, sans déchirer, maintenir plus longtemps une fenêtre entrebâillée...

Deux blocs. Oui, dans la majorité comme dans l'opposition, ce sont les « durs » qui sont passés en première ligne. Nous redoutons la suite. Car cette suite, ce sera, c'est déjà à une extrémité, l'édulcoration des réformes, la crispation dans des batailles étroites, conservatrices. A l'autre extrémité, ce sera — c'est déjà — la démolition pièce à pièce de l'économie et des structures sociales de ce pays au travers d'un combat systématique contre l'action gouvernementale.

Deux blocs, dans ce pays ? Disons tout haut et tout crûment notre refus de cette situation. Il s'exprime d'ailleurs de moins en moins discrètement dans l'opinion centrée de la majorité présidentielle, car cette situation est tout à fait étrangère à ses convictions, à son rôle, et à l'intérêt du pays.

La France divisée en deux blocs, c'est la paix civile menacée, c'est le blocage de la réforme, un jour ou l'autre par les tensions entretenues par les « jusqu'au-boulistes » des deux camps. Qui ne le voit ou ne le devine ? Cette France-là sera — est déjà, peut-être — ingouvernable au centre...

L'impératif, pour la majorité présidentielle dans son ensemble, c'est d'en finir — et maintenant très vite — avec la conception d'une France qui, à l'échelle de l'histoire et du monde, ne pourrait plus, alors, progresser qu'au travers de l'affrontement du titan de gauche et du titan de droite. Le messianisme du Malraux du début des années 50 était faux. Qui ne voit d'ailleurs, avec le recul du temps, que ce messianisme était totalement étranger à la situation réelle du pays ; à cette époque, les deux blocs étaient loin d'être à égalité. Le général « mordait » sur l'opinion réformatrice et sur celle de gauche. Qu'ils étaient faciles et gratuits, alors, dans le bloc dominant, ces désirs tout littéraires d'un grandiose affrontement historique ! On savait d'avance que l'on sortirait vainqueur. Facile, gratuit, mais aussi terriblement imprudent et dangereux à terme.

Le terme, c'est aujourd'hui. L'impératif est d'en finir — et au plus vite — avec l'instrument diabolique qui nous a bel et bien conduit d'une France gouvernée par un bloc dominant à une France divisée en deux blocs égaux, ou presque. Cet instrument, c'est la loi électorale de la V^e République. Ce n'est qu'une loi, pas une pièce de la Constitution. La Constitution tient, la loi a vieilli : elle trahit ses promoteurs et perd la nation.

L'impératif est une réforme électorale introduisant peu ou prou de « proportionnelle » aux prochaines « législatives ». L'impératif, c'est de susciter, d'abord, un peu de mobilité dans le groupe du « programme commun ». La loi actuelle fige François Mitterrand et ses amis auprès de Georges Marchais. L'intérêt de tous est d'éviter un écrasement de la gauche centrale et réformatrice qui retient toute une opinion généreuse et sociale, de basculer vers la gauche « collectiviste ». La Chambre de 1978 a bel et bien des chances de se colorer davantage à gauche. L'intérêt du pays est qu'elle comporte un centre important et une gauche ouverte au dialogue.

Faire vite, disons-nous. En effet, il n'y a plus de temps à perdre pour cette réforme électorale. La campagne des législatives s'est ouverte, qu'on le veuille ou non, avec les dernières « cantonales » et le léger reflux de la majorité présidentielle. Une modification tardive, juste à la veille des élections, serait mal venue. Faire vite, le plus tôt possible avant les temps chauds. Il faut doter la France de l'instrument qui lui évite de se déchirer en 1978. Maintenant ou jamais.

(*) Membre du bureau exécutif national du Centre démocrate.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La commission Church publie son rapport sur l'« espionnage intérieur »

De notre correspondant

Washington. — L'énorme travail accompli par la commission d'enquête, dirigée par le sénateur Church, sur les activités des divers services de renseignements n'aura pas de effet la réforme de la structure de la C.I.A. et du F.B.I. qu'elle espérait provoquer.

Il est étonnant que, au moment même où la commission rendait public son second rapport, long de 300 pages, sur l'« espionnage intérieur » et les abus des services de renseignements et de surveillance, la commission des règlements du Sénat, par 5 voix contre 4, s'opposait pratiquement à la création, jugée essentielle par la commission Church, d'un nouveau comité du Congrès chargé de superviser les activités des services spécialisés.

« Sans ce comité, le gros travail de notre commission aura été inutile », a déclaré le sénateur Mondetta. Or, justement, la commission des règlements refuse toute autorité et tous crédits au nouvel organisme envisagé, et accepte seulement la création d'un groupe d'études.

De toute évidence, le souci de maintenir le moral des agents des divers services prédomine en ce moment à Washington. Jusqu'à nouvel ordre, et sans doute jusqu'au début de novembre, le Congrès, dans sa majorité, ne semble pas pressé de promouvoir les changements importants préconisés par la commission Church, comme par exemple de mieux séparer l'analyse des renseignements et leur utilisation dans des opérations clandestines, ou encore de mettre, à l'avenir, le Congrès au courant des actions « secrètes » projetées.

Néanmoins, il faut prévoir un affrontement au Sénat en séance plénière entre ceux qui ont refusé de signer le rapport de la commission Church, estimant qu'il va trop loin et fait beaucoup de tort aux services de renseignements, et ceux qui considèrent que le Congrès ne peut renoncer à exercer un contrôle scrupuleux sur les activités des services de renseignements.

Le second rapport publié mercredi n'apporte rien de nouveau qui n'ait déjà été publié dans la presse. La suite de multiples indiscrétions. La F.B.I. a « fiché » quelque cinq cent mille personnes, la C.I.A. a ouvert plus de deux cent cinquante mille lettres, l'agence nationale pour la sécurité a intercepté environ un million de télégrammes, l'armée a établi des fiches sur cent mille personnes et le flic a fait des dossiers sur onze mille autres, sur la base de leurs opinions politiques. « Trop de gens sont surveillés par trop de services officiels », estime le rapport...

Le document rappelle que des opérations clandestines ont été menées par la F.B.I. en vue d'empêcher des activités politiques légitimes de groupes ou de personnes, et, dans certains cas, pour discréditer des individus, leur faire perdre leur emploi ou briser leur mariage, et même les pousser au suicide. Parfois, pour arriver à ses fins, la F.B.I. a communiqué à ses « amis », dans certains journaux, des informations confidentielles, tout en refusant de coopérer en quoi que ce soit avec les journaux ou journalistes jugés « hostiles ».

A dire vrai, ce qui frappe le plus à la lecture de ce document, c'est le peu de résultats obtenus dans tous ces domaines, malgré l'ampleur des moyens employés. Que de temps perdu et de pécuniaire. La vérité de l'exceptionnel effort policier (évidemment il serait bon de pouvoir mesurer, à titre de comparaison, le temps perdu et gaspillé par la machine policière soviétique) apparaît également dans les chiffres : entre 1960 et 1974, près de cinq cent mille enquêtes, menées par la F.B.I. sur des personnes suspectées de subversion, n'ont abouti à aucune poursuite, et, en 1974, sur dix-sept mille affaires de subversion classées à la vigilance du F.B.I., le tiers seulement aboutit à des poursuites et à des condamnations.

En conclusion, la commission suggère qu'il soit mis fin aux activités qui sapent les droits individuels, et recommande notamment d'interdire à la C.I.A. et aux autres organismes de se livrer à un travail de surveillance « intérieure », sauf en ce qui concerne leurs propres agents. Elle demande aussi que la F.B.I. et les autres organismes intéressés obtiennent désormais un mandat judiciaire avant d'installer des tables d'écoute, d'ouvrir le courrier, de forcer les portes des domiciles des citoyens, puis qu'ils veillent ensuite à tenir à jour et à publier, ou même à détruire, tous les renseignements obtenus par des techniques illégales.

HENRI PIERRE

L'U.R.S.S. réclame de nouveau la réunion de la conférence de Genève

De notre correspondant

Moscou. — Dans une longue déclaration diffusée mercredi soir 28 avril, le gouvernement soviétique réclame une fois de plus la réunion de la conférence de Genève sur le Proche-Orient, « et si des efforts décisifs ne sont pas faits pour parvenir à un règlement politique global, la situation risque de se détériorer encore plus ». Le texte soviétique, qui accuse les Etats-Unis et Israël de ne pas faire preuve de « bonne volonté », propose une nouvelle fois la reprise des travaux de la conférence en deux phases : une phase préparatoire qui « permettrait de régler toutes les questions d'organisation », y compris la possibilité de créer des organismes de travail appropriés, et une phase principale « consistant à trouver une solution aux questions essentielles du règlement ». Les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine devraient prendre part à ces deux phases des travaux de la conférence », ajoute le texte.

L'Union soviétique rappelle sa position de principe en trois points sur la crise du Proche-Orient : — « Retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés en 1967 » ; — « Satisfaction des revendications nationales légitimes du peuple arabe de Palestine, y compris son droit inaliénable de créer son propre Etat » ; — « Garantie internationale de la sécurité et de l'indivisibilité des frontières de tous les Etats du Proche-Orient, et leur droit à une existence indépendante et au développement ».

Si cette déclaration ne comprend aucun élément nouveau, son ton est plus inquiet que celui des précédents textes de ce genre diffusés par l'U.R.S.S. La déclaration soviétique insiste en particulier sur « l'accumulation de l'effort militaire d'Israël » où « les Etats-Unis envoient différentes armes y compris des armes capables de porter des charges conventionnelles et nucléaires. Dans ce contexte, on réitère avec préoccupation le fait que l'on met en point une arme nucléaire en Israël, ou même que c'est déjà fait ». C'est la première fois qu'un texte officiel soviétique fait référence à la capacité de créer une arme nucléaire et « au danger potentiel que cela fait courir pour la paix ».

Ce jeudi, le journal des syndicats, *Troud*, consacre un article à l'« effort militaire d'Israël », réitérant abondamment la revue américaine *Time*. *Troud* affirme qu'Israël possède trois bombes atomiques. « Les opérations militaires d'octobre 1973 se sont déroulées d'une telle sorte que l'Armée n'a pas recouru à l'arme nucléaire », écrit le journal soviétique, « après octobre 1973, les tentatives de paix ont été entreprises spécialement où elles se trouvent jusqu'à ce jour prêtes à servir ».

La déclaration critique, d'autre part, l'accord de l'Armée sur le désarmement partiel du Sinaï. « Il est maintenant clair que cet accord laisse de côté les problèmes du règlement au Proche-Orient. L'accord de désarmement n'a fait que l'ajourner. Rien ne le prouve mieux que les événements tragiques et sanglants du Liban. Ces événements ont confirmé une fois de plus que les efforts décisifs ne sont pas faits en vue de parvenir à un règlement politique global au Proche-Orient, la situation risque de se détériorer encore plus ».

Le gouvernement soviétique accuse d'autre part implicitement l'Egypte de s'être mise au service de l'impérialisme américain. « Tout le monde sait que jusqu'à une période récente, la politique impérialiste au Proche-Orient disposait dans sa panoplie d'une arme essentielle : les milieux dirigés sionistes d'Israël. (...) Maintenant, les agresseurs et leurs protecteurs espèrent s'appuyer dans leur politique sur certains pays arabes. (...) Des tentatives évidentes sont faites pour porter un coup aux forces du mouvement de la résistance palestinienne, pour provoquer une guerre fratricide entre les Arabes. C'est la signification véritable des événements du Liban ».

Peu avant la publication de cette déclaration, qui traduit surtout la crainte de l'Union soviétique de voir son influence diminuer au Proche-Orient, l'agence Tass a annoncé la signature d'un protocole de commerce égypto-soviétique. Ce texte, qui concerne l'année 1976, n'a pas encore été publié. Il a été signé par M. Abdel Fattah, le ministre du commerce et du ravitaillement égyptien, ainsi que par M. Pankolteher, ministre soviétique du commerce extérieur. Cet événement n'implique aucun rapprochement politique entre les deux pays ; l'Union soviétique a l'habitude, en effet, de signer de tels textes avec de nombreux partenaires, y compris la Chine.

Israël

DEUX POLICIERS SONT TUÉS A JERUSALEM PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE

Deux Israéliens ont été tués et quatre autres blessés mercredi 28 avril par l'explosion d'une bombe dans une rue de Jérusalem, a annoncé la police.

Deux des blessés étaient des passants, les deux autres des membres des forces de sécurité. Les deux personnes tuées étaient des officiers des forces de sécurité, dont l'un procédait au désamorage de l'engin au moment de son explosion.

A Beyrouth, l'agence palestinienne Wafa a attribué la responsabilité de l'attentat à des commandos palestiniens qui, a-t-elle affirmé, ont regagné leur base. — (Reuter.)

La messe de rentrée des parlementaires

CE PAYS NE DOIT PAS ÊTRE COUPÉ EN DEUX déclare le cardinal Marty

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a parlé de la responsabilité des hommes politiques dans une horridale proposition de la basilique Sainte-Clotilde le 28 avril, à l'occasion de la messe de rentrée des parlementaires. Les parlementaires qui assistaient à cette messe de rentrée, ont noté M. Alain Poirer, président du Sénat ; Eugène Douvrou, vice-président de l'Assemblée nationale. Le gouvernement était représenté par M. Christian Fouchet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances ; Jacques Barrot, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Équipement ; et Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

Après avoir affirmé qu'il n'est pas vrai que ce pays doive être coupé en deux, le cardinal a exhorté les parlementaires catholiques à ne pas avoir peur de « dire Dieu à nos contemporains ». « Il ne s'agit certes pas d'imposer vos convictions, a-t-il dit. Il vous faut respecter les électeurs et avoir la volonté d'accomplir votre mandat au service de tous vos concitoyens. Mais, sans nier l'utilité d'une action politique et théologique d'Etat. Mieux encore, il vous faut témoigner que l'Evangile est au service de l'homme, la source d'une société meilleure et plus juste ».

DES DÉPUTÉS U.D.R. DEMANDENT LE RÉTABLISSEMENT D'UN MINISTÈRE AUTONOME DE LA RECHERCHE

Le groupe de réflexion et de proposition, qui rassemble, sous la présidence de M. Hector Rolland, une soixantaine de députés U.D.R., suggère le rétablissement d'un ministère autonome de la recherche scientifique (supprimé en 1969 lors de la création, dans le cabinet de M. Chaban-Delmas, d'un ministère du développement industriel et scientifique devenu, dans le cabinet de M. Chirac, ministère de l'Industrie et de la recherche).

Ces députés demandent, en outre, dans un communiqué publié mardi 27 avril, après avoir entendu M. Georges Mathé, professeur agrégé, directeur de l'Institut de cancérologie et d'immunogénétique, « une augmentation sensible des crédits alloués à la recherche médicale afin que soient réalisées les options du gouvernement, et que notre pays accorde à la recherche scientifique — et notamment médicale — une place correspondant aux obligations d'une grande nation moderne ».

M. COUSSIROU EST NOMMÉ PRÉFET DE MAYOTTE

M. Jean-Marie Coussirou, sous-préfet, a été nommé mercredi 28 avril par le conseil des ministres préfet chargé de l'administration de Mayotte.

Dné le 22 janvier 1930 à Larche (Corrèze), M. Coussirou est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales et diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a exercé les fonctions de conseiller à la haute représentation, puis à l'ambassade de la République française au Niger de 1961 à 1964, avant d'être conseiller culturel au Gabon de 1964 à 1967. A cette date, il est affecté à la direction des collectivités locales du ministère de l'Intérieur. L'année suivante, il est chargé des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lyon. En 1970, il devient secrétaire général adjoint du Rhône. De 1971 à 1974 il est sous-préfet de Fourvières. Il était depuis mai 1974 chef de mission auprès du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne.]

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous soulevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous gêner de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
Français et étrangers sur demande.

JACQUES AMALRIC

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 avril sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de travaux, le communiqué suivant a été publié :

LOI ÉLECTORALE

Un projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral a été adopté. Le nombre des suffrages qu'un candidat ou une liste devra avoir obtenus au premier tour pour se présenter au second tour des élections législatives et des élections municipales dans les villes de plus de trente mille habitants est porté de 10 à 15 % du nombre des électeurs inscrits. Cette condition s'applique également aux élections cantonales. Toutefois, dans le cas où un seul candidat ou une seule liste remplit, à l'issue du premier tour, la condition posée, voire où celle-ci ne serait remplie par aucun des candidats ou aucune des listes, les deux candidats ou les deux listes arrivés en tête au premier tour pourront se maintenir au second, comme est déjà la règle pour les élections législatives.

Le projet de loi prévoit également la création, à l'intérieur des villes de Toulouse et de Nice, de circonscriptions électorales constituées par groupes de cantons. Des tableaux répertorient des sièges de conseillers municipaux de ces deux villes entre les circonscriptions électorales proportionnelles et leur population sont annexés au projet de loi. De telles dispositions existent déjà pour les villes de Lyon et de Marseille ; ainsi, toutes les villes de plus de trois cent mille habitants seront désormais divisées en secteurs pour les élections municipales.

SI LE SYSTÈME ENVISAGÉ AVAIT ÉTÉ EN VIGUEUR EN MARS 1973...

Si les dispositions approuvées mercredi 28 avril par le conseil des ministres avaient été en vigueur au moment des élections législatives des 4 et 11 mars 1973, elles auraient eu les effets suivants pour les circonscriptions formées en province :

- 1) Le P.C.F. aurait été exclu de l'issue du premier tour de cinq circonscriptions (Charente, 2^e ; Lot-et-Garonne, 3^e ; Haute-Savoie, 3^e ; Vendée, 2^e ; Yvelines, 2^e).
- 2) Le P.S. aurait connu le même sort dans vingt-neuf circonscriptions (Aveyron, 1^{er} ; Calvados, 4^e ; Eure, 2^e ; Eure-et-Loir, 1^{er} ; Finistère, 5^e ; Jura, 1^{er} ; Loire-Atlantique, 4^e ; Loire, 2^e et 5^e ; Manche, 3^e ; Moselle, 1^{re} ; Nord, 2^e et 5^e ; Orne, 1^{re} et 2^e ; Pyrénées-Atlantiques, 2^e ; Bas-Rhin, 1^{er} ; 2^e et 3^e ; Haut-Rhin, 5^e ; Rhône, 4^e ; Haute-Savoie, 1^{re} ; Paris, 4^e et 18^e ; Vendée, 3^e ; Yvelines, 3^e ; Hauts-de-Seine, 6^e).

3) Les radicaux de gauche auraient été exclus de deux circonscriptions (Haute-Marne, 1^{re} ; Rhône, 5^e).

4) Les réformateurs n'auraient pas pu participer au scrutin de ballottage dans dix-neuf circonscriptions (Hautes-Alpes, 2^e ; Bouches-du-Rhône, 9^e ; Calvados, 3^e ; Cantal, 1^{er} ; Eure, 1^{er} ; Gironde, 2^e ; Loire-Atlantique, 1^{re} ; Maine-et-Loire, 6^e ; Meurthe-et-Moselle, 4^e ; Moselle, 2^e ; Nord, 3^e et 9^e ; Haut-Rhin, 2^e ; Rhône, 3^e ; Paris, 10^e ; Vienne, 1^{re} ; Seine-Saint-Denis, 6^e ; Val-d'Oise, 4^e).

5) Un gaulliste, l'ancien député René Soucheil aurait été éliminé après le premier tour dans la circonscription de Meurthe-et-Moselle.

N.D.R. — Au second tour de scrutin de 1973 quatre candidats briguaient le siège de la 3^e circonscription de la Seine. Deux d'entre eux, un réformateur et un socialiste n'avaient pas atteint au premier tour la « barre » des 15 %. C'est la raison pour laquelle la circonscription en question figure deux fois dans la liste ci-dessus.

PRUD'HOMMES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant modification des dispositions du Code du travail relatives aux conseils de prud'hommes. Il est institué un conseil de prud'hommes dans chaque département et à Paris, dont la compétence est étendue à tous les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail soumis aux dispositions du Code du travail. Les sections qui constituent au sein des conseils des juridictions autonomes sont supprimées. Des chambres spécialisées, pouvant se voir attribuer des affaires de même nature, pourront être créées. Les cadres sont représentés dans chaque conseil de prud'hommes et le différend concerne un cadre, ils sont partie de la juridiction. La durée de l'activité professionnelle exigée pour être électeur aux conseils de prud'hommes est réduite à six mois et, pour être éligible, à un an. Les travailleurs privés d'emploi pourront, sous certaines conditions, prendre part aux scrutins ; le vote par procuration est admis et la condition de nationalité française pour l'élection est supprimée.

L'Etat assurera la formation des conseillers prud'hommes qui pourront obtenir pour cela, et pour chaque mandat, une autorisation d'absence dans la limite de dix-huit jours ouvrables. Un privilège de juridiction, en cas de litige relatif à un licenciement intervenant au cours de mandat ou dans les six mois suivant l'expiration de ce mandat, est accordé aux conseillers. Le personnel des secrétariats des conseils de prud'hommes sera doté d'un statut comparable à celui des greffiers des cours et tribunaux. Toutefois, les secrétaires-greffiers et les secrétaires-adjoints en fonctions à la date d'application du nouveau statut auront la faculté de conserver pendant cinq ans le statut qui leur était applicable à cette date. Les dépenses d'équipement et de fonctionnement des conseils de prud'hommes sont obligatoires et à la charge du département dans lequel est situé le siège du ou des conseils de prud'hommes.

CONGES SUPPLÉMENTAIRES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail. Ce repos sera obligatoirement accordé aux travailleurs proportionnellement au temps de travail accompli en heures supplémentaires au-delà d'une durée de travail de quarante-deux heures. Il sera pris, par journée entière, en dehors de la période habituelle des congés et rémunéré sur la base du salaire normal. La mise en œuvre de ces dispositions se fera en trois étapes, à compter du 1^{er} juillet 1976 : jusqu'au 30 juin 1977, la durée de ce repos est égale à 10 % du temps de travail accompli de la quarante-deuxième à la quarante-huitième heure ; au-delà, ce pourcentage est porté à 15 %. Ces taux seront portés respectivement à 15 % et 20 % à compter du 1^{er} juillet 1977, et à 20 % et 25 % à compter du 1^{er} juillet 1978. Cette récupération obligatoire améliorera les conditions de travail ainsi que les conditions de vie des travailleurs et plus particulièrement des travailleurs manuels. Elle dissuadera, en outre, les employeurs d'avoir recours systématiquement aux heures supplémentaires pour remplacer l'absence.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la participation des salariés à la formation professionnelle et aux activités qui s'y rattachent. Les salariés justifiant d'une ancienneté minimum de deux ans dans leur entreprise pourront bénéficier d'autorisation d'absence pour suivre une formation initiale ou continue, maximale d'un an pour assurer dans les établissements d'enseignement ou dans des stages de formation professionnelle, à temps plein ou à temps partiel, les fonctions correspondant à leur spécialité professionnelle.

Ils pourront également bénéficier d'autorisations d'absence, dans la limite de quatre heures par mois, ou de deux jours par mois, s'ils assurent la représentation des organisations syndicales dans les organismes compétents en matière de formation initiale ou continue, s'ils ont été désignés pour exercer les fonctions de conseillers de l'enseignement technologique ou de membre d'un jury d'examen ou de conseil de l'enseignement technologique. Les rémunérations éventuellement versées par les employeurs pour le temps de ces absences seront prises en compte, en priorité, pour l'entretien de la taxe d'apprentissage ou, subsidiairement, au titre de la participation au financement de la formation professionnelle.

INFRACTIONS ET DOMMAGES CORPORELS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi garantissant l'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction. Il institue un système d'indemnisation par l'Etat des personnes victimes de dommages corporels causés par des infractions volontaires ou involontaires portant atteinte à la vie ou à l'intégrité physique, lorsqu'elles ne peuvent être indemnisées par le responsable de l'acte.

M. André Ross, porte-parole du gouvernement, a déclaré que, au cours du conseil des ministres, M. Valéry Giscard d'Estaing, évoquant les problèmes de la reprise, a indiqué : « *Peut-être la reprise est-elle assurée, il n'y aura pas de décisions de dépenses nouvelles en 1976. Les seules mesures qui seront prises, dans un premier temps, seront urgentes, seraient financées par des coupures.* »

Pas de dépenses nouvelles en 1976

M. André Ross, porte-parole du gouvernement, a déclaré que, au cours du conseil des ministres, M. Valéry Giscard d'Estaing, évoquant les problèmes de la reprise, a indiqué : « *Peut-être la reprise est-elle assurée, il n'y aura pas de décisions de dépenses nouvelles en 1976. Les seules mesures qui seront prises, dans un premier temps, seront urgentes, seraient financées par des coupures.* »

M. François Gadoit, chef de cabinet de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, est nommé chargé de mission à la présidence de l'Assemblée avec la responsabilité de la presse, de l'information et des relations internationales. M. Gadoit est, par cette décision, placé directement auprès de M. Edgar Faure. Il est, conjointement depuis la fin de 1975, conseiller de la direction générale du groupe de presse Hersant.

qu'elles ne peuvent, pour divers motifs, obtenir de réparation par l'auteur du dommage. Cette garantie ne jouera que lorsque le préjudice consiste, pour la personne lésée, en une perte de ressources, en un accroissement de ses charges ou en une inaptitude à exercer une activité professionnelle. Elle ne s'appliquera, par ailleurs, que lorsque la victime, ou ses ayants droit, ne trouve du fait de l'absence d'indemnisation dans une situation matérielle grave. Une commission juridictionnelle, siégeant dans le ressort de chaque cour d'appel et composée de trois magistrats appartenant à cette juridiction, décidera dans la limite d'un plafond de l'attribution de cette indemnisation. Ce présent projet sera en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} janvier 1977.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Le conseil a adopté un projet de loi élevant au département le territoire d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il prévoit le maintien en vigueur de l'ensemble de la législation existante et la mise en place des institutions départementales : conseil général et préfet. Le conseil général du territoire est maintenu en fonction jusqu'au prochain renouvellement triennal des conseils généraux, mais il exerce progressivement ses attributions nouvelles. Pendant un délai de deux ans, la législation métropolitaine pourra être étendue à ce département par ordonnance. Au terme de ce même délai, et comme dans les autres départements d'outre-mer, les lois métropolitaines applicables de plein droit à Saint-Pierre-et-Miquelon, sans disposition contraire.

Le conseil a également adopté des projets de loi relatifs à l'élection d'un sénateur et d'un député dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon et modifiant en conséquence les tableaux fixant le nombre de représentants à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le député et le sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon resteront parlementaires du nouveau département jusqu'au renouvellement normal de leur mandat.

LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des relations avec le Parlement a fait une communication sur la session parlementaire qui se déroulera jusqu'à présent conformément au programme prévu. Après moins de quatre semaines de session, l'Assemblée nationale a adopté plusieurs textes importants relatifs à la qualité de la vie et à la protection de la nature ainsi que les textes institutionnels concernant les conditions de candidature à l'élection présidentielle et les dispositions à prendre en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat. Le débat de politique agricole vient d'ouvrir.

Le chef de l'Etat a signé le projet de loi relatif à la région de la France, à la politique familiale et à l'adoption, ainsi que divers textes sur les droits des Français naturalisés. Les lois de la République ont été promulguées à l'occasion de nombreux textes dont les principaux concernent la sécurité des Français, la sécurité du travail, la condition des travailleurs manuels et de la femme, la fixation des plus-values, les statuts de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. La réforme de l'enseignement supérieur, ainsi que, à la suite de la déclaration du gouvernement, la Sécurité sociale et la politique étrangère donneront lieu à des débats devant l'une et l'autre Assemblée.

EN BREF...

M. Michel Mousset, membre du secrétariat national du P.S.U., a déclaré, mercredi soir 28 avril, à FR 3 : « *Le pouvoir est à prendre partout. Cela suppose d'abord de chasser la droite (L., U., C., D., F., R., etc.), soutien aux luttes populaires (France, Belgique, Montebellard, Erdre, etc.), redistribution de l'impôt, développement de l'objection de conscience, etc.* »

La section de Vitry-sur-Seine du P.S. nous prie de préciser que l'absence des conseillers municipaux socialistes, lors de la récente réunion extraordinaire du conseil municipal de cette commune (le Monde du 27 avril), « *était purement fortuite et ne comporte aucune intention politique* », et que « *les conseillers socialistes sont restés, au cours de plusieurs séances du conseil municipal, l'ensemble des recommandations reprises dans la déclaration adoptée lors de cette réunion extraordinaire* ».

Attaque du local parisien de la Ligue communiste révolutionnaire. Une quarantaine d'hommes venus de la Bastille ont attaqué, mercredi 28 avril, vers 23 heures, le local parisien de la Ligue communiste révolutionnaire, situé impasse Guiméné, dans le quatrième arrondissement.

Le mouvement pour une alternance non violente (MAN), créé en 1974 sur l'initiative du général de Gaulle et de M. Jean-Marie Muller, Christian Malon et Jacques Sémelin, a pris le nom de MAN. Les principaux de l'action qu'il entend entreprendre de poursuivre, les représentants de ce mouvement ont indiqué comment ils avaient fédéré vingt et un groupes non violents sur un projet politique commun : le socialisme autogestionnaire. Ils ont présenté leur « *texte d'orientation politique* » (dont il sera communiqué ultérieurement dans notre rubrique « *Libres* ») et précisé les

principaux thèmes de leurs actions à court terme : luttes contre la militarisation, la pollution, les méthodes de luttes non violentes (désobéissance civile, boycottage, etc.), soutien aux luttes populaires (France, Belgique, Montebellard, Erdre, etc.), redistribution de l'impôt, développement de l'objection de conscience, etc.

Le mouvement pour une alternance non violente (MAN), créé en 1974 sur l'initiative du général de Gaulle et de M. Jean-Marie Muller, Christian Malon et Jacques Sémelin, a pris le nom de MAN. Les principaux de l'action qu'il entend entreprendre de poursuivre, les représentants de ce mouvement ont indiqué comment ils avaient fédéré vingt et un groupes non violents sur un projet politique commun : le socialisme autogestionnaire. Ils ont présenté leur « *texte d'orientation politique* » (dont il sera communiqué ultérieurement dans notre rubrique « *Libres* ») et précisé les

Pour préparer le pays à l'idée d'un gouvernement de gauche

Le parti socialiste va chercher à rassurer sans édulcorer son programme

Pour la seconde fois, les membres du secrétariat national du parti socialiste, ainsi qu'un certain nombre de délégués qui travaillent avec eux, se sont réunis pour un « *séminaire de réflexion* » mardi 27 et mercredi 28 avril, au domaine de Saillat, près de Blois. Une première réunion de ce type avait eu lieu au mois de janvier près de Chantilly.

Les dirigeants socialistes se sont livrés à une

analyse prospective de la situation à partir de trois rapports (la vie politique française, les questions européennes et la situation du P.S.) présentés respectivement par M. Pierre Mauroy, MM. Robert Pontillon et Gilles Martinet, et M. Louis Mermaz.

Mardi après-midi, M. Gérard Jaquet a établi la synthèse des débats.

La perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir conduit les dirigeants du P.S. à vouloir faire de leur formation un parti de gouvernement. Cet objectif implique que l'on renforce la cohésion de la formation, en maintenant les rivalités de tendances et les tensions qui naissent parfois de la coexistence de deux générations. Plusieurs responsables ont déploré que, derrière les débats qui se déroulent au sein du P.S., se cache trop souvent une lutte entre camps rivaux qui cherchent à contourner l'appareil du parti.

Certains de M. Pierre Mauroy, comme MM. Martinet et Chapuis, ont, à ce niveau, déploré que les responsabilités soient trop systématiquement confiées à des membres de la Convention des institutions républicaines (formation d'origine de M. Mitterrand), ce qui, selon eux, contribue à signifier aux rivaux de la gauche la nécessité de renforcer la formation des cadres intermédiaires du parti en soulignant que leur rôle serait décisif si, une fois parvenu au pouvoir, le P.S. devait faire face à une tentative de débordement gauchiste.

Pour l'instant, le souci principal des dirigeants socialistes est d'expliquer au peuple français qu'une certaine inquiétude gagne le pays, depuis que se précèdent les chocs de succès de l'union de la gauche, l'agitation chez une fraction de militants qui se demandent si leur parti est prêt à affronter les responsabilités du pouvoir mais surtout inquiète dans la population qui, une fois vision des textes de ce que serait la politique de la gauche. Le mot d'ordre préconisé par M. François Mitterrand est donc de « *rassurer sans édulcorer* ». M. Gaston Deleurye, par exemple, a rappelé que c'est en faisant preuve d'audace et d'originalité que le P.S. a assuré son redressement.

« *Pour tenter de résoudre cette contradiction entre la volonté de rassurer et le maintien d'un programme original, les socialistes vont systématiquement préciser leurs textes. Il faut, dans le cadre du programme commun, développer les propositions socialistes* », a recommandé avec force M. Pierre Mauroy. Quant à M. Michel Rocard, il aura la lourde tâche de vérifier que l'ensemble des projets avancés par le P.S. soient budgétairement réalistes et compatibles entre eux. Il devrait résulter de ces options que le P.S. va parler, selon une formule du maître de Lille, « *le langage de la raison et de l'effort* », en précisant que celui existant actuellement en France, il estime que cette théorie peut très bien justifier une politique de prise du pouvoir du type de celle tentée au Portugal par M. Álvaro Cunhal. Les responsables socialistes continueront donc, face au P.C.F., à se battre en faveur d'un « *front de classes* » dans lequel diverses catégories sociales se trouvent à égalité. Si l'union de la gauche a permis le développement du P.S., c'est lui qui, à présent, permet le développement de l'union, a conclu M. Mitterrand.

Dans le cadre de leurs analyses prospectives, les dirigeants socialistes ont également cherché à définir ce que devrait être leur action dès l'arrivée au pouvoir. Trois étapes ont, en gros, été dégagées. Dans un premier temps, quelques mois — le gouvernement de gauche devrait chercher à

élargir sa base sociale et à obtenir un consensus politique. Sur le premier point, il conviendrait donc de prendre des mesures en faveur de nombreuses catégories sociales sans pour autant peser trop lourdement sur le budget. Mais la gauche aura besoin de prouver très vite et de manière concrète que son accession aux responsabilités correspond à un changement réel. En ce qui concerne le consensus, les dirigeants socialistes comptent beaucoup sur l'aidé des centrales syndicales pour que l'accès au pouvoir ne se traduise pas par une gigantesque confrontation sociale.

Dans une seconde étape, pouvant durer deux ou trois ans, la gauche devrait consolider sa victoire et assurer son maintien au pouvoir, ce qu'elle n'est parvenue à faire ni en 1936 ni en 1947. A ce moment-là encore, le soutien syndical sera déterminant, la gauche devant mettre en œuvre notamment un programme d'industrialisation réalisé par M. Mauroy, dont elle publiera une première ébauche à l'automne.

Ce n'est donc que dans une troisième étape que la gauche s'efforcera de modifier en profondeur les structures de la société française.

Un veto européen

Autre sujet de conversation lors du séminaire de Saillat : l'Europe. Les dirigeants socialistes se sont rapprochés des thèses gauchistes en estimant indispensable que la France conserve un droit de veto dans le cadre de la Communauté économique européenne pour pouvoir assurer le succès de son expérience politique intérieure. Si M. Robert Pontillon est resté réservé sur ce point, un militant européen comme M. Gérard Jaquet en a convenu. En revanche, la tentative d'organisation de l'Europe du Sud lancée par M. François Mitterrand est apparue à certains moins considérablement minimisée. Les socialistes constatent qu'économiquement la France appartient à l'Europe du Nord et qu'il est illusoire d'envisager un désengagement à ce niveau. D'autre part, les chances de réussite d'initiatives socialistes dans l'Europe du Sud sont aléatoires et ne correspondent pas au souci actuel de rassurer qui est celui du P.S.

En matière de défense la conversion des dirigeants du P.S. à la stratégie de dissuasion nucléaire est confirmée. Tout au plus certains tombent-ils d'accord avec des responsables communistes pour souhaiter que la base du système de défense soit sous-marine, la France abandonnant les missiles du plateau d'Albion pour une arme plus sûre, l'adversaire potentiel alors qu'un système sérieux de protection des populations n'a été mis en place.

Reste à savoir quand toutes ces réflexions sur les responsabilités gouvernementales de la gauche pourront se concrétiser. Officiellement les dirigeants du P.S. raisonnent toujours sur l'échec de 1978. Mais dans le cours des discussions M. François Mitterrand a expliqué qu'il son avis la majorité pourrait avoir intérêt à jouer la surprise et donc à précéder l'échéance. Le premier scrutin n'aurait donc pas dans six mois des élections législatives anticipées.

THIERRY PFISTER.

EN BREF...

M. Michel Mousset, membre du secrétariat national du P.S.U., a déclaré, mercredi soir 28 avril, à FR 3 : « *Le pouvoir est à prendre partout. Cela suppose d'abord de chasser la droite (L., U., C., D., F., R., etc.), soutien aux luttes populaires (France, Belgique, Montebellard, Erdre, etc.), redistribution de l'impôt, développement de l'objection de conscience, etc.* »

La section de Vitry-sur-Seine du P.S. nous prie de préciser que l'absence des conseillers municipaux socialistes, lors de la récente réunion extraordinaire du conseil municipal de cette commune (le Monde du 27 avril), « *était purement fortuite et ne comporte aucune intention politique* », et que « *les conseillers socialistes sont restés, au cours de plusieurs séances du conseil municipal, l'ensemble des recommandations reprises dans la déclaration adoptée lors de cette réunion extraordinaire* ».

Attaque du local parisien de la Ligue communiste révolutionnaire. Une quarantaine d'hommes venus de la Bastille ont attaqué, mercredi 28 avril, vers 23 heures, le local parisien de la Ligue communiste révolutionnaire, situé impasse Guiméné, dans le quatrième arrondissement.

Annales

Revue de la Vieillesse

Au sommaire du n° 1 1976

AUTOUR DE LA MORT

- Rituels mélanésiens de la mort. R. GUIDERI.
- Le suicide au Moyen Age. J.-C. SCHMITT.
- Mourir à Paris (XVI^e - XVIII^e siècles). P. CHAUMU. Les arts de mourir 1450-1600. R. CHARTIER. « La Mémorial de la Mort » (XVII^e - XVIII^e siècles). D. ROCHE.
- Les attitudes devant la mort. M. VOLLÉ.
- Michellet, les morts et l'année 1842. M. CROUZET.
- Le travail de la mort. C. HEZLICH.

Mentalités et cultures

armand colin

سكنا لا اهل

★ POLITIQUES DE LA PHILOSOPHIE : CHATELET, DERRIDA, FOUCAULT, LYOTARD, SERRES. Grasset, 200 pages, 39 F.

LITTÉRATURE

AUDIBERTI A LA SORBONNE

La nostalgie du paradis perdu

C'était pas la première thèse sur Audiberti. Déjà, on s'était occupé de son théâtre. Mais c'était, au plus, de dix ans après sa mort (1965), la première présentation en pied, d'un bout de l'œuvre à l'autre et à travers tous les genres traités : poésie, roman, théâtre, essai, critique.

Jean-Jacques Roubine, maître-assistant à Paris-VII, ne s'était pourtant pas résigné à épuiser les rapports d'une création avec la vie de son créateur et l'histoire de son temps. Il s'est enfoncé dans l'œuvre, et avec elle seule, pour scruter les constantes d'un imaginaire, définir en trois gros volumes dactylographiés ce qu'il a appelé la mythologie d'Audiberti. Titre dont il a vite compris l'imprudence, tant la notion de « mythologie littéraire », dont on fait aujourd'hui grand usage, reçoit d'acceptions variées. Suivant les uns ou les autres, Jean-Jacques Roubine aurait pu faire surgir, a-t-il dit,

chez Audiberti, du côté de la fable, un mythe de Mélusine ; du côté de l'histoire, un mythe de Jeanne d'Arc ou de Victor Hugo ; en rapport avec les lieux, un mythe de la mer, de Paris ou d'Antibes ; en rapport avec les figures sociales, un mythe de l'adolescence ou du savant ; et répéter en même temps tout un rituel de la mort et de la résurrection.

Pourtant que d'établir ce catalogue hétéroclite, il a cherché plus profondément — sans trop y croire, n'étant pas un obsédé de l'unité — s'il existait chez son auteur « une représentation narrative ou figurative informant toute sa vision du monde » et qui soit en relation avec une représentation collective ou si l'on veut archétypique. Et il a eu la surprise de découvrir, presque contre lui-même, en tout cas contre un écrivain qui prétendait à s'installer dans la contradiction, que la mythologie d'Audiberti était « strictement unitaire » et reposait sur la nostalgie du paradis

perdu. Partout « le retour de la créature dans l'être du créateur, la reconstitution de l'Androgyne, la fusion du moi dans le cosmos, la symbiose avec la nature, la régression heureuse dans le ventre maternel, la dissolution de l'homme dans le grouillement matériel de l'univers » hantent l'écrivain.

Dernier poète du XIX^e siècle (il était né en 1889) et il avait ainsi entretenu une réputation d'anachronisme qui lui colle à la peau. Jean-Jacques Roubine voit en lui, au contraire, un écrivain typique du XX^e siècle parce que, dit-il, l'écrivain lui est, tout autant qu'à Beckett, instrument de salut et moyen de survie. Sur une mythologie qui renvoie à une « mystique de l'écriture », voici donc fondée la modernité d'Audiberti.

M. Robert Mauzi, Jean-Pierre Richard, Michel Raymond, Auguste Angès, Jacques Robichez, constituaient le jury de cette thèse. Aucun d'eux n'a contesté la place brillante qu'elle assignait à l'auteur du Mal court. Si M. Jean-Pierre Richard a entièrement approuvé l'approche thématique adoptée, les autres professeurs ont quelque peu regretté que Jean-Jacques Roubine n'ait pas des « vases » sur les rapports de son auteur avec les autres écrivains de son temps, avec l'esprit de la N.R.F. d'ailleurs, avec Sartre, avec Céline, avec Maurras, avec les surréalistes. Mais il ne lui en ont pas tenu rigueur, et tout s'est achevé sous les fleurs d'une mention « très honorable » à l'unanimité du jury.

L'année s'annonce propice pour Audiberti. Après cette belle et ferme thèse, à Certes-la-Salle du 11 au 12 août, toute une décennie va lui être consacrée. — J. P.

Collection « Comprendre pour agir »
dirigée par Laurent Laot

Sylvain URFER

UNE AFRIQUE SOCIALISTE LA TANZANIE

Le socialisme tanzanien constitue-t-il
un modèle pour les autres pays africains ?

Un volume 31 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cedex 13

nouvelles littéraires

EXCLUSIF

ERNST BLOCH:

"ma traversée
du siècle"

Le début d'un entretien
avec l'un des plus
grands philosophes

Général Jean CALLET c.r.

LÉGITIME DÉFENSE

Un livre pour tous les citoyens, civils et militaires.
Une analyse complète et rigoureuse d'une notion qui demeure diffuse aux yeux d'un grand public — non initié — et d'un milieu lui-même en proie au doute.
Une étude qui tisse un lien solide entre ce qui fut et ce qui sera, dont les raisonnements ne se limitent pas aux frontières physiques du pays, mais vont au-delà. Défense de la France, de l'Europe, dans un contexte mondial souvent perturbé.

FENÊTRES
OUVERTES

éditions
lavauzelle

Vient de paraître

Roman français

JEAN MANAN : *Le Roman, ce n'est pas ce qu'il y a de plus grand, c'est ce qu'il y a de meilleur.* — Un roman de politique-fiction, satirique et humanitaire, par le rédacteur en chef du *Canard enchaîné*, qui a également publié, sous le pseudonyme de Jean Clemençon, *Les Fugitifs de Kérouac*, chez Fayard. (J.-C. Lemaire, 240 p., 32 F.)

Critique littéraire

FRANCK LARAQUE : *La Révolte dans la littérature de Sartre.* — Une vue par un homme du monde. L'auteur, historien, professeur à la section des Études nouvelles du City College de New-York, analyse les différents types de révoltes dans le théâtre de Sartre : son éducation, ses limites. (Jean-Pierre Delarge, 270 p., 49,95 F.)

CHARLES BAUDELAIRE : *Un mangon d'opium.* — Avec le texte parallèle des « Confessions of an English Opium-Eater » et des « Serpentina de profundis » de Thomas de Quincey. Édition critique et commentée par Michèle Souble-Lipman Wolf. (Langues-Études boudélaïennes VI-VII. A la Baconnière, Neuchâtel. Diffusion Payot, 510 p., 84 F.)

Lettres étrangères

GYORGY KONRAD : *Les Fondations.* — Un des (nouveaux) romans hongrois actuels. C'est le second roman traduit en français. Né en 1933, il a, notamment, participé aux travaux de « L'École de Budapest » et cette frappe d'intervention de publier dans son pays. Traduit par Véronique Chamiel. (Le Seuil, 221 p., 32 F.)

JULIO CORTÁZAR : *Octobre.* — Un nouveau recueil de nouvelles, par l'un des meilleurs écrivains latino-américains, né à Bruxelles en 1914, de parents argentins et résident en France depuis 1951. Traduit de l'espagnol par Laure Guille-Benallou. (Gallimard. Du monde entier, 174 p., 24 F.)

Sciences

ALFRED KASTLER : *Cette étrange matière.* — Le prix Nobel 1966 de physique fait l'histoire des grandes découvertes de la science atomique et des recherches de son équipe sur l'interaction électro-phonon. Avec la collaboration de Philippe Nema. (Stock, 270 p., 30 F.)

Document

JEANNE RIBAUCCOUR : *Le Placard.* — Une femme de soixante-huit ans raconte sa vie dans une maison de retraite pour troisième âge : le placard. (Éditions des femmes, 320 p., 30 F.)

Religion

YVONNE CHAUFFIN et MARC ORAISON : *Le Tribunal de Morveaux.* — Les deux auteurs passent au crible diverses manifestations de « merveilleux » religieux, qu'ils dis-

tingent avec soin du « surnaturel ».

Sont examinés le cas de la supériorité des Augustins de Malesherbes, les apparitions de Kerizien, les stigmates du père Pin, des possessions, etc. Les faits contemporains donnent d'ailleurs un aperçu sur la psychologie humaine. (Plon, 242 p., 32 F.)

Témoignages

LIUIS MONTAGUT : *Plaisir d'écriture dans la France républicaine espagnole (1936-1945).* — L'auteur, espagnol, décrit l'écriture républicaine, l'écriture en France, l'écriture des camps, la résistance contre le nazisme jusqu'à la tentative de libération de l'Espagne en 1945. (Maspero, « La mémoire du peuple », 390 p., 50 F.)

NICOLE VALÉRY : *Révolte soit-tu prison.* — Une ancienne détenue politique en Roumanie, journaliste, vivant aujourd'hui en France, parle et évoque l'histoire mondiale que lui a procurée sa foi, à travers l'épreuve. (Plon, 235 p., 28 F.)

Politique

HENRI CAILLAUVE : *Les Condiées françaises.* — Pour une démocratie réelle. Du statut de l'opposition au régime présidentiel. Sénateur radical du Lot-et-Garonne, ancien député, ancien ministre, Henri Caillaue qui déclencha le scandale de la publicité parallèle à la télévision, s'explique sur les principaux sujets à l'ordre du jour de la situation politique actuelle. (Fayard, 320 p., 30 F.)

DANIEL CHATELAIN et PIERRE TAFANI : *Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ?* — Une analyse des crises régionales qui éclaire les mouvements contestataires, bretons, occitans, catalans et basques, et une explication des échecs des uns et des réussites des autres. Préface de Roland Barthes. (Stock 2, « Penser », 310 p., 32 F.)

PIERRE VALLAUD : *Le Liban au bout du jour.* — Responsable du journal parlé en langue française à Radio-Liban et correspondant de Radio-France internationale, l'auteur a, sur place, rencontré les principaux acteurs du conflit et confronté leurs propos. Avant-propos de Jean Lacouture. (Fayard, 220 p., 29 F.)

THEODORE H. WHITE : *Forfaiture à la Maison Blanche.* — Comment se fait et se défait un président ou la révélation de Richard Nixon. Par le journaliste américain auteur de *La Victoire de Kennedy*. Trad. par Marie-France Watkins avec la collaboration de Nicole Salingar. (Fayard, 392 p., 49 F.)

Sciences humaines

MIRCEA ELIADE : *Histoire des croyances et des idées religieuses.* — De l'âge de pierre aux mystères d'Eleusis, le premier tome d'une synthèse de toute l'œuvre d'Eliaade, en trois volumes. (Payot, « Bibliothèque historique », 496 p., 90 F.)

DEUX RÉVOLTÉS SOLITAIRES

Jacques Zelde : le retour de Ravachol

(Suite de la page 21.)

Dès sa sortie de prison, le héros de Jacques Zelde entreprend de renverser le pouvoir d'Alcide. Il espère inciter les hommes à s'en libérer, à se délivrer des puissances étrangères qui les gouvernent à l'extérieur et à l'intérieur d'eux-mêmes. Il commet, en solitaire, une série d'attentats, dans le but de provoquer une répression sauvage, qui s'abatte aveuglément sur les oncles Tom, et les amène à se révolter. Il va y parvenir. Une « infime cellule », une « arripe », va entraîner la décomposition de la société.

Ce livre est une explosion de colère. Un lyrisme ravageur, dans lequel surgissent des images très délicates, emporte le lecteur vers un pays où la passion de vivre et l'exigence d'être soi-même refusent toute forme d'asservissement. Le narrateur est un « desperado », une sorte de moraliste radical qui choisit le terrorisme, pour ne pas obliquer, ne pas se renier. Préférant les chemins du nihilisme à ceux de l'aliénation, le héros de Jacques Zelde se promène dans les rues de Paris avec son suicide en guise d'escorte.

FRANÇOIS BOTT.

Christian Coffinet : les chemins du libertin

(Suite de la page 21.)

Kossenko n'a pas, en effet, « ce manque de caractère qu'on tient de prendre pour de la courtoisie » et son « idéal est de rester soi-même ».

Le libertin est esprit fort, dit-on, et la mère de Kossenko, « Mamutérus », peine bien inutilement à lui dérouler sans cesse « le sermon d'usage sur la nécessité d'être humble », mais « heureusement que, quoi qu'il arrive, on ne peut avoir qu'une mère », dit-il. Fécitère lui est, tout autant qu'à Beckett, instrument de salut et moyen de survie. Sur une mythologie qui renvoie à une « mystique de l'écriture », voici donc fondée la modernité d'Audiberti.

Inutile de s'émouvoir, « rien n'est respectable ». Inutile de le tancer, il a travaillé toute sa vie « à devenir un esprit léger et infidèle ». Beau thème de devoir philosophique, l'usage total de la liberté exige le sang-froid et nécessite la rupture des liens familiaux, piéges du libertin.

Ainsi passe et divorce sa femme Calliope ; ainsi s'efface Anna-Coma, sœur alcoolique et incestueuse ; ainsi disparaît, sous la forme d'un faire-part de décès, un fils de hasard. Tous ces événements intimes ne sauraient faire trembler Kossenko. Les responsables, c'est les autres, éperdus et répressifs, et — bien entendu — la société, qui ne se gêne pas pour transgresser ses propres lois.

La société (que serait-elle « sans les poètes qui l'inventent ou qui la minent ? ») et son bras exécutif, le pouvoir, dont « le jeu de la soumission » agresse en permanence « les citoyens les plus démunis », poursuivent le marginal de leur véhémence. Rien d'étonnant s'ils fabriquent des paranoïas. « Tout régime

d'ordre moral traditionnel a besoin de délinquants. » En l'occurrence, ce Kossenko à tendances paranoïques et plutôt voleur vit désormais de l'importance qu'il n'importe où, c'est-à-dire nulle part, sous l'égide du grand refus. Qui peut lui donner la leçon dans un pays où l'étranger « envoie nos laquais à la française », quand « le grand art en politique » est de faire passer les bourgeois et les super-privilegiés pour des victimes ? Cela lui vaut en tout cas un séjour en psychiatrie. Ce qui est en quelque sorte normal pour un explorateur de la liberté, « cobaye » volontaire pour le bien de cette société future qui montre le bout de son nez en mai 68. En attendant, on repère surtout la solitude du coursier de femmes.

Comme Don Juan en son temps, Coffinet-Kossenko porte témoignage sur la société, et un regard sur l'histoire suffit pour se convaincre que les jeux de l'amour ne sont pas ceux du hasard. Le libertinage du XVIII^e siècle annonçait, par la négation de ses valeurs, le crépuscule de l'Ancien Régime et les temps à venir. Et l'on sait que le libertinage aristocratique s'est incliné devant la vertu « auréolée » de la couche sociale montante, la bourgeoisie accumulatrice du nouvel ordre moral et peut-être transitoire.

S'il en est un signe précurseur, le libertinage n'a cependant pas fait une révolution. Lucide, « délié » (libertinus = affranchi), Kossenko n'indique pas ce que sera demain. Il a d'ailleurs bien raison, lui qui refuse « la platitude pour devenir célèbre ». Poète glacé, « cobaye » hurlé, il danse avec une liberté en saire sur les institutions d'aujourd'hui et fait des niches à son destin.

BERNARD ALLIOT.

JEAN MALRIEU

« L'âge d'or à portée de voix »

DE tous les poètes contemporains, Jean Malrieu, poète-matériellement attaché aujourd'hui à la « terre des villages et des merveilles », fut, sans doute possible, un des plus discrets, un des moins touchés par la tentation de la gloire vaine. Il fut aussi un des plus « ouverts » : un homme-déjà, de l'union, de la forme, des couleurs et des sons. De *Prélude à l'automne* au *Non sois*, en passant par *Les Jours brûlés*, le *Château d'été*, *Estivages de soleil*, Malrieu fut le gentil vassal de trois écoles : la Révolte lumineuse, l'Amour de l'homme, la Femme. A mesure que l'âge blanchissait ses tempes, son lyrisme, nourri au commencement des orques de Claude, se ressemblait, ne reniait que l'essence, l'innocence. Le verset éclaircit en vers brés où la « révolution » se concentrait pour mieux éblouir.

D'une exigence spirituelle qui le liait à la tradition cathare, à la « civilisation du Sud », qu'il a exaltée d'abord dans *Les Cahiers du Sud* (1), puis dans *Sud*, revue qu'il avait fondée, Jean Malrieu se mouvait entre mystère accepté et connaissance attachée aux étoiles, aux caducées, aux pierres brûlées, aux lieux graves et silencieux. Leçon de choses transfigurée en leçon de morale, bestiaire se déployait soudain en célébration du corps féminin, chant de la nature où les éléments (arbres, nuages, feuilles...) renvoyaient à une chevalerie toujours présente au « non » glacial du nihilisme. La poésie de Jean Malrieu diminuait les ténèbres d'un monde broyé par les contradictions. Comme l'écrivait Pierre Dhalan, il était « l'âge d'or à portée de voix ».

A. L.

(1) Dans la notice nécrologique que nous avons publiée dans le *Monde* du 27 avril 1976, nous avons dit par erreur que Jean Malrieu dirigeait les *Cahiers du Sud*. Comme l'ont souligné, il y collabora solennellement et fut par eux découvert.



jean-pierre delarge
éditeur

FRANCK LARAQUE
la révolte
dans le théâtre de sartré

ELIANE JASENAS

le poétique :

Desbordes-valmore et Nerval

VLADIMIR ROSSMAN

François Villon :
les concepts médiévaux
du testament

49,95 F

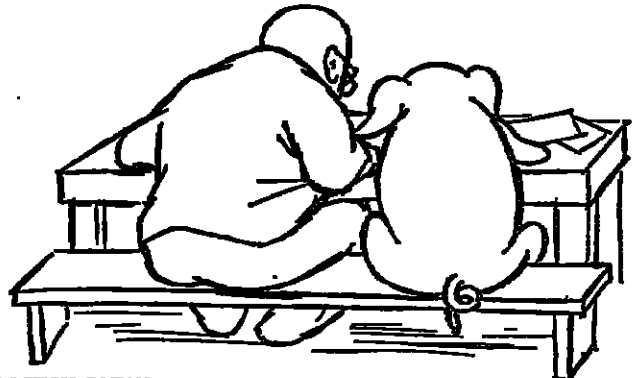
79,95 F

59,95 F

صلى الله عليه وسلم

ET CRITIQUE

Comique à force de désespoir CHAVAL LE PROVOCATEUR



COCHON SAVANT AIDANT UN CHARCUTIER A FAIRE SES COMPTES

REGARDEZ. Ce trait, cet humour-là, vous connaissez. Comme un souvenir, un style — inimitable. Une espèce de perfection dans le dessin et l'écriture, qui s'appellent Chaval. Ecoutez : « Et aussi le côté attentif et « collé » du cochon, car, n'est-ce pas, il risque sa tête s'il se gourme un tant soit peu. C'est Chaval qui parle. Il y a dix ans de cela, en 1966, le journaliste Pierre Ajana a poursuivi cet homme sans visage au cours d'une série d'entrevues (1). »

On découvre un personnage irrésistible, provocateur glacé, comique à force de désespoir. Fasciné par la platitude du monde, indifférent à toute politique, solitaire à l'état pur. Deux répliques le résumant : « C'est-ce que vous intéresse passionnément ? — Rien » et « Que faites-vous toute la journée ? — Je m'ennuie ». Tous ceux qui ont aimé, à travers la presse et le cinéma, les pitres froids de Chaval ne seront pas déçus par ces propos abrupts. « Quel est votre idéal du bonheur terrestre ? », lui demande Pierre Ajana. « Je ne sais pas », répond-il. « Avez-vous la paix ? », dit Chaval. Il s'est suicidé au gaz le 22 janvier 1968. — R.-P.D.

(1) Entrevues avec Chaval. — Portait de l'artiste sans légende, de Pierre Ajana. Albin Editeur, 120 pages, 32 illustrations, 48 F.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Édition

DANS LA COLLECTION « REPORTERS DU PASSÉ » qui présente des faits historiques à travers des documents anciens, deux nouveaux titres : « Pas de poison pour Aristocrate », d'après Tacite et Suétone, « Le Récit de l'Inceste », sur la conquête du Pérou, d'après Garcilaso de la Vega. (Gallimard, chaque vol., 184 pages, 19,70 F et 19,40 F.)

LA SUITE DE L'ARTICLE DE JEAN-MICHEL PALMIER sur la correspondance de Marx et d'Engels aux Editions sociales, nous avons reçu une lettre de M. Jean Sigaux résumant que n'est pas été mentionnée l'édition Coste de cette correspondance. S'il est exact que neuf volumes de lettres échangées entre Marx et Engels ont été publiés par cet éditeur entre 1938 et 1954, auxquels il faut ajouter d'ailleurs plusieurs autres volumes parus aux Editions sociales, l'édition actuellement en cours, rassemblant plus de quatre mille lettres, est la seule publication intégrale, dont une large part est éditée pour la première fois en français.

D'autre part, ce lecteur nous signale qu'en 1945 Marx et Engels n'étaient nullement « deux jeunes gens, entre dix-huit et vingt-

deux ans ». Nés respectivement en 1818 et 1819, ils avaient, en fait, à cette date, vingt-sept et vingt-cinq ans. La phrase incriminée, effectivement mal placée, se réfère en réalité au début du paragr. précédent, c'est-à-dire au commencement de la correspondance, et aux années 1838-1840.

LE TEXTE DU COLLOQUE INTERNATIONAL tenu à Paris en février 1974 en hommage à Pierre Francastel, l'un des fondateurs de la sociologie de l'art en France, vient de paraître aux Editions Denoël-Gonthier, sous le titre « La Sociologie de l'art et sa vocation transdisciplinaire ». On peut y lire des textes et interventions de Roland Barthes, Hubert Damisch, Georges Duby, Jean Duvignaud, Jean Louis Ferris, Marc Ferro, Maurice de Gandillac, Jacques Le Goff, Jean-Louis Schefer, Pierre Thullier, entre autres. (Coll. « Méditations », 304 p., 15 F.)

Pris

LE PRIX LE BEC ET LA PLUME a été attribué à Frédéric Rey, pour son roman « Un fils pour l'automne » (Flammarion) (voir « Le Monde des Livres » du 28 mars).

Revue

LA REVUE OBLIQUE publie un volume de textes choisis de reproduction sur l'expressionnisme allemand. Du « Blaue Reiter » à « Calligraphie », de Munch à Strindberg, des confidences du groupe rouge de l'Année zéro entre les deux guerres à la dissolution des théories expressionnistes à travers le Nouveau Monde, tous les aspects, historique, politique, théorique, du mouvement sont examinés, ainsi que les différents genres où se sont exprimés les artistes (peinture, théâtre, cinéma, littérature, opéra, musique). Textes de Wladimir, Apollinaire, Strindberg, Placard, Schoenberg. Une importante bibliographie. Ce numéro est dirigé par Lionel Richard (Obligue, 320 pages, 160 illustrations, 36 F. Bata postal n°. Les Filles, 26119 Nyon).

L'ABC consacre à Jean-François Lyotard son dernier numéro. On peut y lire un texte inédit de l'auteur : « Sur la force des faibles », et des articles de Michel Dufrenoy, Louis Marin, Hubert Damisch et Michel Butor, notamment. (80 pages, 15 F.)

« TEL » CHEZ GALLIMARD

Les éditions Gallimard créent une nouvelle collection « Tel » où vont être réimprimés les textes considérés comme des classiques de la pensée contemporaine. Il ne s'agit pas d'une édition en format de poche. Néanmoins, le prix de ces ouvrages — entre 15 F et 30 F selon le nombre de pages — est considérablement plus faible que celui d'une réimpression de l'édition Poésie. Cette initiative rend accessible à un plus grand public des ouvrages capitaux. Les trois premiers livres ainsi réédités sont : « l'Être et le Néant », de J.-P. Sartre, « la Logique du vivant », de François Jacob, et « le Livre du cas », de Groddeck, qui étaient pratiquement épuisés. Suivront en mai « la Phénoménologie de la perception », de Merleau-Ponty, et « les Problèmes théoriques de la traduction », de Georges Mounin.

LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIER 33/34

MAURICE BLANCHOT « On tue un enfant »

Esther ORNER Je le retrouverai Pierre PACHEOT Encore plus vite Jacques CHENIEUX Communications

CONCHA LAGOS, De la spirale, du fonds du puits

EMILE LITTRÉ Pathologie Verbale (pré. de P. Pachet et A. Dalmas)

En librairie. Le cahier : 25 F. Abonnement 80 F. 75, bd St-Michel, Paris.

En supplément au cahier 33/34, six textes sont publiés en volumes séparés.

Se renseigner chez votre libraire, ou Nouveau Quartier Latin : 79, boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS.

LA CONFESSION D'UN ENFANT DU DEMI-SIÈCLE

* L'ÉLOUISSEMENT, d'Antoine Tavernez, Belfond, 220 pages, 35 F

« O GARANTIE sans que je doie écrire ce livre : C'est tout les premiers mots. D'ailleurs, l'écrivain français a toujours eu plus de chance : quand il devait entrer en dixième. Mais cela donne le ton et la mesure du détournement de mineur par l'idéologie avouée, de la rupture et de l'insécurité. Il nous fallut moi 68 pour que l'enfant, depuis longtemps entré en subversion, de puis longtemps adulte, voie « son inconscience face à face ».

Et pourtant, six ans encore pour que l'explorateur accumulé se libère dans l'écrit. Car le livre est une explosion. Au point que la voix off — celle de l'auteur — qui précède le récit nous informe un peu par ce balancement où les mots se bousculent : « Les mots m'ont submergé ».

Certaines vaines. La remontée aux sources du souvenir tempère l'incandescence trop bouillonnante de la première moitié. Le roman est autobiographique. Enfant, j'étais dans le dégoût, le dégoût et le dégoût, le dégoût par les bons Pères, beau et bon, sonci de la beauté incarnée, qui se nomme alors, symboliquement et humanement, Lymanque, puis Enocle (l'amour du grec fleurissait encore en ce temps-là, nous dans « nos maisons »). Qu'on ne se trompe pas, toutefois. L'autobiographie est un cache-dieu de la vérité vraie, même si elle est comblée : « Je cessai de le dire quand le poil menaçait de leur pointer à la tête : c'étaient les filles abimées, les filles vénéreuses, les filles magiques que j'adorais à travers leurs visages impassibles ».

Dix ans, dit l'adolescence le témoin.

nie tombe dans la phrase comme la foudre : « Je le regardais que me regardais dans les yeux... » Ces pages-là sont parmi les plus ravissantes qu'on ait écrites sur ce premier « éblouissement ». C'est le rencontre de Julien et de Roméo. Hélios, Roméo a trop vécu. Bien plus tard, il découvre avec rage « ce faux amour, cette perpétuelle méprise ». En quoi le livre est cruel. Comme la vérité ? Défions-nous des lacédémies, surtout rétrospectives.

Mais voilà que « Je » commence à découvrir dans les lettres familiales « les dangers sociaux de la vertu et de la productivité », et il nous en donne des détails. Sa mère (qu'il avoue avoir guère aimée) le voue à la charpenterie, avec ce commentaire : « C'était la métier de son père Joseph ». D'évidence, il n'avait pas la vocation, sinon du bois, du moins du modèle. S'il collait scandalement à son examen, c'est qu'il adorait le corps féminin, de jour et de nuit, sous ses formes les plus fascinantes et inaccessibles.

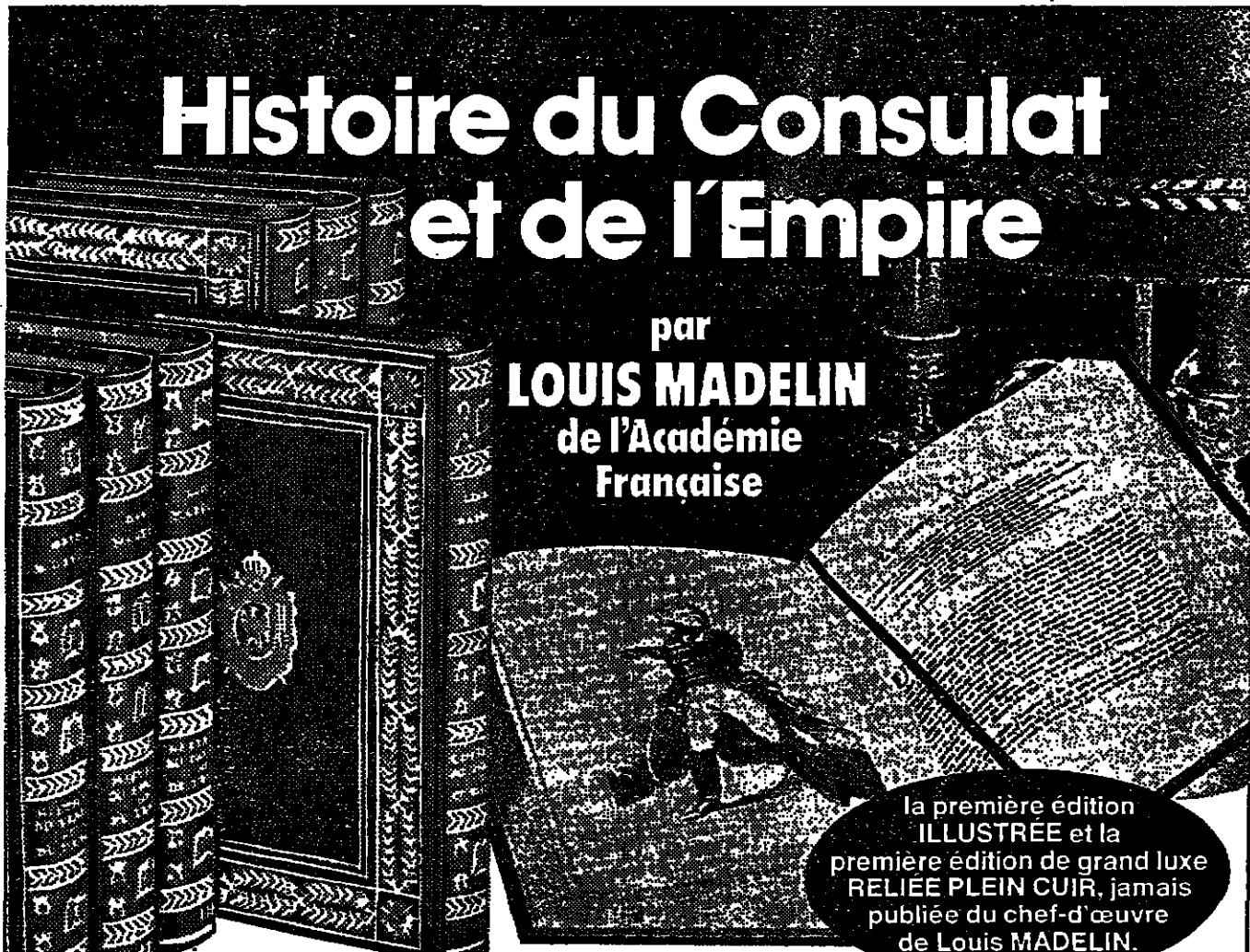
Et puis, Sarre, Marleau-Ponty, les Temps modernes, le Vietnam d'abord, le communisme, l'iconoclaste, l'idole paternelle brisée avec toutes les autres idoles familiales et bourgeoises. La retraite médiocre au sein, l'amour adulte. Beaucoup d'eau sous les ponts jusqu'à l'explosion finale du printemps 1968 où tout se révèle des faux-semblants du monde (beauté Prague) et des vérités tristes. Et aussi, pour cet analyse de lui-même, jusqu'à ses vieux péchés de l'âme, le sadisme par exemple.

Telle est, jetée brillante sur le papier, en trois mois, cette confession d'un enfant du demi-siècle, cette chronique des temps modernes, par un homme remontant sur son adolescence et sur sa jeunesse.

YVES FLORENNE.

Histoire du Consulat et de l'Empire

par LOUIS MADELIN de l'Académie Française



la première édition ILLUSTRÉE et la première édition de grand luxe RELIÉE PLEIN CUIR, jamais publiée du chef-d'œuvre de Louis MADELIN.

D'une érudition immense servie admirablement par une honnêteté et une fougue d'historiens en même temps qu'un très grand psychologue.

Analysant en profondeur ses « héros », amis ou ennemis, il fut le premier qui resuscita d'une manière aussi vivante l'Empire et le régime impérial, le premier à donner un tableau aussi fouillé d'un homme et d'une nation.

Les 16 volumes de son HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE restent un chef-d'œuvre inégalable, l'un des livres les plus beaux, les plus passionnants et les plus intelligents, qui aient été écrits sur cette période.

Pour les amateurs, c'est

l'ouvrage de référence par excellence, celui auquel tous les autres travaux d'historiens se sont référés, celui qui appartient de droit et en tout premier lieu à une bibliothèque d'histoire bien composée.

La reliure ornée d'un décor OR d'époque aux symboles impériaux (l'aigle, l'abeille et la légion d'honneur) est en PLEIN CUIR d'un scripteur rouge bordeaux, pages de garde « maître-reliure », tranche supérieure dorée, signet de soie et tranchettes assorties.

Cette édition intégrale, illustrée de plus de 800 documents, comprend les copieuses notes et annexes de l'auteur

(dans lesquelles il justifie sa documentation et complète ses informations) regroupées en fin de chaque tome.

16 tomes de format in-quarto (14,5x21 cm) comportant chacun environ 400 pages et une cinquantaine d'illustrations.

800 illustrations reproduisant des gravures d'époque particulièrement significatives, et pour beaucoup rares ou inconnues, enrichissant cette édition exceptionnelle de très grand luxe.

Parution : un volume par mois.

Prix : 75 F le volume.

UN CADEAU EXCLUSIF



1. Bonaparte au siège de Toulon.
2. Bonaparte au passage du Grand Saint-Bernard.
3. Bonaparte couronnant Joséphine.

Vous recevrez la première avec le premier volume en examen. Postez vite le Bon ci-contre.

BON D'EXAMEN GRATUIT

à renvoyer aux Editions Tallandier, 17 rue Fanny-Dumonod 75008 PARIS CEDEX 14

Envoyez-moi pour un examen de 10 jours le premier volume de la nouvelle édition de l'HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE de Louis Madelin dans sa présentation de grand luxe illustrée et reliée pleine cuir. Vous m'envoyez en même temps la première des trois figures de Bonaparte réalisées spécialement pour la collection, et qui sont offertes en cadeau de souscription. Si je ne suis pas entièrement satisfait, je vous renverrai le tout dans les 10 jours sans rien devoir. Autrement, je garderai le premier volume et vous réglerez son prix : 75 F (+ 4,50 F frais d'envoi). Je recevrai ensuite les 15 autres volumes, et les deux autres figures, à mesure de leur parution, au rythme d'un par mois et je réglerai après chaque réception au même prix que le premier (prix total : 1.200 F + 75,40 F frais d'envoi).

NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
Code postal _____ VILLE _____
Signature _____

frimaldjezar

albert bensusan



"Frimaldjezar fait revivre le bruyant quartier d'Alger où l'auteur a grandi. Débordement d'images, fracas de couleurs... On voudrait à lire ce livre, avoir vécu cette enfance-là."

Josane Durantéau (LE MONDE)

Calmann-Lévy

roman

Après Les Bêtises, Prix Goncourt 1971

le nouveau

Jacques Laurent

Du Front Populaire à la société giscardienne

Quelques guerres :

39-40 - Algérie - Vietnam

La vie littéraire dans les années 50

Sartre, Mauriac, "La Parisienne"

Histoire Egoïste

EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Pierrette Fleutiaux



Histoire du gouffre et de la lunette

"Avec l'Histoire du gouffre et de la lunette, Pierrette Fleutiaux affirme sa singularité et son pouvoir et témoigne que ce qu'elle a entrepris d'écrire c'est, somme toute, l'Histoire de l'imaginaire."

YVES FLORENNE (LE MONDE)

Julliard

Jacques Boncompain



AUTEURS ET COMEDIENS AU XVIII^e SIECLE

"Quelle galerie de personnages ! Ces messieurs les comédiens, mesdemoiselles les comédiennes, ces messieurs les auteurs, le roi même : tout cela tournant tournant autour du plus merveilleux des miroirs aux alouettes, la création dramatique".

ALAIN DECAUX

PERRIN

John Gardner et la pastorale mystique

* A L'OMBRE DU MONT NICKEL, par John Gardner. Traduit de l'américain par Anne Villelaun. Ed. Denoël, coll. « Arc-en-Ciel », 228 pages, 45 F.

O n découvre, perpétuellement à l'œuvre, dans les ouvrages de John Gardner un débat qui ne se disjoint pas de la métaphysique : l'ordre et la liberté, la nature et la civilisation, l'être intérieur et l'être social. C'était le cas du « Naufrage d'Agathon », où les rigueurs de Sparte se mesuraient aux vertus initiales. Le propos était autrement repris et poursuivi dans « Grendel », où ce qui est ordinaire et appartient à la loi commune combattait l'exceptionnel. Le troisième livre de John Gardner, « L'Homme-Soleil », d'une dimension et d'une ambition plus vastes, avait pour cadre le milieu rural américain. Ici, qu'il subsiste aujourd'hui encore (1).

C'est sur ce même terrain que se situe « A l'ombre du mont Nickel » : chez des gens qui vivent dans les marges de la cité, qui connaissent les techniques de la vie moderne et ses machines mais qui demeurent prisonniers de la course des saisons, des exemples du monde animal et de l'univers végétal ; et ont l'esprit obscurci par le poids et la saute de la terre. Le héros quinquagénaire de cette pastorale, Henry Soames, est « tout naturellement » obèse et cardiaque : avec John Gardner, nous ne sommes jamais éloignés du symbolisme ! Henry Soames, monument de graisse, est à l'image du mont Nickel : la lenteur lui est donnée en partage. Son expérience première réside dans un accident cardiaque qui lui a enseigné les leçons et les feintes du corps, ses menaces les plus habiles.

Il engage, alors même qu'il n'en a pas réellement le besoin, une jeune serveuse, fille d'un de ses anciens amis. Il faut savoir qu'Henry Soames possède un restaurant où ne viennent que des habitués : ils parlent gravement comme ont coutume de faire les gens de la campagne, et sur leurs visages, dans cette Amérique des vallées perdues, immobile, forgée à la lecture de la Bible, peuplée de sectes hétérodoxes et d'illuminés. La jeune fille, Callie, s'est engagée chez Soames pour y apprendre les rudiments du métier et pouvoir, ensuite, gagner New-York. Amoureuse d'un garçon qui ne rêve que courses automobiles et mécaniques, elle cède à ses désirs. Son amour quitte le village. Callie est enceinte. Henry Soames, qui est de vingt-cinq ans plus âgé qu'elle, l'épouse. Puis naît l'enfant, Jimmy, — et ce sera pour Henry Soames l'entrée dans un « autre monde ». Quel monde ? Celui de l'accord. Celui de l'acceptation. « Mais cette nouvelle vie qu'il avait découverte en lui n'avait

pour pas de signification bien arrêtée : tout se réduisait à un faible miroitement, une image vague, comme dans un rêve. » C'est que Henry Soames, métamorphosé, devenu une sorte de gouffre béant où tout le visible et le sensible s'engloutissent, absorbe le réel — en fait, littéralement, une prière muette, un cantique dont les arbes, les pierres, la colline seraient les paroles : « C'était ainsi que Henry Soames avait découvert la sainteté des choses, l'idée d'un changement magique. » Cet homme

menacé par les cicatrices fragiles de son cœur, soudainement — alors que l'avenir lui est interdit, « bouché » — « s'ouvre » : c'est comme s'il n'avait plus d'ombre.

Il y a beaucoup de magie dans l'art de John Gardner. La pastorale est nourrie de personnages épisodiques et pittoresques dont les attitudes, les habitudes et les discours sont soigneusement notés. Autour du héros central s'établit un ballet d'autres héros, chacun riche de son histoire personnelle, irréprochable, irrédigible, jouant leur par-

tie. Et tous posent la même question, en contrepoint : qu'est-ce que la destinée ?

Tout cela est fort bien rendu en français par Anne Villelaun. Il y a là les puissances de la nuit, les mirages de la neige, les opacités de la chaleur, la danse de l'air dans le toit marin. Les hommes, dans le livre de John Gardner, marchent, emportant le sol avec eux.

HUBERT JUIN.

(1) Tous les livres de John Gardner ont paru aux éditions Denoël.

Jack Kerouac, l'Homère enfant

* POÈMES, de Jack Kerouac. Traduit par Philippe Mikrammos. Collection « P.S. », Seghers, 117 p., 22 F.

JACK KEROUAC a, on le sait, inventé la « Beat Generation ». A partir d'un comportement et d'un roman, *Sur la route* (« On the Road »), qui allait devenir la Bible de dizaines de milliers de jeunes Américains et Européens en rupture de conformisme social, mental, culturel, en marche dans la tumulte et le brouillard des drogues hallucinogènes, vers un



Desire de Julien

nirvana aux formes floues, mais suaves. L'auteur des *Clochers célestes*, des *Anges vagabonds*, et d'une quinzaine d'autres textes vociférants, a passionnément navigué à bord d'un « bateau ivre » : cette prose spontanée, lui a permis de « cracher », péta-mêle, sauvagement et sans complexe, rêves, fantasmes, utopies, délirés, galetés et douleurs.

La passion des mots accumulés comme autant de petits cailloux dans la bouche, on la retrouve, éblouissante, dans les poèmes de Kerouac. Philippe Mikrammos, lui-même poète, critique attentif de la « Beat Generation », auteur, par ailleurs, d'un précieux essai d'initiation à la pensée et à l'œuvre de Bur-

roughs, en a sélectionné un certain nombre, qu'il a traduits, pour la collection « P.S. » de Seghers.

D'emblée, dans la note qui ouvre le recueil, Mikrammos nous avertit : « Le problème n'est pas de savoir ce que Kerouac a « voulu dire » dans ses poèmes. » Avertissement à peine nécessaire. Car, dès le premier poème, la « langue kerouac » entre à la gorge du lecteur :

« Quelle ma pèqurette
chevre-moi la tasse
taille-moi dans le sentiment
pour des noblesses ».

Il y avait chez ce grand gosse, jamais devenu « adulte », régné près de « maman » quand il ne rôdait pas sur les routes en compagnie d'Allen Ginsberg, de Neal Cassidy, le « Mortality » de *On the Road* qu'on retrouve dans *Acid test*, de Tom Wolfe, un goût fantaisiste, irrespectueux, pour les mots. Des mots, il en a plein son sac marin : mots-valises (les oiseaux « virgouillent », viroloient, gazouillent) ; mots amalgamés (« Monstresans ») ; mots déformés (« Bouhadré » pour Boudha) ; mots d'argot qui roulaient plaisamment sur la langue gourmande du poète ; mots inventés de toutes pièces (« coquadré »), mots chahutés, mots surpés du vieux canadien français (« cardore », filles de la Transat).

Kerouac était dépositaire du vieux héritage américain : un romantisme cosmique aux dimensions du continent. Chez lui, la « frontière » n'est pas encore définitivement fixée. Il chantera donc « Rimbaud », poète autosculé devenu marchand au Harrar, il chantera les nostalgies profondes, les errances étoilées de crainte et de fièvre :

« La vie est une pitié. Ferme le livre, vas-y,
N'écris plus sur le mur, sur la Lune
Au chien, dans l'océan dans le fond noyauté ».

La vie vécue, la mémoire transfigurée, le rêve éveillé portent ces poèmes qui sautillent du vers bref au verset vaguement whittmanien. Bouts de conversations, notations de paysages, d'états d'âme, monologues rouspéteurs, « humoresques », à la façon des Marx Brothers, réminiscences de livres sacrés zen, plaintes d'orphelin égaré dans la « nuit américaine » : une voix tendre à la solitude, à la peur, prolifère à travers l'espace anglo-saxon.

Parlant de ses amis poètes de San-Francisco, Kerouac proclame : « Ces nouveaux purs poètes confessent pour la seule fois la confession. Ce sont des enfants. Ce sont aussi des Hommes en train à barbe grise. Ils chantent, ils émeuvent, ils sont capables de désigner les choses directement, concrètement, pas d'abstractions ou d'explications, bon-bon la vraie de vraie chanson de l'homme. » Et parmi ces « Hommes enfants » : Jack Kerouac.

ANDRÉ LAUDE.

Hantises new-yorkaises

Malamud, Philip Roth

* LES LOCATAIRES, par Bernard Malamud. Traduit par Georges Magnan. Ed. du Seuil, 224 pages, 32 F.

* MA VIE D'HOMME, par Philip Roth. Traduit par Georges Magnan. Ed. Gallimard, 428 pages, 49 F.

L'UNIVERS de Bernard Malamud, le plus littéraire des écrivains juifs new-yorkais, s'articule comme dans une pièce de théâtre : un théâtre particulier dans ce théâtre insolite, une chambre égarée dans une maison juive. Une chambre murée, où « quel qu'un » d'obscur, exilé hors de l'exil même, devient le Golem, le révélateur, l'accusateur muet. Autour du personnage démiur, la cité hurle, gronde, s'acharne. Harry Lesser, l'un des deux héros des « Locataires », est un écrivain juif. L'autre, aussi pitoyable que le premier, est un écrivain noir. Harry Lesser vit dans une maison déserte. Il occupe, au dernier étage de l'immeuble condamné à la démolition, un appartement de trois pièces qu'il refuse obstinément de quitter : c'est là qu'il a commencé à écrire son troisième livre. Il y a sept ans, et c'est là qu'il veut le terminer. Il mène une existence semblable à l'immeuble où il niche, entre parenthèses.

Un jour, s'aperçoit qu'il n'est pas seul dans l'immeuble abandonné. Il perçoit le cliquetis d'une machine à écrire. Il pousse la porte d'un appartement vide : un Noir est là, minable de vêtements, s'acharné à son travail : c'est Willie Spearman qui travaille, lui aussi, à un livre qu'il voudrait signer Bill Spear (ce qui est très exactement « William Shakespeare » dans la prononciation des Noirs qui mettent du *fiat*, du blues, dans leur intonation). Le

livre de Willie est une autobiographie, c'est-à-dire un amas de mensonges. Entre l'« enfantine », le « Charlie » qu'est le juif Lesser et ce Noir qui rêve au Black Power (« Tous les Blancs, dit-il, sont des fuyis ») et à des pogroms sanglants va se tisser une complexité meurtrière. Nous sommes des écrivains, proclame Lesser. Voire !

En fait, Harry et Willie sont des écrivains manqués. Bernard Malamud, qui n'adore rien tant que de faire émerger, à partir des « paumés » qui peuplent ses romans, une symbolique à la fois imprécise et gênante, joue, ici, admirablement du Blanc et du Noir, fait du radicalisme « nègre » de Willie un propos aussi dérisoire que peut l'être la condition juive de Lesser.

La course va se poursuivre, chacun écrivant, réservant le livre, chacun fouillant les poubelles — devant l'immeuble — pour lire les brouillons jetés par l'autre. Dès lors, la maison vide (excepté Harry et Willie) s'échappe hors de la réalité, navigue, jungle et synagogue, dans le mélange des fictions. L'affrontement final des deux hommes est sanglant. La scène est-elle réelle ? Non, sans doute. Le sexe et le sang. Le Noir et le Blanc. Un écran invisible où chacun feint de se raconter, et de se rencontrer. L'un Noir et l'autre juif : le Livre, un livre, une vie repée nulle. Malamud ajoute : « Chacun d'eux, pensa l'écrivain, ressent enfin l'angoisse de l'autre », et c'est par cette phrase qu'il s'avoue enfin.

Philip Roth, dans *Ma vie d'homme*, lui aussi met en scène

un écrivain. Portrait ? Autoportrait ? Retour de Portnoy sous les traits de Peter Tarponol ? Il y a de tout cela dans ce roman très exactement « acharné ». Témoin à la fois lucide et obsédé de la seconde génération juive (« J'étais né juif non au vingtième siècle à New-York, ni au dix-neuvième à Lemberg, ni au quatorzième à Madrid, mais dans l'Etat de New-Jersey l'année où Franklin Roosevelt prit ses fonctions de président »), Roth-Tarponol n'en écrit pas moins une longue nouvelle intitulée *A la recherche du désastre*, dont il dit, ironiquement, qu'elle pourrait être la description et la recherche des « tentations chrétiennes dans la vie d'un juif ». Chrétiens ? Bien plutôt : américaines.

Mythologie fallacieuse

Le livre de Roth se compose de trois parties d'inégales longueurs : les deux premières sont des contes rédigés par Tarponol ; la troisième, la plus étendue, est une confession désordonnée, une autobiographie en miettes de ce même Tarponol. Ecrivain, professeur, Tarponol a épousé une femme plus âgée que lui. Ce mariage dit-il, a été un piège tendu par la femme menteuse inventée. Ce que devient, dès lors, le texte de Roth, c'est une succession de miroirs alternativement tendus dans l'eau desquels le même visage, celui de Tarponol, se brouille et rend insaisissable la vérité. Son discours se mélange à ceux de Maureen la morte, de Karen la jeune étudiante séduite, de Susan la maîtresse, du psychanalyste Spielvogel.

Tout échappe et, à chaque fois,

se recompose autrement. Il est vrai que Tarponol a revêtu un jour les sous-vêtements de sa femme. Il est vrai qu'il met en accusation la vie (et le rêve) américain. Maureen est-elle une femme casatrice, une momie ou bien Tarponol est-il un homme (un juif) anxieux d'atteindre à la masculinité américaine ?

Peut-être que la fiction est au service du rêve ? L'effort autobiographique en œuvre dans *Ma vie d'homme* n'est-il pas, plus simplement, la mise au jour d'une mythologie fallacieuse, un alibi ? La course vers la réalisation du rêve américain, pour le jeune artiste juif, à la sensibilité vive, rencontre bien des obstacles. S'habiller en femme, reconnaître par là même son adoration en tant qu'homme, ne parvient pas à sauver Tarponol-Roth du « mythe de l'invulnérabilité masculine, de la prédominance et de la puissance masculines ».

Ce livre, un grand roman raté, est tout entier englué dans ce mythe de la virilité. Ce qui plonge Tarponol dans son enfer conjugal, c'est qu'il accomplit ce qu'il a cru « être viril, honnête et conforme aux principes ». Il échoue. Il écrit. A sa façon, parallèlement à Bernard Malamud, Philip Roth met le livre en question. Sa « vie d'homme » ? Un monceau de papiers tachés d'encre ! Si l'aventure de Tarponol est dérisoire, nous sommes contraints cependant à le suivre, à descendre avec lui dans cette caverne obscure et empuantie, hors de laquelle, sournoisement, surgissent le mal-être contemporain, et la difficulté de vivre.

H. J.

صلى الله عليه وسلم

DES LETTRES AMÉRICAINES

Tennessee Williams et la solitude du mal-aimé

* UNE FEMME NOMMÉE MOÏSE. Traduit par F. Ledoux. Laffont. 200 pages, 34 F.

QUELLE d'identité et recherche d'un bonheur perdu. C'est à ce nostalgique carcéral que se livre, sur des cahiers d'écolier, un jeune écrivain raté, le narrateur du dernier roman de Tennessee Williams, une femme nommée Moïse. Dans le sordide entrepôt qu'il occupe au bord de l'Hudson-River avec un garçon volage, de dix ans son cadet, il se délirait, grâce à ces écrits intimes, de ses obsessions comme pour y trouver un ancrage, tisser le fil de ses souvenirs pour parer au décaou et à la morosité de son existence, et, surtout, cherche à combler par la mort le vide laissé par la mort de Lance, un petit noir qui l'avait séduit lorsqu'il venait de s'entendre, à quinze ans, de son Alabama natal.



Exercice de haute solitude, donc, auquel répond, dans un autre coin de la ville, l'isolement voulu de Moïse, femme sans amour et peinte sans succès, vierge révoltée par la surpopulation du globe, qui, à bout de ressources, décide de fermer sa porte au monde.

Le monde habituel de Tennessee Williams se trouve ici non pas recomposé mais décomposé en séquences tour à tour brutales ou mélancoliques, avec un soulèvement de la discontinuité. Nous sommes loin de l'univers baroque précédemment

concerté d'un recueil comme Une statue mutilée. L'auteur se plait à de systématiques brisures : phrases achevées, tours elliptiques, contrepoints chaotiques. On passe ainsi du lamento au cut-in vigoureux, du misérabilisme sentimental aux tristes constats sexuels, du regret à l'âme romantique aux précieuses paranoïas, avec une alternance de brillantes esquisses et de molles parades. L'auteur lui-même n'en est pas dupe, puisque le narrateur se moque à l'occasion de son « style à la Pierre Loti ». Fades de midinette et outrances sexuelles d'un midnight cow-boy — c'est tout le ballet d'images d'une conscience malheureuse.

Les thèmes chers à l'auteur de Soudain l'été dernier n'en restent pas moins évidents : la vergée sacrée liée à la perte de l'objet aimé et qui a les accents désespérés d'un appel à la pureté ; le plaidoyer pour l'artiste, être maudit, seul et incompris, qui donne un sens au monde ; la femme-complice, la femme-sœur, la fiancée de l'impossible et la mère sans enfants, qui comprend tout, mieux, parce qu'elle souffre de tout davantage.

Roman à la fois brouillon et bavard, aux effets forcés et aux nonchalantes complaisances, Une femme nommée Moïse n'est sans doute pas le meilleur cru de l'auteur. Il résume que les rythmes si allégrement contrariés de cette confession font une voix qui, pleurant-charge ou provocatrice, sait nous parler de la solitude des mal-aimés et de leur tendresse blessée. Tennessee Williams nous a-t-il jamais mieux parlé d'autre chose ?

PIERRE KYRIA.

Terry Andrews

* HAROLD ET LE RAT, de Terry Andrews. Traduit par François Lœquien. Baland. 430 pages, 49 F.

UN bizarre bipède bisexuel, auteur de livres d'enfants, amateur de divans à trois places, constamment déchiré entre la réalité et la fiction, arpente New-York-New-York, balayé par un vent qui fait courir les papiers sur l'asphalte, gigantesque asile de fous, de schistes, de clochards, de masos, mais aussi ville des musées, de Central Park, des immeubles à concierges galonnés et des appartements poussiéreux du Village.

Parallèle par Freud et par Grimm, le roman de Terry Andrews, New-Yorkais et auteur de livres d'enfants, nous entraîne à la lecture bifocale. Ici tout est double, transposition et transfert. Si pendant de (trop) longues pages, Terry, le héros, est interprète de musique de chambre avec foute, il soupire aussi, dans les affres d'une passion malheureuse, Terry est follement épris d'un beau chirurgien trop apprécié par les amateurs de blondeurs muscées, mais il est père de cinq petites filles et d'un fils aveugle. Terry a un grand faible pour une jeune veuve charmante qui admire autant que lui la Femme sans ombre, Wagner, les spectacles du « Met », et les Moissonneurs de Bruegel.

Un homme, une femme, cela ne suffisait pas à notre anglois, il fallait qu'il aime aussi un enfant. Un petit garçon de sept ans tout déboussolé car sa mère va se remarier. C'est elle qui appelle à l'aide l'auteur de Harold, livre préféré de son fils. Que faire pour rendre un enfant heureux, pour l'empêcher de se noyer dans une molle destinée, alors que l'on est soi-même fermement décidé à se suicider dans quelques mois ? Lui raconter des histoires de Harold,

le magicien à chapeau melon qui se réveille chaque matin en se disant « il y a quelque chose qui ne va pas aujourd'hui » et se précipite pour aider ses amis.

Peu à peu, nous voyons transparaître les différentes identités du narrateur qui, tantôt, est un Rat misanthrope, solitaire et malheureux, tantôt Rictus Ricton, le vicieux petit gnome du conte de Grimm qui, de rage, finit par se déchirer en deux. Et il y a son ami Jack, une mite hippie avec de drôles de petites cigarettes tordues et un accent tout « défonché », le Rien à Trois Pattes, l'anglois déchaîné qui les terrorise tous et semble sortir d'un poite de Lovecraft. Et une kyrielle de personnages-symboles, les habits, les bijoux, les jouets dont l'existence au fond des penderies des beaux appartements n'est pas exempte de soucis.

Nous retrouvons le chirurgien, ses enfants, la délicieuse dame, un masochiste et même un haltérophile. Le petit garçon ne se trompe pas, il distingue le vrai du faux et joue le rôle redoutable de l'analyste muet. Le temps s'accélère, Terry approche du jour « S.S. », l'orgasme des amours sentimentales et raconte une dernière histoire. Bouquet de ce feu d'artifice du désespoir : on a rarement vu un suicide aussi bigarré, extravagant. C'est un tour de force d'humour noir entrecroisé avec un prestidigitateur qui, chose remarquable, ne se prend pas au sérieux.

Il fallait de la finesse pour traduire ce livre. Hélas ! le traducteur ne l'a pas toujours trouvée. Pour les admirateurs d'Edward Gorey, signalons que ce maître de l'étrange et à illustrer l'édition américaine : c'était une excellente idée.

M.-C. DE BRUNHOFF.

DE MELVILLE A GORE VIDAL

L'homosexualité ou l'envers du rêve

* COMME UN FRÈRE COMME UN AMANT (L'HOMOSEXUALITÉ MASCULINE DANS LE ROMAN ET LE THÉÂTRE AMÉRICAINS), par Georges-Michel Sarotte. Ed. Flammarion, 386 pages, 55 F.

* UNE VIE PLUS INTENSE (LES ROMANCIERS ET CONTEURS AMÉRICAINS DE HEMINGWAY A MADLER, par Alfred Kazin. Traduit de l'américain par Martine Witzner. Ed. Buchet-Chastel, 319 pages, 44,80 F.

Le propos de Georges-Michel Sarotte est des plus réquérants et des plus insolites : il s'attaque à ce qui a été, de 1850 à nos jours, aux États-Unis, le tabou le plus respecté et le plus contraignant : celui de l'homosexualité. Il est vrai que depuis les aveux et les provocations de la Beat Generation, ce tabou s'est inversé, et que du silence d'hier on passe au tumulte actuel.

Ce pays a eu pour fondateurs des pionniers dont le puritanisme, étrangement, se confondait avec la misogynie. Au temps de la frontière, il se fit, dans la conscience américaine, une idée exagérée de la masculinité, qui trouvait son expression la moins controversée dans la brutalité. La virilité ne pouvait, décidément, se manifester que dans les limites de l'hétérosexualité.

Autrement dit : un homosexuel ne pouvait, en aucun cas, être considéré comme un homme digne du modèle américain, pour la raison simple qu'il ne pouvait être tenu pour viril — et ceci à tel point que, tant que fut maintenue la conscription (c'est-à-dire jusqu'à tout récemment), un homosexuel était déclaré inapte au service armé. Dans les petites villes américaines, la position de l'homosexuel était plus incontestable encore qu'ailleurs : il incarnait une sorte d'ennemi de l'intérieur. On devine cela dans les livres de Sherwood Anderson. Dans son roman *Tempête à Washington*, Allen Drury, montrant un homme politique soupçonné d'homosexualité et mené par cela même au suicide, fait « de l'homosexuel la victime par excellence de la machine américaine ».

Mais ce qu'il y a de paradoxal dans cette histoire américaine de la masculinité excessive, c'est que le mythe du « type viril » (le cowboy du cinéma, le héros solitaire de la littérature policière, le soldat des guerres mondiales ou clandestinement coloniales, l'espion invincible) a suscité un contre-mythe dédramatisé anti-féministe : la camaraderie un peu louche, l'affrontement de héros dont la lutte ressemble à un orgasme, la révélation d'un univers réservé aux mâles.

Il a rejeté la femme, la faisant elle aussi suspecte, voire littéralement mangée d'hommes. Dans le théâtre de William Inge, le mot, l'homme et le femme castrateur, apparaît dans toute son ampleur. D'elle proviennent ces « Jules aux pieds d'argile », à la sexualité indéfinie, dont Edward Albee fit un large usage. Dans cette littérature surmo-

sement habitée par l'homosexualité et se détendant de ce fantasme intime, un autre rôle est souvent dévolu à la femme : celui de médium. Elle est un truchement par l'intermédiaire duquel l'homosexualité à la fois se désavoue et s'accomplit.

Tout se passe comme si l'Amérique avait placé la barre de la masculinité si haut que peu d'hommes peuvent y atteindre avec naturel. Du coup, l'Europe incarne les territoires de la permissivité. Baldwin, dont le problème se complique par le fait de l'horreur qu'il éprouve d'être un Noir, pousse jusqu'aux limites extrêmes la « méchanceté pédérastique », mais il préfère vivre à Paris autant que possible. Gore Vidal s'est installé en Italie. Pour Sarotte, la question qu'il se pose est simple : « Comment être, aux États-Unis, un homosexuel sain de corps et d'esprit ? » La réponse est aussi simple et nette que la question : c'est impossible ! Ou bien le conflit éclate et se résout par la mort d'un des protagonistes, sinon des deux. Ou bien, comme dans les ouvrages de Capote, de Goyen, de Bowles, les personnages se réfugient dans un pays mythique et mystérieux, un monde écarté, une région poétique et vague qui ne coïncide aucunement avec l'Amérique du réel, du quotidien et de la loi.

Le Man's Man

On dira qu'au dessin de Georges-Michel Sarotte il est facile d'opposer une liste de romans où l'idéal des pionniers se perpétue. On évoquera pâle-mêle Melville, Cooper, London, Hemingway. Sarotte réplique que c'est là, justement, que se marque avec le plus de netteté, dans la contre-champ, l'envers du rêve américain. Aujourd'hui qu'on réédite *Redburn* (1) de Melville, et qu'il nous est donné de lire ce livre autrement, dans une optique dénielée, l'« homo-érotisme » de l'auteur de *Billy Budd*, l'épopée du beau marin, ne peut guère être mis en doute. On peut, à la suite de notre auteur, s'interroger sur la fascination du sauvage dans les textes de Fenimore Cooper. London a lui-même parlé des « amants du gaillard d'avant », et le couple très ambigu du Loup des mers est, à plus d'un titre, enseignant (et renseignant). La témérité très profonde d'un Fitzgerald n'est pas douteuse : il suffit de reprendre ses nouvelles et les confidences d'Hemingway dans *Paris est une fête*...

Encore ne faudrait-il pas radicaliser le propos de Georges-Michel Sarotte, lequel distingue « homo-érotisme » (ou attirance pour le corps du même sexe), homosexualité (lorsqu'il y a désir) et « homogénéité » (lorsqu'il y a rapport sexuel). C'est cette distinction qui fait de la thèse de Sarotte un livre important, et qui ne s'applique réellement qu'à la seule Amérique, tant l'« homo-érotisme » incarne,

à lui seul, l'envers du rêve américain et ne trouverait, en Europe, qu'une bien faible et anodine application. Car London, Fitzgerald et Hemingway (qui est, lui, l'exemple évident de l'instinct homosexuel pratiquement cubilé) sont ce qu'on nomme les « man's man ». Leur expression corporelle n'est en trois termes : le sport, l'alcool, les femmes (et non pas, il faut le souligner : une femme). Le mythe américain de la masculinité rejette la femme. Avant Betty Friedan, Diana Trilling, Kate Millet, la discussion américaine était uniquement et strictement misogynne.

L'inceste, c'est sans doute chez Tennessee Williams qu'il faut la découvrir. Elle s'incarne dans un des personnages de la *Chambre sur un toit brûlant*, Brick. Georges-Michel Sarotte le décrit « prisonnier des conventions et de l'image de la virilité que lui a imposée la société américaine ». Chez lui, la scène se peuplé de héros qui, au terme, se définissent par l'amour inexprimable du beau mâle et la haine — difficilement communicable — de l'homme anglo-saxon. N'oublions pas que c'est une femme, Carson Ma Culloch, qui a fait paraître, avec une inoubliable netteté, le fantasme du sexe domestiqué : il suffit de se référer à son admirable *Rolfe dans un col d'or*. Et, dans le même temps, pour compléter le bref panorama, il faut, comme le remarque si justement Sarotte, souligner que l'espace (littéraire) de l'homosexualité américaine haurisse et non marquée par la mort est celui de la courte nouvelle ou du récit bref, à moins qu'il ne se déplace et ne se situe, cet amour vivable, dans la parenthèse d'un séjour hors de l'Amérique.

Il est évident que Georges-Michel Sarotte ne rend pas compte de toute la littérature moderne américaine. Dans un livre vil et emporté, non exempt d'injustices, bours de jugements subjectifs, parfois drôle, parfois irritant, Alfred Kazin, lui, entend dresser ce cadastre. Ce critique de *Fortune*, professeur de lettres et conférencier brillant, dresse ici son répertoire. On y trouve des formules heureuses : « Au dessus du volcan est le roman de l'enfer politique du vingtième siècle. » Ailleurs : « Si la mesure est un don, Updike est un génie. » Ou bien : « En Faulkner, le Sud justifiait sa dernière revendication d'être la grande exception. » Mais, en de nombreux points, Alfred Kazin se montre tellement « américain » qu'il justifie, paradoxalement, Georges-Michel Sarotte. Il écrit des auteurs-femmes qu'elles sont des « Cassandra ». A propos de Robert Penn Warren et de James Jones, il souligne que leurs romans font apparaître la virilité comme un besoin « agressif, sexuel, honorable et inextinguible ». Le rêve américain, décidément, enferme le sexe. Et c'est le sexe qui dénonce son mensonge et ses leures.

HUBERT JUTIN.

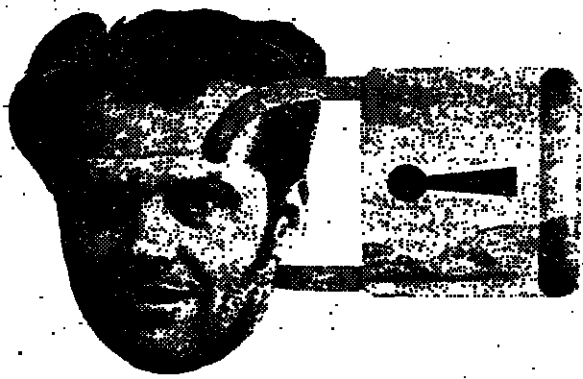
dictionnaire de médecine flammarion

« Le succès que devrait rencontrer ce monument sera témoin de sa qualité exceptionnelle. » Dr. Escoffier Lambiotte - Le Monde

20 rue de vaugirard - 75006 PARIS

KEN KESEY

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU



d'abord un grand livre

STOCK

Dr. E. Raimbault

La délivrance

23/7 - On pose une perfusion : sérum glucosé isotonique + un corticoïde + un diurétique + un régulateur cardiaque et une demi-ampoule d'héroïne en sous-cutanée pour la nuit.

24/7 - On perfuse un sédatif + un antihistaminique + un antalgique.

Malade décédée à 4 heures 15.

Mercure de France

R. DAJOZ
Précis d'écologie
édition entièrement révisée
DUNOD 96 F

LA TOUR
de
HUGO VON HOFMANNSTHAL
« Une des plus grandes choses jouées depuis longtemps à Paris, magnifiquement interprétée et mise en scène avec passion. »
Michel Cournot, LE MONDE
Théâtre Récamier
3, rue Récamier (7^e) - 548-83-81

L'Union soviétique à travers les livres

par BERNARD FÉRON

Les erreurs de la révolution d'Octobre, selon Medvedev

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ÉTAIT-ELLE INÉVITABLE ? de Roy Medvedev. Traduit par Jean Chantal. Albin Michel, 183 pages, 22 F.

« J'ai toujours persuadé que seuls des historiens marxistes, soviétiques principalement, pouvaient accomplir le travail essentiel lorsqu'il s'agit de donner l'idée et l'image les plus proches de la vérité des événements de 1917 (en Russie) et des années qui ont suivi. » Aussi l'historien soviétique Roy Medvedev s'est-il attelé à un ouvrage qui a circulé sous le manteau dans son pays et est maintenant publié à Paris. La révolution d'Octobre était-elle inévitable ? Il tente, à son tour, d'apporter une réponse à la vieille question. Marxiste, mais allergique au dogmatisme, il refuse la solution toute simple donnée dans le livre du maître. Il marque son désaccord avec ceux de ses confrères occidentaux pour lesquels la révolution russe ne fut que « le fruit d'un imprévisible concours de circonstances habilement mis à profit par Lénine et les bolcheviks ». Pour lui les conditions étaient réunies d'un bouleversement qui correspondait à une profonde nécessité historique. Mais il rejette l'idée d'un « déterminisme absolu ». Le changement du pouvoir, en octobre, « ne fut pas uniquement le résultat d'un mouvement de masse apparemment irrésistible ». Il n'est même pas dû seulement à l'action consciente et organisée du parti bolchevik. « La victoire de la révolution d'Octobre est indissolublement liée à l'activité de certains hommes de ce parti, par exemple, Trotski, Sverdlov, Raskolnikov, Lénine surtout. » Il est alors évident que si, dès le début de 1917, le succès des communistes était possible, il n'était pas obligatoire.

Historien contestataire

L'ouvrage de Medvedev ne retiendrait guère l'attention s'il se bornait à traiter de cette question qui oppose les spécialistes depuis des décennies. Avec des « si » on peut composer une multitude de variantes de l'histoire. Il faut bien partir de ce qui fut, quitte à déceler et analyser les erreurs dont les conséquences se ressentent encore. C'est cette recherche qui fait l'intérêt du travail de Medvedev. Après avoir répondu, avec autant de bon sens que de science marxiste, à la question : la révolution était-elle inévitable ? Il en pose une autre : était-elle prématurée ?

Les préoccupations du contestataire soviétique rejoignent celles de plusieurs communistes occidentaux. Selon Marx et Engels, la révolution survient lorsqu'une société a épuisé ses possibilités et qu'il faut passer à un stade supérieur de l'évolution. La Russie a-t-elle atteint ce stade ?

mené à construire le socialisme sans avoir vraiment connu la démocratie. Les quelques périodes de liberté ont été trop brèves pour imprégner la conscience nationale. Medvedev lui-même, souvent présenté pourtant comme le représentant des « communistes démocrates », traite rapidement du problème qui inquiétait les mencheviks au début du siècle : avant de songer au socialisme, ne conviendrait-il pas d'éradiquer le « parlementarisme bourgeois » ?

L'historien contestataire trouve « tout à fait normale » la décision de dissoudre, dès sa première séance, en janvier 1918, l'Assemblée constituante élue en novembre 1917 sur des listes composées en septembre de la même année. Il écrit que les bolcheviks étaient « très proches de la vérité » en affirmant que l'Assemblée « reflétait l'avant-garde de la révolution ». À la vérité, elle montrait surtout que les bolcheviks au pouvoir étaient encore minoritaires dans le pays. Medvedev condamne la dispersion — sanglante — d'une manifestation organisée en faveur de l'Assemblée. Il reste que, ne voulant composer avec un autre pouvoir, les communistes triomphants supprimèrent, sans formalité, le pouvoir qui était issu des urnes.

L'historien rappelle que Lénine lui-même n'excluait pas « a priori » toute entente avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. Pourquoi cette entente ne se fit-elle pas ? Medvedev note qu'avant la révolution la « responsabilité de ce triste état de choses » incombait aux mencheviks et aux S.R., mais qu'après octobre les bolcheviks « laissèrent échapper la possibilité d'un rapprochement ». Les compagnons de Lénine, prisonniers du dogme selon lequel le socialisme ne pouvait s'accommoder de la production marchande, se heurtèrent aux paysans. Ils n'attendirent pas la guerre civile pour imposer le communisme de guerre. « La responsabilité historique de la guerre civile » leur revient en partie. Quand le fondateur du régime lança la Nouvelle Politique économique, la NEP, le mal était fait. Il aurait fallu, tel est le jugement de Medvedev, accepter, au printemps de 1918, les concessions auxquelles le parti se résignerait au printemps de 1921.

La thèse est plausible. On peut tout de même se demander si la faute fatale n'a pas été commise le jour où fut dispersée, par la force, la Constituante qui venait d'être élue. A court terme, la tâche du pouvoir révolutionnaire en fut grandement facilitée. Mais, cinquante-huit ans après l'événement, le régime, interpellé constamment sur son intolérance à la démocratie, porte la marque de ce vice d'origine.

Socialisme russifié ou Russie socialisée ?

LA TRADITION RUSSIE, de Tibor Szamuely. Traduit par Anne Laurens. Ed. Stock, coll. « Monde ouvert », 228 pages, 60 F.

DEPUIS l'origine du régime soviétique, une question se pose : dans ce système « d'un type tout à fait nouveau » quelle est la part du marxisme et celle de la tradition nationale ? Les dirigeants du parti n'ont-ils pas « russifié » le socialisme plus encore qu'ils n'ont socialisé la Russie ? La querelle entre slavophiles et occidentalistes n'a fait que rebondir avec la révolution.

Un ouvrage posthume de Tibor Szamuely, historien d'origine hongroise — et communiste — réfugié en Grande-Bretagne, montre comment s'est constitué au cours des siècles un Etat « qui appartient à l'Europe sans en faire partie », qui a emprunté les notions répandues en Occident sans vraiment s'en imprégner. L'héritage mongol est resté pesant. Dans la conteste russe, la féodalité n'avait rien de commun avec celle de l'Occident européen. C'est Ivan le Terrible qui assura, selon Szamuely, la synthèse du système seigneurial moscovite, du despotisme mongol, du cézarisme byzantin sous la forme de l'autocratie russe.

La figure de ce tsar donne à réfléchir. Sa politique fut un bizarre mélange de clairvoyance et de folie paranoïaque. Il poussa le processus d'unification de l'Etat russe jusqu'à sa conclusion logique en tant que la grande majorité des boyards. En 1570, il extermina Novgorod parce qu'il s'était pris à douter du loyalisme de cette ville. Despotisme impitoyable, il bénéficiait pourtant d'une réputation favorable. C'est qu'il prenait à cœur les intérêts de la nation et avait vaincu les chefs mongols. On comprend que Staline ait éprouvé quelque admiration pour ce personnage historique.

line qui fut inventée la formule : « L'Etat s'engraisse et le pays maigrit ». Tibor Szamuely constate qu'il y eut en Russie, voici quatre siècles, « une nationalisation du sol sous d'autres noms ». Quant à l'Etat, il exerçait son contrôle « par l'intermédiaire d'une bureaucratie pléthorique, opportuniste, prédatrice ».

Le livre fourmille d'aperçus significatifs à propos d'une tradition continuée sous le manteau de Lénine. Le lecteur s'amusera peut-être à comparer tel tsar à tel dignitaire du régime soviétique. C'est naturellement d'Ivan le Terrible que se rapproche le plus Staline. Mais de qui est ce portrait brossé par Szamuely : « Il était l'opposé d'un garde-chiourme ou d'un tyran assoiffé de puissance. Il était simple, humain, impitoyable. Nombre de ses réformes étaient désespérément nécessaires. Si elles revêtaient certaines formes, si elles furent appliquées avec des méthodes contestables, la faute en est à l'évolution antérieure de la Russie. » De Khrouchchev ? Non. De Pierre le Grand.

La politique du pire

Après avoir examiné la « tradition autocratique », l'auteur analyse les traditions révolutionnaires russes. Une intelligentsia maximaliste avait l'ambition de réaliser une société parfaite sans se soucier des moyens pratiques d'y parvenir. Persécutée par le régime impérial, elle vivait « dans un climat d'intolérance totale ». Elle donna naissance à des mouvements extrémistes qui méprisaient les « libertés formelles » et préconisaient, avec l'écrivain Tchekhov, la politique du pire. On professait avec Bolchaïev « un socialisme des malheurs du peuple... et un mépris profond du peuple lui-même ».

« Les jeunes révolutionnaires du siècle dernier voulaient « aller au peuple », agir au nom du peuple, non par lui. »

Le Lénine lui-même est incompréhensible si l'on s'en tient seulement aux écrits de Marx. Pour connaître l'esprit du fondateur du bolchevisme il faut étudier aussi, et peut-être surtout, le roman de Tchekhov, qui exerce sur lui une profonde influence, ou les idées de Tchavov : les principes exposés par ce dernier dans les *Tchouches* de la propagande révolutionnaire en Russie se retrouveront, trente ans plus tard, dans la *Que faire ?* de Lénine. Engels doit apprendre, disait Tchavov, que la Russie n'a pas besoin d'un parti ouvrier de type occidental. Il lui faut une organisation de conspirateurs qui fournisse ses chefs à la masse. Il affirmait encore : « La minorité, à cause de son développement moral et intellectuel, a toujours eu et devra avoir le pas sur la majorité. Par conséquent les révolutionnaires, les hommes de la minorité, devront avoir, et pour autant qu'ils le pourront, le pouvoir. »

Ce schéma, qui amène en conflit avec Marx et Engels, est aujourd'hui quelque peu oublié par les auteurs soviétiques. Pourtant, il donna aux bolcheviks, plus sûrement que Marx, les préceptes pour la conquête et l'exercice du pouvoir. On se demande souvent, non sans raison, ce qui dans l'œuvre de Marx explique les déformations du socialisme. Il faut aussi rechercher les déviations qui partent de la tradition révolutionnaire russe. En 1917 — et c'est la conclusion de Szamuely — « la révolution prit l'Etat en charge. Les deux courants de la tradition russe se rejoignirent enfin pour n'en plus former qu'un ».

Comment vivent les Russes aujourd'hui ?

LES RUSSSES : LA VIE DE TOUTES LES JOURS EN UNION SOVIÉTIQUE, de Hedrick Smith. Traduit par Marc Sissung. France-Martin, 304 pages, 49 F.

COMMENT vivent les Russes ? Tous ceux qui étudient les affaires soviétiques ont à répondre à d'innombrables questions à ce sujet. Comment, en quelques phrases, porter des jugements qui exigent tant de nuances pour être équitables ? L'étranger se fait trop souvent de cette société une image monolithique. Ou alors il veut absolument comparer ce qui se fait là-bas avec ce qu'il connaît dans son propre pays. Un problème aussi simple apparemment que celui des prix et des revenus provoque des discussions sans fin, parce que le rouble, par lequel s'expriment les valeurs, n'a pratiquement pas de signification.

Hedrick Smith, l'ancien chef du bureau du *New York Times* à Moscou, satisfait la curiosité de ses lecteurs. Il distingue le peuple, le système, les idées, et en fin de compte, il brosse un tableau à peu près complet de la vie quotidienne au pays des soviets.

ep ce dernier quart de siècle. Sans doute son regard se porte-t-il essentiellement sur la partie russe de l'empire : les quelques incursions qu'il a pu faire dans les territoires « exceptionnels » ont été trop brèves pour qu'il puisse véritablement savoir tout ce qui s'y passe. Mais la prépondérance russe reste telle que cette lacune n'a rien d'irréparable.

Le journaliste se soucie de dire moins ce qu'il pense — encore qu'il ne s'en prive pas au passage — que ce qu'il a vu. Arrivant à Moscou en 1971, il s'efforça de débarrasser de ses préjugés, puis d'entrer en contact avec la population, ce qui n'est pas si facile pour un observateur étranger. Les correspondants et diplomates vivent entre eux. On pourrait faire de longs séjours sans sortir du « ghetto », en rencontrant seulement les officiers qui ont la charge des relations avec l'extérieur. Hedrick Smith a cherché à savoir ce qu'il y avait au-delà.

L'auteur se garde bien de prendre parti dans la controverse sans cesse renouvelée depuis l'origine du régime : l'U.R.S.S. est-elle

vraiment une société sans classes ? Les doctrinaires trouvent la réponse dans leurs manuels. Le socialisme n'a pas mis fin à la diversité des classes : pour cela, il faudra attendre le communisme, lorsque seront abolies les différences majeures entre travail manuel et travail intellectuel, entre la vie urbaine et la vie rurale. Actuellement, c'est la thèse officielle. — Il reste trois classes : les ouvriers, l'intelligentsia et les paysans, mais, grâce à la dictature du prolétariat, la guerre des classes s'est éteinte, les antagonismes ont disparu.

Le livre de Hedrick Smith montre bien ce qu'on d'artifice dans les discussions à ce propos. Peu importe après tout les termes retenus pour désigner le phénomène — classes, couches, catégories — la société est toujours extrêmement stratifiée. Dès qu'un citoyen s'élève dans la hiérarchie du parti ou de l'administration, il a le droit de s'approprier dans des magasins spéciaux. Son salaire nominal n'est pas tellement surprenant que celui d'un travailleur ordinaire, mais il a l'immense avantage de se procurer à bon compte et sans faire de queue des produits que d'autres ne trouveraient pas dans le commerce normal. Au fur et à mesure qu'il gravit les échelons, il se voit attribuer des datchas de plus en plus confortables.

Sans doute ces privilèges sont-ils attachés à la fonction. Mais les puissants réussissent, sans trop de peine, à transmettre à leur descendance une partie des avantages acquis. Dans la majorité des cas, cela se fait sans histoires. Parfois l'abus de pouvoir s'accompagne d'une corruption telle que le parti doit y mettre le holà. Hedrick Smith revient à ce propos sur quelques affaires qui, en leur temps, avaient été signalées dans la presse occidentale. Par exemple, l'installation en Géorgie d'une extraordinaire entreprise privée, illégale bien sûr, mais fondée avec la complicité du premier secrétaire du parti dans cette république (et membre suppléant du bureau politique pendant une vingtaine d'années). Ou encore la construction avec du matériel appartenant à l'Etat d'une belle maison de campagne pour la fille de Mme Fourtseva, ministre de la culture.

La corruption n'est certes pas l'apanage du régime soviétique. Mais à l'aide de multiples anecdotes l'auteur nous montre ce qui, dans le système, la favorise. Le

« capitalisme rampant », écrit-il, est engendré « par la nature même de l'économie soviétique et ses insuffisances ». Le pouvoir le tolère dans une certaine mesure parce que la contre-économie, dont personne ne parle officiellement, est indispensable. L'exemple de l'agriculture est d'ailleurs bien connu (et officiel) celui-là. Le parti s'efforce de supprimer les lopins individuels des paysans. Khrouchchev avait tenté d'en réduire l'importance. Bien qu'il n'occupent pas plus de 1 % des terres cultivées, ces lopins fournissent 62 % des pommes de terre, 32 % des fruits et légumes, 47 % des œufs, 34 % de la viande et du lait. Il est insupportable pour un doctrinaire convaincu de penser que le rendement sur les terres individuelles est quarante fois supérieur à celui des kolchozes alors qu'il s'agit des mêmes paysans. Mais le gouvernement qui voudrait aller jusqu'au bout de ses principes en effaçant toute trace d'entreprise privée provoquerait immédiatement la famine.

La vie en U.R.S.S. est donc un compromis permanent entre un idéal proclamé — mais auquel peu de personnes croient vraiment — et les nécessités de l'existence. Il y a d'abord la distinction entre ceux qui participent au pouvoir et la masse des gouvernés : ces deux catégories se trouvent dans des univers qui paraissent hermétiquement séparés. Mais les frontières sont beaucoup plus subtiles. Les notes de Hedrick Smith font lire d'idées reçues les tensions entre les partisans de l'ouverture vers l'ouest et les adeptes d'un communisme rigide, ou encore sur les conflits de générations entre les jeunes, qui aspirent à la démocratie parce qu'ils sont entichés de modes américains, et les anciens, qui s'attachent dans le stalinisme. En fait, les néo-staliniens semblent avoir plus de sympathies parmi les jeunes que parmi ceux qui ont connu les horreurs du « culte ».

La « dissidence », ou ce qui en reste, est elle aussi, comme Smith a rencontré pendant son séjour Roy Medvedev, qui rêve d'instaurer la démocratie dans le parti : Sakharov, qui espère que l'ouest fera pression pour imposer le respect des droits de l'homme, et Soljenitsyne, qui s'insère « dans le courant du slavophilisme russe classique ». Les récits qu'il nous donne de ces entretiens ne sont pas les moins instructifs d'un ouvrage qui se distingue par l'acuité du regard de l'auteur. — E. F.

Un carnet de route sibérien

★ SIBIRIE, RUSSIE VERS L'EST, d'Alfred Max. Gallimard « L'Art du temps », 222 p., 33 F.

L'A.Sibérie a plus inspiré les écrivains que les poètes. Les auteurs racontent ses immenses richesses géologiques, mais cette contrée fabuleuse est loin d'avoir pris dans l'art russe la place que tient l'épopée du Far West dans la tradition américaine. Pourtant, elle fut le théâtre d'innombrables tragédies, et c'est là que se manifeste le mieux l'état du peuple russe. Alfred Max nous propose non pas une étude exhaustive, mais quelques croquis de voyage en pays de « l'éternel hiver ». Ce qui lui tenait d'œil n'est-il pas maintenant une perle ?

Il y a d'abord les richesses naturelles, qui commencent à être exploitées. Ce n'est pas un hasard si le nouveau plan quinquennal consacre l'essentiel des grands investissements aux entreprises que l'on crée à l'est de l'Oural. C'est là que les géologues ont trouvé les réserves de pétrole, alors qu'elles sont en voie d'épuisement dans la partie européenne. Les millions, eux, ont le souci d'équiper, de développer, et le plus vite possible, un territoire qui peut susciter des convoitises. L'économie et la stratégie commandent d'accorder la priorité à la Sibérie.

Beaucoup de ceux qui ont été appelés à fertiliser l'Est ont abandonné après avoir amassé quelques roubles. D'autres, après être partis pour ce qui n'était peut-être qu'une expédition, se sont laissés conquérir. Peu à peu se crée une mentalité sibérienne, celle des pionniers qui se débarrassent des pesanteurs bureaucratiques de Moscou. On a même parfois l'impression que la liberté de propos avancée au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'Est.

Pour Alfred Max — et c'est sa conclusion — grâce à la Sibérie il y a en ce moment « une possibilité fondamentale d'ouverture telle qu'on n'en a jamais connue depuis la fin de la dernière guerre ». Il recommande aux Occidentaux une injection massive de crédits et de techniques pour développer ce territoire.

PAYOT

MIRCEA ELIADE
Histoire des croyances et des idées religieuses
I : de l'âge de la pierre aux Mythes d'Éliade

sous la direction de
VINCENT BOUNOURE
La civilisation surréaliste

sous la direction de
ROGER DADOUN
Ruptures sur Henri Michaux

THOMAS S. SZASZ
Les rituels de la drogue

MICHEL PERRIN
Le chemin des Indiens morts

PETITE BIBLIOTHEQUE PAYOT

JEAN BAYET
La religion romaine

DR EDMUND BERGLER
La névrose de base

H. R. RIEDER
Le folklore des Peaux-Rouges

ERNEST MULLER
Histoire de la mystique juive

ALAIN ROGER

LE MISOGYNE

roman

"un écrivain fou de langage"

Yvan Audouard /
LE CANARD ENCHAÎNÉ

"d'une beauté et d'une perfection fascinantes"

Gilles Deleuze /
LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

"la formidable présomption d'une génération qui a juré de tout réinventer"

Bertrand Poirot-Delpech /
LE MONDE

Collection Les Lettres Nouvelles
Traduit par Marguerite Yourcenar

denoël

mouton éditeur

★

La valeur du sol urbain et la propriété foncière.

Le marché des terrains à Paris
par Jean-Jacques GRANELLE
240 pages 48 F

Jeux, modèles et simulations.

Critique des jeux urbains
par Edmond PRETECEILLE
208 pages 38 F

La logique du financement public de l'urbanisation

par Claude POTTIER
280 pages 48 F

Recherches en délinquance.

Principes de l'analyse quantitative
par Travis HIRSCHI
Hansen C. SELVIN
294 pages 56 F

Délinquance juvénile et développement socio-économique

ouvrage collectif
317 pages 58 F

Hommes et bêtes.

Entretiens sur le racisme
sous la direction de
Léon POLIAKOV
240 pages 48 F

★

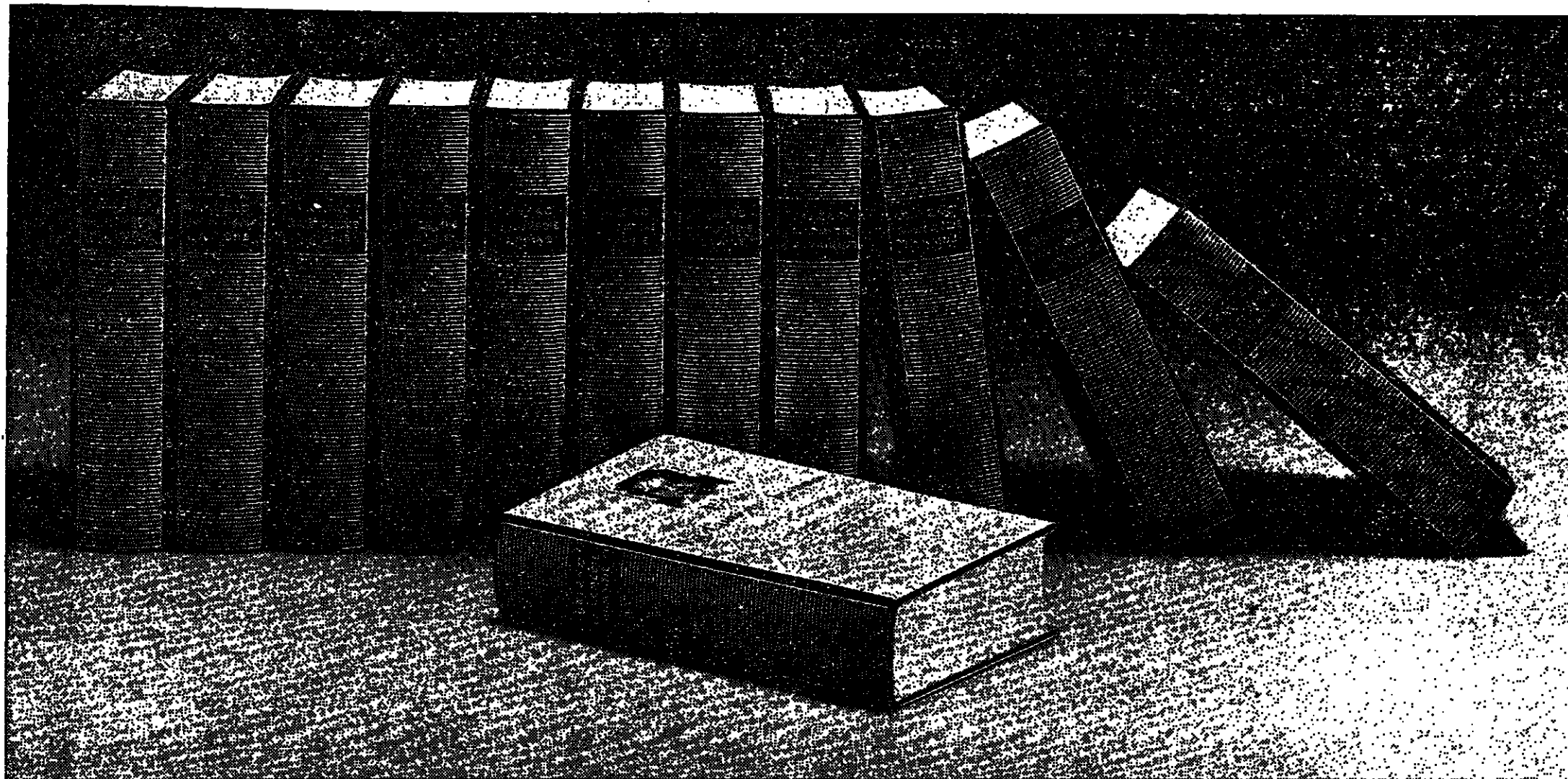
diffusion

LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE
30, rue des Saints-Pères - Paris 7^e
tél. 222 21 48
C.C.P. Paris 13.655.72

صلى الله عليه وسلم

BALZAC DANS LA PLÉIADE UNE INCOMPARABLE ÉDITION DE LA COMÉDIE HUMAINE

Publiée sous la direction de P.G. Castex, membre de l'Institut,
professeur à la Sorbonne.



12 volumes - 20.000 pages - 91 récits - 2472 personnages
La plus géniale "saga" romanesque de la littérature française

La somme des études balzaciennes:

- Un texte **définitif** tel que l'a voulu Balzac, reproduisant sa propre édition corrigée et annotée peu avant sa mort.
- Une présentation et une annotation d'une richesse exceptionnelle éclairant l'homme et l'œuvre.
- La publication d'ébauches, de fragments, de lettres, de témoignages, d'articles parfois inédits, permettant de suivre et de comprendre le génie de cette extraordinaire création romanesque.
- Une chronologie détaillée de la vie et de l'œuvre de Balzac. Des bibliographies. Un index des personnages réels et imaginaires. Un relevé des variantes les plus significatives.
- Des milliers de pages collationnées: thèses, études, journaux, revues françaises et étrangères. Des archives publiques et privées dépouillées parfois pour la première fois.
- 10 ans d'un travail minutieux et acharné pour une équipe de 25 éminents spécialistes, érudits et universitaires.

Redécouvrez BALZAC dans cette édition qui seule désormais fera autorité.

DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS.

L'édition définitive de la Comédie Humaine est en vente en souscription chez votre libraire.

Après l'achat des 5 premiers volumes, un album de Félicien Marceau, hors commerce et numéroté, présentant les personnages de la Comédie Humaine, en 388 pages illustrées, vous est offert. Après l'achat des 11 premiers volumes, le 12^e vous est offert. Aucun engagement n'est demandé à l'acheteur. Il peut acquérir les différents volumes aux périodes de son choix et interrompre ses achats à tout moment.

Cette offre est valable si vous achetez le premier volume de la Comédie Humaine* entre le 1^{er} avril et le 30 juin 1976.

Seule La Pléiade, grâce à ses caractéristiques techniques uniques (papier bible, reliure souple en cuir véritable doré à l'or fin) pouvait réunir en 12 volumes seulement "toute" la Comédie Humaine.

* Prix du tome I: 120 F.

LA PLÉIADE / GALLIMARD

PHILOSOPHIE

La parole de Jean-Toussaint Desanti

(Suite de la page 21.)

Descartes encore révolté d'un arbre où les diverses disciplines se ramifiaient hiérarchiquement sans s'épanouir. Il ne nous reste que des branches dispersées, autonomes, disséminées. Imagine-t-on, dit Desanti, un mathématicien invitant ses collègues à retrouver, au bout d'un chemin difficile, la « vraie nature des choses » ? On lui répliquerait : « Fais ton métier, produis des mathématiques ! Et, au fait, quel est ton domaine ? Es-tu algébiste ? Topologiste ? Logicien ? »

Chacun en effet parle désormais la langue de sa tribu, un système de signes qui ne renvoie qu'à lui-même. Ainsi « tout savoir est-il aujourd'hui comme une prison ». Confortable certes, voire honorifique, mais dont on ne peut sortir. Car « au-delà » plus moyen de se faire comprendre. Face à cette pluralité de dialectes locaux naît une revendication nouvelle. Ceux qui manient seulement la

somme toute, uniforme (le « structuralisme » figure parmi leurs dernières inventions). Ce qu'il propose, c'est bien un travail nouveau. La philosophie sera celui qui s'en va camper ailleurs, qui s'installe dans la « prison » d'autrui. Mais sa visite n'est pas touristique, ni innocente. Là, il creuse. Non pour détruire l'édifice et le mettre à bas, mais pour voir comment il a été construit, et quel est son plan. Afin de le dire, un jour, aux « autres ». « Méthodique et sans pitié », il détaille de sa pioche l'unité des discours les mieux assurés.

Du bon usage de la structure

L'écoulement de cette sorte de démocratie du savoir, dont le projet excède grandement les visées usuelles de l'épistémologie, ne constitue qu'une partie de ces entretiens. Pédagogue enjoué et raisonneur sans faille,



* Dessin de J.-P. Cugnot.

langue naturelle, celle de tous les jours, refusent d'être ainsi déposés du sens des mots. Que veut-il dire « au juste » ? demandent-ils au savant sauvage, qui répond : « Pour le savoir, étudiez. Étudiez, ou taisez-vous. »

Via Spinoza

C'est là, maintenant, qu'un choix s'impose au philosophe. Va-t-il devenir un « sauvage » comme les autres, essayer d'un idiome que plus personne ne comprend, sauf ceux qui s'y complaisent ? Sera-t-il gardien de musée, menant les amateurs visiter Spinoza ou Platon ? Ou bien répondra-t-il à la demande et à l'attente des « dépossédés », en se donnant pour tâche de briser les secrets des savoirs, d'annuler leurs effets de terreur, de faire circuler enfin « une parole sérieuse qui ne dépossède-t-elle personne » ?

Qu'on ne se méprenne pas : ce n'est point de vulgarisation que rêve Desanti. Ni de hâte. Il a des mots très durs contre les « circulaires », qui, butinant ça et là des concepts disparates dans des champs disséminés, donnent à peu de frais l'illusion que le paysage culturel est,

Desanti démontre tour à tour que Descartes se situe dans le droit fil de Galilée, que le « parti ouvrier révolutionnaire » de Lénine ressemble étrangement à l'« ego transcendant » de Husserl, ou encore que, à tout prendre, dans l'histoire en train de se faire, tout se décide « en dernière instance » dans l'événement. Entre une fine analyse du bon usage du concept de structure et une longue méditation sur la recherche historique, chacun, quelle que soit sa « tribu », devrait trouver dans ce volume ample matière à réflexion.

Sans doute pourra-t-on regretter que l'ordre des matières suive d'assez loin celui des raisons, et que le plan du livre parle en souffrance. Quant au contraste frappant entre l'urbanité un peu appliquée de ses interlocuteurs et la plénitude baroque de Desanti, il amuse ou irrite — c'est selon. Qu'importe. Ce n'est pas souvent que l'on entend une voix pareille. Comme Gygès, capable de se rendre visible ou diaphane en tournant juste sa baguette, à en croire le mythe célèbre de Platon, Desanti le mutique ici parle d'or. Histoire de rappeler que, s'il n'y a plus d'« Etre », restent au moins les bergers. ROGER-POL DROIT.

Comment retrouver l'amour quand on a perdu la mémoire.

Flammarion.

Les Etangs de Hollande par Dominique Saint-Alban : un accident, une amnésie, une femme et deux hommes. Une belle histoire d'amour.



Les Etangs de Hollande par Dominique Saint-Alban chez Flammarion.

ENTRETIEN AUTOUR DE « MIMESIS »

Six auteurs, une voix anonyme

DIRIGÉE par Jacques Derrida, Sarah Kofman, Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy, la collection « La Philosophie en effet » vient de s'enrichir, en passant chez Flammarion, d'un nouveau livre où se regroupent, sous le titre général de « Mimesis », (1) six textes, dus aux quatre auteurs cités, plus Sylviane Agacinsky et Bernard Pautrat. Six textes dont on ne sait, d'abord, s'ils s'articulent ou se désarticulent les uns

les autres : ils refusent, en tout cas, de se laisser réduire à une problématique commune. Aux buts connus de la collection — déployer, dans les régions qu'elle prétend classiquement dominer, les effets méconnus ou connus de la philosophie comme « travail » — « Mimesis » en ajoute un autre : déconstruire l'idée même de représentation, de théorie ou de problématique ; défaire « l'objet » du livre, au sens traditionnel.

D'où la difficulté particulière d'interroger ce texte. Lorsque nous avons proposé aux auteurs de s'expliquer sur quelques points, ils ont refusé de répondre les uns au nom des autres. Il fallait leur donner la possibilité de s'exprimer de façon individuelle. Voici le résultat : un entretien, sans doute est-ce le premier du genre — signé « collectivement ». C. D.

(1) 208 pages, 55 F.

« Littéraire, philosophique et politique sont inséparables »

En apparence, chacun de vous a traité le même thème. Pourtant, vous êtes des auteurs différents. Mimesis vient précisément déjouer l'idée de « contributions », d'« apports » signés de plusieurs « auteurs ». Voyez déjà le titre en guise de préface : un je fléchit, ni singulier ni pluriel, ni collectif, renvoie à six noms dits « propres ».

Donc pas de sujet-objet, pas de sujet-auteur pour ce livre bariolé qui n'est ni un vivant bien articulé, assuré de ses origines, ni un corps morcelé. Quelle métaphore pourrait le décrire ? Il est vrai que celle de la marionnette insiste d'un texte à l'autre.

Par quoi se justifie le privilège dont la mimesis se trouve dotée ? Est-elle très différente de la représentation ?

Le mot grec, ici, ne revient pas à un sens originel dont toute traduction serait un double inau-

thentique. Simplement, la traduction habituelle par imitation présume toute une interprétation, elle fait référence à un modèle original ou originaire dont mimesis serait seulement le reflet, la répétition, la répétition, l'image, la copie, la représentation, etc., elle désigne pour un sens de mimesis, qui l'arrachera et la maîtrise.

La représentation (théâtre, peinture, graphique, la représentation pensée de l'idée, etc.) peut en effet signifier une espèce d'imitation ou de « mimesis ». Elle semble relever du mimétique, de la reproduction ou de la simulation. Copie ou image de quelque chose, la représentation a toujours été pensée comme seconde par rapport à l'unité, au représenté : reproduction supposant d'antériorité et la supériorité d'une production originaire. C'est le statut traditionnel du mimétique.

Mais le mauvais tour de (la) mimesis, c'est qu'elle résiste, — partout où elle semblait jouer — aux tentatives de réduction ou de subordination : à l'original, au modèle, au pur, au présent, au simple, etc. On la retrouve toujours en deçà d'elle-même : la copie de la représentation ou de l'image en deçà de l'image chez Wittgenstein, la « répétition originaire », le double qui entame l'identité dans les *Écrits du Diable*, etc. Il s'agit donc bien aussi, si vous voulez, de représentation et d'écriture, mais le nom de mimesis déborde et déplace le code dans lequel on s'empresse de comprendre la reproduction ou la représentation. Il marque la subversion du concept d'imitation. Il donne un autre à l'« être », une autre marque, un autre droit à ce qu'on ne peut plus appeler sans équivoque « représentation », ou « imitation ».

Au cours de ce livre, Platon, Kant, Heidegger, Wittgenstein, Hoffmann, Girard et Brecht se trouvent tour à tour évoqués. Brecht est-il à tour évoqué, ou bien le projet général dans lequel s'inscrit votre travail traverse-t-il à la fois le littéraire, le philosophique et le politique ?

A cela deux réponses : d'une part, une lecture même minimale des écrits de Brecht (et aussi bien du texte ici présent sur Brecht) suffit à indiquer que le littéraire, le philosophique et le politique y sont inséparables et qu'une telle séparation y est, sous cette forme, absolument non pertinente. D'autre part, le travail théorique de Mimesis est-il de telle nature qu'il ne puisse accueillir du « politique » qu'au prix d'une complaisance électorale ou opportuniste, voire d'un certain laxisme sur ses propres principes ? C'est oublier qu'on n'a pas à accepter de plus ou moins bonne grâce le ou la politique dans le travail théorique : ils s'y imposent toujours.

Contre le vieux rêve philosophique réactionnaire de séparation des champs, en particulier du champ politique, Mimesis s'emploie à montrer que le motif mimétique et son orchestration métaphysique dessinent partout un certain ordre à la fois discursif et institutionnel. Y porter atteinte revient toujours, à plus ou moins long terme, à en altérer l'essence idéologique. A cet égard, l'entreprise de Mimesis se veut politique en un sens large.

La particularité du travail de Brecht, et aussi de sa mise en scène dans le dispositif du livre, c'est de partir d'un concept restreint de la politique : d'une pratique qui se réclame ouvertement et immédiatement de la prise de parti. Praticien et partisan d'un théâtre qui agit en accélérant la prise de conscience politique du public, Brecht rencontre la poésie et la dramaturgie aristotélicienne, voit la nécessité de les critiquer pour les décrire pratiquement. Dans le concept

aristotélicien de mimesis, dans la catharsis et dans l'identification, dans la contradiction entre plaisir et savoir, il lit les fondements d'une politique du théâtre qu'il faut éliminer théoriquement et pratiquement si l'on veut qu'un jour le plaisir au théâtre soit, plus qu'une jouissance esthétique, à la fois acte de connaissance et prélude à la lutte politique proprement dite.

Puisqu'on parle de politique, quelle place tient dans la votre, et dans Mimesis même, le combat que vous menez autour de l'enseignement de la philosophie ? Mimesis annonce-t-elle également une pédagogie autre ?

Mimesis — je parle du livre et du personnage — aurait dû mal à annoncer une pédagogie, s'il faut entendre par là un processus d'intégration et de soumission à un ensemble de modèles, et de normes. Le ressort secret de toute « pédagogie », de tout ce qu'on a pensé sous ce mot dans la tradition philosophique et politique, est toujours dans une imitation ; et c'est un ressort plus puissant que celui d'aucune coercion. Pour cette première raison, Mimesis implique nécessairement une intervention — théorique et pratique, c'est bien évidemment indiscutable — dans l'enseignement.

Faire surgir les « désordres »

Par ailleurs, les buts sur lesquels on veut aujourd'hui régler, l'une après l'autre, les réformes de l'enseignement, reviennent

tous à l'adaptation de la société en place (et pourtant en crise...), donc à la reproduction de son ordre économique, social, éthique et politique (quel que soit le folklore de « nouveauté » dont on les déguise : cela ne trompe plus personne). Il n'est pas étonnant que ces réformes veulent retourner, avec l'histoire, la philosophie — certes pas un petit canon de philosophie universitaire, dont la fonction reproductrice et imitative n'est plus à montrer : mais ce qui, de la philosophie, peut faire surgir par exemple les « désordres » de la mimesis.

Si nous luttons au sein de GREPH (Groupe de recherches sur l'enseignement philosophique) ce n'est pas pour le maintien de la reproduction des institutions et des idéologies, c'est contre la censure des effets philosophiques et d'abord de l'effet philosophique dans l'enseignement, de ce qui effectivement opère des déplacements et des transformations au-delà et au-dessous de la philosophie et de l'enseignement : par exemple, la mimesis. Je suis obligé de vous renvoyer aux travaux et aux expériences du GREPH. Mais pour nous limiter ici à l'exemple du livre lui-même : en écrivain à six sans identité collective, sans former une école, nous avons amorcé un geste qui est aussi un geste d'enseignement. Et Mimesis est un livre où, si on n'a pas désappris de lire à l'école, on ne peut pas aller s'inscrire au sens propre (se mettre en ordre, en rangs) — ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à y apprendre.

Propos recueillis par CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

Kant en syncope

★ LE DISCOURS DE LA SYNCOPE I : LOGODARDAUS, de Jean-Luc Nancy, Aubier-Flammarion, coll. « La Philosophie en effet », 132 pages, 30 F.

EMMANUEL KANT écrit « mal ». On n'a cessé de le répéter, et de s'en plaindre. Lui-même, en mains coudées, insiste sur le manque d'élégance de son style, déplorant, — avec ou sans faim — d'être malhabile, incapable de devenir « populaire ».

Jean-Luc Nancy, avec malice, relève les implications décevantes de cette « difficulté », voire de cette impossibilité à être « pré-enseigne » la philosophie. Car l'« éléance », pour Kant, n'est pas simple problème de coquetterie. La raison se forme, à tous les sens du mot, dans la *Crépuscule* — et la philosophie ne peut être seulement « logodardalus » (l'absence de mots) précise la préface à la *Métaphysique des mœurs*.

A travers cette question du style, c'est le rapport de la philosophie à la littérature qui est visé, et plus profondément le statut du discours philosophique (souvent, dit l'auteur, par une « syncope ») qui est mis en cause. Un second volume, consacré plus explicitement à la théorie kantienne du schématisme, s'ouvrira sur ce qui fait « venir » le système. Avec pour objectif de montrer qu'en fait s'y dénoie, de façon « exemplaire », l'impossibilité même de l'entreprise pourvoyeuse.

Par cette lecture serrée, Jean-Luc Nancy contribue au travail de Philosophie qu'est la « déconstruction » de la métaphysique occidentale : « L'œuvre véritable, écrit-il, c'est que le discours ne soit plus tout à fait ce qu'il est, ni comme on tient son outil, ni comme on tient sa parole... » — R.-P. D.

JEAN GUITTON de l'Académie Française

JOURNAL DE MA VIE

TOME 1 Présence du passé 48 F
TOME 2 Avenir du présent 48 F

Desclee De Brouwer

★ L'essai de Jacques Derrida, « L'archéologie du frivole », d'abord publié en introduction à la nouvelle édition de « L'Essai sur l'origine des connaissances humaines », de Condillac (Ed. Gallimard, 1973), vient d'être réédité au format de poche (Denot-Gonthier, coll. « Méditations », 128 pages, 10,50 F).

A PARIS UN NOUVEAU EDITEUR sur la rive gauche LA PENSEE UNIVERSELLE

recherche d'urgence POUR CREATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

• Manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre, prendrait sous contrat auteurs libres de leurs droits littéraires.

« Conditions d'édition fixées par contrat. Notre contrat habillé est défini par l'article 48 de la Loi du 11 mars 1957 sur la propriété intellectuelle ».

Adresser manuscrits et C.V. à : M. LE DIRECTEUR GENERAL DE LA PENSEE UNIVERSELLE 3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS Tél. : 325.54.44

صكنا في الامل

Comme à Paris le muguet, au pays de Singapore Airlines,
c'est l'orchidée qui porte bonheur.



Why

Cette année, Paris fêtera le 1er Mai dans des brassées d'orchidées. Grâce à Singapore Airlines. Pendant cette semaine à Paris, et surtout au cours de la journée du 30 avril sur les Champs-Élysées, ses hôteses, vêtues de leur sarong kebaya, distribueront à tous les parisiens le "muguet" de Singapour. Leur sourire, leur délicatesse et la perfection qu'elles apportent au service à bord des 747 B ont fait la réputation de Singapore Airlines à travers le monde. De tout cela, les français pourront juger d'eux-mêmes à partir du 2 mai, au départ d'Orly. Et en attendant, grâce à une branche d'orchidée, en rêver.



SINGAPORE AIRLINES
Les merveilleux voyages

صبرنا من الاجل

Dans une lettre
à Agret de
l'idée qu'il

1. The first step is to identify the problem.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1900:

Dans les Yvel
PLAINTÉ
CONTRE UN CH
AUX SABO
TROP BRUYA

[illegible]

banier, chef d'escadron de Meulan, l'après cinq ans de son petit château dans le village et l'alentour; ultime post rural d'une belle fontaine de Saint-Louis, une petite chapelle de Saint-Germain, l'unique campement, à Paul, à l'ouest, caron qui, lu ne dert plus à l'air du prochain-mur; la première fontaine d'instancer

Tout les autres, ils
s'étaient chez l'organiste
pour remplir, par
sont, à Biber, et à
des villages, surtout
Mais, pour l'instant
de la solitude, et
à la loi de la justice
et rustique à l'usage
de la ferme depuis
de et s'ennuient ga-
de Parisiens, et, et
Pas importe à la
apparait, et l'organe
transformé, sans, et
permis de reconnaître
à usage agricole
renouveler les po-
sibilité de disposer
que le chœur s'
œuvre aille d'un
plus lointaine

Rien embarrassé
 a décidé de
 expert pour
 ment à l'impér
 uce. L'heure
 de mariage
 bientôt comm
 jour l'au

NAME: _____

TRE
Faites l'essai
du
SOMMIER A
à telecomm.itu



100

LIVRAISON GRATUITE
DANS TOUS LES

EXPOSITION ET FI
CAPE

DISTRIC
37, AVENUE DE
PARIS XI^e M

TEL 357



JUSTICE

Dans une lettre aux leaders de la gauche

Roland Agret dénonce les « intrigues des dirigeants » et l'« idée qu'ils se font du peuple français »

Roland Agret a annoncé, jeudi 29 avril, son intention de cesser la grève de la faim — qu'il observe depuis un mois et demi — le jour où les magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation se réuniront pour statuer sur l'éventuelle révision du jugement de la cour d'assises de Nîmes qui l'a condamné, en 1973, à quinze années de réclusion criminelle. Dans une lettre remise à ses avocats, Roland Agret explique en effet : « Je ne veux pas jeter une suspicion sur la haute magistrature qui détient le pouvoir sur ma vie. Il suspendra donc sa grève afin, dit-il, que les juges de la Cour suprême puissent délibérer en toute sérénité et en dehors de toute pression morale ».

Dans cette même lettre, Roland Agret assure qu'il n'a « jamais eu la vocation de martyr ni celle de bon émissaire ». « Pourtant, estime-t-il, une terrible machination m'a acculé dans ces deux rôles ». Roland Agret ajoute : « À force de misère et d'écrasement, j'ai été amené à une prise de conscience qui m'a fait voir la bonne culture bourgeoise qu'on m'avait inculquée. Jusqu'à ce jour, j'ai absolument fait tout pour que mon cas n'en reste qu'un stèle de l'erreur judiciaire. Preuve en est : les comités Agret sont apolitiques. Ce matin j'ai compris que la solution mitigée prise par M. Lecaen était la consé-

quence de la volonté du pouvoir de protéger ceux par la suite desquels je me trouve ici... »

Roland Agret a également écrit aux trois « leaders de la gauche », MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre. « A mon sens, leur dit-il notamment, les personnes habilitées par la loi à prendre des décisions en ce qui me concerne ne peuvent plus prétendre parler au nom du peuple français. Il se trouve qu'après bien d'autres, j'ai été condamné au nom du peuple français et le meurtre aujourd'hui des intrigues des dirigeants et de l'idée qu'ils se font du peuple français. Je ne peux qu'identifier en vous les représentants de mon pays. En conséquence et de façon purement symbolique, je dépose ce jour entre vos mains une demande de grâce devant l'intolérable attitude qui n'a pour but que de garantir une odieuse machination... »

M. Georges Marchais, qui n'avait pas encore pris connaissance de cette lettre, a publié, mercredi soir 28 avril, un communiqué dans lequel il souhaite que « les décisions qui doivent être prises à l'égard du détenu interviennent au plus tôt en tenant compte de tous les éléments du dossier ».

La procédure engagée après l'annonce, par M. Lecaen, que l'ensemble du dossier serait transmis à la chambre criminelle de la Cour de cassation, risque cependant d'être assez longue. C'est pourquoi M. Philippe Waquet, avocat aux conseils, a déposé mercredi après-midi une demande de suspension de peine et de mise en liberté. Apparaissant, la chambre criminelle devra prendre connaissance de l'affaire et des résultats de l'enquête menée par la police depuis le mois d'août dernier à la demande du garde des sceaux pour vérifier s'il y a ou non un fait nouveau « de nature à établir l'innocence du condamné ».

Une enquête complémentaire

Il semble que la commission de révision — composée de trois directeurs du ministère de la justice et de trois conseillers à la Cour de cassation choisis en dehors de la chambre criminelle — dont M. Lecaen a pris l'avis n'ait pas conclu à l'existence d'un fait nouveau. Si le garde des sceaux a cependant décidé de saisir la Cour de cassation d'une demande de révision, c'est sans doute en raison de la motivation d'un arrêt rendu le 27 février 1967 par la chambre criminelle en pareille matière. Elle avait estimé, en effet, qu'un témoignage recueilli après la condamnation était « de nature à modifier la conviction des juges et apportant en tout cas un doute sérieux sur la culpabilité du condamné », par suite, un fait nouveau au sens de l'article 622 du code de procédure pénale.

La première phase de la procédure de révision consiste, pour la chambre criminelle, à examiner la recevabilité de la demande en même temps que le problème de l'éventuelle libération de Roland Agret, après avoir entendu les réquisitions du parquet général par la voix de M. Davenas, avocat général, désigné pour s'occuper de cette affaire. Il est à prévoir qu'elle ordonnera une enquête complémentaire à laquelle procédera l'un de ses membres.

C'est seulement au terme de cette enquête — elle risque de durer longtemps — que pourra intervenir la seconde phase de la procédure de révision, c'est-à-dire l'examen du bien-fondé de la demande. A ce stade, deux solutions : ou le rejet de la requête en révision ou l'annulation de l'arrêt de condamnation avec ou sans renvoi devant une autre cour d'assises. L'annulation a lieu avec renvoi devant une autre juridiction toutes les fois que l'innocence du condamné n'apparaît pas comme certaine et que de nouveaux débats contradictoires paraissent nécessaires. Mais il arrive cependant, comme ce fut le cas dans l'affaire Dreyfus, le 19 juillet 1900, que la chambre criminelle annule l'arrêt de condamnation sans renvoi si elle estime qu'aucune charge ne subsiste à l'encontre du condamné.

En Suisse, sept enfants et le chauffeur d'un car de ramassage scolaire ont été tués, mercredi 28 avril, à un passage à niveau non gardé, à San-Ambrogio, à 6 kilomètres de Bellinzona, dans le canton du Tessin, après une collision avec un train.

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE LA SOMME

Comme Pierre Goldman lui-même, les policiers refusent de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé

De notre envoyé spécial

Amiens. — Le procès de Pierre Goldman s'annonce, bien que la cour d'assises de la Somme siège en moyenne huit ou neuf heures par jour. De l'avenue même du président, M. Tabardel, qui paraît de plus en plus submergé par le volume de cette affaire, le verdict ne pourra vraisemblablement pas être rendu avant le 1^{er} mai, comme cela avait été initialement et raisonnablement prévu.

Le seul fait qu'un procès se prolonge d'autant plus que les pré-

accusés refusent de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé, est un fait qui ne peut que susciter l'incrédulité. Mais les policiers refusent de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé, est un fait qui ne peut que susciter l'incrédulité. Mais les policiers refusent de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé, est un fait qui ne peut que susciter l'incrédulité.

Un « incident technique »

Il est apparu d'autre part qu'il était difficile d'éviter que le visage très typé de Pierre Goldman soit diffusé par les journaux. L'information a été reconnue et postérieurement par la plupart des journaux. Mais ceux-ci se contredisent ou ont souvent varié et hésité dans leurs déclarations. Tout compte fait, l'accusation ne se conforme que des faiblesses de la défense, dans la mesure où l'arrêt de Pierre Goldman est fragile et où il reconnaît, d'autre part, avoir commis trois agressions à main armée, dont une dans une autre pharmacie. Les avocats de l'accusé ont contesté, mercredi 28 avril, à compter des moyens de l'accusation. Toute une partie de la journée a été consacrée à l'examen des conditions de l'identification de Pierre Goldman après son arrestation en avril 1970.

Celui-ci avait été à trois reprises présenté aux différents témoins dans les locaux de la police. L'accusé a contesté l'habitude dans une opération de reconnaissance, le suspect avait été mêlé à un groupe de cinq autres personnes choisies parmi les policiers. L'accusé a contesté une place sans tain, les témoins devaient désigner Pierre Goldman parmi les « Hyppocrates ». Ceux-ci doivent être désignés avant que possible car le dossier est physique avec le suspect et leur habilement doit être relativement semblable à celui de ce dernier. Les policiers qui avaient reconnu leur concubine ont été opérés ont comparu devant la cour : leur manque de reconnaissance avec l'accusé était assez évident. L'un

des accusés refusait de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé, est un fait qui ne peut que susciter l'incrédulité. Mais les policiers refusent de révéler l'identité de la personne qui l'a dénoncé, est un fait qui ne peut que susciter l'incrédulité.

Après la mort par asphyxie de deux locataires

LE MINISTÈRE PUBLIC FAIT APPEL D'UNE DÉCISION DE RELAXE EN FAVEUR DU PRÉSIDENT D'UNE SOCIÉTÉ D'I.L.M. DE TOURCOING

De notre correspondant

Libre. — Le 14 avril dernier, M. Philippe Dupré, président du conseil d'administration de la société d'I.L.M. de Tourcoing, comparait devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de Lille sous l'inculpation d'homicide involontaire. On lui reprochait d'avoir, par maladresse, imprudence, inobservation des règlements, causé la mort de deux jeunes femmes.

Les faits remontent au 28 janvier 1975. Ce jour-là, à 8 heures, M. Dupré se rendait à son travail. Il était accompagné de sa femme, Mme Anne Lepoutre, vingt-deux ans, et d'Eveline Calpeart, vingt-cinq ans, dans un appartement, propriété de la société d'I.L.M. L'antenne des corps a déterminé que « le décès avait pour cause directe et exclusive une intoxication par l'oxyde de carbone ». Cette intoxication aurait été provoquée par l'utilisation prolongée d'un chauffage central non raccordé à un conduit d'évacuation des gaz brûlés. On reprochait à M. Dupré de n'avoir pas informé les locataires du danger encouru par une

telles utilisation du chauffage et d'avoir toléré une absence de ventilation. Le ministère public avait requis une peine de prison assortie de sursis et une forte amende. Dans son jugement rendu le mercredi 28 avril, le tribunal a purement et simplement relaxé M. Dupré. Il fonde sa décision sur le fait que « la responsabilité pénale d'un chef d'entreprise ou d'un président de société, hormis le cas où elle est édictée par la loi, ne peut être retenue que dans l'hypothèse d'un défaut de surveillance, d'une négligence ou d'une imprudence en rapport avec l'infraction ». En outre, le tribunal a considéré que M. Dupré « ne pouvait pas avoir une conscience défectueuse en raison de la présence intérieure des quatre mille cinq cents logements composant le patrimoine immobilier de la société ».

Le ministère public, représenté par M. Yves Collen, substitut du procureur de la République, a décidé d'interjeter appel de la décision du tribunal.

LE PLACEMENT DU PUBLIC EST ASSURÉ PAR DES AUDITEURS DE JUSTICE

Après la publication, dans le compte rendu du procès de Pierre Goldman aux assises de la Somme, d'une information indiquant que « des étudiants en droit — non grégaires — avaient été requis pour placer le public » (le Monde du 28 avril), M. Jean-Pierre Trélaud, d'Amiens, nous prie de préciser : « Si cette mission de placement nous a été confiée, ce n'est ni en raison de notre seule qualité d'étudiants en droit, ni en raison de notre position à l'égard des événements universitaires, mais tout simplement du fait de notre statut d'auditeurs de justice stagiaires (c'est-à-dire d'étudiants préparant le concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature), statut réglementé par le décret du 27 février 1973, décret paru au Journal officiel du 3 mars de la même année ».

Au tribunal civil de Paris

M. RICHARD DESHAYES OBTIENT UNE PROVISION DE 100 000 FRANCS

Grèvement blessé à la tête par une grenade lacrymogène le 9 février 1971 à Paris lors d'une manifestation, M. Richard Deshayes a obtenu une provision de 100 000 francs, que devra lui verser la Ville de Paris en attendant que son préjudice soit exactement déterminé par une expertise médicale.

Le tribunal civil de Paris, présidé par Mme S. Rozès, a rendu ce 28 avril un jugement en ce sens en déclarant que la responsabilité est partagée par moitié. D'une part, le gardien de la paix (qui a bénéficié de l'immunité prévue par la loi du 18 juillet 1974), ayant lancé la grenade sur des manifestants en fuite, a effectué un tir de 20 mètres selon un angle de 20 degrés, alors que l'angle normal est de 45 degrés et qu'il ne doit jamais être inférieur à 30 degrés. D'autre part, M. Deshayes ne pouvait ignorer que la manifestation avait été interdite et qu'il ne pouvait donc méconnaître les risques inhérents à un rassemblement en tant que participant, déjà repoussé par les forces de police à une grande distance du lieu où ils avaient été appelés à manifester, se heurtant à nouveau à des gardiens de la paix et se trouvant à leur rencontre à des violences qu'attestent l'ensemble des témoignages recueillis.

ALLIANCE EUROPEENNE DELAIR

NOS CIRCUITS CHOCS

GRECE des Hes 15] 1.350F

EGYPTE 15] 2.790F

PAKISTAN 22] 4.100F

INDE/NEPAL 22] 4.190F

4 rue de l'Ecluse, Paris 17^e

2 rue de Valenciennes, Paris 6^e

Tél. 260 74 99 et 44 66 - 325 76 26

SPORTS

FOOTBALL

L'Association Nancy-Lorraine dans ses murs

De notre correspondant

Nancy. — « Notre but a été de créer en partant de zéro, il y a dix ans, des structures solides et de former des jeunes afin de préparer l'avenir ; nous commençons aujourd'hui à récolter les premiers fruits », a indiqué M. Roger Catbrier, président de l'Association sportive Nancy-Lorraine qui avait organisé, mardi 27 avril, une journée portes ouvertes.

Le cas de l'AS.N.L. représente bien la nouvelle orientation des clubs professionnels à l'heure actuelle, qui consiste à « fabriquer » eux-mêmes leurs « produits ». Depuis sa création avant les centres de formation, le club de Nancy a ainsi ouvert un « conservatoire » de footballeurs. Une quinzaine de jeunes de dix-sept et dix-huit ans, habitant dans trois pavillons, dans la banlieue de Nancy, entourent par deux familles, en partageant leur temps entre le football, le basket, et les études. L'après-midi six autres jeunes préparent le baccalauréat.

En faisant visiter l'ensemble d'entraînement de la forêt de Haye, à 10 kilomètres de Nancy, M. Claude Cuny, délégué général, a insisté sur le fait que le club, qui compte quatre mille cinq cents adhérents supporters, a tous résolu par lui-même.

« Tout pour réussir »

Dans cet ensemble, situé en pleine nature sur une ancienne base militaire, les trente joueurs de l'AS.N.L. peuvent s'entraîner sur six terrains ; ils ont à leur disposition une salle de musculation et un bloc technique pour les soins et la rééducation, ainsi qu'une salle pour jouer par mauvais temps. On trouve aussi un « club-house » pour les supporters et un hôtel de « mise au vert » utilisé la veille des compétitions.

« Ici, dit Antoine Bedin, l'entraîneur de l'AS.N.L., un jeune footballeur a tout pour réussir. Il est placé dans les meilleures conditions. S'il n'embrasse pas, c'est de sa faute. Il est entouré de tout ce qu'il faut pour réussir ».

Aujourd'hui, l'équipe de l'AS.N.L., dont la moyenne d'âge oscille entre vingt-deux et vingt-trois ans, se situe à la septième place du classement de l'élite nationale 1. La réussite internationale de Michel Platini, mais aussi celle de Rouyer et de Curjel semblent démontrer que l'association nancéenne a choisi le bon chemin.

CLAUDE LEVY.

LE CONSEIL FÉDÉRAL VA STATUER SUR LE LITIGE BASTIA-NICE

Le forfait de l'équipe de l'O.G.C. Nice pour le match à rejouer des huitièmes de finale de la Coupe de France de football ne met pas fin au litige qui oppose les Nicols aux Bastiais. La Fédération française de football a, en effet, décidé de demander à son conseil fédéral de statuer en dernier ressort.

Mardi 28 avril, elle a fait publier le communiqué suivant : « Compte tenu des circonstances exceptionnelles du litige Bastia-Nice, de son exploitation publique, de l'importance de la décision qui s'est trouvée la commission fédérale d'appel d'étudier l'appel de Bastia et de l'urgence à statuer, le conseil fédéral a décidé d'user de la procédure exceptionnelle prévue par les statuts de la Fédération et de se saisir du dossier ».

Il se réunira à cet effet avant la fin de la présente semaine, entendra les parties intéressées et statuera en dernier ressort. »

OMNISPORTS. — Un nouvel hebdomadaire, Sports magazine, paraissant chaque mardi, sera mis en vente à partir du 15 juin au prix de 5 F. Son tirage prévu est de 250 000 exemplaires. Ce magazine est lancé à l'initiative de M. André Rousselle, animateur du groupe « G 7 » (fuzzis), ancien député de la Haute-Corse, et fils de l'ancien président de la cour d'appel de Paris.

(Publicité)

CANNES

SUPER PROPRIÉTÉ 10.000 M2

Près centre - Calme - Vue mer extra - Immense séjour

+ 8 Chambres - Piscine - Logement gardiens.

Tél. : 16-93 - 45-70-61.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA

Faites l'essai CAD

du

SOMMIER ARTICULÉ

à télécommande électrique

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS 10^e ■ MÉTRO Parmentier

Tél. 357.46.35

ÉDUCATION

Le mouvement de grève dans les universités et le secondaire connaît un certain tassement

Une certaine tendance à la reprise des cours se manifeste dans plusieurs universités. De nouvelles manifestations ont eu lieu sans incidents dans quelques villes, mais, sans à Strasbourg, où une fraction de solidarité a joué après les violents heurts qui avaient opposé des étudiants aux forces de l'ordre le mardi 27 avril, elles ont refusé pour de monde. Les réactions des différentes organisations de gauche et d'extrême gauche, après la réunion de la coordination des comités de grève, confirment la division constatée entre l'UNEF (ex-Renouveau) — qui s'aligne sur les syndicats d'enseignants — et les autres groupes.

Mme Alice Samier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, devait recevoir, ce jeudi 29 avril, des délégations du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.-FEN) et de l'UNEF (ex-Renouveau), et présider la conférence nationale des associations étudiantes.

Deux mille manifestants à Strasbourg

À STRASBOURG, deux mille étudiants ont défilé dans le calme, mercredi 28 avril, pendant plus de deux heures. La nouvelle des heurts violents avec la police dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 avril (le Monde du 29 avril) avait mobilisé, dès les premières heures de la matinée, de nombreux étudiants qui étaient restés jusque-là en dehors du mouvement. Des lycéens et collégiens se sont joints à eux. Dans un tract distribué à la population, les manifestants ont écrit aussi bien les « tirs tendus de grenades lacrymogènes » des forces de police qui les « jeta de pierres » de certains d'entre eux et les « vitrines cassées » par des éléments provocateurs étrangers au monde étudiant. Une centaine d'étudiants ont bloqué pendant deux heures un carrefour proche du campus universitaire où avaient eu lieu, mardi, les premiers accrochages avec les policiers. Il n'y a pas eu d'incidents.

À l'université Louis-Pasteur, l'Institut Lebel est toujours occupé, et les étudiants en théologie catholique ont décidé, à leur tour, de se mettre en grève, pour « protester contre l'escalade de la répression à l'égard, non seulement des étudiants, mais aussi des travailleurs étrangers, tels que ceux de la Sonacotra ».

À CLERMONT-FERRAND, environ cinq cents étudiants sont allés en voiture manifester, mercredi 28 avril, à Chénouat, devant le château de Varvass, propriété familiale de M. Valéry Giscard d'Estaing. Les manifestants se sont assis devant le portail d'entrée en scandant des slogans contre la réforme des études universitaires et à la partition de l'université de Clermont-Ferrand.

À TOULOUSE, une assemblée générale d'étudiants à l'université du Mirail (Toulouse-II) s'est prononcée pour la continuation de la grève jusqu'à l'abrogation de la réforme, critiquant l'attitude de l'UNEF (ex-Renouveau) et refusant tout vote à bulletin secret. Une « journée d'action » a eu lieu à l'unité pédagogique d'architecture pour faire connaître le manque de crédits et de matériel de l'établissement.

À POITIERS, deux cents étudiants ont participé, mercredi 28 avril, à une manifestation humoristique en forme de cortège nuptial. Les étudiants, dont certains arboraient des déguisements,

De nos correspondants

voulaient dénoncer « le mariage de l'Université et du patronat ».

À ORLÉANS, des assemblées générales ont réuni, mercredi 28 avril, la grève en droit, en lettres et en sciences, mais à une faible majorité. Les enseignants de l'université affiliés au SGEN poursuivent un mouvement de grève jusqu'au vendredi 30 avril.

À TOULON, une consultation a eu lieu mercredi sur la poursuite de la grève : les étudiants en droit, par 213 voix contre 40, ont opté pour la reprise des cours ; mais ceux de l'Institut de technologie ont décidé, par 381 voix contre 407, de continuer la grève. La confusion règne. Un nouveau vote pourrait avoir lieu lundi.

Cignancourt rouvre Dauphine ferme

À PARIS, la plupart des universités sont désertées, aussi bien par les étudiants que par les enseignants. Des étudiants de l'École nationale supérieure de chimie de Paris se sont mis en grève mercredi 28 avril pour protester contre le projet de réforme des enseignements supérieurs technologiques. Des étudiants de gauche et d'extrême gauche du centre universitaire de la rue d'Assas (Paris-II), qui s'estiment « interdits de séjour » dans le centre par les mouvements d'extrême droite, ont décidé d'y pénétrer ce jeudi 29 avril pour appeler les étudiants à la grève. L'université Paris-II n'a pas été touchée jusqu'à présent par la grève. M. Raymond Polin, président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), a annoncé, dans un communiqué, que les cours reprendront au centre universitaire Cignancourt ce jeudi 29 avril.

L'université Paris-IX (Dauphine) a été fermée mercredi 28 avril jusqu'au lundi 3 mai. Mercredi, à 2 heures du matin, une vingtaine de jeunes gens ont pénétré dans le centre, provoquant des dégâts matériels. Un référendum sur la reprise des cours, organisé dans la journée, a été interrompu par des membres du comité de grève, qui se sont emparés des urnes.

Une « coordination nationale pour la reprise des cours » a été créée mercredi 28 par des étu-

dians des universités Paris-IX (Dauphine) et Paris-X (Nanterre). Ces étudiants demandent que soient incluses dans la nouvelle circulaire d'application de la réforme du deuxième cycle les assurances déjà obtenues de Mme Samier-Sellé par « l'ensemble des associations ». Cette « coordination » demande qu'il y ait des rencontres consultatives des associations étudiantes, qui se réuniront ce jeudi 29 avril, « des crédits complémentaires soient accordés aux universités pour qu'elles puissent organiser des cours de rattrapage ».

Environ deux cent cinquante étudiants antigouvernementaux appartenant notamment au Groupe Union Défense (GUD) et à l'Action française ont défilé mercredi 28 après-

LA FNAGE SOULHTE PARTICIPER À LA MISE AU POINT DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR

La Fédération nationale des associations d'élèves en grande école (FNAGE) a réuni, son congrès annuel samedi 24 et dimanche 25 avril. Elle s'est surtout inquiétée des projets de réforme de l'enseignement technique supérieur : elle a demandé que le secrétariat d'Etat aux universités les rende publics le plus rapidement possible.

La FNAGE souhaite que les élèves puissent participer à la mise au point de cette réforme. Elle demande notamment que les élèves soient mieux représentés dans les conseils d'administration des écoles et que soient créés des conseils pédagogiques dans les établissements. Elle souhaite que la formation ne soit pas uniquement théorique et comprenne une partie « humaine » et des stages de longue durée dans l'industrie et que l'Etat et les entreprises prennent en charge l'accroissement du coût de la scolarité dû à cette adaptation pédagogique, dont « la collectivité est le bénéficiaire potentiel ». La FNAGE est aussi favorable à un renforcement du rôle de la commission du titre d'ingénieur.

midis à Paris, du rond-point des Champs-Élysées à la Madeleine. Les organisations d'étudiants modérés avaient appelé à ne pas participer cette manifestation (le Monde du 28 avril).

L'organisation communiste Révolution met « à l'ordre du jour » « le renforcement de l'autodéfense et des capacités offensives du mouvement étudiant » et condamne « les réformistes de l'UNEF et du SNE-Sup » qui « opèrent le chantage aux examens ». Le Mouvement d'action syndicale (proche de la C.F.D.T.) appelle à « approfondir la plate-forme de revendications encore très insuffisante votée à Caster ». Il juge, d'autre part, « nécessaire que les présidents d'université soient invités à s'expliquer devant les assemblées générales sur les récentes prises de position de la conférence des présidents ».

L'UNEF (ex-Renouveau), qui doit être reçue ce jeudi soir 29 avril chez Mme Samier-Sellé, considère en revanche que « décider la grève générale de l'université tout en refusant l'appel fait par l'UNEF en vue du retour massif des étudiants dans les faces, c'est s'acharner sur le pourrissement à court terme du mouvement. L'ouverture de négociations avec Alice Samier-Sellé ne crée pas les conditions les plus favorables pour donner un objectif précis à la lutte et se faire soutenir par les travailleurs et l'opinion publique ».

Dans le secondaire

Dans les lycées de la région parisienne on constate un net reflux du mouvement, à en juger par la coordination parisienne qui a eu lieu mercredi 28 avril. Six lycées seulement se déclarent « en grève » et une trentaine d'autres « en lutte ». Les informations du ministère de l'éducation révèlent aussi une tendance à l'« apaisement ». Toutefois, les professeurs se sont vu recommander « le retour dans leur famille des éléments perturbateurs ». À l'hostilité désormais connue à la réforme Haby s'ajoutent donc maintenant les protes-

tations contre la « répression ». Il semble, en revanche, que le mouvement se poursuive dans un certain nombre de CEF, sous l'impulsion notamment des militants de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière. Les forces de police, appelées par le directeur, ont pénétré, lundi 26 avril, à 10 h. 40, dans un CEF de la rue Curial (19^e arrondissement) pour en expulser sans heurts, les éléments étrangers à l'établissement, en l'occurrence des élèves de CEF voisins. Une manifestation lycéenne est prévue, vendredi, à Paris.

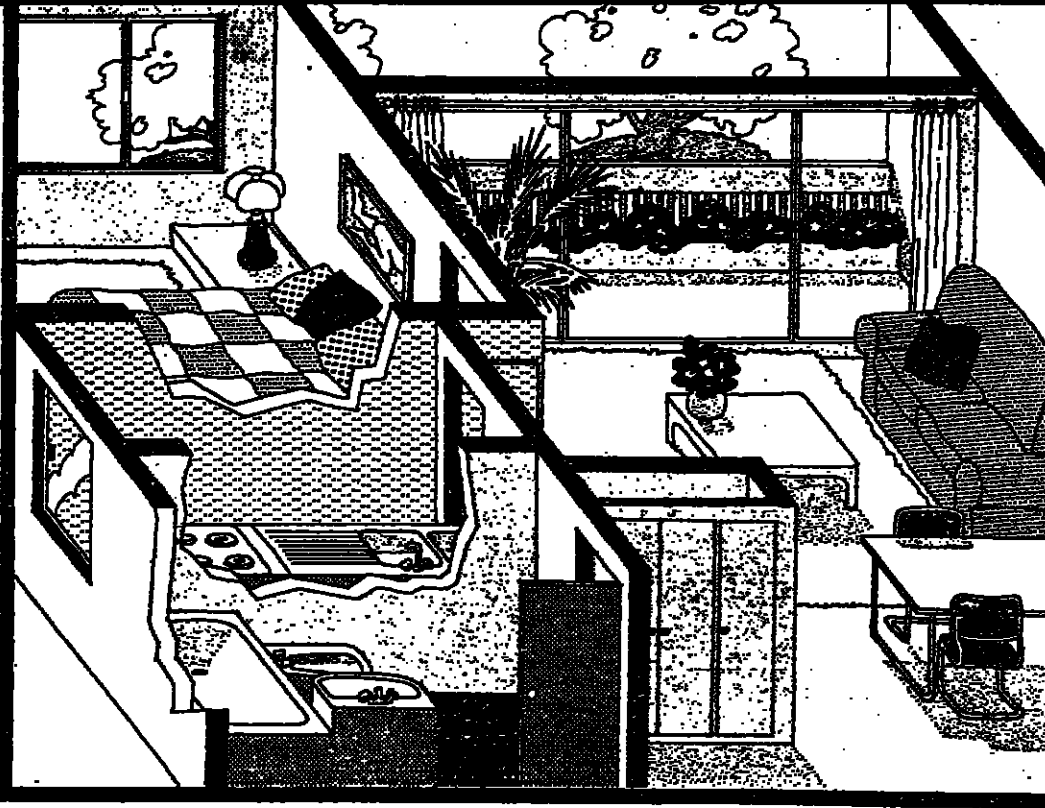
M. PAPINSKI ENTRE DEUX DESTINÉES

Comme il l'avait annoncé lors de sa conférence de presse du 18 mars dernier, M. Papinski a annoncé jeudi 28 avril à Paris six heures de discussions consacrées à « l'éducation en liberté surveillée ». Assister est le mot. Après dix ans d'une protestation souvent extrême contre l'inspection, qui l'avait rétrogradé dans l'enseignement primaire, M. Papinski est devenu l'ambassadeur de la « répression dans l'éducation ». De là vient sans doute son succès présent aux diverses étapes de son tour de France, qui se prolongera durant tout le mois de mai, en ce moment même à Paris, où les étudiants de divers centres universitaires en grève ont fait à l'entrée du « Bon-Boul » un accueil chaleureux.

Sûr de sa cause, entouré tantôt de philosophes illustres (Jean-Paul Sartre), tantôt de chanteurs célèbres (Claude Nougaro), M. Papinski, qui vient de déposer une demande de poste à l'étranger, oscille désormais entre ces deux destinées : « Si je ne suis pas réintégré dans l'éducation nationale, je me livrerai à une activité artistique. Je ne peux pas encore dire laquelle, mais l'intention de tirer la leçon, plus ou moins romanesque, de ce qui m'est arrivé. Une chose est sûre : dans un hors de l'éducation nationale, je pourrais jusqu'à un bout mon combat. L'injustice est trop grande. Je ne peux pas laisser passer cela... »

M. K.

Sur la côte normande "les Manoirs" de Courseulles 2 pièces, cuisine indépendante, 94 000 F



Je désire être renseigné sur vos réalisations de la côte normande. Veuillez me faire parvenir sans engagement de ma part, une documentation sur vos appartements-vacances de Courseulles sur Mer.

NOM _____

PROFESSION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TELEPHONE _____

A renvoyer à Jacques Ribourel
120 Champs Elysees 75008 PARIS

Des manoirs pour s'isoler.

Décalés les uns par rapport aux autres, à 3 niveaux seulement (un rez-de-chaussée et 2 étages).

Les 2 pièces sont au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage, les 3 pièces au 2^e étage avec double exposition pour vivre au large, indépendamment des voisins. Une entrée commune pour 4 appartements seulement (charges réduites).

Tout en ardoise, doublage intérieur des murs pignons par isolant et contre-plaqué, garde-corps des loggias en aluminium à barreaux verticaux.

Moins de 100 000 F avec 18 ans de crédit.

Studio 26 m² Sud : 77.000 F
2 pièces 30,91 m² Est, loggia 3,35 m² : 94.000 F
3 pièces 39,79 m², balcon, terrasse 15 m² : 147.000 F

À la réservation il suffit d'un prêt 5% pour devenir propriétaire. Ensuite Jacques Ribourel vous laisse la possibilité de payer 15% en 2 ans. Il peut ensuite vous faire bénéficier d'un prêt de 80% sur 18 ans.

C'est une facilité qui vous permet de ne pas vous refuser une cuisine bien indépendante du séjour.

Visite de l'appartement-témoin.

Chaque appartement possède une loggia ou un balcon ; salle de bain entièrement aménagée (baignoire, lavabo, bide).

Vraie cuisine indépendante avec fenêtre et toute équipée (meuble de rangement haut et bas, évier inox double bac, réfrigérateur, table de cuisson électrique 4 feux, four avec hublot, hotte aspirante).

Chauffage électrique bi-fonction avec réglette individuel. Papier lavable dans cuisine et salle de bain. Vide-ordure sur palier.

Autre programme à Courseulles-sur-Mer.

"La Courseulles" : quatre petits immeubles de standing sur le quai Est. Une très belle architecture, avec terrasses et balcons. Essences et toitures recouvertes de vraies ardoises du pays. Ouvertures extérieures en aluminium.

Aire de jeux prévue pour les enfants.

2 pièces 41,82 m² Sud : 135.000 F
3 pièces 68,19 m² Est-Ouest : 180.000 F

Jacques Ribourel - 120 Champs Elysees - 75008 Paris - Tél 256 00 90

صكنا من الاجل

ÉDUCATION

MÉDECINE

POINT DE VUE

LE PRÉSIDENT ET L'UNIVERSITÉ

par ANDRÉ MANDOUZE (*)

DEPUIS la « réunion de presse » du 22 avril, les Français sont fixés. La réorganisation du deuxième cycle de l'Université s'inscrit bel et bien dans le programme général de réformes que le président de la République entend « conduire ». Qu'on en finisse donc de supputer — avec hargne ou sourire — sur les diverses aventures d'Alcibiade au pays de son secrétaire d'État, y compris les négociations en cours qui ne sauraient prendre le pas sur la ligne de conduite présidentielle tant que M. Giscard d'Estaing n'a pas lui-même annoncé qu'il l'avait modifiée. Et surtout qu'on n'essaie pas de nous persuader que seuls les adversaires du projet « poillissent » la question et se conduisent de façon incongrue. L'insulte est faite au chef de l'État lui-même si l'on prétend par contrecoup que, tel un vulgaire M. Jourdain, il fait en l'occurrence de la politique sans le savoir.

Cette revendication de responsabilité a donc été soigneusement proclamée au cours d'un exposé dont la longueur relative par rapport au reste de la conférence de presse indique bien l'importance volontairement attribuée par M. Giscard d'Estaing à ce sujet resté jusque-là passablement hermétique aux yeux de ceux qui ne sont pas peu ou prou du sérail.

D'où les deux questions qui viennent naturellement à l'esprit. Cet exposé a-t-il éclairé l'opinion ? Ce plaidoyer a-t-il convaincu ?

Si je me permets de considérer d'abord la seconde question, c'est non point pour mettre paradoxalement la charrue devant les boeufs, mais parce que le président a choisi la forme du plaidoyer et qu'il a évidemment voulu l'insérer dans une conviction. A preuve la *capitulation* benevolente sur le thème privilégié de l'emploi des jeunes. A preuve la problématique ostensiblement appuyée, pour ce qui est de la sélection, sur l'exemple de tel pays pouvant servir de référence à la gauche. A preuve l'adresse « à l'intelligence de l'étudiant » ou au « courage » d'une « jeunesse qui est l'âge du risque ». A preuve la

réponse en trois points aux reproches ordinaires déchaînés à sa réforme universitaire.

Bref, plaidoyer apparemment fort habile d'un homme qui semble bien posséder son dossier. Apparemment, grâce à une démonstration qui se veut rigoureuse, les incertitudes s'éloignent qui résultaient des variations d'un secrétaire d'État ballotté par les événements, et l'on croit retrouver la logique du projet défendu ici même par le directeur des enseignements supérieurs et de la recherche (1).

Apparemment oui, si l'on se contente de la parole entendue. En l'occurrence, l'insulte est faite au chef de l'État lui-même si l'on prétend par contrecoup que, tel un vulgaire M. Jourdain, il fait en l'occurrence de la politique sans le savoir.

Cette revendication de responsabilité a donc été soigneusement proclamée au cours d'un exposé dont la longueur relative par rapport au reste de la conférence de presse indique bien l'importance volontairement attribuée par M. Giscard d'Estaing à ce sujet resté jusque-là passablement hermétique aux yeux de ceux qui ne sont pas peu ou prou du sérail.

Si je me permets de considérer d'abord la seconde question, c'est non point pour mettre paradoxalement la charrue devant les boeufs, mais parce que le président a choisi la forme du plaidoyer et qu'il a évidemment voulu l'insérer dans une conviction. A preuve la *capitulation* benevolente sur le thème privilégié de l'emploi des jeunes. A preuve la problématique ostensiblement appuyée, pour ce qui est de la sélection, sur l'exemple de tel pays pouvant servir de référence à la gauche. A preuve l'adresse « à l'intelligence de l'étudiant » ou au « courage » d'une « jeunesse qui est l'âge du risque ». A preuve la

l'enseignement supérieur et de la recherche (CNRS). Que n'est-il entré dans plus amples détails sur les vingt-huit autres articles de l'arrêté et sur la façon quelque peu brutale dont le précédent secrétaire d'État aux universités a évité de soumettre l'ensemble de ce texte réglementaire à un vote final du même CNESER ?

2) Voulez-vous justifier l'étrange procédure d'une réforme de l'enseignement supérieur qui s'est attaquée d'abord au premier cycle, puis au troisième, avant d'en venir au deuxième, dont il est aujourd'hui question, le président invoque l'argument réaliste qui lie apparemment deux problèmes : « Aussitôt longtemps, dit-il, que la formation des maîtres (de l'enseignement secondaire) n'était pas clairement prévue, il était plus difficile de prévoir l'organisation de ce deuxième cycle. »

On a, certes, appris au début de la semaine que la fameuse circulaire Quémener n'était plus considérée comme la *viduam* obligatoire du parfait président d'université. N'empêche que, si le texte est caduc, la situation demeure qui peut toujours s'annoncer comme devant : « Dans l'immediat, les actualités licencées et maîtrises conduisant à l'enseignement posent un problème particulier dans la mesure où les nouvelles modalités de recrutement des enseignants du second degré n'ont pas été encore définies. »

De quel se moque-t-on ? Du président de la République ou des présidents d'université ? Et, pour ce qui est de ces derniers, comment s'étonner qu'ils se refusent en majorité à miser sur un dispositif qui leur demande de mettre entre parenthèses les garanties de l'avenir précisées par la profession, concernant en tout cas la majorité actuelle des étudiants littéraires et des sciences ?

3) Le président a énergiquement protesté contre « le fait constant à dire : vous sacrifiez le niveau de l'enseignement supérieur ». Le maître, c'est que son affirmation : « Il faut être clair sur cette affaire » ait été assortie d'un « Je n'entrerais pas plus dans le détail » qui ne laisse pas d'être suspect quand cette sous-douze déformation de la part de l'ancien titulaire de la Rue de Rivoli se manifeste précédemment à propos d'une implication de crédits.

On doit, certes, se réjouir que le lendemain de la conférence de presse présidentielle, et contrairement à ce qu'avait affirmé la circulaire Quémener, le secrétaire d'État aux universités ait révélé — ô divine surprise — qu'un « programme d'action prioritaire » était inséré dans le VII^e Plan pour permettre aux universités la mise en place des initiatives nouvelles.

Il reste que nul ne sait le montant de ce programme et que les présidents d'université ne se contentent pas de promesses en l'air. Car, jusqu'à cette « révélation » de dernière minute, tout s'était passé pour que le « redéploiement des moyens existants » se fit effectivement au détriment des disciplines considérées par les technocrates comme insuffisamment opérationnelles, même si elles fondent en grande partie la renommée culturelle de la France. En tout cas, même si M. Giscard d'Estaing est lui-même apparemment attaché à ces valeurs, le ministère des finances et le secrétariat d'État aux universités se sont brutalement chargés de mettre les points sur les i.

Il est évident que les programmes actuels doivent être adaptés. « Ceux-ci sont encore calqués sur le premier cycle de l'enseignement secondaire, avec un niveau de connaissances excessif pour bon nombre d'élèves. Par ailleurs, on considère que les mécanismes de base ont été définitivement acquis à l'école primaire, et on n'y revient plus. Il faut revoir le partage des rôles. »

En revanche dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels doivent être adaptés. « Ceux-ci sont encore calqués sur le premier cycle de l'enseignement secondaire, avec un niveau de connaissances excessif pour bon nombre d'élèves. Par ailleurs, on considère que les mécanismes de base ont été définitivement acquis à l'école primaire, et on n'y revient plus. Il faut revoir le partage des rôles. »

(*) Professeur à l'université de Paris-Sorbonne.

y aura des propositions pour créer des filières (nouvelles). Si M. Giscard d'Estaing connaissait mieux les universitaires, il ne se découvrirait pas aussi imprudemment.

Il croit pouvoir se fonder sur ce qui s'est passé naguère pour le DEUG, lequel avait mis en difficulté M. Fontana sur le régime du premier cycle et ne semble plus faire de difficulté. Ici encore, l'apparence est loin de la réalité. Car les universités qui paraissent s'être aujourd'hui le moins de résistance au projet gouvernemental sont précisément celles dont l'immobilisme bien connu devrait tomber sous le coup des critiques présidentielles et qui, sans pratiquement rien changer à leur système, ont tout simplement appelé DEUG ce qui s'intitulait primitivement DUEU, ou DUES.

Est-ce dans ce sens que, tout en sauvegardant les apparences, s'orientent implicitement le parti du président ? Or le croirait presque quand on le voit, dans une autre partie de l'exposé, suggérer aux universités de ne pas profiter de leur autonomie pour compliquer les choses et pour multiplier les « vérifications de niveau » des étudiants qui viendraient à passer de l'une à l'autre. Pourquoi donc — si dans l'application de l'arrêté il doit rester telle morte — avoir inventé cette sorte de pouvoir discrétionnaire, dont la simple possibilité compromet, en elle-même, gravement le valeur des diplômes nationaux ? Qui, pourquoi, quand il était si simple de ne pas inventer, pour les étudiants, les enseignants et même le gouvernement, cette nouvelle difficulté ?

5) J'en viens, enfin, à un point qui m'a stupéfié et qui excède le domaine strictement universitaire pour nous plonger dans un domaine qui n'est plus celui de la politique générale évoqué au début de cet article, mais bel et bien de celui de la politique électorale. Au lieu d'admettre sagement que le vote hostile de trente-sept présidents d'université est une forte contre-indication manifestée par le corps enseignant à l'encontre de son projet, le président de la République croit que vingt-six présidents... ont voté pour ce qui, en fait, n'est que la « révélation » de la « vérité » qui est aujourd'hui incontestablement le président de la République française ? Nous savons, certes, depuis le même « réunion de presse », que la Constitution est le livre dont notre président ne se sépare pas. Ce livre garantit le comportement démocratique qu'il adoptera si dans deux ans la majorité présidentielle devient une minorité. Etait-il si nécessaire qu'à propos du projet de deuxième cycle des universités, M. Giscard d'Estaing donne l'impression que, lorsqu'il lui est défavorable, le verdict d'un vote lui paraît sujet à caution ?

Je ne sais pas si sur le dossier en question il était plus grave pour le président de la République de s'être lui-même laissé prendre aux apparences ou d'avoir souhaité que ses auditeurs y fussent pris. Je lui fais l'honneur de croire que, s'il se rend compte qu'il s'est trompé, il n'hésitera pas, malgré de ses précédentes affirmations, à reprendre l'arrêté contesté et à remettre la réforme sur le chantier.

En revanche, ce que je sais, c'est que si jamais l'action « agressive et répressive », si familière au ministre de l'Intérieur, se substituait dans l'enceinte des universités à la détermination conciliante du président de la République, nous nous retrouverions tous unis, enseignants et étudiants, contre un projet qui aurait besoin de tels moyens pour être défendu.

(1) Voir l'article de M. Quémener dans le Monde du 9 avril.

A L'ACADÉMIE

La prévention précoce constitue le meilleur moyen de lutte contre l'athérosclérose

La prévention constitue la meilleure façon de lutter contre l'athérosclérose. Et l'on sait aujourd'hui que la prévention, pour être pleinement efficace, doit être entreprise avant l'âge adulte. Au cours d'une séance spéciale de l'Académie de médecine consacrée le 27 avril à cette maladie, le professeur Jean Cottet et le docteur Robert Cristol, ont souligné que des signes d'hyperlipidémie, de diabète, d'hypertension ou d'obésité (autant de facteurs qui prédisposent à l'athérosclérose) peuvent être, mais ne le sont pas toujours, détectés suffisamment tôt chez l'enfant et l'adolescent, ce qui permet d'entreprendre une prévention « primaire vraie ».

Il est même possible, ont-ils indiqué, de découvrir des signes d'hypercholestérolémie chez les nouveau-nés en analysant le sang du cordon ombilical.

Si cette approche pédiatrique de la prévention de l'athérosclérose suscite actuellement un intérêt croissant, elle n'a pu encore démontrer toute son efficacité en raison des problèmes à la fois moraux et d'éducation sanitaire qu'elle pose, ont souligné les deux médecins.

Chez l'adulte, par contre, il n'existe aucun obstacle de ce type. Les facteurs favorisant l'athérosclérose sont bien connus : à ceux déjà décrits chez l'enfant s'ajoutent le tabagisme, la sédentarité et certains facteurs psychologiques, comme l'anxiété.

Des mesures simples d'hygiène et de diététique peuvent constituer, dans la plupart des cas, une action préventive efficace.

Quant à la prévention des récidives, elle consiste, chez des malades déjà victimes d'un accident cardiaque ou d'athérosclérose, à poursuivre en permanence des mesures diététiques et médicamenteuses dans le but de freiner l'évolution et d'éviter la survenue de nouveaux accidents.

Le traitement des facteurs thrombotiques et des troubles rythmiques paraît particulièrement important. Pour ce qui concerne la prévention de l'athérosclérose, le régime riche en acides gras polyinsaturés, dans l'espoir de diminuer le taux sanguin de cholestérol, cinq études portant au total sur 1000 personnes souffrant de 887 coronariens témoins ont donné des résultats divergents. Une est franchement positive, une négative et trois favorables.

Quant aux médicaments destinés à diminuer le taux des lipides sanguins, la dextrothiopyrine a été administrée préventivement pour neutraliser l'effet de l'acide nicotinique

n'a pas montré d'effet significatif sur la mortalité cardio-vasculaire, mais un effet légèrement bénéfique sur le taux des récidives d'infarctus, et le clofibrate utilisé à 1,80 g par jour par le Coronary Drug Project américain n'a démontré aucune efficacité au bout de cinq ans ni sur la morbidité ni sur la mortalité cardio-vasculaire, ce qui contredit nombre de résultats antérieurs.

D'autre part, des études coopératives récentes ont conduit à une efficacité douteuse ou nulle des antihypertenseurs au long cours dans les suites d'infarctus, mais une efficacité réelle dans le traitement des artériopathies périphériques.

Lors de la même séance, l'Académie de médecine a décidé sur proposition du professeur Goussard de Pontanel de demander aux pouvoirs publics d'améliorer l'autorisation pour l'emploi de neuf colorants utilisés dans diverses industries alimentaires.

Ce sont le noir 79-94 (E152), la terre d'ombre brûlée (E181), la chrysoline F (E130), l'orange GGM (E111), l'orselle et l'orange (E121), le ponceau GR (E126), l'acariate GN (E125), le jaune solide AB (E105) et le bleu indanthrene (E130).

La commission n'a pas jugé nécessaire de demander l'interdiction de l'amarante, qui vient de faire l'objet d'une mesure d'interdiction aux États-Unis « rétrospectivement démontrée pour modifier ses recommandations du 27 juin 1974 qui classaient l'amarante dans les matières colorantes pour lesquelles il a été possible d'établir une dose journalière temporaire, celle-ci étant fixée de 0 à 0,75 milligramme par kilo de poids corporel ».

Le professeur André Lucifora, prix Nobel de médecine, exposé, pour la première fois et jusqu'au 7 mai à la galerie Alex Maguy, vingt-sept peintures, dont huit paysages de Banyuls-sur-Mer, six vues de New-York et dix natures mortes. Le produit intégral de cette exposition sera offert à l'Institut Pasteur de Paris et à l'Institut Weizmann d'Israël, pour la recherche sur le cancer (OS, faubourg Saint-Honoré, Paris-8^e).

A L'ÉCOLE PRIMAIRE

M. Haby veut donner « un coup de frein » aux réformes de l'enseignement des mathématiques du français et des activités d'éveil

Il faut donner un « coup de frein » aux réformes entreprises depuis quelques années à l'école élémentaire en mathématiques, en français et pour les « activités d'éveil », afin d'insister davantage sur l'acquisition des connaissances fondamentales, en substance, l'orientation définie par M. René Haby pour les nouveaux programmes de l'enseignement primaire publiés dans une longue interview publiée dans le numéro de mai du Monde de l'éducation.

« Il y a, depuis cinq ou six ans, déclare le ministre de l'éducation, une tendance consistant à limiter l'école primaire aux apprentissages fondamentaux (lecture, écriture, calcul) et à miser sur l'éveil de la curiosité ou sur l'observation. Il est vrai qu'il y a certaines connaissances qui, désormais, seront acquises à l'école moyenne et dont l'enseignement primaire n'a plus à se préoccuper. Mais peut-être est-on allé trop loin. » Ainsi, pour l'enseignement des mathématiques, M. Haby affirme : « L'utilité des mathématiques modernes pour faire comprendre certaines notions est indéniable : par exemple la notion de multiplication à partir du concept d'opérateur. Mais il y a aussi un type de connaissance qui assure d'autant mieux cette compréhension : c'est celle de la table de multiplication et de la technique opératoire utilisée concrètement quand on fait une multiplication à plusieurs chiffres. »

« Ce que je voudrais dire aux maîtres, poursuit le ministre, c'est : « Faites attention. N'exagérez pas, en matière de compréhension, un niveau d'abstraction tel que vous serez obligés d'y consacrer tout le temps d'enseignement. En français, M. Haby dénonce « l'abus des terminologies nouvelles » dû au fait que « chaque école linguistique veut créer son propre vocabulaire ». « Je ne souhaite pas que des disciplines en formation au niveau de l'enseignement supérieur se trouvent vite trouver leur place dans les enseignements de base, parce qu'on désorganise inutilement les maîtres. » Le ministre estime, d'autre part, qu'il faut « combattre l'abus de l'oral et la suppression d'un grand nombre d'exercices écrits. Il est important qu'un élève soit capable d'écrire correctement à tous points de vue (orthographe, vocabulaire, syntaxe, structure de la phrase...), ce qu'il a à exprimer. »

M. Haby souhaite que soit repensée la notion d'activités d'éveil qu'il juge trop globale et trop floue et qu'on en revienne à certains enseignements spécifiques : histoire, géographie, « leçon de choses », disciplines artistiques, morale. « En ce qui concerne les rapports entre mathématiques, on le voit de lui-même, notre morale traditionnelle est pratiquement intacte », souligne-t-il.

En revanche dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels doivent être adaptés. « Ceux-ci sont encore calqués sur le premier cycle de l'enseignement secondaire, avec un niveau de connaissances excessif pour bon nombre d'élèves. Par ailleurs, on considère que les mécanismes de base ont été définitivement acquis à l'école primaire, et on n'y revient plus. Il faut revoir le partage des rôles. »

« tout le temps d'enseignement doit vous dispenser. En français, M. Haby dénonce « l'abus des terminologies nouvelles » dû au fait que « chaque école linguistique veut créer son propre vocabulaire ». « Je ne souhaite pas que des disciplines en formation au niveau de l'enseignement supérieur se trouvent vite trouver leur place dans les enseignements de base, parce qu'on désorganise inutilement les maîtres. » Le ministre estime, d'autre part, qu'il faut « combattre l'abus de l'oral et la suppression d'un grand nombre d'exercices écrits. Il est important qu'un élève soit capable d'écrire correctement à tous points de vue (orthographe, vocabulaire, syntaxe, structure de la phrase...), ce qu'il a à exprimer. »

M. Haby souhaite que soit repensée la notion d'activités d'éveil qu'il juge trop globale et trop floue et qu'on en revienne à certains enseignements spécifiques : histoire, géographie, « leçon de choses », disciplines artistiques, morale. « En ce qui concerne les rapports entre mathématiques, on le voit de lui-même, notre morale traditionnelle est pratiquement intacte », souligne-t-il.

En revanche dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels doivent être adaptés. « Ceux-ci sont encore calqués sur le premier cycle de l'enseignement secondaire, avec un niveau de connaissances excessif pour bon nombre d'élèves. Par ailleurs, on considère que les mécanismes de base ont été définitivement acquis à l'école primaire, et on n'y revient plus. Il faut revoir le partage des rôles. »

LA FOIRE DE PARIS OUVRE SES PORTES DANS 3 JOURS

VENEZ DÉCOUVRIR L'EXPOSITION

« BRICOLAGE POUR TOUS »

pour rendre la vie plus gaie

1^{er}-16 MAI 1976 Porte de Versailles
Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

Pour les amateurs de bricolage, la FOIRE DE PARIS 1976, qui commence le 1^{er} MAI, ce sera surtout l'occasion de visiter l'exposition « BRICOLAGE POUR TOUS ». Cette présentation d'un choix complet d'outillage simple ou sophistiqué, et de kits prêts à monter, offre tout ce qui est nécessaire pour passer maître dans l'art du bricolage.

DÉFENSE

Le chef de l'Etat a supervisé la rédaction du prochain plan d'équipement militaire

Le chef de l'Etat a, de sa propre initiative, apporté des modifications à la première rédaction, qui vient de lui être soumise par le ministre de la Défense, du prochain plan d'équipement militaire en cours d'élaboration dans les états-majors et au ministère des Finances. Ce document, qui pourrait prendre le nom de « loi d'objectifs », doit succéder aux trois lois de programme précédentes qui ont fixé, de 1960 à 1975, les engagements de dépenses de la France pour l'équipement militaire et classique de ses forces armées.

A la différence des trois plans précédents, qui étaient quinquennaux et se rapportaient aux seuls crédits d'équipement, la nouvelle « loi d'objectifs » aura une durée triennale d'application (le Monde du 20 mars) et devra couvrir, en revanche, toutes les dépenses d'équipement et de fonctionnement des armées. Le nouvel échéancier des dépenses militaires s'étale donc sur trois ans (1977-1979), tout en prévoyant un prolongement de trois ans supplémentaires (1980-1982) pour des matériels les plus importants dont la construction est longue, et il tiendra compte des répercussions du titre 5 de la loi de finances (investissements) sur le montant, difficilement compressible, du titre 3 (dépenses de personnel, d'entretien et d'instruction).

Ce document, qui doit être présenté à l'approbation du Parlement à la fin du mois de mai, sera précédé d'un exposé des motifs dont la version actuelle et non définitive tient en une cinquantaine de pages. Cet exposé de motifs, que d'aucuns assimileront à un Livre blanc explicatif sur les orientations militaires des six années prochaines, traitera des missions et des moyens, techniques et financiers, de la politique gouvernementale de défense. Le président de la République, en lui-même, comme chef suprême des armées, supervise la première rédaction, à laquelle ont collaboré les affaires étrangères.

Selon des informations de bonne source, le document préparé par le ministère de la Défense ne remet pas en cause la politique d'équipement militaire, mais il insiste sur la nécessité d'accroître la polyvalence et la mobilité des forces classiques qui restent fondées sur un recrutement à base de conscription. Ainsi, le principe du service militaire est maintenu, au moins jusqu'en 1982, date à laquelle s'achève l'échéancier des dépenses, en cours d'élaboration. Le projet consacre, pour des raisons qui tiennent à la fois à la production nationale et à l'organisation de l'armée de terre, la diminution de six à sept régiments d'artillerie

équipés de l'arme nucléaire tactique P1000. Ces régiments seront placés, par groupes de deux, sous l'autorité des généraux commandant les deux corps d'armée, puisqu'il n'est plus envisagé de créer un troisième corps d'armée comme de premières indications du ministre de la Défense l'avaient récemment laissé entendre. En revanche, la mobilité de ces régiments sera accrue avec la dotation de véhicules porte-chars, qui permettront de déplacer plus rapidement l'ensemble du système originalement monté sur des chenilles.

Il n'est pas prévu, d'autre part, d'instaurer une réduction drastique des effectifs sous les drapeaux, qui s'élevaient, en 1976, à environ 678 000 hommes (y compris la gendarmerie), alors que de nombreux experts estiment que la réorganisation, en cours, de l'armée de terre aurait dû s'accompagner — par souci d'une plus grande efficacité — d'une diminution de ses effectifs, de l'ordre de 335 000 hommes actuellement.

Le plan du général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, est, du reste, vivement critiqué. La constitution de seize divisions d'active, composées chacune de quatre régiments de mêlée avec leur appui et leur soutien logistique, soit 8 000 hommes, entraînant de nombreux transferts d'unités, en France, d'une garnison à l'autre, ainsi qu'un rapatriement de certains régiments précédemment stationnés outre-mer, a été vivement critiqué par les insuffisances de l'armement — artillerie, transport et transmissions, notamment — alloué à ces divisions et sur le fait que l'état-major choisit, en réalité, de répartir cette pénurie des moyens entre de grosses brigades réunies de façon disparate.

Enfin, sur le plan budgétaire, le chef de l'Etat s'est à plusieurs reprises en conseil de défense, prononcé pour une augmentation, en France, de crédits de crédits militaires qui pourraient passer de 17 % à 20 % d'ici à 1982, du budget de l'Etat. Actuellement, le budget de la Défense, pour 1976, fait apparaître un déséquilibre grave entre les crédits annuels de paiement par rapport à ces autorisations de programme, et les autorisations de programme, qui sont des engagements d'investissements. L'insuffisance des crédits de paiement par rapport à ces autorisations de programme a été vivement critiquée par les députés de la gauche, et les autorisations de programme, qui sont des engagements d'investissements, ont été critiquées par les députés de la droite. Le projet de loi d'objectifs, en réduisant de six à sept régiments d'artillerie

La Grande-Bretagne produira le tritium nécessaire à la fabrication de ses bombes H

Le gouvernement britannique a décidé de construire à Chapelcross (Ecosse) une installation destinée à la production d'une des deux matières nucléaires qui entrent dans la composition des bombes thermonucléaires, le tritium. Jusqu'à présent, le tritium était acheté aux Etats-Unis et, selon le Financial Times du mercredi 28 avril, également en France (1).

Le ministère de la Défense britannique a donné peu de raisons pour justifier cette décision. Il a simplement souligné qu'une production nationale permettrait d'économiser des dollars. Il n'est pas impossible non plus que la réalisation d'un réacteur destiné à la production de tritium permette de fournir du travail à un certain nombre d'ingénieurs, d'autant que le programme nucléaire civil de la Grande-Bretagne s'est très fortement ralenti ces dernières années.

La production de tritium a toujours été très coûteuse, car cet élément se forme par irradiation du lithium sous un intense flux

de neutrons. On irradie ainsi des barreaux de lithium dans un réacteur, et il faut ensuite en extraire le tritium qui est alors mélangé à de l'hélium. Pour sa part, la France avait décidé de construire deux réacteurs tritogènes à Marcoule en 1964. Ces réacteurs ont été diversifiés en 1967 et en 1968, et auront coûté chacun 200 millions de francs de l'époque. Compte tenu du coût du tritium, il n'est pas impossible que la Grande-Bretagne ait jugé plus rentable de la fabriquer elle-même que de l'importer, d'autant qu'elle compte mettre en service de nouvelles charges nucléaires dans les années 1980, tant à bord de bombardiers que dans les sous-marins stratégiques. Il faut, par ailleurs, remplacer périodiquement le tritium des bombes H, car cette matière nucléaire a une durée de vie active de douze ans et demi.

(1) Selon le commissariat à l'énergie atomique, en France, le tritium vendu à la Grande-Bretagne n'était pas destiné à la conception d'armement, mais il était un radiotracant pour la recherche.

L'ADMINISTRATION NOUVELLE

PHILIPPE MARINI
BRUNO REMOND
Maitres de conférences à l'IEP, de Paris
Préface de Monsieur Olivier GUICHARD

Spéculation et politique foncières

Au-delà de la loi Gallay...
Un ouvrage qui fournit sur ce « défi à la société libérale » les éléments de réflexion nécessaires.
1 vol. 85 F

MAURICE BOURJOL
Maitre de conférences à l'université de Tours

La réforme municipale

Bilan et perspectives
Centralisation ou décentralisation ? Un choix impossible.
L'attitude des courants politiques face à la réforme municipale.
1 vol. 62 F

BERGER-LEVRAULT

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

CIRCULATION

Des « usagers de la route » demandent un renforcement des contrôles et des limitations

Plus de peines de prison pour les automobilistes coupables de fautes graves, mais retenue en maison d'arrêt pendant les week-ends et les fêtes et éventuellement affectation aux services hospitaliers chargés de l'accueil des blessés de la route.

Telle est une des vingt-cinq mesures proposées par le Comité national d'action pour la sécurité des usagers de la route (CNASUR) pour lutter « contre le fléau » des accidents de la route. Ces propositions ont été faites le 26 avril par MM. Roger Lapeyre et Philippe Saint-Marce, respectivement président et secrétaire général du CNASUR, mouvement qui déclare représenter cent mille personnes adhérant à une demi-douzaine d'organisations : usagers des transports, piétons, cyclotouristes, handicapés, comité contre l'alcoolisme, etc.

Les porte-parole du CNASUR ont suggéré en premier lieu que la France adopte la réglementation britannique avec des vitesses limites qui seraient ramenées à 50 km-heure dans les agglomérations, à 80 km-heure sur les

routes, à 110 km-heure sur les autoroutes et à 65 km-heure pour les poids lourds de plus de 10 tonnes de poids total.

Ils ont, d'autre part, proposé, notamment, les mesures suivantes :

- Port obligatoire de la ceinture de sécurité pour les motocyclistes et du casque pour les « deux-roues » en tout lieu et en tout temps ;
- Taux maximum d'alcoolémie ramené de 0,8 à 0,5 gramme ;
- Obligation pour les poids lourds d'éviter les villes en prenant des voies de déviation ou des autoroutes ;
- Renforcement des contrôles des temps de conduite des conducteurs de poids lourds du secteur public comme du secteur privé ;
- Entretien des bas-côtés des routes pour faciliter la circulation des piétons ;
- Parc-brise feuilleté obligatoire sur les véhicules neufs ;
- Contrôle technique systématique des véhicules ;
- Création pour les villes de plus de cent mille habitants d'un corps totalement autonome de policiers de la circulation hautement spécialisés.

TRANSPORTS

L'Égypte s'intéresse au paquebot « France »

M. Jacques Friedmann, P.-D.G. de la Compagnie générale maritime, et M. Jacques Ribière, P.-D.G. de la Transat, filiale de la C.G.M., devaient remonter dans les prochains jours M. Monseigneur Kamel Mourad, président de la Chambre de commerce égyptienne et président du parti libéral. L'objet de cette conversation : un éventuel achat ou une location du paquebot « France » désarmé depuis un an et demi, qui pourrait être transformé en navire flottant ancré dans la mer Rouge à proximité du golfe de Suez.

Des entretiens exploratoires ont déjà eu lieu le mardi 27 avril à ce sujet entre M. Kamel Mourad et M. Monseigneur Kamel Mourad, président de la Chambre de commerce égyptienne et président du parti libéral.

Pour la Compagnie générale maritime, les contacts avec les responsables égyptiens devaient permettre, dans un premier temps, un simple échange de vues, mais jusqu'à maintenant, les négociations n'ont pas été approfondies. On ajoute que ces conversations avec les Égyptiens s'ajoutent à celles qui sont conduites avec plusieurs autres hommes d'affaires de nombreux pays.

Selon certaines informations, des négociations seraient « très croisées » avec les représentants d'un pays arabe.

● M. JACQUES RONZE, secrétaire général de la société CIT Alcatel, filiale de la Compagnie générale d'électricité, va être nommé prochainement adjoint au secrétaire général de la S.N.C.F. M. Jean-Jacques Burgard.

(Agé de cinquante-deux ans, ancien élève de l'école nationale d'administration, M. Jacques Ronze fut de 1953 à 1962 administrateur civil au ministère de l'Agriculture en qualité de sous-directeur, chef du service études et études, avant d'être nommé en 1964 adjoint au directeur général des études et affaires générales à ce même ministère. Il est entré dans le groupe C.G.E. en 1963.)

● LA REPRÉSENTATION DES COMPAGNIES RÉGIONALES. — M. Guy Dopff, président-directeur général de la compagnie Air France, vient d'être élu président de l'Association des transporteurs aériens régionaux (ATARI), en remplacement de M. Henri Ziegler, directeur général d'Air Alpes. Ce dernier a exprimé le souhait que son successeur trouve un terrain d'entente avec l'autre syndicat de transport aérien régional, le C.T.R. (Comité des transporteurs régionaux), dont le président est M. Michel Marchais, P.-D.G. de Touraine Air Transport, afin de créer une organisation professionnelle unique.

● PAS DE SUBVENTIONS POUR PANAM. — Le bureau de l'Aéronautique civile des Etats-Unis (CAB) estime que la compagnie aérienne Pan American World Airways n'a plus besoin de la subvention qu'elle avait demandée à l'administration américaine. Pour lui, la situation financière de la compagnie s'est nettement améliorée et Pan Am semble à même de retrouver sa rentabilité. — (A.F.P.)

CONCORDE, LES ALLEMANDS ET LES AMÉRICAINS

Le thème « Concorde » est en ce moment un sujet « tabou » à la Luftwaffe, a déclaré à Brême M. Werner Uter, membre du directoire de la compagnie aérienne ouest-allemande.

Celle-ci n'a pas définitivement renoncé à acheter un superconcorde ; le développement de Concorde peut être considéré comme un travail de pionnier. Mais, a souligné M. Uter, la première génération du superconcorde franco-allemand ne correspond pas aux exigences économiques des compagnies, et il faut attendre de voir si un avion d'une deuxième ou d'une troisième génération sera économiquement rentable et respectera mieux l'environnement.

D'autre part, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de mercredi, M. William Burns, administrateur de l'Aérospatiale internationale de Philadelphie, a invité Air France et les British Airways à faire attacher régulièrement Concorde à Philadelphie. Mais le gouverneur de la Pennsylvanie a préparé une législation interdisant l'atterrissage du superconcorde dans l'Etat. — (A.F.P., A.P.)

Corse

M. F. GIACCOBI : réélu président du conseil régional.

M. François Giacobbi, sénateur (radical de gauche), a été réélu le 26 avril président du conseil régional de la Corse, à l'unanimité (10 voix des représentants de la gauche et 3 voix des élus appartenant à la majorité présidentielle).

Les vice-présidents sont : M. Prosper Alfonsi (radical de gauche), maire d'Albergo, et Xavier Villanova (bonapartiste), conseiller municipal d'Ajacio.

A PROPOS DE...

LA LOI SUR L'ENVIRONNEMENT AU PARLEMENT

L'unanimité pour la nature

Par 487 voix contre 1, l'Assemblée nationale a voté, mardi 27 avril, l'ensemble du projet de loi de protection de la nature dont elle avait adopté un à un les articles la semaine précédente. Elle l'a fait avec une solennité assez exceptionnelle par un scrutin public au cours duquel la majorité et l'opposition se sont retrouvées — une fois n'est pas coutume — au coude à coude.

L'une et l'autre auraient eu beaucoup de mal à boucher un texte qui est en grande partie leur œuvre commune. M. André Fosset, ministre de la Qualité de la vie, et M. Edgar Faure, président de l'Assemblée, se sont félicités de la « concertation » qui s'est établie à cette occasion entre l'exécutif et le législatif.

En vérité, le projet de loi était en chantier depuis cinq ans, mais d'avant l'opposition des grands ministères « aménageurs », le gouvernement reculait sans cesse. Il y a quelques mois encore, le premier ministre lui-même, sous l'impulsion des fonctionnaires, avait renoncé à inclure dans le projet un article essentiel : l'obligation de préserver les conséquences sur l'environnement de tous les grands projets publics et privés avant de les exécuter.

C'est bien grâce aux amendements présentés par la commission de la production et des échanges animés par M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, que cette disposition « révolutionnaire » et capitale a été réintroduite dans le texte. Désormais, les maîtres d'ouvrages des lignes à haute tension, des centrales nucléaires, des autoroutes, des ZAC, des zones industrielles, des lignes ferroviaires, des grands canaux, des hôpitaux, des campus universitaires et même des ouvrages militaires, devront soumettre aux services de l'environnement puis à l'appréhension du public des « études d'impact ». Bien des études écologiques pourront être ainsi évitées.

Sur la lanterne, les parlementaires ont même introduit dans notre droit une innovation de taille. Toute requête présentée devant un tribunal administratif pour absence d'étude d'impact entraînera un sursis à exécution, c'est-à-dire un arrêt des travaux. L'article 11 ainsi complété constitue une arme redoutable pour les fonctionnaires de la qualité de la vie, les défenseurs de l'environnement et les juges.

La plupart des autres articles de la loi ont été aussi musclés par les amendements parlementaires. A la protection renforcée des plantes et des animaux, ils ont ajouté celle de la faune et de la flore fossile. Ils ont réaffirmé la loi de la nouvelle réglementation des zoos. Ce sont

encore les députés qui ont entièrement rédigé une charte de l'animal domestique qui ne figurait pas dans le texte gouvernemental. Les animaux de compagnie seront désormais mieux protégés contre l'indifférence ou la cruauté des hommes.

Les parlementaires ont élargi la protection confiée par le classement d'un site — que le gouvernement bornait aux milieux naturels — aux éléments géologiques, minéraux, fossiles et aux arborescences. Ils y ont même ajouté la possibilité pour les particuliers de demander le classement de leur propriété.

Ce sont les députés qui ont inclus dans la loi un article essentiel, stipulant que les grandes forêts proches des villes ne pourraient plus être débouaies sans une décision du Conseil d'Etat.

Il s'agit même de la prévention qu'ils avaient réclamée à l'égard des associations lors de la discussion du projet de loi sur l'urbanisme. Cette fois ils ont eux-mêmes proposé que les mouvements de défense de la nature — sous réserve qu'ils aient trois ans d'existence et qu'ils soient agréés — participent à l'action de l'administration et puissent demander des dommages et intérêts devant les tribunaux en cas d'infraction à la nouvelle loi. Ce retournement n'a pas manqué de surprendre M. Fosset, qui s'apprêtait à livrer sur ce point amendement, certes ne s'agissant pas de collèges M. Gallay, ministre de l'Équipement, un simple baroud d'honneur.

En revanche, les députés ont introduit dans la loi un modérateur non prévu par le gouvernement. En milieu rural, la protection de la nature devra laisser la priorité aux activités économiques traditionnelles. Si les paysans sont les gardiens de la nature, ne les chassons pas vers les villes.

C'est donc une loi singulièrement renforcée, un texte quasiment taillé sur mesure que l'Assemblée nationale a voté. Elle l'a fait malgré les réserves de l'administration et les limitations du gouvernement. Son travail ne s'achève pas, en définitive, dans la meilleure tradition du pouvoir législatif ?

MARC AMBROISE-RENDU.

● DES PISTES CYCLABLES POUR L'ESSONNE. — Au cours d'une visite dans le département de l'Essonne, M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, a annoncé, le 26 avril, que deux pistes cyclables seraient créées, grâce au budget du Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement (FIANE), entre Corbeil et la forêt de Fontainebleau, et entre Gif-sur-Yvette et la forêt de Rambouillet. D'autre part, M. Granet a déclaré que l'Essonne sera dans les grandes à venir le lieu d'expérience d'un nouveau urbanisme fait à base d'unités de maisons individuelles.

A QUEL SAINT SE VOUE POUR ALLER EN IRLANDE AU PRINTEMPS ?

S'-Patrick : emmenez votre voiture gratuitement

Mettez-la sur le St-Patrick : si vous êtes quatre, elle voyagera gratuitement. Et si vous êtes deux ou trois, elle ne paiera que 1/2 tarif. Le St-Patrick part du Havre vers Rosslare au moins 3 fois par semaine.

S'-Patrick : louez une voiture et voyagez pour 450F

Profitez du forfait St-Patrick : aller-retour en cabine + 6 jours en Irlande avec une voiture à kilométrage illimité, 450 F sur la base de 4 personnes*.

De toutes façons, le printemps est la meilleure saison pour l'Irlande. Il fait doux. Les jours sont longs. Les rhododendrons rosisent. Et le St-Patrick est le meilleur moyen d'y aller.

* 306 F jusqu'en 1^{er} Mai.



Le St PATRICK
La car-ferry France-Irlande

Irish Continental Line - Transports et Voyages
8 rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 742.31.49

Nom _____

Adresse _____

سكوت الراجل

AUJOURD'HUI

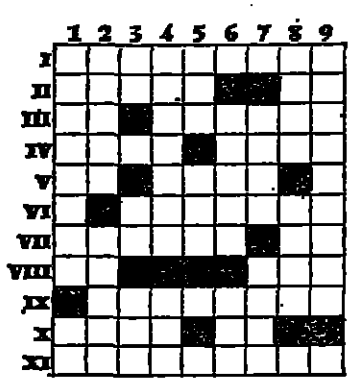
ANNIVERSAIRE

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	591	tous groupes	500	7	7	tous groupes	50
	8 101	groupe 4	5 000		57	tous groupes	150
	9 331	autres groupes	500		027	tous groupes	250
	55 461	groupe 5	5 000		4 307	groupe 5	5 050
	2 611	autres groupes	500		4 587	autres groupes	550
2	1 182	groupe 1	5 000	8	6 877	groupe 4	5 050
	7 222	autres groupes	500		7 507	autres groupes	550
	55 462	groupe 2	5 000		7 657	autres groupes	550
		autres groupes	500		55 467	autres groupes	550
		tous groupes	5 000			tous groupes	5 050
3	143	tous groupes	200	9	3 139	groupe 2	5 000
	633	tous groupes	200		3 389	autres groupes	500
	4 053	groupe 5	5 000		55 469	autres groupes	500
	4 773	autres groupes	500		05 489	tous groupes	100 000
	55 463	groupe 1	5 000		86 109	autres groupes	100 000
4	184	tous groupes	200	0	40	tous groupes	100
	5 174	groupe 4	5 000		1 890	tous groupes	5 000
	5 554	autres groupes	500		2 290	autres groupes	500
	6 494	groupe 5	5 000		7 300	autres groupes	5 000
	9 874	autres groupes	500		55 480	autres groupes	500
5	55 464	tous groupes	5 000	6	39	tous groupes	100
	6 434	groupe 5	10 000		0 168	groupe 5	5 000
	42 224	autres groupes	10 000		1 288	autres groupes	500
		groupe 3	100 000		55 486	tous groupes	5 000
		autres groupes	10 000		05 308	autres groupes	100 000
6	5	tous groupes	50	<div>TRANCHE DES ANIMAUX</div> <div>TIRAGE DU 28 AVRIL 1976</div> <div>PROCHAIN TIRAGE LE 5 MAI 1976</div> <div>à PARIS (8ème) 20 rue La Boétie</div>			
	315	tous groupes	250				
	535	tous groupes	250				
	275	tous groupes	550				
	55 485	tous groupes	5 050				
7	28 306	groupe 3	100 000				
		autres groupes	10 050				
		tous groupes	5 000				
		groupe 2	100 000				
		autres groupes	10 000				

LISTE ETABIE PAR LE SECRETARIAT GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1445



HORIZONTALEMENT
 I. Un fervent de la piste qui travaille dans les filatures.
 II. Approfondie quand elle est saine; Hausse (épée).
 III. Symbole chimique; Ne pas chercher du tout à dissimuler.
 IV. Fosse; Homme de couleur.
 V. Marque de privation; Fait jouer les chiens.
 VI. Souvent absente.
 VII. Demandant à être bien soutenue; Lettres de félicitations.
 VIII. Localité de France; Poutre.
 IX. Affecté.
 X. Dirigent des cours; Se lancer dans des retransmissions (télé).
 XI. Bien disposé.

VERTICALEMENT
 I. Devant lui, on n'a pas intérêt à faire la fine bouche; Conjonction.
 II. Matière de certaines feuilles; De haut rang.
 III. Marque de familiarité; Terme musical; Associé à des jeux aimables.
 IV. Voulu à des choses passées; Point de repère.
 V. Démonstré; Germant.
 VI. Ont bien moins de charme l'été venu; Pronom inversé.
 VII. Quelque part (en France); Indigence, sur un plan intellectuel.
 VIII. Paillard, chez Plutarque; Le contenant ou le contenu.
 IX. Point géographique; Les gens qui ne sont que rarement respectés.

Solution du problème n° 1444

HORIZONTALEMENT
 I. Assassin (traduit en justice).
 II. Gilette; Ce.
 III. Eau.
 IV. Nelson; Un.
 V. Et; Orade.
 VI. Stout.
 VII. Jena.
 VIII. Es; Bureau.
 IX. R.
 X. EOR; Eres.
 XI. Troussés.

VERTICALEMENT
 I. Agnésie; Et.
 II. Sucettes; Or.
 III. Seul; On.
 IV. Pro.
 V. A; Al.
 VI. Scuba; SS.
 VII. Un.
 VIII. Seine; Eux.
 IX. Au; Eux.
 X. Nord; Ramée.
 XI. At-tendu; SS.

GUY BROUTY.

LE COMITÉ NATIONAL POUR LA CÉLÉBRATION DU 8 MAI LANCE UN « APPEL AUX FRANÇAIS »

Le Comité national pour la célébration du 8 mai s'est réuni, le mercredi 28 avril, et il a adopté un « appel aux Français et aux Françaises ». Au cours de la conférence de presse qui a suivi les travaux du comité, M. Jacques Debu-Bridel, qui le préside, a pu préciser qu'à son appel plus de soixante-dix comités départementaux s'étaient créés pour maintenir la célébration du 8 mai. M. Debu-Bridel, après avoir rappelé la genèse de la suppression de cette fête, annoncée l'an dernier par le président de la République, a constaté que, mercredi dernier, au cours de la réunion de presse de M. Giscard d'Estaing, nous avions assisté à une « recrudescence » d'un grand nombre de maires de France ainsi qu'à des dirigeants de l'U.P.A.C. qui rassemblent la quasi-totalité des mouvements d'anciens combattants, avaient répondu favorablement à cette invitation. M. Debu-Bridel a lu ensuite un appel aux Français et aux Françaises :

« Le 8 mai est la fête internationale de la victoire sur le nazisme, la plus atroce des oppressions que le monde ait connues depuis des siècles, avec ses camps d'extermination, ses chambres à gaz, ses millions d'hommes et de femmes réduits en esclavage; c'est la fête internationale de la liberté. (...) Les Français et les Françaises, unanimes, les combattants des deux guerres, les résistants, les femmes qui jouèrent un rôle capital dans cette lutte pour la liberté, et enfin la jeunesse, consciente de l'enjeu de la lutte, se refuseront, le 8 mai prochain, à laisser tomber cette date dans l'oubli. (...) Nous continuerons à faire du 8 mai la grande fête populaire de la liberté et de l'indépendance en attendant qu'enfin il soit rétabli comme fête nationale. (...) »

PRESSE

● Un arrêt de travail d'avertissement a été observé mercredi 28 avril à l'imprimerie de Paris-Normandie par le personnel technique du quotidien régional. Un communiqué du Syndicat du livre C.G.T. indique qu'il « entend ainsi protester énergiquement contre le fait que M. Hérault continue d'ignorer le courrier qui lui est parvenu, relatif aux problèmes fondamentaux posés par l'implantation de matériels nouveaux et l'avenir des journaux de son groupe ».

● Un annuaire des écoles nouvelles (publiques, catholiques, privées, laïques, paritaires...) est publié par l'association L'école et la ville (32, rue René-Boulanger, 75010 Paris, tél. 208-77-66; 265 p., 33 F.).

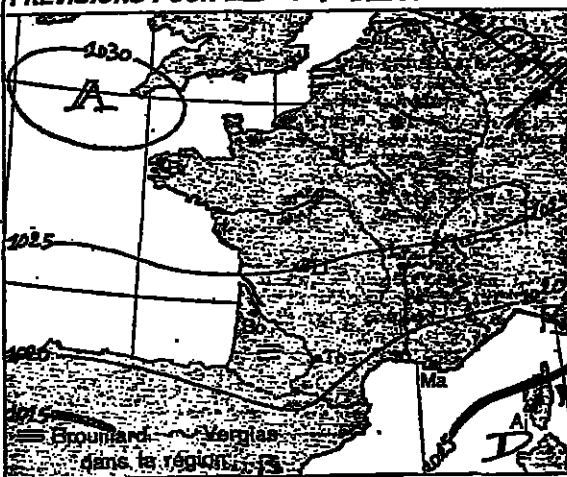
● L'Association des journalistes de la chasse a organisé le 27 avril une rencontre de tir au plateau avec les parlementaires sur les installations du club de La Roche-Coulair. Disputée au parcours de chasse et au saccet et patronnée par la Ligue de tir de Vite-de-France et Gévelot, la compétition devait être remportée par Jacques Simon, de la Revue nationale de la chasse. MM. de Foulquier, Delaune et Coudere, députés, se sont classés honorablement.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23-4-76A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 30-IV-76 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 29 avril à 0 heure et le vendredi 30 avril à 24 heures : Les hautes pressions qui s'étendent maintenant des îles Britanniques...

ques à l'Autriche vont, sans se renforcer sensiblement, se déplacer lentement vers le sud. Les perturbations croisées du Bassin méditerranéen s'atténueront sur nos régions méridionales tandis que celles de Scandinavie se déplaceront vers la Russie, la mer de la France restant en bordure de ce courant. Vendredi, l'amélioration s'accentuera dans le midi avec des éclaircies plus nombreuses. D'autres perturbations croisées du nord de l'embouchure de la Seine à l'estuaire Nord-Est où la mer déferlera par intermittence, en revanche, une légère hausse.

Sur le reste de la France, le temps restera peu nuageux. Les vents deviendront faibles du nord de la Loire au Nord et au Nord-Est; plus au sud, ils resteront modérés et irréguliers du secteur nord-est. Dans les zones à éclaircies, il fera toujours aussi frais le matin, avec des gelées du même ordre que celles de la veille. Les températures maximales marqueront, en revanche, une légère hausse.

Le Monde
 Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75007 PARIS - CEDEX 08
 C.O.F. 6997-23

ABONNEMENTS
 3 mois 5 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 (excluant l'Algérie)
 90 F 120 F 235 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 144 F 270 F 495 F 530 F

ÉTRANGERS
 par messagerie
 L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
 115 F 210 F 307 F 400 F
 II. — SUISSE
 125 F 221 F 327 F 440 F

Par voie aérienne
 tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces ou par chèque.

Les vents deviendront faibles du nord de la Loire au Nord et au Nord-Est; plus au sud, ils resteront modérés et irréguliers du secteur nord-est. Dans les zones à éclaircies, il fera toujours aussi frais le matin, avec des gelées du même ordre que celles de la veille. Les températures maximales marqueront, en revanche, une légère hausse.

Sur le reste de la France, le temps restera peu nuageux. Les vents deviendront faibles du nord de la Loire au Nord et au Nord-Est; plus au sud, ils resteront modérés et irréguliers du secteur nord-est. Dans les zones à éclaircies, il fera toujours aussi frais le matin, avec des gelées du même ordre que celles de la veille. Les températures maximales marqueront, en revanche, une légère hausse.

Débats
 ● Des enfants pour quel faire ? est le thème d'une « table ronde » suivie d'un débat, organisée jeudi 29 avril, à 20 h 30, au 44, rue de Rennes, à Paris, par le mouvement Choisir. Animée par le conseiller Haimi, président de Choisir, la « table ronde » réunira Mmes Arlette Magnier, André Michel et Elisabeth Zucker, sociologues, ainsi que M. Jacques Aitah.

Journal officiel
 Sont publiés au Journal officiel du 29 avril 1976 :
 UNE LOI
 ● Relative aux contrôles généraux des armées en mission extraordinaire.
 UN DÉCRET
 ● Portant prolongation de la mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen.

Adopté par la S.A.P., le Monde.
 Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie du « Monde »
 5, rue des Italiens
 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications : n° 57697.

Un nouveau concessionnaire HONDA

Les Garages Paris-Asnières

Après l'avoir essayée, testée, maltraitée, démontée, cette Honda Civic dont on commence à tant parler, les Garages Paris-Asnières ont été conquis. Et ils ont, tout naturellement, décidé de la proposer à leur clientèle, ajoutant l'enseignement Honda automobiles à celles déjà prestigieuses (s'il en est) qu'ils possèdent.

Voilà donc un concessionnaire de plus pour Honda. Et quel concessionnaire !

11, av. de la Porte-d'Asnières - Paris 17° - Tél. 754.44.66

Un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied.

C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11°), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6' à la 11' largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue gratuit. Tél. 357-45-92.

2^{es} JOURNÉES D'INFORMATION

expo formation SUR LA FORMATION PERMANENTE

5-8 MAI 1976

200 EXPOSANTS, UNE ANIMATION CONTINUE, 4 GRANDS DÉBATS

- informer et sensibiliser le public sur ses droits et ses possibilités en matière de formation
- promouvoir la formation par des conférences et des débats
- établir un contact direct entre prescripteurs de formation et organismes de formation

5-8 MAI - 10 h-19 h - PALAIS DES CONGRÈS - Porte Maillot - PARIS

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« LES MOUTONS DE LA NUIT »

Un couple — Lolah Bellon, Philippe Mercier — dans un lit bien qui couvre tout le plateau du Théâtre de Poche : les *Moutons de la nuit* développent un espace en déséquilibre entre la lucidité et la rêverie, s'orientent comme une rivière dans le courant se heurte à des rochers, à des îlots. Philippe Mercier est insomniaque, il trébuche sur les rochers, sur les îlots, sur ses peurs, ses remous, ses désirs, ses souvenirs. Il voit apparaître un lion (Antoine Mostin), une poupée, une suicidée, une chimie (Betty Rastbach). Il est un homme en train de l'espèce la plus exaspérante : capricieux et vide. Entre sa femme et lui se sont tressés des liens qui n'ont rien d'adulte, un rapport de non-nou à bébé. Il se complait à des étirements poético-surréalistes dans un langage tout en fioritures, en prenant bien soin de ne rien remettre en question. Elle doit avoir réponse à tout, sans rien déranger de l'univers cocooné où il se réfugie. Elle fait preuve d'une patience coupable : il arriverait sûrement recevoir quelques gifles.

L'auteur des *Moutons de la nuit* est une femme, Denise Bonal : son « héros » est particulièrement dénué. Le metteur en scène est un homme, Etienne Barry, son travail est net, intelligent, efficace, mais il laisse Lolah Bellon dans une position de faire valoir. Elle mérite mieux. — C. G.

* Théâtre de Poche, 20 h. 30.

Variétés

JEAN RICHARD ET BOUGLIONE AUX TUILERIES

Décidément, le cirque est en période fure. Voici encore une réussite, mais sous le couvert hippodrome de Paris (six mille places), dressé provisoirement sur le bassin des Tuileries avec les efforts conjugués de Jean Richard et de Bouglione. Les piques du gigantisme sont esquives. La piste géante de 600 mètres carrés s'adapte, se cloisonne heureusement en fonction des artistes. La superproduction qui réunit de grands numéros internationaux souvent inédits et magnifiques, des gens de la même inventivité, pleins d'allure, sensibles et généreux, d'une perfection absolue, se fonde dans un spectacle collectif avec le souci presque maniaque du détail, de l'insolence dans la rigueur, avec le don de soi, avec la manière de poser des moments de puré et de merveilleux.

Tout est remarquable dans ce spectacle, où l'on n'a pas lésiné sur les moyens, où l'on a voulu créer comme un autre lieu de rencontre privilégié des gens du cirque. Toutes les attractions sont exceptionnelles : le nouveau travail du maître écuyer Alexis Gross ; les trois Oiler et les trois Del Cane dans un superbe numéro de trapèze volant, avec triple sans perruques et double passage ; les Belles dans une série de sauts acrobatiques de barre verticalement, à bout de bras ; Andros Karinda dans un étonnant personnage de vagabond fumant ; les défilés de Robert's Bros dans un numéro de dessin admirablement fin, sophistiqué, et puis encore les Fironcovi, Chiffre et ses cascadeurs, Morris et ses phoques, les six Victoria dans leur beau beau main à main, le clown anglais Jacko Renset et son partenaire, le naïf Billy. — C. F.

* Tuileries, 21 heures.

M. Joséphine Veasey, souffrante, sera remplacée dans « Parsifal », de Wagner, à l'Opéra de Paris, par Nadine Denize (les 14, 17 et 27 mai) et Gisela Schroeter (le 22 mai). D'autre part, l'entente d'« Alceste », de Gluck, prévue pour ce jeudi 29 avril, à 20 h. 30, à la Maison de la radio, est annulée.

Cinéma

« Chantons sous l'occupation »

On a beaucoup chanté, en France, sous l'occupation allemande. Pour se distraire, pour oublier les difficultés, les épreuves. Les chansons de l'occupation, créées au music-hall ou dans certains films, nous sont récemment revenues avec des disques de la mode rétro. Le film d'André Halimi rappelle un peu ces disques par son aspect anthologique, mais il prend la chanson comme miroir à plusieurs faces d'une certaine façon de vivre, joyeusement, à Paris, pendant les années noires. Mêlant actualités de l'époque, extraits de films et témoignages recueillis aujourd'hui (et filmés par Jean Rouch), il devient la chronique d'un Paris qui, à peine conclu l'armistice de 1940, ralluma ses lumières dans les boîtes de nuit, les cabarets, les restaurants du marché noir et les maisons de plaisir, pour la distraction des occupants et d'une classe de privilégiés qui ne leur faisaient pas grise mine. Halimi souligne ainsi une collaboration qu'on pourrait dire mondaine et artistique.

On retrouve, évidemment, la formule démythifiée du Chagrin et la *Piné* de Marcel Ophüls, qui fit repartir le vrai visage, longtemps occulté, de la France à l'heure allemande. Mais le film d'Halimi est plus anecdotique, et comme il ne dure, lui, qu'une heure et demie, il procède parfois par raccourcis et allusions (sur les écrivains, en particulier) que les spectateurs nés après la guerre auront du mal à saisir, et par amalgames qui risquent de dérouter. La création du *Souffle de satin* à la Comédie-Française ou les efforts des cinéastes français pour affirmer la résurrection artistique du pays vaincu ne seraient-ils pas mis sur le même plan que l'industrie de la chanson, les spectacles de cabaret et tout ce qui constituait l'essentiel d'une vie de plaisir dans la capitale dont Hitler voulait faire le lupanar de son « Europe nouvelle ». Ces réserves faites, ce qui apparaît ici, à travers pas mal de souvenirs déplorables, c'est une question fondamentale : fallait-il ou non continuer à chanter, à produire des spectacles à Paris, au risque de se trouver compromis, contaminés, par la présence constante des occupants, et de ceux qui avaient choisi leur camp ?

A cette question, deux résistants, M. Wolf Curjel et M. Naud répondent sans ambages : il fallait, non pas cesser de vivre, mais prendre le deuil, se tenir à l'écart. Bruno Coquatrix, lui, explique que les gens du spectacle devaient continuer à travailler, à gagner leur vie. D'ailleurs — c'est vrai — ils apportaient le réconfort aux Français. Quant aux représentants du « gratin des plaisirs », Manouché, Fabienne Jamet (directrice d'une célèbre maison close) ou Maud de Belleroche, elles évoquent, comme si le recul historique autorisait l'inconscience ou le cynisme, une sorte de bon temps où l'on s'amusait bien, où les Allemands en uniforme étaient des gens

BERGMAN TOURNERA SON PROCHAIN FILM EN ALLEMAGNE

Ingmar Bergman, qui a quitté définitivement son pays pour échapper aux poursuites fiscales (le *Monde* du 24 avril), est arrivé à Los Angeles, où il réside actuellement avec sa femme. Le réalisateur suédois a annoncé qu'il mettrait en chantier un nouveau film en Allemagne, à partir du 1^{er} septembre. Ce long métrage, intitulé *« Feu de serpent »*, fait partie d'un contrat de trois films que Bergman a passé avec le producteur italien Dino de Laurentis. Le cinéaste a également déclaré qu'il avait l'intention de reprendre un vieux projet : l'adaptation, sur grand écran, de la *Veuve joyeuse*, de Franz Lehár.

« korraels » et éducatifs. En revanche, l'écrivain Maurice Bardèche — dont on connaît les positions politiques — ne cache pas son dégoût de la fête parisienne. Les images érotiques des archives filmées s'entrecroisent à ces témoignages pour faire naître un tableau aux couleurs grises, à la fois ambigu et amer. Les profiteurs et les collaborateurs s'agitent à côté de ceux qui, parce qu'ils avaient « l'habitude de voir leurs noms dans les journaux », n'ont pas résisté aux petits fous et au champagne des réceptions d'Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, des chanteurs et amuseurs qui faisaient simplement leur métier, des acteurs de cinéma qui s'en allaient, en 1942, faire un « voyage d'amitié » dans les studios allemands.

Ce film va, sans doute, susciter des curiosités et des passions. Il n'est pas nuancé, il n'est pas confortable et les rétro qu'on y fredonne ont un goût de mauvais rêve plutôt que de nostalgie. Son grand intérêt

est qu'il propose, grâce à l'admirable montage historique qu'a fait Henri Colpi des matériaux rassemblés, un jugement moral sur le Tout-Paris de l'occupation et le monde des spectacles. Simultanément à la vie parisienne, il y avait — on le voit — les toutes de la zone libre acclamant le maréchal Pétain, la guerre en Europe, le recrutement des volontaires français contre le bolchevisme, les persécutions à l'égard des juifs et les camps de concentration. Et, du témoignage de Dominique Aury, on retiendra cette phrase qui éclaire toutes les ambiguïtés : « Si vous voulez qu'un pays ne collaboré absolument pas, il faut d'abord que le gouvernement de ce pays s'en aille comme l'ont fait les Hollandais, qui soit paria avec armes et bagages en Angleterre. A ce moment-là, la population, qui demeure entièrement sous la botte de l'occupant, n'a aucune excuse à le servir. »

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

« ADIEU MA JOLIE »

« Un chapeau, un imperméable et un feu. C'est tout ce que possède Philip Marlowe, détective privé à Los Angeles. Son chapeau, il le garde vissé sur sa tête, par crainte sans doute qu'on ne le lui vole. Son imperméable est élimé, couvert de taches, qui sont parfois des taches de sang. Son « feu », il lui faut bien l'utiliser pour se défendre quand on lui tire dessus. Autres signes extérieurs de richesse : un bureau crasseux, une chambre sordide. Quelques bouteilles de whisky également. Philip Marlowe boit beaucoup de whisky. Pour s'écarter les idées ou pour se sentir seul, les soirs de cafard. De son métier, il y a longtemps que Marlowe est fatigué. Toujours des crampes, toujours des courbures, toujours des courbures, toujours des meurtriers. Et les flics de Los Angeles qui le harcèlent : dès qu'il se méle de ce qui ne le regarde pas. Dérocher, abandonner ce milieu pour, prendre le temps de se promener, de suivre les matches du grand Di Maggio, son idole ? Oui, bien sûr, Marlowe y pense. Puis une nouvelle affaire se présente. Et Marlowe repart à l'aventure, le mégot aux lèvres, un vague dégoût au cœur.

De ce personnage, Raymond Chandler a fait en quelques romans (*The Big Sleep*, *Farewell my Lovely*, *Lady in the Lake*, pour ne citer que les plus célèbres) un archétype cent fois imité. Avec plus ou moins de bonheur, le cinéma s'est emparé de ces livres. Une demi-douzaine de comédiens, parmi lesquels Georges Sanders, Dick Powell, Robert Montgomery, Humphrey Bogart, Elliott Gould, ont incarné Marlowe. On n'a pas oublié la création d'Humphrey Bogart dans le *Grand Sommeil*, de Howard Hawks. A trente ans de distance, celle de Robert Mitchum dans *Adieu ma jolie*, de Dick Richards, n'est pas moins saisissante.

Parce qu'un maître, grand comme la statue de la Liberté — et fraîchement sorti de prison, l'accoste un jour, dans la rue et le supplie de retrouver sa petite amie, voilà Mar-

lowe aux prises avec un ténancier de bar louché, un musicien dans la misère, une vieille comédienne alcoolique, un homosexuel, quelques Chinois et quelques tueurs à gages, l'élegante, ravissante, affranchie épouse d'un juge politicien, les amis de ce juge, une « madame » de maison close à la main lourde, de nouveaux tueurs, des gens de la haute société, le directeur d'un casino flottant... On compte au moins une vingtaine de cadavres, l'avant-dernière victime de ce jeu de massacre étant le géant américain, tué par celle-là même qu'il s'acharnait à retrouver.

Peu importe l'intrigue. C'est le ton, le style, qui retiennent l'attention. Dick Richards est resté fidèle non seulement à l'atmosphère, mais à la lettre même du roman de Chandler, dont certaines phrases (dites en voix « off ») ponctuent le récit. La très belle photographie de John Alanzo ressuscite les Los Angeles de 1941, un Los Angeles le plus souvent nocturne, zébré par les couleurs crâtes des enseignes au néon, une ville cauchemardesque, luxueuse et impuissante, qui les nouvelles venues d'Europe (l'invasion de la Russie par les troupes hitlériennes) précipitent moins qu'une partie de baseball. Dans un rôle très bref, Charlotte Rampling impose sa présence, sa beauté et ce regard si pâle qui fait naïvement penser à celui de Laurence Bacall. Et puis surtout il y a Mitchum. Un Mitchum que l'on croyait perdu et qu'on retrouve ici avec sa gueule et sa dégringolade de baroudeur fatigué, avec sa désinvolture, sa fausse indolence, sa tendresse, ses réveils de fauve. Une performance de grand comédien.

Chandler, Marlowe, l'Amérique d'avant Pearl-Harbour : il n'était guère utile, dira-t-on, de porter *Farewell my Lovely* pour la troisième fois à l'écran. Et, sans doute est-ce vrai. Mais le film est si vil, si brillant et finalement si moderne qu'on applaudit cette vieille histoire comme si on venait de la découvrir.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

Musique

Rojdestrenski et Weissenberg

Le chef d'orchestre soviétique Guennadi Rojdestrenski n'est pas de la race des maîtres romantiques qui, même dans la sobriété, attirent tous les regards. Son port tranquille, ses gestes désinvoltes en entrant sur scène, sa calotte éolante, sa baguette volante, aux dessins imprévus de chasseur de papillons, exercent plutôt par leur familiarité, mais la musique qu'il dirige ainsi est la plus belle du monde dans son immédiateté comme naître avec Bruno Berg et Pierre Monteux, qui, eux aussi, s'effaçaient entièrement derrière elle.

Admirable fut, mercredi, l'interprétation de la Suite lyrique d'Alban Berg, avec l'Orchestre de Paris, qui sonna à merveille avec la plus grande finesse et douceur, soulée par tant de mouvements intérieurs. Cette œuvre, dont la rigueur d'édification est transfigurée par un élan lyrique à la fois intimiste et opulent, se tient constamment à la fine pointe de l'âme effrénée comme un rasoir sur la ligne de partage de l'existence et de la mélancolie, aspirant l'auditeur jusqu'à elle.

Dans le Concerto pour piano en mi bémol K. 271 de Mozart, c'est encore Rojdestrenski qui donne le ton juste, ni maître, ni grandiose. Alexis Weissenberg, comme beaucoup de virtuoses, tend à réduire le format de l'œuvre par un jeu modeste, sans effets marquants, dans un tempo qui a toujours tendance à s'accélérer : mais ce jeu mezza voce retire toute saveur à cette musique d'homme. Dans l'andantino, il freinait au lieu de chasser, et l'arioso qui s'élève pourtant à un

sublime prébélhémien, et il joue le rondo si vite que, curieusement, il en avale des notes, d'autant plus rebondissantes à ce défillement allé, déboulonnant de vie et d'entrain comme une toccata de clavicembiste. On dirait parfois que c'est lui qui accompagne, plutôt que l'orchestre, et un peu d'indolence et de scintillement on les phrases musicales prennent tout leur relief.

La Cinquième symphonie de Prokofiev, qui achevait ce programme, est une œuvre bien curieuse et décapante. Ecrite pendant l'été 1944, à bonne distance du front russe, elle semble tout à fait détachée de son contexte historique, ostie de paix, visions claires animées par de joyeux tumultes. On n'y reconnaît guère Prokofiev, le grand carnassier de ses débuts, ou le personnage inquiétant et un peu diabolique de l'ange de feu. Une sorte de langage de cerveau idéologique semble avoir rendu cette musique lisse et ingénue. Peut-être l'a-t-il simplement écrit dans ce temps d'horreurs et de larmes. Le talent est toujours exceptionnel, mais la musique pétière. Les thèmes se développent moins qu'ils ne changent de forme et de caractère comme un même visage, toujours reconnaissable sous des masques successifs. Même l'adagio, qui se veut grave et expressif, joue un rôle décoratif. On se sent à la fois charmé et floué, et la perfection de l'interprétation flâne précieusement ou se situe les responsabilités.

JACQUES LONCHAMPT.

* Même programme au Palais des congrès ce jeudi à 20 h. 30.

Galerie

L'art du drapé d'Olivier Brice

Les « géants » d'Olivier Brice font incontestablement de l'effet. Ce sont des moulages en prise directe de corps humains. Ils sont seuls ou en couple, allongés à même la terre, couchés sur le dos ou pris dans des positions plus ou moins naturelles, face contre sol, ils ne semblent ni tout à fait vivants ni tout à fait morts. Le grand passage, ils sont nus sous un drap qui cache les visages, moule leur forme, se plisse dans les creux, colle à la peau comme la draperie « mouillée » des Grecs, s'étale sur les molles de terre brune — ce même brun qui recouvre tout. Retour à la Terre mère, dans l'anonymat. Des œuvres qui ont leur poids de mystère, une irrésistible qui coïncide avec cette présence-absence du moment de la mort.

La première exposition d'Olivier Brice remonte seulement à 1972. Depuis il en a fait plus d'une par an, seul ou insérant dans des expositions thématiques comme l'Homme et son empreinte, en 1974. Il avait commencé par ouvrir d'un drap sombre des moulages célèbres du musée du Louvre, commentant avec élégance, par le jeu des plis, telle ou telle posture d'antique. Il a aussi envelopper des natures mortes — en cela il n'était pas le premier ni sans doute le dernier, mais il l'a fait dans une optique différente des surréalistes comme des nouveaux réalistes. Brice n'empêche pas, n'emballe pas, il voile sans cacher, dévoile à sa manière ce qu'il y a dessous. Le jeu des plis, très recherché, semble compter beaucoup pour lui. Au fond, c'est un formaliste qui a du goût, aime les envolées spectaculaires de tissus.

Il reste que ce qu'il fait a son pouvoir de fascination : ses géants présentés seuls — comme cela avait été le cas des moulages du Louvre — dans une pièce un peu obscure, ou mieux sous les voiles de quelque chapelle, prendraient plus de sens que dans la clarté et spectacles galerie Attali, où ils sont environnés

d'objets de luxe : petites sculptures drapées en bronze, en pâte de verre, couverts en argent, plats en Daim, dessins pseudo-classiques qui manquent de finesse, presque autant que les grandes tapisseries brunes à fils d'or où plane quelque pompeuse « victoire ». Le petit côté de l'œuvre.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Galerie Attali, 159, boulevard Saint-Germain.

Petites nouvelles

M. L'acteur britannique Sir James est mort en scène le lundi 28 avril. Il était âgé de soixante-deux ans. C'était l'un des acteurs comiques les plus appréciés en Grande-Bretagne. Il avait joué dans de nombreuses films, dont trente dans la série des « Carry on ».

M. Marcel Deschamps a été nommé membre de la commission de contrôle de films (en qualité de représentant des distributeurs) ; il remplace M. René Sarrail.

M. Jacques Deslandes nous présente à propos des incidents qui ont interrompu une séance du Festival du film de droite, dont il est responsable (« le Monde » du 27 avril), que les quarante personnes qui sont intervenues « étaient canquées et amies de barbe de fer. J'en suis physiquement quelque chose ! (...) ».

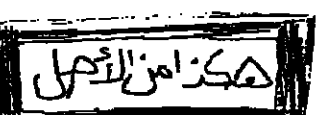
A l'occasion de la Fête 76, deux pièces de théâtre seront présentées au Théâtre d'Orsay : le Schiller Théâtre de Berlin viendra le 3 mai avec « En attendant Godot », de Samuel Beckett ; du 17 mai au 5 juin, le Petit Orsay accueillera « Curysothemis », de Yannis Ritsos, dans une mise en scène de Pierre Tabard ; du 5 au 12 mai, Bettina Jonic chantera Brecht et Dylan, puis le Théâtre de l'Étranger présentera deux spectacles de marionnettes créés par Jacques Vovet ; enfin, du 24 au 29 mai, on pourra voir un montage réalisé par Guy Shelby, « Amers », d'après Saint-John Perse.

MERCREDI



Ce que ni la droite ni la gauche n'osent vous dire sur l'armée

HARRIS et SEDOUY vous le racontent pendant deux heures passionnantes dans « LE PONT DE SINGE ».



Comédie Française
Location : Salle Richelieu, place du Théâtre Français - 742.27.31

A partir du 30 avril
un chef-d'œuvre
du théâtre d'intrigue
LE VERRE D'EAU
de
SCRIBE

Mise en scène
Raymond ROULEAU
Location : Salle Richelieu,
place du Théâtre Français
742.27.31 et agences
MARIGNY

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
Grand Théâtre

La Mama de New York
Andrei Serban
Elizabeth Swados

La bonne âme de St-Tehouan
de Bertolt Brecht
Version anglaise d'Eric Bentley
dernière le 30 avril
727-31-15

LA FETE
lundi 3 - mardi 4 mai 20 h 30
2 représentations
exceptionnelles
du Schiller Theater de Berlin
WARTENAUFGODOT
(en attendant Godot)
de Samuel Beckett
du 5 au 12 mai à 20 h 30
pour la première fois
à Paris
BETTINA JONIC
chante
Brecht et Dylan
THEATRE D'ORSAY
7, quai Anatole-France - tél. 548.65.98
location théâtre - agences - Tulleries

JEUDI 20 MAI, à 21 h.
CONCERT EXCEPTIONNEL
au profit
des Chantiers du Cardinal

REQUIEM
de
BRAHMS
dans
NOTRE-DAME
ILLUMINÉE

LOCATION : Paris Notre-Dame
(330-96-00), chez Drouand,
4, pl. de la Madeleine (250-21-75)
et agenc. habituelles. De 12 à 80 F
(WERNER)

DERNIERE LE 8 MAI

THEATRE DE L'ŒUVRE MICHEL BOUQUET
ANNIE SINIGALIA
dans une comédie de
MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE
RENÉ DE OLBALDIA
JULIETTE CARRÉ JACQUES ROSNY

un film de
ANDRÉ HALIMI
monté par
HENRI COLPI



Chantons sous l'Occupation

"Féroce...
On va se battre, s'injurier. C'est le
film-dynamite par excellence!" "Terrible"
DOMINIQUE AURY LUCIEN BODARD

PUBLICIS ÉLYSÉES - PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI GDS BOULEVARDS
PUBLICIS SAINT-GERMAIN - STUDIO JEAN COCTEAU - PARAMOUNT
MAILLOT - MIRAMAR - Périphérie : PARAMOUNT La Varenne
FLANADES Sarcelles - GAMMA Argenteuil.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h : Ariane et Barbe-Bleue.
Chaillet, 20 h : Le Gémier, 20 h : 30 :
Jocaste, de 14 h à 18 h : Théâtre
du Grand Théâtre, 20 h : 30 :
la Bonne Aïe de Setchouan.
Odéon, 20 h : 30 : L'Éveil du printemps.
Petit Odéon, 18 h : 30 : Tréfilé et Moe;
21 h : 30 : Le Monte-Pat.
Petit TNP, 20 h : 30 : Travail à domicile.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h : 30 : Le Pays du
sourire.
Nouveaux Carré, 20 h : 30 : Cirque à
l'antenne, 20 h : 30 : Festo Alejo
(Papin), 21 h : 30 : Concert de l'U-
niversité, dir. Ch. Bruck (Schon-
berg), 21 h : 30 : J'ai vu et Me-
lusine (Papin).
Théâtre de la Ville, 18 h : 30 : So-
mme Internationale de guitare : Chod-
man et les incendiaires.

Les autres salles

Antoine, 20 h : 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h : 30 : Monsieur chassa.
Athénée, 21 h : 30 : Coda, 21 h : 30 :
Bibliothèque, 20 h : 30 : Les Bercées
d'orange.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
du Soleil, 20 h : 30 : Collette Maury.
Centre culturel 17, 20 h : 30 : La
Nuit des assassins.
Centre culturel sud-est, 20 h : 30 :
La Nuit des tribunes.
Comédie Caumartin, 21 h : 30 :
Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h : 45 : A vos souhaits.
Coupe-Chou, 20 h : 30 : Je n'imagine
pas ma vie demain.
Cour des Miracles, 21 h : 30 : La
Famille (première partie).
École normale supérieure, 20 h : 30 :
Fier Cyn.
Deux-Portes, 20 h : 30 : Le Chant du
secour.
Entreprise Ney-Caberson, 20 h : 30 :
Fasson du général Franco.
Espace Cardin, 21 h : 30 : Affabulation.
Fontaine, 21 h : 30 : Jacques Martin.
Gaité-Montparnasse, 20 h : 45 : Le
Roi des sons.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h : 30 : Vieux
chez moi, j'habite chez une
copine.
Huchette, 20 h : 45 : La Cantatrice
chauve; la Leçon.
La Bruyère, 21 h : 30 : Ben Zimst.
Lucernaire, 20 h : 30 : Madame
Fatale; 22 h : 15 : L'Aurore boréale.
Madeleine, 20 h : 30 : Peau de vache.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 29 avril

Théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Firmin-Gamier,
20 h : 45 : Croque-Monsieur.
Chelles, Centre culturel, 21 h : 30 :
Les Carabins.
Cléry, Théâtre de l'Am, 20 h : 30 :
Mythi mac.
Ivry, 21 h : 30 : La Balade de
M. Pouch.
Nanterre, Théâtre des Américains,
21 h : 30 : Enlève.
Le Vésinet, Centre des arts et des
jeunes, 21 h : 30 : Le Grand Magie
Circus.

Les cafés-théâtres
Au Bee Flie, 20 h : 45 : Nadine Mon-
22 h : 30 : Cœur à deux; 24 h : 30 :
Le chat.
Au Vent Chlo parisiens, 20 h : 30 :
Patrick Pont; 22 h : 15 : La démo-
cratie est avancée.
Etiennette-Montmartre, 20 h : 30 : Daniel
Laloux; 21 h : 30 : Les Jeunes;
22 h : 45 : Luc et Marc Broussard.
Café d'Edgar, 19 h : 30 : Mésange;
21 h : 30 : Marianne Gergent; 22 h : 30 :
Offenbach Back; 23 h : 30 :
Prisonniers sur le secteur.
Café de la Gare, 22 h : 30 : Le Graphi-
que de Boscop.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h : 30 :
L'Architecte et l'empereur d'As-
syr.
Coupe-Chou, 20 h : 30 : Tennessee
Williams; 21 h : 30 : Néo-Cid;
22 h : 30 : Chut! ça commence.
Le Fanal, 20 h : 30 : L'Orchestre;
22 h : 15 : Lady Module.
Petit Casino, 21 h : 15 : Ni fleurs ni
couronne; 22 h : 30 : Montella.
Sélect, 19 h : 30 : 30 : La Jassatière;
22 h : 30 : Si seulement les fleurs
n'étaient pas fanées; 23 h :
Psyché-psycho ou c'est normal; -
21 h : 30 : Fomex; 21 h : 45 : Champ
de pollen.
Splendid, 21 h : 30 : Le Pot de terre
contre le Pot de vin.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h : 15 :
Jean-Paul Sérés.
La Veuve Richard, 21 h : 30 : La Revanche
de Louis XI.
Le Vieille Grille, 21 h : 30 : Deux vent
mieux qu'un vent tout seul; 23 h :
Les Chants du cœur.

Le music-hall
Bobino, 20 h : 30 : Herbert Pagani.
Casino de Paris, 20 h : 45 : Lina
Barnaud.
Elysee-Montmartre, 20 h : 45 : H.
toire d'Or.
Olympia, 21 h : 30 : Michel Fugère
et la Big Band.
Palais des sports, 21 h : 30 : Holiday
ou les.

La danse
Théâtre des Champs-Élysées,
20 h : 30 : Ballet du XX^e siècle
(Notre France).
Musée Guimé, 20 h : 30 : Danse et
musique du Japon.
American Center, 21 h : 30 : Danse,
jazz, danse et rythmes contem-
porains.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h :
25 au bout du tunnel... y a le
tunnel!
Dix-Heures, 22 h : 30 : Valt, François,
Georges et les autres.
Deux-Ases, 21 h : 30 : Berre-vis
compris.

Vidéo
Olympia, 20 h : 21 h : 23 h : Maso
et Aldo vont au bal.
Vidéotone, de 13 h à 1 h : 30 :
Festival d'Orange 75.

Les festivals
Jardin des Tulleries.
Théâtre : Chapiteau, 21 h : 30 : Ruy
Blas.

Les concerts
(Voir Théâtre de la Ville et Nou-
veau Carré).
Théâtre National, 20 h : 30 : P. Bouli,
violoncelle et P. Pontier, piano
(Mendelssohn, Schumann, Chopin).
Festivals de droit, 20 h : 45 : Chorale
et orchestre Justus von Wehsky
(Bach : la Passion selon saint
Jean).
Palais des Congrès, 20 h : 30 :
Orchestre de Paris, dir. O. Rozh-
destvensky avec A. Weissenberg,
piano (Berg, Mozart, Prokofiev).
Salle Cortot, 20 h : 30 : Union des
femmes compositeurs (Debussy,
Boulez, Saint-Saëns, Liszt, Poulenc).
21 h : 30 : L'Ensemble de Paris dir.
A. Soulez-Fort (Vivaldi).
Cercle de la Folie, 21 h : 30 : Es-
semble vocal Stéphane Caillaud
(Bach, Schostak, Schein, Schutz,
Bach, Marais).

Le jazz
La Pop et la Folk.
Café Jazz-Rock, 21 h : 30 : Groupe
Mocambique.
Félicité : Le Montgolfière, 21 h :
20 h : 45 : Arlet Kaima, folk indien
et arabe.
Musée d'art moderne, 20 h : 30 : G. Ke-
renschmidt, R. Boul, A. Jaume et
G. Sireaux.

MARDI 4 MAI, 20 h : 45
Conservatoire de Saint-Maur
rue Kruger à Saint-Maur
Œuvres de
Louis-Noël BELAUBRE
avec : Jacqueline et Louis-Noël
BELAUBRE (piano), Catherine
MICHEL (harpe), Alice MARION
(alto), Jean VERDEDES (alto).
Prix des places : 12 F et 9 F.

UGC MARBEUF - QUINTEITE
CONTRESCARPE
ST-LAZARE PASQUIER - CAMBROUNE

la spirale



L'oiseau
CINÉMA rue de Saint-Maur (Métro) 320 97 36



ELYSEES-LINCOLN v.o.
ST-GERMAIN VILLAGE v.o.

CAMERA ONE/MULTICINE présente
HISTOIRE D'UN PÊCHÉ
un film de
WALERIAN BOROWCZYK



(en chair et en os) **AL OLYMPIA**
JERRY LEWIS
A partir du 18 mai

VILLE DE MONTREUIL - CENTRE DES EXPOSITIONS
Hommage à Jacques DUCLOS
Homme de combat, homme d'Etat, 1898-1975
Exposition LA ROUTE DE LA LIBERTÉ 1789-1976
Le Peuple Français - sa vie - son travail - ses luttes
INAUGURATION : 1^{er} MAI à 10 h 30
DEBAT 4 MAI à 20 h 30 - Avec Jean BRUNAT.
Ernest LAUROUSSE, Jacques ROUGERIE, Albert SOBOL.
Ouvert mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche
de 13 h à 19 heures - Jusqu'au 1^{er} juillet.
Métro Mairie de Montreuil - Parking assuré - Parcours fléché
Tél. : 287-45-45

CINÉMA / FRANCHES / MONTREUIL / CAMBROUNE / MONTREUIL / CAMBROUNE / CAMBROUNE
CINÉMA / FRANCHES / MONTREUIL / CAMBROUNE / MONTREUIL / CAMBROUNE / CAMBROUNE
Belle Épine des Français (Métro) 2. CAMBROUNE

MARCO FERRERI
GÉRARD DEPARDEU
ORNELLA MUTI



ELYSEES POINT-SHOW (v.o.) - LUXEMBOURG (v.o.)

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW



صحنه ان الامل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

alta
FILIALE SONATRACH

RECRUTE D'URGENCE
DIRECTEUR DE CHANTIER
(Ingénieur spécialiste de montage unités pétro-chimiques)

RESPONSABLE TUYAUTERIE
(Ingénieur en piping)

Ecrire :
114, rue de Tripoli
HUSSEIN-DEY - ALGER

DEUTSCHER JOURNALIST
Wird von Internationaler Presseagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht
VORAUSSETZUNG :
Perfekte Kenntnisse der französischen Sprache
Englisch oder spanisch Kenntnisse erwünscht.
Zuschreiben an : HAVAS CONTACT, 154, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, tél. 38.00, qui trans.

SOCIÉTÉ SECTEUR AUTOMOBILE
Leader dans sa Branche
recrute

Responsable de la Comptabilité générale
— D.E.C.S.
— Expérience de 4 à 5 ans.
— Habitué aux procédures informatiques.

Position Cadre
Treizième mois - Semaine de congé supplémentaire
Adresser C.V. manuscrit avec photo et salaire actuel à :
SYLLOG - Conseil d'Entreprise
124, rue Montmartre - 75001 PARIS

Groupe industriel et commercial, spécialisé dans l'acier, recherche pour son siège

RESPONSABLE PRODUIT TUBE INOXYDABLE
Homme de développement chargé de : négociation avec fournisseurs français et étrangers, gestion économique des stocks et promotion interne et externe du produit. Connaissance sérieuse du marché. Age : 35 ans env. Anglais souhaité.
C.V., photo et prêt. à n° 8710 « Le Monde » Publ. 5, rue des Bateliers, 75427 PARIS-9*

SOCIÉTÉ DE PRESSE
recrute

2 RÉDACTEURS PIGISTES
spécialisés

1) DROIT et JURISPRUDENCE
2) MARKETING et DISTRIBUTION
Téléphoner pour rendez-vous à 728-41-12.

AMC Consultants EUROPE.
recrute

DIRECTEUR COMMERCIAL
capable d'assumer ultérieurement
DIRECTION GÉNÉRALE
pour développer le marché français de

YAMAHA
HIFI STEREO

Marque mondialement réputée en Haute Fidélité

CE POSTE IMPORTANT CONVIENDRAIT A :
— Homme jeune pratiquant couramment l'anglais.
— Expérience minimum de 3 années dans fonction analogue, secteur biens de consommation de préférence.
— Connaissant les problèmes de la distribution.
— Dynamique des ventes et sens marketing.
Rémunération motivante et perspectives d'avenir liées au développement rapide du secteur et à renommée de la marque.
Adresser lettre manuscrite et CV dactylographié sous No 54275, CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.r. Discretion assurée.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
De Statut Bancaire,
Quartier TROCADERO, PARIS
Recherche pour son Service
INFORMATIQUE
IBM 370/158 Bi Processor 4096 K
Réseau national de télétraitement

ANALYSTE FONCTIONNEL
Diplômé d'études supérieures.
2 ans d'expérience

INGENIEUR SYSTEME
Très bonne expérience systèmes MVS et IMS

ANALYSTES ORGANIQUES
2 ans minimum de pratique exigés à un poste similaire sur ordinateur de même importance

ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMES
destinés à la FORMATION
Connaissances et pratique indispensables COBOL ANS ASSEMBLEUR - J.C.L.

PROGRAMMEURS CONFIRMES
2 ans minimum d'expérience.
Pratique COBOL et ASSEMBLEUR sous OS

PROGRAMMEURS DEBUTANTS
Connaissance de Cobol de base indispensable
Pour tous ces postes une connaissance IMS et TP sera appréciée.
Adresser CV, prétentions annuelles brutes et photo, en précisant le poste souhaité.
Havas Contact, 154 bd Haussmann 75008 Paris - sous réf. 58976.

emplois régionaux

Nous sommes un important fabricant de produits en caoutchouc et plastique pour l'industrie automobile, de produits du secteur constructions et d'articles de camping et de sport

Nous cherchons un

GÉRANT ET MANAGER DE VENTE
pour notre succursale en voie de construction à :
02100 SAINT-QUENTIN

Si vous pensez avoir la qualification nécessaire pour cette position élevée, veuillez nous adresser votre candidature écrite avec curriculum vitae, copie des certificats et prétentions.

La connaissance de la langue allemande serait avantageuse.

WEGU GUAMI UND KUNSTSTOFFWERKE WALTER DRABING KG
Kaufmännische Direktion - Mindener Str. 31 - Postfach 31-04-20 D - 3500 KASSEL - BETTENHAUSEN.

Clinique chirurgicale 85 lits dans un important centre de soins. Recherche directeur expérimenté. Envoyer référence et C.V. à HAVAS CONTACT, n° 201.010.

RECH. COLLABORATEUR n.v. dans un important centre de soins. Poste d'expertise pour candidat sérieux et expérimenté. Travail en série et d'installation (Systèmes-Montages) chez pour seconde le Directeur administratif et financier.
Adresser C.V. à S.G.P. 15, avenue de l'Opéra, Paris-16

UN CHEF COMPTABLE
C'est un excellent professionnel (comptabilité générale et analytique) travaillant en série et d'installation (Systèmes-Montages) chez pour seconde le Directeur administratif et financier.
Adresser C.V. à S.G.P. 15, avenue de l'Opéra, Paris-16

ALEXANDRE TIC
10, rue Royale - 75008 Paris

PAKISTAN INTERNATIONAL AIRLINES
91, rue de Valenciennes - 75009 PARIS
recrute
— Agents de Réservations (1^{er} et 2^e échelon)
— Secrétaires expérimentées
part. bilingue français/anglais, min. 3 a. exp. Ces services, Env. C.V. à l'attention du Directeur Adjoint

INGENIEURS
OXYGENE, MECAN, HYDRAULIQUE, CRYOGENIE
1540p. 1-25-17-15
Important fabricant de Robinetterie, red. pour sa filiale française
TECHNICO-COMMERCE
Connaissant matériels industriels aéronautiques, aéronautiques, supersonique, traitement des eaux. Langue anglaise indispensable. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous le n° 8712, « Le Monde » Publicité 5, rue des Bateliers 75427 Paris-9*
Rach. INGENIEUR CHIMISTE ayant une expérience technique industrielle pour poste adjoint Directeur Technique acceptant déplacements en France, résident dans la région. Posséd. voiture.
Tél. : 77-45-79.
Pour candidature personnelle prêt Mlle Châteaude-Vincennes INFERMIERE D.E. DE JOUR 40 h hebdo, 13 h 30 à 17 h, 1 week-end sur 2. Bonnes conditions de travail, avantages sociaux. Tél. 38-0-0-0.

COOP Informatique Organisation

recrute

en vue développement du service informatique des organismes centraux équipés 370 - DOS/VS situé Boulogne - Métro Pont de Sèvres

UN ANALYSTE SYSTEME

MISSIONS CONFIEES :
— Assurer l'évolution technique constante.
— Promouvoir, par la formation et le contrôle la standardisation des méthodes dans un cadre polytechnique.
— Secourir le Chef de Service en particulier dans le développement du plan informatique.

PROFIL DEMANDÉ :
— Age minimum 30 ans.
— Formation supérieure.
— Pratique solide du système, bonne connaissance du développement et des bases de données.
— Expérience acquise, si possible, dans un cadre similaire.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions au Service Central Traitement Informatique 27-33, quel le Gelle - 92100 BOULOGNE.

UNITÉ INDUSTRIELLE ET MINIERE

en AFRIQUE NOIRE francophone recherche, pour diriger la maintenance de son parc de matériel de T.P. (une centaine d'engins avec camions jusqu'à 70 tonnes), un

CHEF DIVISION ENGIN
Il dispose de 1.800 m² d'ateliers équipés, sous-traitte l'usinage de pièces à l'atelier de mécanique générale et distribue les besoins de réparation aux usines dépendantes des approvisionnements. Il est assisté par un bureau d'études et des méthodes.
Le personnel souhaite s'y.

INGÉN. FORMATION TYPE A.M.
N'aura pas moins de 30 ans et aura une expérience confirmée de la fonction, soit dans les mines, soit dans les T.P.
Contrat à avancement et expansion. Scolarisation possible des enfants jusqu'à 3^e.
Ecrire avec C.V. explicite et réf. DIV. ENGIN.

Pour Dijon, urgent
Librairie Centre recherche
RESPONSABLE rayon universitaire et scolaire, 5 ans min. exp. Salaire selon capacité.
Ecrire C.V. avec références HAVAS DIJON n° 42.025.
Société TRANSFORMATION MATIÈRES PLASTIQUES recherche
CADRE SUPÉRIEUR
pour direction atelier.
Ecrire HAVAS 8154, n° 125.172.

SOCIÉTÉ ENGINEERING
thermique red. pour sa station d'essai au Havre

INGENIEUR
— Formation Arts et Métiers ou équivalent ;
— Fonction : maintenance, installations d'essais, participation aux essais, déplacement à l'étranger pour chantiers est à envisager dans trois ou quatre ans ;
— Expérience souhaitée : travaux lourds ou exploitation d'installations thermiques ;
— Age : 35 ans environ ;
— Langue : anglais.
Adresser C.V. à n° 1212, ZENITH PUB. 36, av. Hoche, Paris-8^e.
Importante coopérative agricole Sud-Est recherche

1 CHEF SERVICE
matériel et mécanique
1 GESTIONNAIRE
service transport (sans véhic.).
Ecr. C.V. photo et prétentions à HAVAS MARSEILLE, 46479.

Nous recherchons
1 CHEF DE PERSONNEL
pr. cest. et adm. du pers. (dont est de Marseille). Ce poste conv. à un ing. cand. av. au min. 2 a. exp. de serv. du pers. Adresser C.V. et prêt. à : Sud Marketing n° 12124, 243, av. R. Salengro 13015 MARSEILLE.

Importante Coopérative Agricole de l'Ouest recherche pour succéder la Responsable du Service FORMATION

UN ANIMATEUR DE FORMATION
Le candidat devra nécessairement posséder :
— Une formation supérieure agricole avec spécialisation en économie et gestion ;
— Une expérience de la vie en entreprise ;
— Des capacités d'innovation et l'aptitude au travail d'équipe.
Adresser lettre man. avec C.V. et photo à COOPAGRI-BRETAGNE, R.P. 100 - 22000 LANDERNEAU.

IMPORTANT GROUPE TEXTILE
recrute

pour unité de confection située en Sud-Nord-Pas de Calais et occupant 300 personnes

INGENIEUR DE PRODUCTION
Formation Arts et Métiers, ENSAIT ou similaire.
Le candidat devra avoir quelques années d'expérience, un bon contact humain, le sens de l'organisation et des responsabilités.
Ce poste constitue une situation d'avenir à candidats capables.
Envoyer C.V. manuscrit et photo à BOYER n° 601 - 138, avenue Chateaux-de-Gasche 92521 NEUILLY-SUR-SEINE

COMPTABLE
FORMATION REQUISE :
D.U.T. option Finances - Comptabilité, B.T.S. B.P. ou certificat comptable du D.E.C.S.
Dans un premier temps, le titulaire du poste se verra proposer un contrat à durée déterminée à Paris.
La décentralisation des services étant envisagée, possibilité ultérieure d'un poste en Province à titre définitif.
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 5440 à

ORGANISATION ET PUBLICITE
2 RUE MARCO 75001 PARIS / CULTRAMEDIA

Importante Société recherche

comptable

FORMATION REQUISE :
D.U.T. option Finances - Comptabilité, B.T.S. B.P. ou certificat comptable du D.E.C.S.
Dans un premier temps, le titulaire du poste se verra proposer un contrat à durée déterminée à Paris.
La décentralisation des services étant envisagée, possibilité ultérieure d'un poste en Province à titre définitif.
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 5440 à

ORGANISATION ET PUBLICITE
2 RUE MARCO 75001 PARIS / CULTRAMEDIA

SOCIÉTÉ DE PROMOTION
recrute

dans le cadre de son activité de rénovation et de restauration d'immeubles anciens

UN COLLABORATEUR
possédant une expérience minimum de 5 ans et ayant une formation supérieure.
(H.E.C. - E.S.S.E.C. etc.)
Adresser C.V. prétentions sous réf. 1327 à :
MAXIME DUFOUR
6, rue de Lisbonne, 75008 PARIS qui transmettra.

Nous recherchons pour notre
BUREAU DE VENTES (ITALIEN)
avec siège à Paris un

CHEF DYNAMIQUE

qui devra :
— avoir de l'expérience dans la vente de composants électrotechniques et électroniques ;
— montrer de l'intérêt aussi bien dans le domaine technique que commercial ;
— posséder une très bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand.

Nous offrons :
— une grande indépendance dans le travail et la liberté de décision ;
— un produit déjà introduit sur le marché ;
— une bonne rémunération.

Envoyez C.V. détaillé au n° 513.380, Régie Presse, 83 bis, rue Beaumartin, PARIS-8^e, qui transmettra.

مكتبة الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE

LE DÉBAT AGRICOLE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés s'inquiètent de l'avenir

« Vous avez dressé un excellent bilan de la politique agricole au terme du VII^e Plan, mais vous avez été plus réservé dans l'annonce de projets précis pour l'avenir, or c'est cela qui nous intéresse. » Cette remarque de M. Daniel Goulet (U.D.R.) illustre assez bien l'impression qui devait être celle de nombreux députés à l'issue du débat de politique agricole. L'impression que loin de « s'attaquer aux problèmes de fond », le gouvernement paraissait plutôt « subir l'événement et agir sous la contrainte », pour reprendre une expression du député de l'Orne. L'impression de rester sur sa faim et de n'avoir pas obtenu de réponse à ce qui

aurait dû être la vraie question du débat : pour demain, quelle agriculture pour la France ?

Il est vrai, et M. Josselin (P.S.) ne se priva pas de le faire remarquer, « une chose est de présenter un bilan, une autre de définir une politique agricole ».

Un bilan qui suscita d'ailleurs beaucoup moins d'optimisme que n'y invitaient les propos rassurants du ministre. Deux jours durant l'hémicycle résonna de « cris d'alarme » devant des « situations catastrophiques », portées d'angoisse et de néces-

sitant « sauvegarde » et « protection ». Des visions plus proches de Bosch que de Gainsborough.

Et ce n'est ni en dénonçant « les mensonges, le double langage et le mépris » de l'opposition à l'égard des agriculteurs ni en affirmant qu'il n'existait pas de politique de rechange, que M. Bonnet aura convaincu l'Assemblée que la voie choisie par le gouvernement était bien « la seule qui puisse assurer la sécurité et le progrès social » des agriculteurs.

PATRICK FRANCES.

M. BONNET, ministre de l'Agriculture, rappelle, en réponse à une question de M. Lavielle (P.S., Landes), qu'une aide de 8 millions a été accordée aux gemmeurs pour la campagne 1976-1977.

M. RUFFE (P.C., Lot-et-Garonne) demande l'arrêt immédiat des importations « abusives » de tomates de conserve. Puis il dénonce « la politique forcée de dumping pratiquée par l'étranger et le Portugal », politique qui entraîne « une concurrence mortelle » pour la production nationale de gemme. Pour terminer, il évoque « le lourd contentieux des calamités agricoles », qui, affirme-t-il, « n'est pas réglé ».

M. ANTAGNAC (P.S., Aude) estime que, face à une baisse probable du revenu agricole d'au moins 2 % en 1976, en francs constants, des mesures d'urgence s'imposent, par exemple, la fixation à 7 % du taux de T.V.A. pour les produits agricoles, et, notamment, le vin. « Faites vite, conclut-il, car il pourrait être trop tard ».

Pour M. JOSSELYN (P.S., Côtes-du-Nord), le problème de l'emploi dans la production agricole est « une préoccupation majeure des agriculteurs », il faut « permettre la retraite à soixante ans, assurer aux jeunes un revenu décent et multiplier les services de remplacement ».

M. CEYRAC (U.D.R., Corrèze) souligne la contribution des éleveurs du Massif Central à l'économie française mais exprime leur inquiétude face à une éventuelle levée de la clause de sauvegarde.

« Quelle catégorie sociale accepterait une croissance zéro de son revenu ? », demande M. D'ARBOUR (Réf., Calvados), qui souhaite que soient compensées les pertes de revenus dues à l'insuffisance des prix communautaires, et se déclare partisan d'une attitude « intrinsèque ».

M. GAUDIN (P.S., Var), compare le rôle « limité » de l'Office des vins récemment créé par le gouvernement et l'importance des missions et de l'ampleur des moyens de l'organisme « réellement nouveau » dont son groupe propose la création.

M. RAYNAL (U.D.R., Cantal) évoque les problèmes de l'agriculture de montagne et demande que la conférence agricole annuelle se tienne avant que les

choix budgétaires ne soient définitivement arrêtés.

M. BRIANE (Réf., Aveyron) souligne l'importance de la réalisation de l'aménagement et de l'équipement de l'espace rural qui « conditionne l'amélioration des conditions de vie des populations rurales ». Il souhaite que ce soit l'une des priorités du VII^e Plan.

Pour M. GOULET (U.D.R., Orne), « la vraie question de ce débat est la suivante : Pour demain, quelle agriculture pour la France ? ». Aussi, attend-il du gouvernement « une sorte de charte de l'agriculture », regrettant que la politique actuelle ne donne trop souvent l'impression « de subir l'événement et d'agir sous la contrainte ».

M. SENEZ (P.S., Hérault) donne ensuite lecture de l'intervention de M. RAYOU (P.S., Hérault), souffrant. Ce dernier estime que seule l'application de la clause de sauvegarde pourrait mettre un terme à l'invasion des vins italiens. A son avis, l'Office des vins est « un office bidon ».

M. BRILLOUET (U.D.R., Charente-Maritime) observe, pour le regretter, que « le cultivateur qui a cru à la qualité voit en réalité ses revenus baisser ». Il souhaite que des mesures soient prises afin que le marché soit « moralisé ». Pour terminer, il évoque la situation « dramatique du cognac », dont les stocks deviennent « financièrement insupportables ». « Il faut, conclut-il, développer la consommation ».

M. HAMEL (R.I., Rhône) souligne que la politique d'aide à la montagne ne soit pas remise en cause, puis relève « l'angoisse des arboriculteurs » face à l'entrée éventuelle de la Grèce et de l'Espagne dans la Communauté européenne. Il espère que cette inquiétude sera prochainement examinée par le gouvernement.

M. GRUSSENMEYER (U.D.R., Bas-Rhin), précise une meilleure organisation du marché des vins d'Alsace et refuse de voir les terres agricoles détournées de leur usage et achetées notamment par des étrangers.

M. SCHLOESING (Réf., Lot-et-Garonne) attire l'attention de l'Assemblée sur la grave crise qui menace les producteurs en raisin, notamment, d'importations excessives. Précisant qu'actuellement « un paysan quitte la terre toutes les dix minutes », il affirme

que « l'exode rural est nuisible à la nation » et qu'il vaudrait mieux « aider les petits agriculteurs que payer des allocations de chômage supplémentaires ».

Et M. BERARD (U.D.R., Vaucluse) souhaite que la France montre, elle aussi, sa sollicitude à l'égard des producteurs de tomates.

Dernier orateur inscrit, M. LEENHARDT (P.S., Vaucluse) évoque à son tour la crise de la tomate de conserve dont il « adjure » le ministre de sauver la production en faisant jouer la clause de sauvegarde.

DÉBAT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE LE JEUDI 6 MAI

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances de l'Assemblée : VENDREDI 30 AVRIL. — Questions orales sans débat, statut général des fonctionnaires, transmission des créances.

MARDI 4 MAI. — Projet de loi de finances rectificative pour 1976.

MERCREDI 5. — Questions au gouvernement, subventions minières maritimes, code minier.

JEUDI 6. — Déclaration du gouvernement, suite de débat, sur la politique étrangère.

VENDREDI 7. — Questions orales sans débat, textes divers.

Répondant aux orateurs, M. THIÉRY, secrétaire d'Etat chargé des industries alimentaires, rappelle que les deux tiers de la production agricole nationale sont destinés à la consommation intérieure. Les industries alimentaires (six cent cinquante mille emplois), ajoute-t-il, assurent un revenu aux agriculteurs et leur apportent une garantie de sécurité. Puis il évoque la situation de plusieurs entreprises en difficulté avant d'exprimer son intérêt pour le statut des coopératives agricoles. Il se déclare ensuite favorable à l'implantation, dans les pays du tiers-monde, d'usines de reconstitution du lait.

Pour M. MEHAIGNERIE, se-

crétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, « tout regard objectif permet de mesurer le long chemin parcouru depuis vingt ans en ce qui concerne l'évolution du revenu agricole ». S'agissant de la correction des disparités, il déclare : « Des inégalités subsistent. Il faut se garder de toute démagogie. 25 % des agriculteurs ou des exploitations sont très pauvres, mais plus de 60 % d'entre elles sont à temps partiel. » Pour ce qui est de la retraite, il précise que la plupart des intéressés optent pour l'indemnité viagère de départ et indique qu'en 1974 près de cinquante mille agriculteurs ont pris leur retraite avant soixante-cinq ans, contre sept mille à soixante-cinq ans ou après. Généraliser la retraite à soixante ans pourrait aller, à son avis, à l'encontre de la politique favorisant l'installation de jeunes agriculteurs. « L'essentiel, ajoute-t-il, est que les retraites augmentent ; or elles sont restées en moyenne de 4 400 francs en 1970 à 5 161 francs en 1975 ».

M. BONNET :

le Midi méditerranéen ne sera pas sacrifié

M. BONNET affirme que les départements d'outre-mer n'ont nullement été sacrifiés. Il entend d'ailleurs convier ses collègues européens à l'accompagner dans ces départements. Il aborde ensuite les problèmes des produits méditerranéens, et précise que le haut fonctionnaire vient d'être chargé de mener une étude complète sur ce dossier, en liaison avec les autorités de Bruxelles. D'autre part, ce sujet, rappelle-t-il, est inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres

des 17 et 18 mai. Il résume ensuite l'opinion selon laquelle toutes les concessions de la France seraient fondées sur le souci d'exporter des produits industriels. Évoquant l'éventuelle adhésion de la Grèce au Marché commun, il affirme que le gouvernement français n'est nullement disposé à sacrifier les productions du Midi méditerranéen. Relevant que le vin était le produit auquel son ministère s'est efforcé d'effort, il se déclare assuré de l'efficacité de l'Office des vins. En ce qui

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET 1974

L'Assemblée donne un avertissement au gouvernement

Pour échapper à la routine et faire en sorte que le vote des lois de règlement budgétaire par le Parlement cesse d'être un « rite immuable sans portée », l'Assemblée nationale a adopté, mercredi soir 28 avril, un amendement, sans doute le premier de genre, supprimant plus de 9 millions de francs d'excédent destinés à réparer les erreurs matérielles répétées. Cette suppression, intervenant dans le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974, conduira à constater que les chapitres concernés n'ont pas fait l'objet d'un règlement. « A chacun de prendre ses responsabilités », a déclaré M. Papon (U.D.R.), rapporteur

général, en précisant que cet amendement marque la volonté des députés d'obtenir que les services responsables portent une attention renouvelée aux observations de la Cour des comptes, que les appels du Parlement soient entendus et son pouvoir de contrôle restauré. « Nous avons voulu donner un simple avertissement », a-t-il ajouté. Sa mise en garde contre une « sévérité excessive » n'ayant pas été entendue, il ne restait plus à M. Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, qu'à méditer cette phrase de Casimir Périer : « C'est dans le vote de la loi des comptes que la Chambre porte sa grande censure sur les actes ministériels. »

Dans la discussion du texte, M. MAURICE PAPON (U.D.R.), rapporteur général, relève, en ce qui concerne la gestion des crédits budgétaires, un certain nombre d'erreurs que la Cour des comptes constate et que la commission des finances dénonce, mais qui n'en réapparaissent pas moins chaque année en dépit des assurances renouvelées du gouvernement.

Pour M. BARDOL (P.C., Pas-de-Calais), « le budget 1974 se

révèle encore plus mauvais dans son exécution qu'il ne l'était au départ ». Son groupe votera contre le texte.

M. PONCELET lui indique que les mesures prises par le gouvernement ont limité le taux de l'inflation à 13 % à la fin de 1974 et à 9,6 % à la fin de 1975. Dans la discussion des articles, M. Papon défend l'amendement de la commission. M. Poncelet s'y oppose, estimant que les erreurs relevées ne traduisent pas une mauvaise gestion mais résultent d'une nécessaire complexité. L'Assemblée n'en adopte pas moins l'amendement de la commission. Puis elle repousse deux amendements socialistes sur l'aide aux industries et les fonds de concours. M. Poncelet s'engage à rechercher une comptabilisation différente de l'impôt sur le revenu et des autres impôts directs.

(Publié)

BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte » « à la carte » : 200, 300, 400, 500, 600, 700, 800, 900, 1000, 1100, 1200, 1300, 1400, 1500, 1600, 1700, 1800, 1900, 2000, 2100, 2200, 2300, 2400, 2500, 2600, 2700, 2800, 2900, 3000, 3100, 3200, 3300, 3400, 3500, 3600, 3700, 3800, 3900, 4000, 4100, 4200, 4300, 4400, 4500, 4600, 4700, 4800, 4900, 5000, 5100, 5200, 5300, 5400, 5500, 5600, 5700, 5800, 5900, 6000, 6100, 6200, 6300, 6400, 6500, 6600, 6700, 6800, 6900, 7000, 7100, 7200, 7300, 7400, 7500, 7600, 7700, 7800, 7900, 8000, 8100, 8200, 8300, 8400, 8500, 8600, 8700, 8800, 8900, 9000, 9100, 9200, 9300, 9400, 9500, 9600, 9700, 9800, 9900, 10000.

Paris-Anancy

5 vols quotidiens au départ de Paris-Montparnasse

266.57.40 AIR ALPES DE NOUVELLES LIAISONS REGIONALES

"BAC Révisions"

du programme entier Maths-Physique, Chimie, Sciences, 3 vols par semaine : 10 h, 30 - 21 h, 30 - 3 mai au 12 juin, par équipe de professeurs du lycée Guy Moquet, directeur de l'École Centrale, docteur en sciences.

Journée « région morte » dans le Languedoc

Cent mille manifestants sont attendus à Montpellier

Journée « région morte », ce jeudi 29 avril, dans le Languedoc-Roussillon. C'est un « ultime avertissement » aux pouvoirs publics, lancé par les comités régionaux d'action viticole, la C.G.T., la F.E.D.T., le C.I.D.-UNATI, la F.E.N. et divers mouvements occitans.

Cette journée d'action, qui fait suite aux manifestations départementales du 5 février et du 6 mars, a été organisée au lendemain de la fusillade meurtrière de Montredon-Lès-Corbières.

Un appel diffusé par les organisateurs annonce qu'il « s'agit de cent mille à Montpellier ».

animés d'une ferme détermination pour obtenir des résultats tangibles, conscients que cette seule forme d'action viticole est aussi le moyen de sensibiliser l'opinion en évitant toute action irresponsable susceptible de faire le jeu du pouvoir. Pour « vivre au pays », les différentes catégories socio-professionnelles organisées ont mis en sourdine leur opposition traditionnelle.

Toutefois à la veille de la manifestation, on ne pouvait apprécier avec certitude l'effet qu'auraient les appels à la grève de vingt-quatre heures lancés par les centrales syndicales.

En revanche, les comités d'action, qui se sont définis comme le « bras séculier » de la reven-

dication, ont lancé de nombreux appels à la mobilisation, qui devraient être largement suivis. Des le matin, les vigneronnes devaient converger vers Montpellier où se tiendra, à 15 heures, un meeting sur l'esplanade proche du centre de la cité.

Après le rassemblement, un cortège devait se former pour défilé dans les grandes rues de la ville avant de se diriger vers la route de Lodève. Un service d'ordre composé de quelques milliers de manifestants et de policiers a été prévu pour éviter tout incident.

« Défense de l'économie régionale ; non à la répression ; défense du pouvoir d'achat ; non à l'exportation d'emplois », devaient être les principaux slogans de la manifestation.

Les viticulteurs entendent aussi protester contre le maintien en détention de M. Albert Tissery, le viticulteur-complet de Lauraguet (Aude) inculpé après la fusillade de Montredon, alors que les poursuites engagées contre certains « trafiquants de gros rouge » n'aboutissent pas.

Les viticulteurs manifesteront une fois encore leurs inquiétudes pour le marché du vin de consommation courante. Toutefois, le gouvernement a passablement désamorcé leurs motifs de grogne. Après les accords de Bruxelles (renforcement des règles communautaires pour limiter les plantations et améliorer la qualité ; distillation de 4 millions d'hectolitres en Italie), le ministre de l'Economie et des Finances a révisé à la baisse le prix d'achat minimum de 10,50 francs le degré hecto, et le ministre de l'Agriculture a mis en place l'Office des vins de la région.

Reste à savoir si ces mesures auront un impact suffisant, car les professionnels demandent un prix minimum de 12,50 francs le degré hecto et considèrent que l'Office ne sera pas très efficace, car il ne pourra pas intervenir pour maîtriser l'offre — c'est-à-dire éliminer les importations — de vins.

COTE D'AZUR STATION DES ALPES
RÉSIDENCE CLUB "HOTEL IMPÉRIAL"
TENDE : 830 m d'altitude - 90 minutes de NICE - 10 minutes STATIONS DE SKI.
Isolation par mini-car - Excursions - Pêche - Chasse et loisirs.

offrez-vous
VOTRE PROPRIÉTÉ-VACANCES
UN PLACEMENT SUR ET RENTABLE POUR LA VIE
A VOTRE CHOIX : UNE SEMAINE, UNE QUINZAINE, OU PLUS

EXEMPLE : par quinzaine pour le ski
complètement équipé, 3 personnes 3.500 F
complètement équipé, 4 personnes 4.400 F

STUDIO 2 PIÈCES
HABITABLE IMMÉDIATEMENT
CRÉDIT SPÉCIAL PROMOTEUR

Renseignements et réservation :
PARIS : 89, rue de Grenelle - Tél. 548.54.83
NICE : M. RAVERA, 20, avenue Moncalier - Tél. 51.55.50
CLUB HOTEL IMPÉRIAL - Tél. 04.62.08

MERLIN-GERIN

Pour les trois premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 217,5 millions de francs.

Le portefeuille des commandes atteint 3,5 mois d'activité.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE U.I.F.

L'assemblée ordinaire se réunira le 11 juin 1976 et aura pour objet de valider le bilan et de répartir le dividende.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires t.t.c. de la société et de ses filiales, en mars 1976, s'élève à 94 020 000 F contre 86 310 000 F en mars 1975.

EUROPE N° 1

Pour les six premiers mois de l'exercice 1975-1976 (du 1^{er} octobre 1975 au 31 mars 1976) le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 115 997 000 F contre 106 020 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 9,32 %.

SOCIÉTÉ ANONYME DES GALERIES LAFAYETTE

RÉSULTATS PROVISOIRES DE L'EXERCICE 1975

Le chiffre d'affaires de la société (magasin du boulevard Haussmann) s'est élevé à 1 072 861 000, toutes taxes comprises, au 31 décembre 1975.

Après 18 124 000 F d'amortissement, le bénéfice d'exploitation est de 10 700 000 F contre 23 060 000 F en 1974.

Les résultats des deux nouveaux magasins de Montpellier et de Lyon sont fortement déficitaires. Le compte de pertes et profits corrigé de leur effet des provisions pour dépréciation de titres et de créances s'élève à 20 883 000 F. Compte tenu de diverses autres provisions pour dépréciation et, en contrepartie, de reprises de provisions de nature antérieurement constituées, l'exercice se solde par une perte de 6 587 000 F.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'amortir cette perte à l'aide des bénéfices reportés et d'un prélèvement de 1 837 800 F sur la réserve spéciale de réévaluation.

EURO-CROISSANCE (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire de la Sicav Euro-Croissance, réunie le 12 avril 1976, sous la présidence de M. Vincent Rolland, a approuvé les comptes arrêtés au 31 décembre 1975 et voté la distribution d'un coupon net de 5,75 francs auquel s'ajoutent un avoir fiscal de 0,74 franc. Le dividende est mis en paiement le 28 avril 1976 et peut être réinvesti en actions Euro-Croissance, en fractions de 100 actions, ou en espèces.

Le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 1 072 861 000 F, toutes taxes comprises, au 31 décembre 1975. La progression est de 8 %.

Après 18 124 000 F d'amortissement, le bénéfice d'exploitation est de 10 700 000 F contre 23 060 000 F en 1974.

Les résultats des deux nouveaux magasins de Montpellier et de Lyon sont fortement déficitaires. Le compte de pertes et profits corrigé de leur effet des provisions pour dépréciation de titres et de créances s'élève à 20 883 000 F. Compte tenu de diverses autres provisions pour dépréciation et, en contrepartie, de reprises de provisions de nature antérieurement constituées, l'exercice se solde par une perte de 6 587 000 F.

DUNLOP S.A.

Le directeur a présenté au conseil de surveillance les comptes de 1975, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 23 juin 1976.

Le chiffre d'affaires net de 1975 a atteint 1 047 700 000 F, en progression de 2,5 % sur celui de l'exercice précédent.

La réduction d'activité et l'insuffisance des ventes de pneus ont entraîné une perte de 8,6 millions de francs pour le premier semestre.

Cette tendance favorable se confirme au cours des premiers mois de l'année 1976. Les ventes du premier trimestre, notamment, marquant une progression de 12 % sur la période correspondante de 1975.

CESSATION DE GARANTIE

Art. 44 du décret du 20-7-1972.

La Banque régionale d'escompte et de dépôt — Société coopérative de crédit populaire — société anonyme au capital de 40 000 000 de F, dont le siège social est à Vincennes (93400), 2, avenue du Châtelet, R.C. Paris B 532981785, informe le public que la garantie commerciale jusqu'au 31 décembre 1975 à la S.A.R.L. Lévi (capital de 100 000 F, dont le siège social est : 25, rue de la République, à Paris-8), et dont l'activité est la transaction commerciale sur les immeubles et fonds de commerce, n'a pas été renouvelée.

Cette garantie expirera dans les délais prévus par la loi, c'est-à-dire trois jours francs suivant la publication de la présente annonce.

Cette décision n'emporte pas l'annulation de la présente annonce.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

Les amortissements et provisions de l'exercice 1975 s'élèvent à 22 068 000 F contre 20 436 000 F l'année précédente. Les ventes du premier trimestre, notamment, marquant une progression de 12 % sur la période correspondante de 1975.

Pour louer une voiture en République Populaire du Bénin réservez chez

europcar 645.21.25

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Assemblée générale des Actionnaires du 28 avril 1976

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 28 avril 1976, sous la présidence de M. Jean-Maxime Levêque, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le total du bilan s'élevait, à la fin de l'exercice, à 22,5 milliards de francs contre 20,7 milliards de francs au 31 décembre 1974. Les dépôts, qui atteignent 11 milliards de francs, marquent une progression de 13 % par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice net de la banque est de 72,99 millions de francs contre 35,88 millions de francs en 1974. Le bénéfice net consolidé du groupe

revenant aux actionnaires du Crédit Commercial de France s'élève à 87,9 millions de francs contre 50,2 millions de francs.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende net de 7 F par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3,50 F, soit un revenu global de 10,50 F, égal à celui de l'exercice précédent, mais s'appliquant à un capital en augmentation de 33,7 %, à la suite de l'émission gratuite de 1 151 810 actions nouvelles, créées récemment (1^{er} janvier 1975). Ce dividende sera payable à partir du 5 mai 1976.

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Olivier Lecer.

Elle a, en outre, autorisé le conseil à procéder, s'il le jugeait nécessaire, à l'émission d'obligations non convertibles et non échangeables, dans la limite d'un plafond maximum de 500 millions de francs. A l'issue de cette assemblée, une assemblée générale extraordinaire, de même, autorisée le conseil à porter éventuellement le capital social, en une ou plusieurs fois, à un maximum de 700 millions de francs. Il n'entre pas présentement dans les intentions du conseil d'utiliser ces autorisations qui sont valables pour une durée de cinq ans.

ALLOCATION PRONONCÉE PAR M. JEAN-MAXIME LEVÊQUE

Président du Crédit Commercial de France

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Le Crédit Commercial de France vient d'être douze fois frappé par la disparition de celui qui, pendant quinze années d'efforts et de succès, fut son président.

Hommage à Jacques Merlin

En ouvrant cette assemblée, mon premier devoir — que j'accomplis avec la tristesse et l'émotion qu'on imagine de la part de celui qu'il appela auprès de lui pour le second — est de lui rendre hommage.

C'est à la fin de 1960 que votre conseil d'administration, préoccupé de voir le Crédit Commercial de France perdre du terrain dans la compétition bancaire, et placé dans la nécessité de faire face au départ à la retraite et à la brusque maladie de ses deux animateurs, décida d'appeler à la présidence un homme de l'extérieur.

C'est ainsi que, après quarante quatre années consacrées à l'assurance, Jacques Merlin se lança dans cette aventure, à l'âge où les hommes préparent habituellement leur retraite.

Il a réussi au-delà de toute espérance, montrant une fois de plus l'empire qu'un homme peut avoir sur le destin. Sous sa présidence, le Crédit Commercial de France, qui se plaçait de Paris vers le Sud, a fait de la place de Paris son point de départ.

Entouré d'un conseil composé d'hommes réputés pour leur expérience et pour leur sens des responsabilités, dont il savait qu'il était l'émulation et dont il écoutait attentivement les avis, il se considérait comme responsable avant tout, de la cohésion et de la continuité de notre entreprise :

— Cohésion entre les intérêts du personnel et des cadres qui y travaillaient, en tirant leurs moyens d'existence et y trouvant la voie de leur promotion, les intérêts des actionnaires, petits, moyens et grands, qui lui confiaient volontiers leurs capitaux, c'est-à-dire leur épargne, et les intérêts de la clientèle, dans la satisfaction de laquelle rien n'est possible ;

— Continuité, car l'entreprise libre est en perpétuelle évolution, entre un passé dont elle tire sa réputation, et un avenir qui sera confié à des hommes qu'il lui faut choisir et former.

Il animait une équipe dans laquelle il avait groupé anciens et nouveaux, à qui il déléguait largement. Il provoquait une constante réflexion sur les buts et les moyens et remettait en cause les habitudes lorsqu'elles devenaient stériles. Connaissant les bienfaits de la concurrence, et respectueux de ses contraintes, il était toujours prêt à donner de sa personne et à susciter l'ardeur de ses collaborateurs, afin que notre maison tienne sa place dans la compétition bancaire, nationale et internationale, qu'elle serve mieux sa clientèle et qu'elle attire une clientèle nouvelle.

Sachant les risques que notre pays court quand il se repose sur lui-même, il fit en sorte que l'activité du Crédit Commercial de France se situât dans un cadre mondial, tout en lui conservant son assise essentiellement française.

Exerçant ainsi pleinement ses responsabilités à l'égard de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient mis leur sort à notre entreprise, il se consacrait aussi, non seulement à la Société Française d'Assurance pour favoriser le crédit, dont il continuait d'assurer la présidence, mais aussi à de nombreuses tâches extérieures. Au sein des conseils d'administration où il siégeait comme vice-président ou comme administrateur, il concevait ses fonctions avec le même souci de ses responsabilités que celui qui avait ainsi fait appel à lui. Au Conseil national du patronat français, en un temps à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, à l'Association française des banques, il fut un de ceux dont l'avis était le plus respecté, parce qu'il était toujours empreint d'expérience, de vigueur et de bon sens.

Il avait ainsi mis à l'usage de notre maison, et au service de notre profession et de notre pays, toutes les ressources de sa personnalité. En effet, l'efficacité de son action ne provenait pas seulement de l'expérience qu'il avait acquise, mais surtout de ce qu'il lui avait permis d'acquiescer : une intuition et une perception des êtres et des choses qui lui permettaient de ne pas s'embarasser d'un excès de savoir et le prédisposaient à l'action ; une connaissance des hommes, un contact personnel, un respect des autres, qui lui valaient d'être toujours recherché et entouré ; une vitalité et une généralité qui entraînaient ceux qui le suivaient dans un effort créateur et loyal ; une force et une sensibilité qui, ensemble, emportaient le respect et l'amitié.

Le rôle de l'entreprise privée

Chaque année, en s'adressant à vous, il faisait part publiquement de ses convictions. Ses propos dépassaient le cadre strict de votre assemblée et situaient l'activité de notre maison dans une conception globale de la société moderne. Il développait alors dans un langage simple des idées qui sont plus que jamais d'actualité. La société humaine ne peut évoluer dans la contrainte d'une planification rigide, préventive et coercitive. C'est dans la liberté, la spontanéité et la compétition que l'homme s'épanouit et se dépasse. Le progrès social est le résultat de l'efficacité et de la prospérité économiques. Il vient après celles-ci et, par conséquent, la sanction s'appelle inflation. Le profil ne doit pas être compris comme une rente acquise au détriment des autres, mais comme la mesure qui permet dans nos économies complexes d'écarter les activités parasites ou stériles et d'encourager les activités créatrices. L'entreprise privée — au sein de laquelle les hommes s'associent, à des titres divers, mais toujours librement — est la meilleure forme possible d'organisation de la vie économique, parce qu'elle seule est compatible, en même temps, avec l'impératif de l'efficacité, et avec le respect de la liberté et de la dignité humaines. La concurrence doit être préservée ; elle ne doit pas être

faussée, comme elle l'est trop souvent, par des interventions de l'Etat dans la vie économique. Les chefs d'entreprise doivent pratiquer une concertation loyale et franche avec le pouvoir politique, mais celui-ci doit accepter, en échange, d'écouter leurs avis.

Pour reprendre la belle image dont un autre de ses amis, ici présent, s'est servi récemment devant moi, Jacques Merlin, en disant, à la Société Française d'Assurance, laissez derrière lui un sillage. Il nous a permis de le développer et de l'approfondir.

Les résultats du Crédit Commercial de France en 1975

L'année 1975, si elle s'est achevée pour notre pays sur un nouveau départ vers la croissance économique, a été marquée, pour l'essentiel, de sa durée, par la prolongation et l'aggravation de la crise la plus sévère que le monde industrialisé ait connue depuis longtemps. Que le Crédit Commercial de France ait cependant enregistré des résultats bénéficiaires en forte amélioration sur ceux des années précédentes, c'est, à première vue, surprenant.

Ayant pendant deux années exercé les responsabilités de la direction générale de notre société et ayant eu la mission de secondier mon prédécesseur dans ses efforts pour assurer le renouveau, le Crédit Commercial de France, comme pour moi, ce fut en réalité la médiocrité des résultats des années précédentes qui constituait matière à déception.

Notre bénéfice net avait en effet régressé pendant trois ans, passant successivement de 46 millions de francs en 1972, à 45 millions de francs en 1973, puis à 38 millions de francs en 1974. Le chiffre de ces résultats s'expliquait notamment par la baisse des cours en Bourse de notre portefeuille de valeurs mobilières, par la charge des réserves amortissables imposées par l'institut d'émission et par les mesures fiscales d'exception de 1974. Ainsi que ceux des banques françaises en général, ils étaient nettement inférieurs, en proportion des bilans — et par conséquent — à ceux des banques des autres grands pays, dont nous sommes les concurrents.

Notre bénéfice pour 1975, qui s'élève à près de 73 millions de francs, réalise ainsi mieux que ceux qui l'ont précédé, le chiffre de nos comptes par notre maison depuis quinze ans. Il s'entend après déduction d'une somme de 37 millions de francs aux réserves et de 84 millions aux provisions diverses, dont 72 millions de francs pour les créances contentieuses et douteuses. Ce dernier chiffre, qui est en très fort accroissement par rapport aux années antérieures, atteste la sévérité de la crise économique que nous avons traversée, en France et dans le monde. Au niveau du groupe, le bénéfice net consolidé revenant aux actionnaires du Crédit Commercial de France s'élève à 88 millions de francs.

Ces résultats nous ont paru justifier la double opération d'augmentation de capital, en espèces et en versement de réserves, que nous avons entreprise à la fin de l'année dernière. Cette opération qui, jointe aux mises en réserves que vous avez prononcées, aura porté le capital de la société à 259 millions de francs

à 432 millions et ses fonds propres à 559 millions à 556 millions de francs, le meilleur accueil. Nos intentions ont été comprises : nous avons cherché à renforcer la solidité et les moyens d'action de notre maison en faisant appel à une nouvelle fois à la confiance de nos actionnaires, et nous avons voulu en même temps leur faire bénéficier, par un rendement accru de leurs actions, des résultats bénéficiaires plus satisfaisants qu'à l'ordinaire.

Fait vous approuvez aujourd'hui les propositions de votre conseil concernant le dividende de 1975 et si, comme on peut l'espérer, celui-ci est en mesure de vous proposer l'année prochaine, des propositions de même dividende par action, c'est finalement un rendement de 10 %, y compris l'avoir fiscal, que produiront nos actions à leur cours actuel. Dans une Bourse déprimée, celui-ci est lui-même en augmentation de 8 % sur celui enregistré au milieu de l'année 1975, avant l'annonce de l'opération.

L'activité du Crédit Commercial de France de 1960 à 1975

Ainsi se trouve concrétisé le succès de l'effort entrepris par mon prédécesseur à la tête de notre établissement. De quelques chiffres très simples permettez-moi de décrire le chemin parcouru par le Crédit Commercial de France depuis que Jacques Merlin fut appelé à sa présidence. Entre 1960 et 1975, en chiffres constants, le bilan et les dépôts ont été multipliés par 6, les fonds propres ont été multipliés par 4, le salaire moyen par personne employée par 3,5 et le dividende par action, sans avoir fiscal, par 2.

Ces chiffres sont le résultat d'une politique qui s'inspirait de trois principes : expansion mesurée et équilibrée, intense activité en France et dans le monde, qualité du service.

Que ce soit à l'égard de ses 6 375 salariés, de ses 2 600 retraités, de ses 15 400 actionnaires ou de ses 370 000 clients, l'action de notre maison est donc bénéfique, en dépit de circonstances souvent difficiles et d'une concurrence qui n'a pas toujours été loyale de la part de certaines institutions bancaires. Elle s'est exercée dans le respect scrupuleux des objectifs assignés par le gouvernement et des réglementations parfois très contraignantes imposées par les autorités monétaires. Par ses activités internationales, le Crédit Commercial de France a, en outre, contribué au rayonnement extérieur de notre pays et au développement de ses exportations. Personne ne peut prétendre de bonne foi qu'il n'ait exercé un rôle bénéfique pour notre pays.

La part, déterminante, qui revient à mon prédécesseur dans ce succès m'autorise à prendre ainsi le ton de la fierté. Les attaques dont les banques privées sont aujourd'hui l'objet m'y invitent. Au moment où j'assume, de la fin de l'année dernière, la présidence de la direction, vis-à-vis du conseil d'administration et vis-à-vis des cadres et du personnel de notre maison, la responsabilité de son avenir, voici que les Français sont invités à se prononcer sur la nationalisation des banques privées.

Il est de notre devoir de contribuer à éclairer l'opinion sur les conséquences d'une telle mesure.

La nationalisation, c'est l'étatisation

Il est trompeur de parler de l'occurrence de la nationalisation. Les banques privées ayant leur siège en France sont dirigées par des Français, leur personnel est pour la quasi-totalité française, et leur capital est à très forte majorité française. Il ne s'agit donc pas de franciser ce qui serait étranger. La France ayant heureusement un rôle international il existe certes, à Paris, des succursales et des filiales de banques étrangères, comme il existe des succursales et des filiales de banques françaises à Londres, Francfort ou New-York, mais, à ma connaissance, il n'est pas question de les nationaliser, c'est-à-dire de les franciser. Pour appeler les choses par leur nom, nous sommes en réalité devant un projet d'étatisation des banques privées françaises.

Pour bien apprécier ce qu'en entraînerait l'étatisation, il faut se souvenir que les banques privées, qui ne recueillent même pas 15 % de l'ensemble des dépôts de toute la France, sont en concurrence avec trois banques dont le capital appartient à l'Etat et dont chacune est environ sept fois plus grosse que la plus importante des banques privées, avec les mutuelles de dépôts et de crédit, les caisses de crédit agricole et les banques populaires avec les Caisse d'épargne, qui reçoivent progressivement tous les attributs des banques, et avec les chèques postaux et la Caisse d'épargne postale. Si les banques privées sont ainsi menacées d'étatisation, ce n'est évidemment pas, dans l'idée des auteurs du projet, pour que l'Etat prenne le contrôle d'établissements qui tiennent dans le marché bancaire et financier, une place aussi modeste, mais bien pour que, sous la dépendance directe du pouvoir politique et de l'Etat, l'ensemble de l'appareil bancaire et financier du pays.

Conséquences de la « nationalisation » des banques privées...

Cette précision étant donnée, les conséquences qu'entraînerait la nationalisation des banques privées deviennent très claires.

... pour le personnel

Pour le personnel des banques privées, la mesure se traduirait par une fusion avec le personnel des autres banques, au sein d'un, deux ou trois établissements géants, une insertion pénible dans des administrations anonymes, des carrières compromises.

... pour la clientèle

Pour les clients de l'ensemble des banques, la nationalisation des banques privées mettrait fin à la concurrence bancaire. Les Français n'auraient plus le choix de leur banque, mais devraient s'en remettre, pour leurs emprunts et pour le placement de leur épargne, à un, deux ou trois organismes gérés par l'Etat. Le crédit cesserait d'être accordé en fonction d'une saine appréciation des capacités de remboursement, pour devenir un faveur réservée aux secteurs économiques et aux entreprises désignées par les planificateurs et à la clientèle politique des partis au pouvoir, et dont seraient exclus ceux qui seraient jugés, par les maîtres du moment, inutiles, importuns ou opposants. Quant aux autres services rendus à la client

tèle par les banques — réalisation des paiements en France et avec l'étranger, réalisation des multiples opérations financières que suppose le fonctionnement d'une société moderne, aide à la gestion des patrimoines — comment imaginer qu'ils puissent être assurés par des administrations bureaucratiques dans les conditions de rapidité, de confiance réciproque, de compétence et de discrétion exigées à juste titre par le public.

... pour les actionnaires

Pour les actionnaires des banques privées, l'étatisation équivalait à une spoliation. Les cours de bourse actuels des actions bancaires, sur la base desquels l'indemnité de nationalisation serait calculée, sont en effet largement inférieurs à la valeur des actifs des banques, surtout si on inclut dans ces actifs, comme il est normal de le faire, la valeur du fonds de commerce de chaque banque.

... pour les contribuables

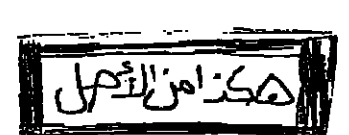
Quant aux contribuables, ils auraient d'abord à supporter la charge de cette indemnisation. Ils auraient ensuite à subir les conséquences de la disparition de ces contribuables modèles que constituent les banques privées. C'est le moment de révéler que, pour la dernière année connue, soit 1974, les banques privées, qui ne représentent pourtant que 15 % du marché bancaire et financier, ont payé 80 % de l'impôt sur les bénéfices versés par l'ensemble des établissements bancaires et parabancaires.

Vous me comprendrez certainement d'avoir voulu aborder, à l'occasion de votre assemblée, quelques-uns des aspects de cet absurde projet. Nos réunions ne sont pas sans écho et j'ai personnellement confiance que, si toutes les personnes de bonne volonté sont mieux informées sur tout ce qu'il implique, la menace qui pèse sur l'existence de notre entreprise sera finalement écartée.

Les perspectives de 1976

Pour l'heure, notre maison poursuit son action avec détermination. Au 31 mars 1976, la progression de nos dépôts d'épargne, sur une base annuelle, à 20 %. Nos crédits étaient en croissance modérée, accompagnant la reprise économique qui s'affirme dans notre pays et dans le monde industriel. Quant à nos résultats, s'ils étaient au niveau des bénéfices bruts, diminution par rapport à ceux de l'année précédente par suite de la baisse de nos conditions de placement, ils étaient comparables, après prise en compte des provisions pour comptes contentieux ou douteux. Celles-ci étaient heureusement, en effet, en voie de réduction du fait du redressement de la situation économique.

Redoutant les conséquences possibles d'une situation politique troublée, dans le monde et en France au cours des prochains mois, nous nous efforçons de maintenir la politique que nous avons déjà observée en 1975 : expansion modérée, renforcement de nos équipes et de nos moyens en matériel, versement d'une rémunération correcte à nos cadres, mais aussi accroissement des réserves, qui restent votre propriété, et qui, lorsque vous l'aurez dans l'entreprise, permettront de mieux assurer son avenir.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
28 AVRIL

La levée de bonnetiers des élus de la majorité contre le projet de taxation des plus-values a sensiblement revigoré mercredi la Bourse de Paris qui se laissait aller au découragement depuis plusieurs séances.

Un mouvement de reprise assez notable a été enregistré sur une cinquantaine de valeurs, dont la moitié, au moins, a progressé de 2 à 4 %.

L'intérêt des opérateurs s'est concentré sur les valeurs de matériel électrique, d'alimentation, de magasins et de construction mécanique.

Les grandes vedettes telles P.D.R., L.A.T. Huide, L'Oréal, Poëlain, C.S.F., Orlida, Michelin, Carrefour, L.M.T., Ferodo, se sont également détachées.

L'on a toutefois noté la répétition de certaines ventes de grosses, dues en partie, à la poursuite de quelques ventes étrangères. Ces ventes ont été surtout localisées dans le secteur bancaire. Celles-ci n'ont cependant pas empêché les titres indiciels de monter d'environ 1 %.

Il est vrai que les organismes de placements collectifs ont discrètement repris leurs achats, aidant ainsi le marché à se redresser, d'autant plus que le volume des échanges est resté peu étoffé.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont, semble-t-il, temporairement stoppé leur mouvement de reprise, quelques baisses apparaissant ici et là. Les allemandes et les américaines se sont à nouveau effritées.

Sur le marché de l'or, le napoléon s'est légèrement raffermi à 240 F en hausse de 0,30 F. Le lingot a nettement monté, gagnant 130 F à 19 480 F après un premier cours de 19 455 F.

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1973.)		
	27 avril	28 avril
Valeurs françaises ..	99,5	99,8
Valeurs étrangères ..	110,2	109,1
C _a DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	74,1	74,5

BOURSE DE PARI

LONDRES

Le marché reste bien orientée jeudi à l'ouverture. Les industrielles progressent de 1 à 2 points. Nouvelle avance des pétroles et des fonds d'Etat. Les mines d'or, en revanche, poursuivent leur repli.

VALEURS	CLOTURE	COURS
	28/4	29/4
War Loan 3 1/2 %...	25 3/8	25 7/16
Seacarb	38	38 1/2
British Petroleum	655	655 1/2
Shell	432	434 1/2
Wickers	197	200
Imperial Chemical	400	401
Castrols	150	152
Glaxo	242	246 1/2
Western	10 1/2	20
Rio Tinto Zinc Corp	21	21
* West Britishfont	24 3/4	24 1/2
** En livres.		

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOBEL-BOZEL — Perte consolidée du groupe pour 1975 (résultats de Valentine inclus) : 28,87 millions de francs contre un bénéfice de 22,15 millions (hors Valentine) en

22,15 millions (hors Valentine) en 1974. Ce déficit est imputable aux mauvais résultats enregistrés dans la transformation des plastiques, les panneaux de bois et de laine minérale. Bénéfice de la holding : 24,53 millions de francs contre 9,91 millions. Dividende global inchangé de 9.375 F.

PEUGEOT S.A. — Bénéfice pour 1975 : 112 millions de francs (+ 24,8 %). Dividende global de 15 F contre 13,65 F.

POCLAIN. — Perte consolidée pour 1975 : environ 140 millions de francs. Le déficit de Poclain S.A. atteint 118 millions de francs contre un bénéfice de 12,80 millions en 1974.

bénéfice de 13,52 millions, après 35 millions de francs d'amortissements et 73 millions de francs de provisions sur filiales. Un net redressement a été enregistré au premier trimestre 1978.

B.S.N.-GERVAIS-DANONE. — Résultats non consolidés : perte nette de 6,47 million de francs contre un

de 0,47 million de francs contre un bénéfice de 100 millions de francs, après 23,6 millions de francs de provisions, contre 61,30 millions de francs, compte tenu de 8,14 millions de francs de plus-values contre 30,74 millions. Dividende global maintenu à 37,80 F par prélèvement sur le report à nouveau.

sur le report & nouveau.
R.A.S.F. — Dividende pour 1975 :
 7 DM contre 8,50 DM.
AUTOMOBILES PEUGEOT. —
 Bénéfice net pour 1975 : 109,71 mil-
 lions de francs (+ 110,6 %).

5 - 28 AVRIL

NEW-YORK

Barrica

Reprise

Après une nouvelle baisse initiale, le mouvement de reprise s'est poursuivi mercredi, en fin de séance, Wall Street, qui a permis à l'indice des bourses industrielles de repasser la barre des 1 000. Ce mouvement s'est toutefois effectué avec très peu de titres — 15,79 millions de titres —, le mouvement ayant changé de main à 15,76 millions la veille, montrant principalement son origine dans quelques rachats du découvert.

Dans leur grande majorité, les producteurs restent l'arme au poing dans l'attente de la publication des statistiques bancaires sur l'évolution hebdomadaire de la masse monétaire. Il est vrai que l'annonce de celui-ci (- 0,4 %) de l'indice global de l'activité économique en mars,

Sur 1 859 valeurs traitées, 762 c'est-à-dire 41 %, ont monté et 447 n'ont varié.

VALEURS	COURS 27/4	COURS 28/4
.....	E2 1/4	E2 1/4

1	52 1/4	32 3/4
2	52 1/4	32 3/4
3	52 1/4	32 3/4
4	52 1/4	32 3/4
5	52 1/4	32 3/4
6	52 1/4	32 3/4
7	52 1/4	32 3/4
8	52 1/4	32 3/4
9	52 1/4	32 3/4
10	52 1/4	32 3/4
11	52 1/4	32 3/4
12	52 1/4	32 3/4
13	52 1/4	32 3/4
14	52 1/4	32 3/4
15	52 1/4	32 3/4
16	52 1/4	32 3/4
17	52 1/4	32 3/4
18	52 1/4	32 3/4
19	52 1/4	32 3/4
20	52 1/4	32 3/4
21	52 1/4	32 3/4
22	52 1/4	32 3/4
23	52 1/4	32 3/4
24	52 1/4	32 3/4
25	52 1/4	32 3/4
26	52 1/4	32 3/4
27	52 1/4	32 3/4
28	52 1/4	32 3/4
29	52 1/4	32 3/4
30	52 1/4	32 3/4
31	52 1/4	32 3/4
32	52 1/4	32 3/4
33	52 1/4	32 3/4
34	52 1/4	32 3/4
35	52 1/4	32 3/4
36	52 1/4	32 3/4
37	52 1/4	32 3/4
38	52 1/4	32 3/4
39	52 1/4	32 3/4
40	52 1/4	32 3/4
41	52 1/4	32 3/4
42	52 1/4	32 3/4
43	52 1/4	32 3/4
44	52 1/4	32 3/4
45	52 1/4	32 3/4
46	52 1/4	32 3/4
47	52 1/4	32 3/4
48	52 1/4	32 3/4
49	52 1/4	32 3/4
50	52 1/4	32 3/4
51	52 1/4	32 3/4
52	52 1/4	32 3/4
53	52 1/4	32 3/4
54	52 1/4	32 3/4
55	52 1/4	32 3/4
56	52 1/4	32 3/4
57	52 1/4	32 3/4
58	52 1/4	32 3/4
59	52 1/4	32 3/4
60	52 1/4	32 3/4
61	52 1/4	32 3/4
62	52 1/4	32 3/4
63	52 1/4	32 3/4
64	52 1/4	32 3/4
65	52 1/4	32 3/4
66	52 1/4	32 3/4
67	52 1/4	32 3/4
68	52 1/4	32 3/4
69	52 1/4	32 3/4
70	52 1/4	32 3/4
71	52 1/4	32 3/4
72	52 1/4	32 3/4
73	52 1/4	32 3/4
74	52 1/4	32 3/4
75	52 1/4	32 3/4
76	52 1/4	32 3/4
77	52 1/4	32 3/4
78	52 1/4	32 3/4
79	52 1/4	32 3/4
80	52 1/4	32 3/4
81	52 1/4	32 3/4
82	52 1/4	32 3/4
83	52 1/4	32 3/4
84	52 1/4	32 3/4
85	52 1/4	32 3/4
86	52 1/4	32 3/4
87	52 1/4	32 3/4
88	52 1/4	32 3/4
89	52 1/4	32 3/4
90	52 1/4	32 3/4
91	52 1/4	32 3/4
92	52 1/4	32 3/4
93	52 1/4	32 3/4
94	52 1/4	32 3/4
95	52 1/4	32 3/4
96	52 1/4	32 3/4
97	52 1/4	32 3/4
98	52 1/4	32 3/4
99	52 1/4	32 3/4
100	52 1/4	32 3/4

COIIRS DU DOLLAR A TOKYO

	28/4	29/4
--	------	------

Dollar (en francs)	299 275	Clos
-------------------------	---------	------

Taux du marché monétaire

Effets privés.....	7 9/16 %
--------------------	----------

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Inspection	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compos. section	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compos. section	VALEURS	Précéd. clôture	Précéd. cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compos. section																
10	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
11	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
12	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
13	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
14	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
15	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
16	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
17	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
18	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
19	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
20	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
21	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
22	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
23	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
24	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
25	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
26	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
27	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
28	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
29	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
30	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
31	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
32	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
33	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
34	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
35	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
36	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
37	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
38	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
39	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
40	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
41	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
42	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
43	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
44	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
45	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
46	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
47	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
48	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric	255	10	251	250	250	250	10	358	10
49	1.20 1/2, 1873	1468	1465	1468	1468	645	Est. Egr. Electr.	833	843	843	844	186	Offis-Comp.	179	178 50	175 00	179 50	640	I.A.T.	538	538	545	535	355	Gen. Electric									

COTE DES CHANGES

[illegible]

MARCHE LIBRE DE L'ON

MONNAIES ET DEVISES	COURS par 100 francs	COURS par 100 francs
Dr. fin (titre au barre) ..	19350 ..	18430 ..
Dr. fin (titre au lingot) ..	19350 ..	18430 ..
Pièces françaises (20 fr.) ..	173 68	172 ..
Pièces françaises (10 fr.) ..	173 68	172 ..
Pièces suisses (20 fr.) ..	187 96	188 10
Pièces italiennes (20 fr.) ..	187 96	188 10
Suisses ..	205 ..	202 48
Pièces de 20 dollars ..	850 48	861 69
Pièces de 10 dollars ..	425 24	430 84
Pièces de 5 dollars ..	212 62	215 42
Pièces de 50 pesos ..	781 58	784 ..
Pièces de 10 florins ..	204 90	205 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - PORTUGAL : le P.P.D. maintient ses ministres dans le gouvernement provisoire.
 - ITALIE : les communistes durcissent leur attitude à l'égard de M. Moro.
3. DIPLOMATIE
 - TRIBUNE INTERNATIONALE : « La dialogue des pionniers de la détente », par Spartak Beglov.
4. ASIE
 - JAPON : la Chambre basse vote la ratification du traité de non-prolifération nucléaire.
- 5-6. AFRIQUE
 - La tournée de M. Kissinger.
 - La Rhodésie à vingt contre un (IV), par Jean-Claude Pomoni.
19. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : les partis de gauche demandent l'ajournement de l'élection présidentielle.
19. AMÉRIQUES
 - LIBRES OPINIONS : « Maintenant ou jamais », par F. Géraud.
 - Le parti socialiste va chercher à rassurer sans édulcorer son programme.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 21 à 28

- LE FEUILLETON de B. Polrot-Delpech : « Maîtres à penser ».
- LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Deux revues solitaires, Jacques Zédel et Christian Coffinet ; Audibert à la Sorbonne ; Jean Malrieu.
- FIGURES DES LETTRES AMÉRICAINES : John Gardner, Jack Kerouac, Malcolm, Philip Roth, Terry Andrews, Tennessee Williams.
- L'UNION SOVIÉTIQUE A TRAVERS LES LIVRES : Medvedev et la révolution d'Octobre ; Comment vivent les Russes aujourd'hui.
- PHILOSOPHIE : Jean-Toussaint Desanti ; Entretien autour de « Minépolis ».
31. JUSTICE
 - Cours d'essais de la Somme : le procès de Pierre Goldman ; Roland Agret s'adresse aux leaders de la gauche.
 31. SPORTS
 - 32-33. ÉDUCATION
 - L'égitation universitaire et lycéenne.
 33. MÉDECINE
 - L'Académie : la prévention de l'athérosclérose.
 34. DÉFENSE
 - Le chef de l'Etat a supervisé la rédaction du prochain plan d'équipement militaire.
 34. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - QUALITÉ DE LA VIE : unanimité pour la protection de la nature.
 - 37 à 39. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Chantons sous l'occupation ; Adieu, ma jolie.
 - MUSIQUE : Rojdestvensky et Weissenberg.
 - GALERIES : l'art du drap d'Olivier Brice.
 - 43 à 45. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - AGRICULTURE : journée « région morte » dans le Languedoc.
 - CONJONCTURE : la compétitivité des produits français sur les marchés mondiaux pourrait s'améliorer.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (36)

Annuaire d'été (40 à 42) ; Annuaire d'été (43 à 45) ; Annuaire d'été (46 à 48) ; Annuaire d'été (49 à 51) ; Annuaire d'été (52 à 54) ; Annuaire d'été (55 à 57) ; Annuaire d'été (58 à 60) ; Annuaire d'été (61 à 63) ; Annuaire d'été (64 à 66) ; Annuaire d'été (67 à 69) ; Annuaire d'été (70 à 72) ; Annuaire d'été (73 à 75) ; Annuaire d'été (76 à 78) ; Annuaire d'été (79 à 81) ; Annuaire d'été (82 à 84) ; Annuaire d'été (85 à 87) ; Annuaire d'été (88 à 90) ; Annuaire d'été (91 à 93) ; Annuaire d'été (94 à 96) ; Annuaire d'été (97 à 99) ; Annuaire d'été (100 à 102) ; Annuaire d'été (103 à 105) ; Annuaire d'été (106 à 108) ; Annuaire d'été (109 à 111) ; Annuaire d'été (112 à 114) ; Annuaire d'été (115 à 117) ; Annuaire d'été (118 à 120) ; Annuaire d'été (121 à 123) ; Annuaire d'été (124 à 126) ; Annuaire d'été (127 à 129) ; Annuaire d'été (130 à 132) ; Annuaire d'été (133 à 135) ; Annuaire d'été (136 à 138) ; Annuaire d'été (139 à 141) ; Annuaire d'été (142 à 144) ; Annuaire d'été (145 à 147) ; Annuaire d'été (148 à 150) ; Annuaire d'été (151 à 153) ; Annuaire d'été (154 à 156) ; Annuaire d'été (157 à 159) ; Annuaire d'été (160 à 162) ; Annuaire d'été (163 à 165) ; Annuaire d'été (166 à 168) ; Annuaire d'été (169 à 171) ; Annuaire d'été (172 à 174) ; Annuaire d'été (175 à 177) ; Annuaire d'été (178 à 180) ; Annuaire d'été (181 à 183) ; Annuaire d'été (184 à 186) ; Annuaire d'été (187 à 189) ; Annuaire d'été (190 à 192) ; Annuaire d'été (193 à 195) ; Annuaire d'été (196 à 198) ; Annuaire d'été (199 à 201) ; Annuaire d'été (202 à 204) ; Annuaire d'été (205 à 207) ; Annuaire d'été (208 à 210) ; Annuaire d'été (211 à 213) ; Annuaire d'été (214 à 216) ; Annuaire d'été (217 à 219) ; Annuaire d'été (220 à 222) ; Annuaire d'été (223 à 225) ; Annuaire d'été (226 à 228) ; Annuaire d'été (229 à 231) ; Annuaire d'été (232 à 234) ; Annuaire d'été (235 à 237) ; Annuaire d'été (238 à 240) ; Annuaire d'été (241 à 243) ; Annuaire d'été (244 à 246) ; Annuaire d'été (247 à 249) ; Annuaire d'été (250 à 252) ; Annuaire d'été (253 à 255) ; Annuaire d'été (256 à 258) ; Annuaire d'été (259 à 261) ; Annuaire d'été (262 à 264) ; Annuaire d'été (265 à 267) ; Annuaire d'été (268 à 270) ; Annuaire d'été (271 à 273) ; Annuaire d'été (274 à 276) ; Annuaire d'été (277 à 279) ; Annuaire d'été (280 à 282) ; Annuaire d'été (283 à 285) ; Annuaire d'été (286 à 288) ; Annuaire d'été (289 à 291) ; Annuaire d'été (292 à 294) ; Annuaire d'été (295 à 297) ; Annuaire d'été (298 à 300) ; Annuaire d'été (301 à 303) ; Annuaire d'été (304 à 306) ; Annuaire d'été (307 à 309) ; Annuaire d'été (310 à 312) ; Annuaire d'été (313 à 315) ; Annuaire d'été (316 à 318) ; Annuaire d'été (319 à 321) ; Annuaire d'été (322 à 324) ; Annuaire d'été (325 à 327) ; Annuaire d'été (328 à 330) ; Annuaire d'été (331 à 333) ; Annuaire d'été (334 à 336) ; Annuaire d'été (337 à 339) ; Annuaire d'été (340 à 342) ; Annuaire d'été (343 à 345) ; Annuaire d'été (346 à 348) ; Annuaire d'été (349 à 351) ; Annuaire d'été (352 à 354) ; Annuaire d'été (355 à 357) ; Annuaire d'été (358 à 360) ; Annuaire d'été (361 à 363) ; Annuaire d'été (364 à 366) ; Annuaire d'été (367 à 369) ; Annuaire d'été (370 à 372) ; Annuaire d'été (373 à 375) ; Annuaire d'été (376 à 378) ; Annuaire d'été (379 à 381) ; Annuaire d'été (382 à 384) ; Annuaire d'été (385 à 387) ; Annuaire d'été (388 à 390) ; Annuaire d'été (391 à 393) ; Annuaire d'été (394 à 396) ; Annuaire d'été (397 à 399) ; Annuaire d'été (400 à 402) ; Annuaire d'été (403 à 405) ; Annuaire d'été (406 à 408) ; Annuaire d'été (409 à 411) ; Annuaire d'été (412 à 414) ; Annuaire d'été (415 à 417) ; Annuaire d'été (418 à 420) ; Annuaire d'été (421 à 423) ; Annuaire d'été (424 à 426) ; Annuaire d'été (427 à 429) ; Annuaire d'été (430 à 432) ; Annuaire d'été (433 à 435) ; Annuaire d'été (436 à 438) ; Annuaire d'été (439 à 441) ; Annuaire d'été (442 à 444) ; Annuaire d'été (445 à 447) ; Annuaire d'été (448 à 450) ; Annuaire d'été (451 à 453) ; Annuaire d'été (454 à 456) ; Annuaire d'été (457 à 459) ; Annuaire d'été (460 à 462) ; Annuaire d'été (463 à 465) ; Annuaire d'été (466 à 468) ; Annuaire d'été (469 à 471) ; Annuaire d'été (472 à 474) ; Annuaire d'été (475 à 477) ; Annuaire d'été (478 à 480) ; Annuaire d'été (481 à 483) ; Annuaire d'été (484 à 486) ; Annuaire d'été (487 à 489) ; Annuaire d'été (490 à 492) ; Annuaire d'été (493 à 495) ; Annuaire d'été (496 à 498) ; Annuaire d'été (499 à 501) ; Annuaire d'été (502 à 504) ; Annuaire d'été (505 à 507) ; Annuaire d'été (508 à 510) ; Annuaire d'été (511 à 513) ; Annuaire d'été (514 à 516) ; Annuaire d'été (517 à 519) ; Annuaire d'été (520 à 522) ; Annuaire d'été (523 à 525) ; Annuaire d'été (526 à 528) ; Annuaire d'été (529 à 531) ; Annuaire d'été (532 à 534) ; Annuaire d'été (535 à 537) ; Annuaire d'été (538 à 540) ; Annuaire d'été (541 à 543) ; Annuaire d'été (544 à 546) ; Annuaire d'été (547 à 549) ; Annuaire d'été (550 à 552) ; Annuaire d'été (553 à 555) ; Annuaire d'été (556 à 558) ; Annuaire d'été (559 à 561) ; Annuaire d'été (562 à 564) ; Annuaire d'été (565 à 567) ; Annuaire d'été (568 à 570) ; Annuaire d'été (571 à 573) ; Annuaire d'été (574 à 576) ; Annuaire d'été (577 à 579) ; Annuaire d'été (580 à 582) ; Annuaire d'été (583 à 585) ; Annuaire d'été (586 à 588) ; Annuaire d'été (589 à 591) ; Annuaire d'été (592 à 594) ; Annuaire d'été (595 à 597) ; Annuaire d'été (598 à 600) ; Annuaire d'été (601 à 603) ; Annuaire d'été (604 à 606) ; Annuaire d'été (607 à 609) ; Annuaire d'été (610 à 612) ; Annuaire d'été (613 à 615) ; Annuaire d'été (616 à 618) ; Annuaire d'été (619 à 621) ; Annuaire d'été (622 à 624) ; Annuaire d'été (625 à 627) ; Annuaire d'été (628 à 630) ; Annuaire d'été (631 à 633) ; Annuaire d'été (634 à 636) ; Annuaire d'été (637 à 639) ; Annuaire d'été (640 à 642) ; Annuaire d'été (643 à 645) ; Annuaire d'été (646 à 648) ; Annuaire d'été (649 à 651) ; Annuaire d'été (652 à 654) ; Annuaire d'été (655 à 657) ; Annuaire d'été (658 à 660) ; Annuaire d'été (661 à 663) ; Annuaire d'été (664 à 666) ; Annuaire d'été (667 à 669) ; Annuaire d'été (670 à 672) ; Annuaire d'été (673 à 675) ; Annuaire d'été (676 à 678) ; Annuaire d'été (679 à 681) ; Annuaire d'été (682 à 684) ; Annuaire d'été (685 à 687) ; Annuaire d'été (688 à 690) ; Annuaire d'été (691 à 693) ; Annuaire d'été (694 à 696) ; Annuaire d'été (697 à 699) ; Annuaire d'été (700 à 702) ; Annuaire d'été (703 à 705) ; Annuaire d'été (706 à 708) ; Annuaire d'été (709 à 711) ; Annuaire d'été (712 à 714) ; Annuaire d'été (715 à 717) ; Annuaire d'été (718 à 720) ; Annuaire d'été (721 à 723) ; Annuaire d'été (724 à 726) ; Annuaire d'été (727 à 729) ; Annuaire d'été (730 à 732) ; Annuaire d'été (733 à 735) ; Annuaire d'été (736 à 738) ; Annuaire d'été (739 à 741) ; Annuaire d'été (742 à 744) ; Annuaire d'été (745 à 747) ; Annuaire d'été (748 à 750) ; Annuaire d'été (751 à 753) ; Annuaire d'été (754 à 756) ; Annuaire d'été (757 à 759) ; Annuaire d'été (760 à 762) ; Annuaire d'été (763 à 765) ; Annuaire d'été (766 à 768) ; Annuaire d'été (769 à 771) ; Annuaire d'été (772 à 774) ; Annuaire d'été (775 à 777) ; Annuaire d'été (778 à 780) ; Annuaire d'été (781 à 783) ; Annuaire d'été (784 à 786) ; Annuaire d'été (787 à 789) ; Annuaire d'été (790 à 792) ; Annuaire d'été (793 à 795) ; Annuaire d'été (796 à 798) ; Annuaire d'été (799 à 801) ; Annuaire d'été (802 à 804) ; Annuaire d'été (805 à 807) ; Annuaire d'été (808 à 810) ; Annuaire d'été (811 à 813) ; Annuaire d'été (814 à 816) ; Annuaire d'été (817 à 819) ; Annuaire d'été (820 à 822) ; Annuaire d'été (823 à 825) ; Annuaire d'été (826 à 828) ; Annuaire d'été (829 à 831) ; Annuaire d'été (832 à 834) ; Annuaire d'été (835 à 837) ; Annuaire d'été (838 à 840) ; Annuaire d'été (841 à 843) ; Annuaire d'été (844 à 846) ; Annuaire d'été (847 à 849) ; Annuaire d'été (850 à 852) ; Annuaire d'été (853 à 855) ; Annuaire d'été (856 à 858) ; Annuaire d'été (859 à 861) ; Annuaire d'été (862 à 864) ; Annuaire d'été (865 à 867) ; Annuaire d'été (868 à 870) ; Annuaire d'été (871 à 873) ; Annuaire d'été (874 à 876) ; Annuaire d'été (877 à 879) ; Annuaire d'été (880 à 882) ; Annuaire d'été (883 à 885) ; Annuaire d'été (886 à 888) ; Annuaire d'été (889 à 891) ; Annuaire d'été (892 à 894) ; Annuaire d'été (895 à 897) ; Annuaire d'été (898 à 900) ; Annuaire d'été (901 à 903) ; Annuaire d'été (904 à 906) ; Annuaire d'été (907 à 909) ; Annuaire d'été (910 à 912) ; Annuaire d'été (913 à 915) ; Annuaire d'été (916 à 918) ; Annuaire d'été (919 à 921) ; Annuaire d'été (922 à 924) ; Annuaire d'été (925 à 927) ; Annuaire d'été (928 à 930) ; Annuaire d'été (931 à 933) ; Annuaire d'été (934 à 936) ; Annuaire d'été (937 à 939) ; Annuaire d'été (940 à 942) ; Annuaire d'été (943 à 945) ; Annuaire d'été (946 à 948) ; Annuaire d'été (949 à 951) ; Annuaire d'été (952 à 954) ; Annuaire d'été (955 à 957) ; Annuaire d'été (958 à 960) ; Annuaire d'été (961 à 963) ; Annuaire d'été (964 à 966) ; Annuaire d'été (967 à 969) ; Annuaire d'été (970 à 972) ; Annuaire d'été (973 à 975) ; Annuaire d'été (976 à 978) ; Annuaire d'été (979 à 981) ; Annuaire d'été (982 à 984) ; Annuaire d'été (985 à 987) ; Annuaire d'été (988 à 990) ; Annuaire d'été (991 à 993) ; Annuaire d'été (994 à 996) ; Annuaire d'été (997 à 999) ; Annuaire d'été (1000 à 1002) ; Annuaire d'été (1003 à 1005) ; Annuaire d'été (1006 à 1008) ; Annuaire d'été (1009 à 1011) ; Annuaire d'été (1012 à 1014) ; Annuaire d'été (1015 à 1017) ; Annuaire d'été (1018 à 1020) ; Annuaire d'été (1021 à 1023) ; Annuaire d'été (1024 à 1026) ; Annuaire d'été (1027 à 1029) ; Annuaire d'été (1030 à 1032) ; Annuaire d'été (1033 à 1035) ; Annuaire d'été (1036 à 1038) ; Annuaire d'été (1039 à 1041) ; Annuaire d'été (1042 à 1044) ; Annuaire d'été (1045 à 1047) ; Annuaire d'été (1048 à 1050) ; Annuaire d'été (1051 à 1053) ; Annuaire d'été (1054 à 1056) ; Annuaire d'été (1057 à 1059) ; Annuaire d'été (1060 à 1062) ; Annuaire d'été (1063 à 1065) ; Annuaire d'été (1066 à 1068) ; Annuaire d'été (1069 à 1071) ; Annuaire d'été (1072 à 1074) ; Annuaire d'été (1075 à 1077) ; Annuaire d'été (1078 à 1080) ; Annuaire d'été (1081 à 1083) ; Annuaire d'été (1084 à 1086) ; Annuaire d'été (1087 à 1089) ; Annuaire d'été (1090 à 1092) ; Annuaire d'été (1093 à 1095) ; Annuaire d'été (1096 à 1098) ; Annuaire d'été (1099 à 1101) ; Annuaire d'été (1102 à 1104) ; Annuaire d'été (1105 à 1107) ; Annuaire d'été (1108 à 1110) ; Annuaire d'été (1111 à 1113) ; Annuaire d'été (1114 à 1116) ; Annuaire d'été (1117 à 1119) ; Annuaire d'été (1120 à 1122) ; Annuaire d'été (1123 à 1125) ; Annuaire d'été (1126 à 1128) ; Annuaire d'été (1129 à 1131) ; Annuaire d'été (1132 à 1134) ; Annuaire d'été (1135 à 1137) ; Annuaire d'été (1138 à 1140) ; Annuaire d'été (1141 à 1143) ; Annuaire d'été (1144 à 1146) ; Annuaire d'été (1147 à 1149) ; Annuaire d'été (1150 à 1152) ; Annuaire d'été (1153 à 1155) ; Annuaire d'été (1156 à 1158) ; Annuaire d'été (1159 à 1161) ; Annuaire d'été (1162 à 1164) ; Annuaire d'été (1165 à 1167) ; Annuaire d'été (1168 à 1170) ; Annuaire d'été (1171 à 1173) ; Annuaire d'été (1174 à 1176) ; Annuaire d'été (1177 à 1179) ; Annuaire d'été (1180 à 1182) ; Annuaire d'été (1183 à 1185) ; Annuaire d'été (1186 à 1188) ; Annuaire d'été (1189 à 1191) ; Annuaire d'été (1192 à 1194) ; Annuaire d'été (1195 à 1197) ; Annuaire d'été (1198 à 1200) ; Annuaire d'été (1201 à 1203) ; Annuaire d'été (1204 à 1206) ; Annuaire d'été (1207 à 1209) ; Annuaire d'été (1210 à 1212) ; Annuaire d'été (1213 à 1215) ; Annuaire d'été (1216 à 1218) ; Annuaire d'été (1219 à 1221) ; Annuaire d'été (1222 à 1224) ; Annuaire d'été (1225 à 1227) ; Annuaire d'été (1228 à 1230) ; Annuaire d'été (1231 à 1233) ; Annuaire d'été (1234 à 1236) ; Annuaire d'été (1237 à 1239) ; Annuaire d'été (1240 à 1242) ; Annuaire d'été (1243 à 1245) ; Annuaire d'été (1246 à 1248) ; Annuaire d'été (1249 à 1251) ; Annuaire d'été (1252 à 1254) ; Annuaire d'été (1255 à 1257) ; Annuaire d'été (1258 à 1260) ; Annuaire d'été (1261 à 1263) ; Annuaire d'été (1264 à 1266) ; Annuaire d'été (1267 à 1269) ; Annuaire d'été (1270 à 1272) ; Annuaire d'été (1273 à 1275) ; Annuaire d'été (1276 à 1278) ; Annuaire d'été (1279 à 1281) ; Annuaire d'été (1282 à 1284) ; Annuaire d'été (1285 à 1287) ; Annuaire d'été (1288 à 1290) ; Annuaire d'été (1291 à 1293) ; Annuaire d'été (1294 à 1296) ; Annuaire d'été (1297 à 1299) ; Annuaire d'été (1300 à 1302) ; Annuaire d'été (1303 à 1305) ; Annuaire d'été (1306 à 1308) ; Annuaire d'été (1309 à 1311) ; Annuaire d'été (1312 à 1314) ; Annuaire d'été (1315 à 1317) ; Annuaire d'été (1318 à 1320) ; Annuaire d'été (1321 à 1323) ; Annuaire d'été (1324 à 1326) ; Annuaire d'été (1327 à 1329) ; Annuaire d'été (1330 à 1332) ; Annuaire d'été (1333 à 1335) ; Annuaire d'été (1336 à 1338) ; Annuaire d'été (1339 à 1341) ; Annuaire d'été (1342 à 1344) ; Annuaire d'été (1345 à 1347) ; Annuaire d'été (1348 à 1350) ; Annuaire d'été (1351 à 1353) ; Annuaire d'été (1354 à 1356) ; Annuaire d'été (1357 à 1359) ; Annuaire d'été (1360 à 1362) ; Annuaire d'été (1363 à 1365) ; Annuaire d'été (1366 à 1368) ; Annuaire d'été (1369 à 1371) ; Annuaire d'été (1372 à 1374) ; Annuaire d'été (1375 à 1377) ; Annuaire d'été (1378 à 1380) ; Annuaire d'été (1381 à 1383) ; Annuaire d'été (1384 à 1386) ; Annuaire d'été (1387 à 1389) ; Annuaire d'été (1390 à 1392) ; Annuaire d'été (1393 à 1395) ; Annuaire d'été (1396 à 1398) ; Annuaire d'été (1399 à 1401) ; Annuaire d'été (1402 à 1404) ; Annuaire d'été (1405 à 1407) ; Annuaire d'été (1408 à 1410) ; Annuaire d'été (1411 à 1413) ; Annuaire d'été (1414 à 1416) ; Annuaire d'été (1417 à 1419) ; Annuaire d'été (1420 à 1422) ; Annuaire d'été (1423 à 1425) ; Annuaire d'été (1426 à 1428) ; Annuaire d'été (1429 à 1431) ; Annuaire d'été (1432 à 1434) ; Annuaire d'été (1435 à 1437) ; Annuaire d'été (1438 à 1440) ; Annuaire d'été (1441 à 1443) ; Annuaire d'été (1444 à 1446) ; Annuaire d'été (1447 à 1449) ; Annuaire d'été (1450 à 1452) ; Annuaire d'été (1453 à 1455) ; Annuaire d'été (1456 à 1458) ; Annuaire d'été (1459 à 1461) ; Annuaire d'été (1462 à 1464) ; Annuaire d'été (1465 à 1467) ; Annuaire d'été (1468 à 1470) ; Annuaire d'été (1471 à 1473) ; Annuaire d'été (1474 à 1476) ; Annuaire d'été (1477 à 1479) ; Annuaire d'été (1480 à 1482) ; Annuaire d'été (1483 à 1485) ; Annuaire d'été (1486 à 1488) ; Annuaire d'été (1489 à 1491) ; Annuaire d'été (1492 à 1494) ; Annuaire d'été (1495 à 1497) ; Annuaire d'été (1498 à 1500) ; Annuaire d'été (1501 à 1503) ; Annuaire d'été (1504 à 1506) ; Annuaire d'été (1507 à 1509) ; Annuaire d'été (1510 à 1512) ; Annuaire d'été (1513 à 1515) ; Annuaire d'été (1516 à 1518) ; Annuaire d'été (1519 à 1521) ; Annuaire d'été (1522 à 1524) ; Annuaire d'été (1525 à 1527) ; Annuaire d'été (1528 à 1530) ; Annuaire d'été (1531 à 1533) ; Annuaire d'été (1534 à 1536) ; Annuaire d'été (1537 à 1539) ; Annuaire d'été (1540 à 1542) ; Annuaire d'été (1543 à 1545) ; Annuaire d'été (1546 à 1548) ; Annuaire d'été (1549 à 1551) ; Annuaire d'été (1552 à 1554) ; Annuaire d'été (1555 à 1557) ; Annuaire d'été (1558 à 1560) ; Annuaire d'été (1561 à 1563) ; Annuaire d'été (1564 à 1566) ; Annuaire d'été (1567 à 1569) ; Annuaire d'été (1570 à 1572) ; Annuaire d'été (1573 à 1575) ; Annuaire d'été (1576 à 1578) ; Annuaire d'été (1579 à 1581) ; Annuaire d'été (1582 à 1584) ; Annuaire d'été (1585 à 1587) ; Annuaire d'été (1588 à 1590) ; Annuaire d'été (1591 à 1593) ; Annuaire d'été (1594 à 1596) ; Annuaire d'été (1597 à 1599) ; Annuaire d'été (1600 à 1602) ; Annuaire d'été (1603 à 1605) ; Annuaire d'été (1606 à 1608) ; Annuaire d'été (1609 à 1611) ; Annuaire d'été (1612 à 1614) ; Annuaire d'été (1615 à 1617) ; Annuaire d'été (1618 à 1620) ; Annuaire d'été (1621 à 1623) ; Annuaire d'été (1624 à 1626) ; Annuaire d'été (1627 à 1629) ; Annuaire d'été (1630 à 1632) ; Annuaire d'été (1633 à 1635) ; Annuaire d'été (1636 à 1638) ; Annuaire d'été (1639 à 1641) ; Annuaire d'été (1642 à 1644) ; Annuaire d'été (1645 à 1647) ; Annuaire d'été (1648 à 1650) ; Annuaire d'été (1651 à 1653) ; Annuaire d'été (1654 à 1656) ; Annuaire d'été (1657 à 1659) ; Annuaire d'été (1660 à 1662) ; Annuaire d'été (1663 à 1665) ; Annuaire d'été (1666 à 1668) ; Annuaire d'été (1669 à 1671) ; Annuaire d'été (1672 à 1674) ; Annuaire d'été (1675 à 1677) ; Annuaire d'été (1678 à 1680) ; Annuaire d'été (1681 à 1683) ; Annuaire d'été (1684 à 1686) ; Annuaire d'été (1687 à 1689) ; Annuaire d'été (1690 à 1692) ; Annuaire d'été (1693 à 1695) ; Annuaire d'été (1696 à 1698) ; Annuaire d'été (1699 à 1701) ; Annuaire d'été (1702 à 1704) ; Annuaire d'été (1705 à 1707) ; Annuaire d'été (1708 à 1710) ; Annuaire d'été (1711 à 1713) ; Annuaire d'été (1714 à 1716) ; Annuaire d'été (1717 à 1719) ; Annuaire d'été (1720 à 1722) ; Annuaire d'été (1723 à 1725) ; Annuaire d'été (1726 à 1728) ; Annuaire d'été (1729 à 1731) ; Annuaire d'été (1732 à 1734) ; Annuaire d'été (1735 à 1737) ; Annuaire d'été (1738 à 1740) ; Annuaire d'été (1741 à 1743) ; Annuaire d'été (1744 à 1746) ; Annuaire d'été (1747 à 1749) ; Annuaire d'été (1750 à 1752) ; Annuaire d'été (1753 à 1755) ; Annuaire d'été (1756 à 1758) ; Annuaire d'été (1759 à 1761) ; Annuaire d'été (1762 à 1764) ; Annuaire d'été (1765 à 1767) ; Annuaire d'été (1768 à 1770) ; Annuaire d'été (1771 à 1773) ; Annuaire d'été (1774 à 1776) ; Annuaire d'été (1777 à 1779) ; Annuaire d'été (1780 à 1782) ; Annuaire d'été (1783 à 1785) ; Annuaire d'été (1786 à 1788) ; Annuaire d'été (1789 à 1791) ; Annuaire d'été (1792 à 1794) ; Annuaire d'été (1795 à 1797) ; Annuaire d'été (1798 à 1800) ; Annuaire d'été (1801 à 1803) ; Annuaire d'été (1804 à 1806) ; Annuaire d'été (1807 à 1809) ; Annuaire d'été (1810 à 1812) ; Annuaire d'été (1813 à 1815) ; Annuaire d'été (1816 à 1818) ; Annuaire d'été (1819 à 1821) ; Annuaire d'été (1822 à 1824) ; Annuaire d'été (1825 à 1827) ; Annuaire d'été (1828 à 1830) ; Annuaire d'été (1831 à 1833) ; Annuaire d'été (1834 à 1836) ; Annuaire d'été (1837 à 1839) ; Annuaire d'été (1840 à 1842) ; Annuaire d'été (1843 à 1845) ; Annuaire d'été (1846 à 1848) ; Annuaire d'été (1849 à 1851) ; Annuaire d'été (1852 à 1854) ; Annuaire d'été (1855 à 1857) ; Annuaire d'été (1858 à 1860) ; Annuaire d'été (1861 à 1863) ; Annuaire d'été (1864 à 1866